

RAPPORT DE SYNTHÈSE DES AVIS COMMUNES ET PPA

PLUi de l'Ouest
Vosgien

COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DE
L'OUEST VOSGIEN



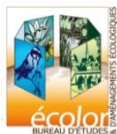
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'OUEST VOSGIEN

***Vu pour être annexé à la présente
délibération du conseil
communautaire en date du 5 juillet
2023 – 2^{ème} Arrêt***






**Le Président
Simon LECLERC**



insitu.



.TABLE DES MATIERES

	INTRODUCTION.....	2
	SYNTHESE DES AVIS DES COMMUNES.....	3
	A. Eléments généraux.....	3
	B. Synthèse par thématiques.....	6
	SYNTHESE DES AVIS DES PPA.....	7
	A. Présentation des PPA.....	7
	B. Synthèse des avis par PPA.....	10
	DETAIL DES AVIS.....	21
	A. Avis des communes.....	22
	B. Avis des PPA.....	103
	MODIFICATIONS AU SECOND ARRÊT.....	152
	A. Correction des erreurs matérielles.....	153
	B. Réponses aux avis.....	154
	C. Synthèse des principales modifications.....	178

INTRODUCTION

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Ouest Vosgien (CCOV) a été engagée par la délibération d'extension de la procédure du PLUi du conseil communautaire en date du 17 mai 2017. Ce document unique est la première pierre de l'expression du projet de territoire et représente un acte fondateur dans la construction et la concrétisation des politiques publiques menées par la communauté de communes, ses communes membres et ses partenaires.

Le PLUi, compétence de la communauté de communes, est le fruit d'une collaboration active avec les communes et d'une importante concertation avec les habitants. Il permet de poser les premières grandes orientations stratégiques de la CCOV en matière de développement économique, d'habitat, de mobilité, à l'échelle des 70 communes, tout en limitant l'artificialisation des sols et en préservant les espaces naturels et agricoles du territoire.

Le conseil communautaire du 16 janvier 2023 a arrêté le bilan de la concertation et le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Conformément aux dispositions spécifiques en matière de PLU Intercommunal prévues en application de l'article L153-15 du code de l'urbanisme, le projet de PLUI arrêté le 16 janvier a fait l'objet d'une consultation obligatoire pour avis des 70 communes membres.

En application des dispositions de l'article R.153-5 du Code de l'urbanisme, chaque commune disposait d'un délai de 3 mois pour rendre un avis sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Dès lors qu'une commune émet un avis défavorable sur les OAP ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, la procédure prévoit un second arrêt du projet. La CCOV en date du 10/05/2023 a fait le choix de « profiter » de ce futur second arrêt pour modifier le contenu du document, tenant compte des avis favorables des communes (souhaitant des modifications ne remettant pas en cause le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et tenant compte également du retour des services de l'Etat et des ses diverses instances (notamment la CDPENAF). Le choix politique assumé de la CCOV consiste également à ne pas opérer de modifications à certaines communes ayant émis des avis négatifs justifiés.

Ce second arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la CCOV a donc notamment pour objet de porter à la connaissance des membres du conseil communautaire les avis des communes et des personnes publiques associées (PPA) consultées. Etant donné que le projet présente des modifications les communes et les PPA auront à nouveau la possibilité de transmettre un nouvel avis sur ce second arrêt.

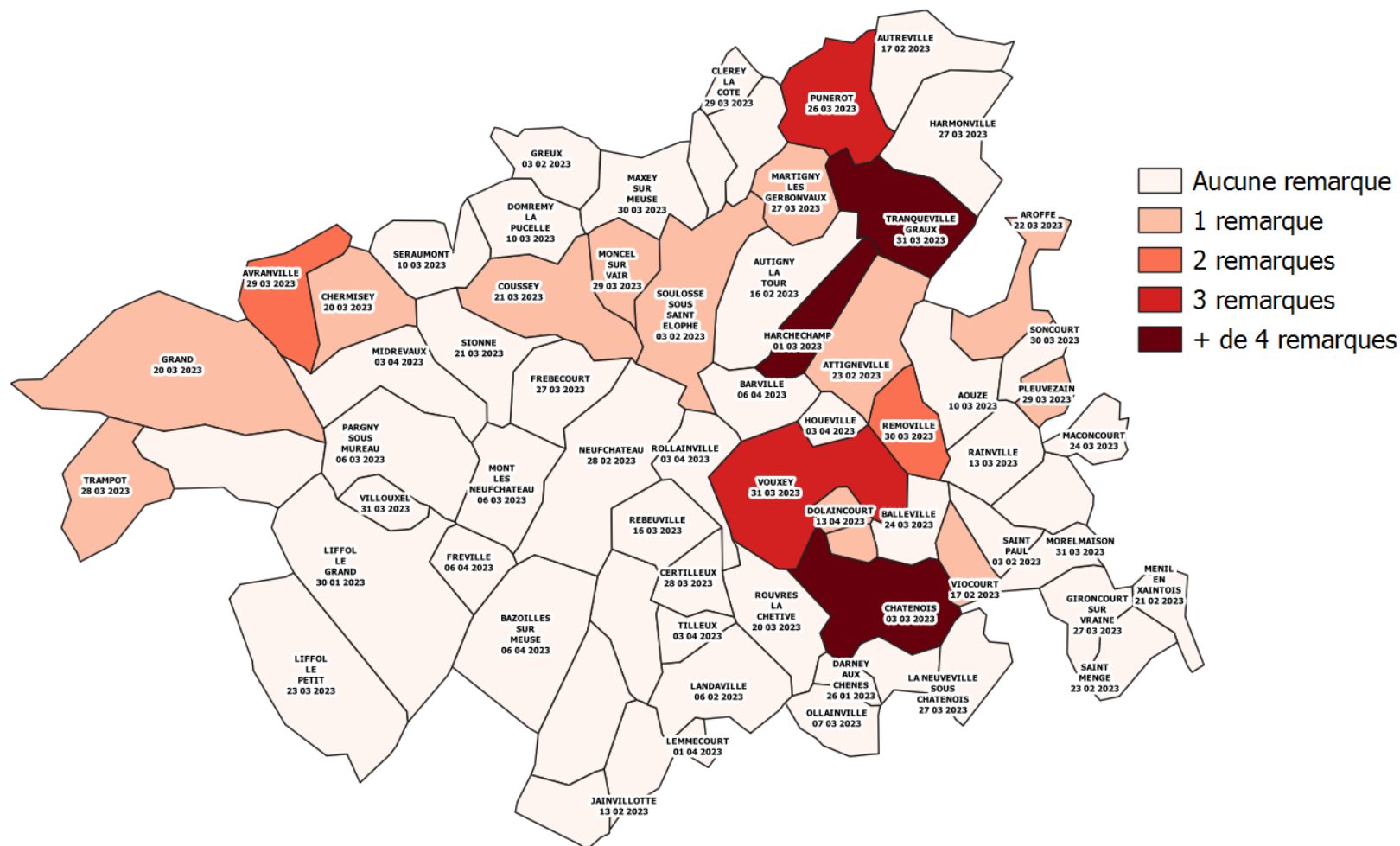
L'ensemble des avis réceptionnés des communes et des personnes publiques associées et consultées lors du 1^{er} arrêt est joint dans le présent rapport explicatif de synthèse, dès lors qu'ils ont été transmis dans le délai imparti de 3 mois. Les avis reçus hors délais seront joints au dossier d'enquête publique, pourvu qu'ils parviennent à la Communauté Urbaine avant l'ouverture de l'enquête.

Ce rapport présente la synthèse des avis des communes exprimés par délibération des conseils municipaux, de l'État, des personnes publiques associées (PPA), et d'autres collectivités et organismes publics consultés sur le projet de PLUI. L'intégralité des avis rendus sont joints en annexe du présent rapport. Cette délibération et le rapport de synthèse complété des avis intégraux des communes et des personnes publiques consultées seront joints au dossier d'enquête publique du PLUI.

À l'issue de l'arrêt de projet du PLUI, le 11 décembre 2018, le dossier a été transmis à l'ensemble des communes, personnes publiques associées, autres collectivités et organismes particuliers afin qu'ils puissent s'exprimer dans le délai de 3 mois après la réception du dossier, conformément à l'article R.153-5 du code de l'urbanisme.

À l’issue de la période de consultation, 64 conseils municipaux ont délibéré sur l’arrêt de projet du PLUI. Seules, les communes de Jubainville, Ruppes, Dommartin-sur-Vraine, Pompierre, Sartres et Circourt-sur-Mouzon n’ont pas délibéré. Leurs avis sont réputés favorables,

Au total, 62 avis favorables assortis ou non de remarques ou de réserves et 9 avis défavorables (dont 6 non-motivés, réputés donc favorables) ont été émis. Les avis complets sont joints en annexe du présent rapport et seront joints au dossier du PLUI soumis à enquête publique.



Carte ou tableau : Carte indicative de la répartition du nombre de remarques émises par les communes

La moyenne est de 0,6 remarques par commune :

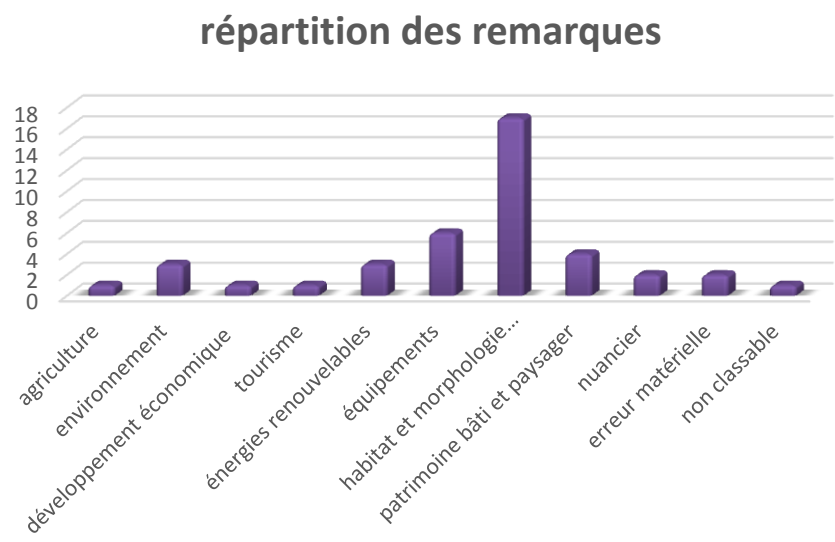
- 50 communes n'ont pas émis de remarque particulière,
- 13 communes ont émis 1 remarque,
- 2 communes ont émis 2 remarques,
- 2 communes ont émis 3 remarques,
- 3 communes ont émis plus de 4 remarques.

B. Synthèse par thématiques

Les 41 remarques ont été réparties selon 11 thématiques principales :

- agriculture
- environnement
- développement économique
- tourisme
- énergies renouvelables
- équipements
- habitat et morphologie urbaine
- patrimoine bâti et paysager
- nuancier
- erreur matérielle
- non classables

Quelques remarques ne sont pas classables car ne relevant pas du champ d'intervention du PLUI.



A. Présentation des PPA

49 PPA ont été consultées pour 161 remarques :

- 1 avis favorable sans remarques : CCI des Vosges
- 7 avis favorables avec réserves et/ou recommandations : DDT des Vosges, RTE, Chambre d'Agriculture des Vosges, UDAP des Vosges, CDPENAF des Vosges, CDNPS des Vosges, INAO ;
- 1 avis favorable avec des observations : SCoT des Vosges Centrales ;
- 1 avis favorable avec des recommandations : Autorité Environnementale (MRAe) ;
- 0 avis défavorables ;
- 39 avis tacites réputés favorables (Cf tableau ci-dessous).

Il est précisé que les avis des personnes publiques associées n'ayant pas été reçus dans le délai de 3 mois sont réputés favorable. Néanmoins pour une parfaite connaissance et information des habitants ces avis, s'ils étaient reçus hors délais, seront joints à titre d'information au dossier d'enquête publique, pourvu qu'ils parviennent à la communauté urbaine avant l'ouverture de l'enquête.

Le présent rapport de synthèse joint à la présente délibération intègre les avis réceptionnés dans le délai de 3 mois dont : CCI des Vosges, DDT des Vosges, INAO, RTE, SCoT des Vosges Centrales mais aussi les avis réceptionnés hors délai dont : UDAP des Vosges et Chambre d'Agriculture des Vosges.

Le présent rapport intègre également l'avis de la CDNPS, de la CDPENAF et de la MRAe.

ORGANISME		Date limite de réception de l'avis	Avis reçu	Nature de l'avis
Les Personnes Publiques Associées telles que définies par les articles L.132-7 et L.132-9.				
ETAT	Préfecture des Vosges	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Préfecture de la Haute-Marne	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Direction Départementale des Vosges	02 05 2023	28 04 2023	Avis favorable avec réserves
	Direction Départementale de la Haute-Marne	01 05 2023	<i>tacite</i>	
PPA OBLIGATOIRES	Conseil Régional du Grand Est	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Conseil Départemental des Vosges	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Conseil Départemental de la Haute-Marne	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Chambre de Commerce et de l'Industrie des Vosges	01 05 2023	24 03 2023	Avis favorable
	Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Haute-Marne	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Chambre d'Agriculture des Vosges	01 05 2023	09 05 2023	Avis favorable avec réserves
	Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne	06 05 2023	<i>tacite</i>	
	Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Vosges	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Marne	13 05 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT du Pays Barrois	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT du Sud Meurthe-et-Moselle	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT du Nord Haute-Marne	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT des Vosges Centrales	01 05 2023	24 03 2023	Avis favorable avec observations
	SCoT du Pays de Chaumont	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Commission Départementale de Préservation des Espaces Natures, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)	20 05 2023	28 04 2023	Avis favorable avec réserves
	Commission Départementale de la Nature, de la Préservation des Paysages et des Sites (CDNPS)	28 05 2023	30 03 2023	Avis favorable avec réserves

ORGANISME		Date limite de réception de l'avis	Avis reçu	Nature de l'avis
Autres Personnes Publiques consultées				
PPA ASSOCIEES	UDAP des Vosges	01 05 2023	03 05 2023	Avis favorable avec réserves
	UDAP de la Haute-Marne	13 05 2023	<i>tacite</i>	
	Vosgelis	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Agence Hamaris	13 05 2023	<i>tacite</i>	
	Agence Régionale de la Santé	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)	01 05 2023	27 04 2023	Avis favorable avec recommandations
	Réseau de Transport et d'Electricité (RTE)	01 05 2023	16 03 2023	Avis favorable avec réserves
	GRT-Gaz	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	France-Telecom Unité de pilotage Réseau Nord-Est - Gestion Foncière	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Syndicat intercommunal des eaux de la région de Landaville	13 05 2023	<i>tacite</i>	
	Syndicat Intercommunal des eaux de la Manoise	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	SIVOM de Vicherey	05 05 2023	<i>tacite</i>	
	Syndicat des eaux de la Vraine et du Xaintois	07 05 2023	<i>tacite</i>	
	Syndicat d'eau et d'assainissement de la Côte et de la Ruppes	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Syndicat de la Frezelle et du Vair	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	SIE Darney Longchamps "Froide fontaine"	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	REANE	03 05 2023	<i>tacite</i>	
	APRR	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	Commandement de la Région Terre Nord-Est	13 05 2023	<i>tacite</i>	
	Lorraine Association Nature (LOANA)	02 05 2023	<i>tacite</i>	
	C.C. des Portes de Meuse	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	C.C. du Bassin de Joinville en Champagne	09 05 2023	<i>tacite</i>	
	C.C. Commercy - Void - Vaucouleurs	13 05 2023	<i>tacite</i>	
	C.C. Meuse Rognon	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	C.C. Mirecourt Dompain	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	C.C. Terre d'Eau	01 05 2023	<i>tacite</i>	
	C.C. du Pays de Colombey et du Sud Toulinois	09 05 2023	<i>tacite</i>	
	Mairie d'Aulnois	01 05 2023	<i>tacite</i>	
MRAE				
	MRAE, Mission Régionale de l'Autorité Environnementale	03 05 2023	27 04 2023	Avis favorable avec recommandations

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

R.T.E. 16/03/2023 :

1 - A rajouter dans les dispositions générales :

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « équipements d'intérêt collectif et services publics » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

2- A rajouter dans les dispositions particulières :

Il conviendra de préciser que « les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »

3 - S'agissant des règles de prospect et d'implantation :

Il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.

4 - S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol :

Il conviendra de préciser que « les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ».

5 - S'agissant des postes de transformations, il conviendra de préciser que « les règles relatives à la hauteur et/ou aux types de clôtures / la surface minimale des terrains à construire / l'aspect extérieur des constructions / l'emprise au sol des constructions / la performance énergétique et environnementale des constructions / aux conditions de desserte des terrains par la voie publique / aux conditions de desserte par les réseaux publics / aux implantations par rapport aux voies publiques / aux implantations par rapport aux limites séparatives / aux aires de stationnement / aux espaces libres ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif que constituent nos ouvrages ».

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

DDT des Vosges 27/04/2023 :

- 1 - Certains cours d'eau n'apparaissent pas sur les plans. Il conviendra donc de les corriger cette information afin de préserver efficacement les cours d'eau et ne pas induire en erreur les riverains sur la réglementation applicable.
- 2 - Il est recommandé de compléter le zonage avec toutes les zones humides connues, afin que les prescriptions du règlement spécifique aux zones Nzh puissent s'y appliquer.
- 3 - Concernant la règle suivante : « Toutes les constructions sont interdites dans une bande de 30 mètres des lisières des bois de plus de 4 ha » (présente dans tous les sous-secteurs règlementaires)
La CDPENAF souhaite la suppression des « 4 ha » dans cette règle et nous demande d'incorporer la règle suivante au sein d'un nouveau secteur « Nf » :
« Toutes les constructions sont interdites dans une bande de 30 mètres des lisières de massifs boisés ».
De plus, cet espace devra interdire toute nouvelle construction ou tout nouvel aménagement sauf pour les constructions et les équipements liés et nécessaires à une activité forestière.
En effet, le secteur « Nf » comprendra tous les espaces et massifs boisés du territoire. Pour définir ces espaces, la CDPENAF nous renvoie à la définition de l'état boisé d'un sol de l'IGN à savoir :
 - Périmètre d'au moins 5 000m²Par ailleurs, les deux secteurs « Nf » existants devront être redéfinis en tant que sous-secteur « Ns » Naturel sylvicole (en gardant ces dispositions règlementaires) – de même que pour le reste des autres secteurs « N » restants.
- 4 - Le rapport environnemental doit être complété par un résumé non technique au sens de l'article R. 122-5 du code de l'environnement.
- 5 - Bilan du PLUi à 6 ans : Il conviendra de modifier la page 156 du rapport qui établit une analyse des résultats au bout de 9 ans.
- 6 - OAP Commerce : il conviendra de faire des renvois dans le règlement à cette OAP afin de s'assurer qu'elle sera prise en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.
- 7 - Préciser les indicateurs de suivi du PLUi suivant les remarques de l'avis de la DDT.

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

CDPENAF des Vosges 27/04/2023 :

- 1 - Il est souhaité que les zones UX ne puissent pas accueillir de parcs photovoltaïques, une zone Npv ayant été délimitée dans le PLUi.
- 2 - Les zones Nj comprenant des parcelles déclarées à la PAC devront être reclassées en zone N.
- 3 - Concernant la règle suivante : « Toutes les constructions sont interdites dans une bande de 30 mètres des lisières des bois de plus de 4 ha » (présente dans tous les sous-secteurs règlementaires)
La CDPENAF souhaite la suppression des « 4 ha » dans cette règle et nous demande d’incorporer la règle suivante au sein d’un nouveau secteur « Nf » :
« Toutes les constructions sont interdites dans une bande de 30 mètres des lisières de massifs boisés ».
De plus, cet espace devra interdire toute nouvelle construction ou tout nouvel aménagement sauf pour les constructions et les équipements liés et nécessaires à une activité forestière.
En effet, le secteur « Nf » comprendra tous les espaces et massifs boisés du territoire. Pour définir ces espaces, la CDPENAF nous renvoie à la définition de l’état boisé d’un sol de l’IGN à savoir :
 - Périmètre d’au moins 5 000m²Par ailleurs, les deux secteurs « Nf » existants devront être redéfinis en tant que sous-secteur « Ns » Naturel sylvicole (en gardant ces dispositions règlementaires) – de même que pour le reste des autres secteurs « N » restants.
- 4 - Selon le L.151-13 du CU, les STECAL doivent fixer des conditions d’implantation, de hauteur et de densité. Les secteurs « NI » et « Ne » doivent donc être retravaillés. Ces secteurs devront définir une emprise au sol des constructions autorisées, et de manière générale, les abris pour animaux autorisés en zone N doivent être ouverts sur un côté. Concernant la zone "NI" la distance de recul des constructions par rapport à la lisière forestière ne s'appliquera pas.
- 5 - Concernant les zones Nc, le dimensionnement de l'ouverture des zones Nc devra être revu à la baisse. Concernant Harmonville, une jauge devra être définie.
- 6 - Concernant le règlement de la zone Ac, il est prévu un logement maximum par exploitation "individuelle". Ce terme "individuelle" devra être supprimé.
- 7 - En zone A, seules les constructions en lien avec les activités agricoles doivent être autorisées.

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

CDPENAF des Vosges 27/04/2023 :

- 8 - Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone (U). De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.
- 9 - Les abris pour animaux devront être ouverts sur 1 côté minimum (zones A et N).
- 10 – Prendre en compte les recommandations de la Consultation au titre de la réduction des espaces naturels, agricoles, ou forestiers sur un territoire hors SCoT approuvé (voir annexes pages 126 à 127)
- 11 – Prendre en compte les modifications de la Consultation au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée (voir annexes page 127)

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

UDAP des Vosges 03/05/2023 :

- 1 - Etude entrée de ville : il est à regretter l'ouverture à l'urbanisation de ces secteurs (Neufchâteau et Châtenois)
- 2- Etude patrimoniale : le recensement du patrimoine bâti remarquable vernaculaire ou dégradé est peu argumenté, ce travail devrait être complété par une réelle étude patrimoniale.
- 3 - La publicité, les enseignes devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme.
- 4 - Tournures de phrases à modifier (P.21, 22 et 23 du règlement écrit).
- 5 - Le blanc pur ne devrait pas être autorisé (P.34 du règlement écrit).
- 6 - Aucune mention n'est faite concernant la pose d'ITE (P.43 du règlement écrit)
- 7 - Il conviendrait de privilégier des dispositifs de même teinte que le matériau de couverture sur lequel ils sont implantés et non visibles du domaine public lorsqu'ils se trouvent dans un périmètre MH. (P.54 du règlement écrit).
- 8 - Les projets photovoltaïques en toiture sont à étudier au cas par cas. (P.63 du règlement écrit).
- 9 - Règlement graphique : Les églises ou éléments qui génèrent un périmètre MH devraient se voir attribuer une étoile « ERP bâti».
- 10 - Nuancier : revoir la typologie des palettes selon la datation du bâti et non par "sites« / certaines teintes "ne sont pas locales"; Qu'appellez-vous "teintes complémentaires"? ; Palette D : il devrait y avoir une différenciation entre les portes, les volets et les fenêtres?

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

Chambre d'Agriculture des Vosges 09/05/2023 :

1 - Le projet prévoit des secteurs de taille et capacité d'accueil limitées (STECAL) pour les carrières intitulées zone Nc. Ces zones Nc reconnaissent les sites existants ainsi que les extensions sur des espaces agricoles ou forestiers. Ces extensions sont parfois très importantes avec des surfaces de plus de 75 hectares d'un seul tenant sur des parcelles à la PAC ou 35 hectares sur des parcelles forestières. Ces extensions impactent l'espace agricole ou naturel, et une réduction de leur emprise serait la bienvenue.

2- Le projet inscrit en zone NE la voie verte autour de Gironcourt-sur-Vraine. Toutefois, cette zone NE est inscrite sur des parcelles ou des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient bienvenus pour réduire ces zones

3 - Tel que rédigé, le règlement de la zone AC autorise d'une part, les constructions nécessaires à l'activité agricole et d'autre part, les constructions à destination de bureaux, d'hébergements hôteliers et de restauration.

Effectivement, les exploitations peuvent faire le choix de prolonger leur activité en créant un atelier de transformation, un local de vente... Pour autant, les constructions nouvelles nécessaires à ce besoin gardent leurs destinations agricoles comme le précise l'article L151-11 du code de l'urbanisme (CU) :

- Dans les zones agricoles, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production.

Cet article est complété par l'article R 151-23 du CU qui prévoit :

- Peuvent être autorisées, en zone A, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées.

Il convient de préciser que l'activité en prolongement s'arrête en même temps que l'activité principale.

Ainsi, le règlement arrêté de la zone AC va au-delà des prescriptions définies dans le CU. Il serait donc opportun de modifier le règlement. Une proposition est faite dans la partie annexe.

4 - La prise en compte des espaces forestiers dans le projet de territoire est essentielle. Le PLUi n'a pas créé une zone spécifique pour identifier facilement les espaces boisés et forestiers. Ceci est pourtant essentiel pour l'application d'un principe de précaution. En effet, il est recommandé de construire à plus de 30 mètres des espaces boisés. Le règlement pourrait préciser ce point.

5 - Ne pas inscrire des espaces agricoles déclarés à la PAC en zone naturelle de jardin (NJ) ou des zones urbaines autorisant des constructions en double rideau. Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d'un jardin, il est inutile d'agrandir cet espace. Dans d'autres cas, des parcelles en double rideau (espace généralement déclaré à la PAC) peuvent autoriser des constructions nouvelles qui ont un impact sur l'espace agricole avec un recul des plans d'épandage possible.

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

CDNPS du 30/03/2023 :

1 – Le changement de destination en zone N de trois bâtiments a fait l’objet d’un passage devant la CDNPS en date du 23 mars 2023. La commission a émis un avis défavorable pour le bâtiment situé à Attignéville, situé proche d’une zone AC.

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec recommandations :

MRAE du 27/04/2023 :

- 1 – revoir à la baisse ses projections démographiques pour 2025 et 2030 afin qu’elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;
- 2 - L’Ae recommande à l’intercommunalité de
 - engager une politique de reconquête de la vacance des logements plus ambitieuse, notamment en rénovant davantage de logements vacants, afin de se rapprocher d’un taux de vacance de l’ordre de 6 % ;
 - s’appuyer sur les démarches en cours « petites villes de demain » sur son territoire pour lutter contre cette vacance ;
 - traduire si besoin dans le PLUi ces démarches de rénovation urbaine en cours.
- 3 - retirer du projet les zones 2AU à vocation d’habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A, et de réduire très fortement les surfaces ouvertes à l’urbanisation à court terme (1AU), en tenant compte d’une part de projection démographique plus réaliste et d’autre part d’une mobilisation plus forte des logements vacants ;
- 4 - L’Ae recommande de supprimer des zones AU les secteurs de prairies situées en zone Natura 2000.
- 5 - L’Ae recommande d’éviter l’ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant de justifier de cette ouverture et de prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l’impact de l’urbanisation sur ces milieux sensibles.
- 6 - L’Ae recommande de :
 - présenter sur une carte l’ensemble présentant à la fois les secteurs envisagés pour développer des installations solaires et les milieux naturels sensibles.
 - dans une logique « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), éviter de permettre l’installation de panneaux photovoltaïques en milieux naturels, le cas échéant évaluer les incidences possibles du zonage Npv sur les espaces naturels.
- 7 - compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l’intercommunalité et, le cas échéant, proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec recommandations :

MRAE du 27/04/2023 :

8 – L’Ae recommande fortement de :

- calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ;
- déduire des besoins en logements, les constructions réalisées depuis 2019.;

9 - L’Ae recommande de

- augmenter la densité de logements, notamment dans les pôles urbains ;
- ne pas appliquer de rétention foncière sur les surfaces ouvertes à l’urbanisation en extension.

10 - L’Ae recommande de compléter l’analyse des zones humides effectives sur l’ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole.

11 - L’Ae rappelle que l’article L.411-1 du code de l’environnement interdit de détruire et de perturber intentionnellement les espèces protégées ainsi que leurs habitats, et qu’une dérogation à cette interdiction peut s’avérer obligatoire (sous certaines conditions) lorsqu’un projet impacte des spécimens d’espèces protégées, ou des habitats nécessaires au bon accomplissement de leur cycle biologique.

L’Ae recommande de préciser que les maîtres d’ouvrage de ces projets devront se conformer à la législation en vigueur relative aux espèces protégées.

12 - L’Ae recommande de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d’inondation par remontée de nappes dans les zones les plus sensibles, le cas échéant, d’inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l’exposition des biens et des personnes.

13 - L’Ae recommande de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique.

14 - L’Ae recommande de :

- compléter la carte de localisation des périmètres de protection ;
- éviter autant que possible l’urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et/ou éloignée des captages d’alimentation en eau potable.

15 - L’Ae recommande à l’intercommunalité de conditionner la poursuite de l’urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d’assainissement pour les communes concernées.

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec recommandations :

MRAE du 27/04/2023 :

- 16 – L’Ae recommande d’annexer au PADD un schéma des itinéraires piétons et cyclables pour les déplacements quotidiens et touristiques à l’échelle de la CCOV.
- 17 - L’Ae recommande de compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de GES de l’intercommunalité et, le cas échéant, de proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.
- 18 - L’Ae recommande de prendre en compte dans le PLUi les éléments de l’étude de classement des vallées de la Meuse et du Vair.
- 19 - L’Ae recommande de compléter le dossier avec la valeur cible des indicateurs de suivi du PLUi ainsi que les modalités de suivi de la mise en oeuvre du document (bilan, mesures correctrices...).

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec recommandations :

INAO du 27/04/2023 :

1 – La filière AOP "Munster" n'est pas mise en valeur, alors qu'elle compte 49 opérateurs sur le territoire. De même certaines zones à usage agricole sont classées en zone N, ce qui laisse moins de latitude à leur usage par l'agriculture. Un classement en zone A serait plus approprié.

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec observations :

SCoT des Vosges Centrales du 24/03/2023 :

1 – Suggestion concernant les OAP :

Pour l’activité économique, indiquer la mise en place de bornes pour voitures électriques.

2 - Pour le règlement écrit :

Il est proposé de rajouter que l’implantation d’un nouveau bâtiment agricole soit situé à au moins 200 mètres et réciproquement des habitations, afin de faciliter la cohabitation entre les habitants et les exploitants agricoles.

DETAIL DES AVIS

A. Avis des communes (p. 24 à 102)

B. Avis des PPA (p. 103 à 151)

A. Avis des communes (p. 24 à 102)

AOUZE.....	24	LIFFOL-LE-PETIT.....	67
AROFFE.....	25	LONGCHAMP-SOUS-CHATENOIS.....	68
ATTIGNEVILLE.....	26	MACONCOURT.....	69
AUTIGNY-LA-TOUR.....	29	MARTIGNY-LES-GERBONVAUX.....	70
AUTREVILLE.....	30	MAXEY-SUR-MEUSE.....	71
AVRANVILLE.....	31	MENIL-EN-XAINTOIS.....	72
BALLEVILLE.....	32	MIDREVAUX.....	73
BARVILLE.....	33	MONCEL-SUR-VAIR.....	74
BAZOILLES-SUR-MEUSE.....	34	MONT-LES-NEUFCHATEAU.....	75
CERTILLEUX.....	35	MORELMAISON.....	76
CHATENOIS.....	37	NEUFCHATEAU.....	77
CHERMISEY.....	39	OLLAINVILLE.....	78
CLEREY-LA-COTE.....	40	PARGNY-SOUS-MUREAU.....	79
COURCELLES-SOUS-CHATENOIS.....	41	PLEUVEZAIN.....	80
COUSSEY.....	42	PUNEROT.....	81
DARNEY-AUX-CHENES.....	43	RAINVILLE.....	82
DOLAINCOURT.....	44	REBEUVILLE.....	83
DOMREMY-LA-PUCELLE.....	45	REMOVILLE.....	85
FREBECOURT.....	46	ROLLAINVILLE.....	86
FREVILLE.....	47	ROUVRES-LA-CHETIVE.....	87
GIRONCOURT-SUR-VRAINE.....	48	SAINT-MENGE.....	88
GRAND.....	49	SAINT-PAUL.....	89
GREUX.....	50	SERAUMONT.....	90
HARCHECHAMP.....	51	SIONNE.....	91
HARMONVILLE.....	60	SONCOURT.....	93
HOUEVILLE.....	61	SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE.....	94
JAINVILLOTTE.....	62	TILLEUX.....	95
LA NEUVEVILLE-SOUS-CHATENOIS.....	63	TRAMPOT.....	96
LANDAVILLE.....	64	TRANQUEVILLE-GRAUX.....	97
LEMMECOURT.....	65	VILLOUXEL.....	99
LIFFOL-LE-GRAND.....	66	VIOCOURT.....	100
		VOUXEY.....	101

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de Aouze

Séance du 10 mars 2023

L'an deux mil vingt trois

Et le dix mars à 20 heures 30

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances

Sous la présidence de Monsieur Gilles CHOENOT, Maire.

Etaient présents :

Tous les membres en exercice sauf Régis ORLER et Christelle MATHIEU

A été nommé secrétaire :

Matthieu GAILLARD

2023/02

Objet : Plan local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

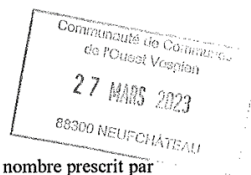
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;



Le Maire rappelle que la commune de Aouze doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 6 voix « pour », 1 voix « contre » et 2 abstentions émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Certifiée conforme,

Le Maire **GILLES
CHOENOT**

Signature
numérique de
GILLES CHOENOT
Date : 2023.03.23
14:25:12 +01'00'

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
De la Commune d'AROFFE

Séance du 22 mars 2023

Nbre de Membres
en exercice : 6
présents : 6
votants : 6

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-deux mars à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Agnès FORAY, Maire.

Date convocation
17/03/2023

Etaient présents : les conseillers en exercice : GERARD Alexandre, ROUSSEL Cédric, FORAY Pascal, Charley MARCHAL, Patrick CUNIN.

Mr GERARD Alexandre a été nommé secrétaire.

N° 2023/001/006

Objet de la délibération :

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Madame le Maire rappelle que la commune doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Madame le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Madame le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le Conseil Communautaire en date du 16 janvier 2023. La commune ne possédant aucune zone constructible, le Conseil Municipal maintient sa volonté de classer en zone constructible la parcelle ZC17 sur laquelle était prévu la construction de 4 maisons.

Pour copie conforme
Certifié rendu exécutoire
Le 24 mars 2023
Agnès FORAY
Maire,



Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en Préfecture, le 24 mars 2023, et de la publication le 24 mars 2023.

A Aroffe, le 24 mars 2023.

DU CONSEIL MUNICIPAL D'ATTIGNEVILLE

SEANCE DU 23 FEVRIER 2023

Nombre de Conseillers

En exercice : 11

Présents : 8

Votants : 11

Absents : 3

Exclus : 0

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-trois février à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la Présidence de M. Frédéric POIRETTE, Maire

Date de la convocation :
16/02/2023

Sont présents : POIRETTE Frédéric, PIEROT Guy, MAUGUÉ Rachel, CÉVALTE Alain, DURAND Cyril, GUIGUES Gérard, HARMAND Adrien, THIBOUT Patrick

Date d'affichage :
24/02/2023

Formant la majorité des membres en exercice ;
 Sont absent(e)(s), excusé(e)(s) : HENRY Yannick (Donne procuration à HARMAND Adrien), LARRIERE Fanny (donne procuration à PIEROT Guy), MASSON Virginie (Donne procuration à GUIGUES Gérard)
 Sont absent(e)(s) non excusé(e)(s) : néant

Rachel MAUGUÉ est élue Secrétaire de séance.

Objet de la délibération :
N° 2023/02/005

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
 Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Avis du Conseil Municipal

sur le projet de

plan local

d'urbanisme

intercommunal (PLUi)

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune d'Attigneville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 28/01/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal d'Attigneville, à l'unanimité, émet un avis **DEFAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Cette décision est justifiée par la suppression fin 2022 d'une zone constructible par le Comité Technique du PLUi. Aussi, le Conseil Municipal remet en cause le règlement graphique de la Commune d'Attigneville et demande expressément au Conseil Communautaire de revenir sur cette décision et de réattribuer la zone IAU, définie conjointement fin 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242). Si la CCOV souhaite plus de précisions concernant cette demande, le courrier du Maire à l'attention du Comité Technique du PLUi en date du 11/10/2022 développe l'argumentaire porté par la Municipalité.




 Frédéric POIRETTE

FREDERIC POIRETTE
 2023.02.24 16:44:38 +0100
 Ref:20230224_156201_1-1-O
 Signature numérique
 le Maire

A l'attention de :
Mesdames, Messieurs les Membres du Comité
Technique du PLUi

Communauté de communes de l'Ouest Vosgien
2 Bis Avenue François de Neufchâteau
88300 Neufchâteau

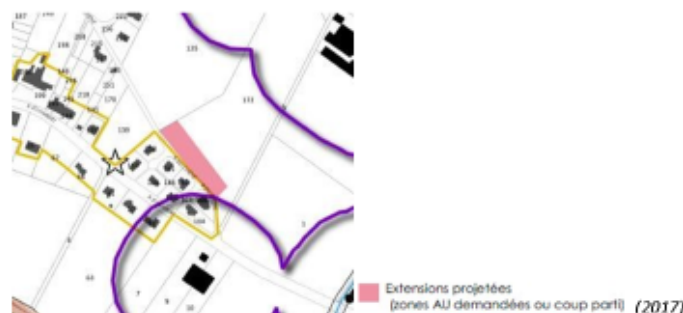
A Attignéville, le 11/10/2022

Objet : Plan local d'urbanisme intercommunal de la CCOV - Zone 1AU Attignéville

Monsieur le Président de la CCOV,
Mesdames, Messieurs les membres du Comité Technique de PLUi,
Chers collègues,

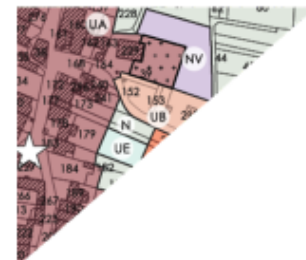
Je me permets ce courrier car vous allez évoquer la situation d'Attignéville lors de votre prochaine réunion du Comité Technique ; à savoir : le maintien ou la suppression de la zone 1AU intégrée dans les projets de zonage d'Attignéville, suite à un projet annexe de constructions. Aussi, il convient que vous soyez parfaitement informés de la situation pour prendre une décision. Je souhaite également vous donner mon point de vue sur cette affaire.

La parcelle ZH 230, d'une surface de 6000m², avait été initialement choisie par la Commune comme zone d'extension urbanisable préférentielle – en face d'un lotissement existant, définie dans la carte communale comme zone prioritaire à urbaniser.



Cette zone avait finalement été rejetée par le Comité technique, sur conseil du bureau d'études NEGE, car elle n'était pas située directement dans le centre bâti historique du village, et qu'elle créait une extension de l'existant sur une terre avec un potentiel agricole. Je pense aussi que la parcelle était jugée trop grande (6000m² ; contre 2500 à 3000m² proposés par la CCOV).

La Commune a pris bonne note de ce refus, et sur votre proposition, le Conseil Municipal a choisi parmi les options proposées une nouvelle zone 1AU en 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242).



En septembre 2021, la Commune a été approchée par un particulier, qui avait un projet de création de 3 à 4 maisons individuelles sur la parcelle ZH 230, précédemment refusée pour la zone 1AU. Immédiatement, nous avons sollicité une rencontre avec les représentants de la CCOV (N. NEY, F. KOBYLARZ, J. VIGNOLA) afin de leur faire connaître ce projet ; qui déboucherait sur la très probable réalisation de constructions multiples en amont du PLUi. S'il avait été dit que les constructions postérieures à 2018 entraient dans les quotas de constructibilité définis par le PADD et que ce n'était pas cohérent avec la démarche mise en place par la CCOV, il nous avait été rappelé que la Carte Communale faisait foi et que le projet était en l'état recevable ; sauf à apposer un sursis à statuer au dossier.

Vous le savez toutes et tous, la démarche d'un Maire est de se battre pour les intérêts de sa Commune. La possibilité d'accueillir 3 à 4 nouvelles familles sur notre territoire, sur une zone que la Municipalité avait initialement sélectionnée pour la développer, est une opportunité difficile à laisser passer. Malgré tout, ne voulant pas acter une opération trop défavorable à l'intercommunalité, et conformément aux recommandations émises par N. NEY, nous avons pris contact avec les porteurs de projet, afin de discuter avec eux des surfaces des parcelles projetées ; dans le but de les inciter à se rapprocher au maximum des critères définis par le PADD (10 logements par hectare pour les communes rurales).

Pour diverses raisons, le projet n'est pas allé à son terme. Toutefois, dans la continuité, un autre projet, porté cette fois par des habitants du village, a vu le jour sur ce même terrain. La Commune s'est alors rapprochée des particuliers pour leur faire connaître la densité des logements à l'hectare souhaitée par la CCOV, et a demandé à obtenir une bande d'1.40m le long de la parcelle, pour créer un espace public entre la voirie et les parties privatives (ce qui a été accepté par les porteurs de projet, gratuitement). Cette opération, faisant finalement état de la création de 6 parcelles, a été officialisée via le dépôt d'un Certificat d'Urbanisme Opérationnel cet été, puis d'un Permis d'Aménager en vue d'allotir fin septembre 2022.



Comme je l'ai expliqué à F. KOBYLARZ et N. NEY lors de notre rencontre du 06/10/2022, organisée à leur demande, il m'est impossible d'apposer un sursis à statuer sur ce dossier :

- Porté par des habitants du village, qui ont déjà investi pour acquérir le terrain, et qui sont extrêmement sérieux dans leur démarche (investissement pour création de logements locatifs, architecte et géomètre embauchés en amont, concertation avec la Commune, cession d'une bande de terrain pour parfaire l'aménagement public) ;
- Favorable à la Commune et au territoire, avec à terme un projet de 3 pavillons locatifs individuels et de 3 autres parcelles à construire pour maisons individuelles ;
- Respectant les prescriptions définies par le PPAD (création de 6 parcelles constructibles sur 6000m² ; soit 1 logement par hectare).

Selon les représentants de la CCOV, cette décision pourrait vous amener à rediscuter de la zone 1AU ; octroyée à la Commune dès le début des échanges relatifs au PLUi (2016/2017) et dont l'emplacement avait été défini en concertation avec le Comité Technique (2020). Depuis, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont également été définies pour cette zone (2022).

Je souhaite vous faire part de mon total désaccord quant à l'éventuelle modification du zonage de notre Commune :

- À quelques jours d'un comité de pilotage décisif, et à quelques semaines de l'approbation définitive du PLUi, ne laissant plus de possibilités à la Municipalité de chercher des alternatives ou d'échanger avec le Comité Technique ;
- Alors même qu'il avait été demandé aux communes d'arrêter le zonage pour le 23/09/2021 dernier délai (soit il y a plus d'un an) ; et que l'information d'un projet de constructions avait été communiquée aux services de la CCOV en octobre 2021, sans délai ;
- Alors même que le bâti existant de notre village ne comporte que très peu de dents creuses ou de maisons à réhabiliter, et que le PLUi a supprimé la totalité des zones d'extension prévues dans la carte communale – ce qui de fait, rendrait totalement impossible l'augmentation de la population municipale pour plusieurs dizaines d'années ! Dans un contexte de revitalisation des territoires ruraux, c'est un non-sens !

Je comprends parfaitement que vous portiez une démarche intercommunale, articulée par des enjeux définis en amont, avec des intérêts propres à la collectivité, et surtout avec des obligations et des règles imposées par l'Etat et d'autres Personnes Publiques Associées.

Mais de mon point de vue, une carte communale est en vigueur, et il ne m'est pas possible de passer outre pour bloquer un projet pertinent (1 logement par hectare, actuellement en zone constructible), local (porté par des Attignévillois) et qui va dans le sens de l'intérêt collectif (augmentation de la population, diversification de l'offre de logements). Aussi, il serait vraiment dommageable que vous pénalisiez notre Commune en conséquence, en supprimant la seule alternative permettant au village de se développer sur le moyen et long terme.

Je reste bien entendu à votre disposition si besoin. Je vous remercie pour votre lecture, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la CCOV, Mesdames, Messieurs les membres du Comité Technique du PLUi, l'expression de mes sincères salutations.

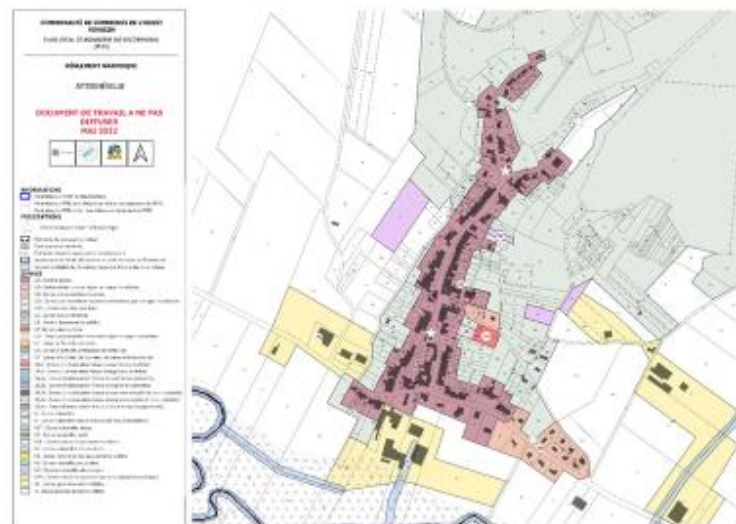
Le Maire, Frédéric POIRETTE

(Signature manuscrite)



Annexe au présent courrier :

Dernier plan du zonage provisoire du PLUi sur Attignéville (transmis par la CCOV courant 2022)



**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'AUTIGNY LA TOUR**

Séance du jeudi 16 février 2023

Séance ordinaire

Membres en exercice :
10

Date de la convocation: 09/02/2023

Présents : 8

L'an deux mille vingt-trois et le seize février à 18 heures 00, le conseil municipal régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Mme Dominique HUMBERT, Maire

Votants : 10

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le ____ / ____ / 20____
et publié ou notifié
le ____ / ____ / 20____

Présents : Dominique HUMBERT, André SIMONET, Jean-Claude DURAND, Aurélie CLAUDE, Michel Jean THOMAS, Alexis FLOHR, Jean HUMBERT, Marie-Luce THIBOUT

Représentés : Sébastien CEVALTE par Jean-Claude DURAND, Benoît AUBERTIN par Dominique HUMBERT

Excusés :

Absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude DURAND

DE_2023_004 - Objet : Avis sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Préfecture des Vosges
Date de réception de l'AR: 20/02/2023
066-218600191-20230216-DE_2023_004-DE

Madame le Maire rappelle que la commune d'Autigny la Tour doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Madame le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Entendu l'exposé de madame le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 6 voix « pour », et 4 abstentions

- Emet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Ainsi fait et délibéré,
Le Maire,

Mme Dominique HUMBERT



Préfecture des Vosges
Date de réception de l'AR: 20/02/2023
066-218600191-20230216-DE_2023_004-DE

MAIRIE AUTREVILLE
88300

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 février 2023
Délibération : 03-01-2023

L'an deux mille vingt-trois, le 24 février, à 20 heures 30, le Conseil
Municipal dûment convoqué s'est réuni en séance ordinaire à la mairie
sous la présidence de Monsieur BIGEON Jean-Marie, Le Maire

Nombre de conseillers : 11
En exercice : 11
Présents : 9
Votants : 10 (9+1)

Date de convocation du Conseil : 17 février 2022

Présents : Mr BIGEON Jean-Marie, Mr FOURNIER Alain, Mr CLAUDEL Benoît, Mme BALLET Emille,
Mme CARLOT Marine, Mr HENRY Joël, Mr HILDENBRAND Jacques, Mr LUCOT Pascal,
Mr WEBER Alain

Absent donnant pouvoir : Mme JOCHEM Marie-Hélène donne pouvoir à Mr HENRY Joël

Absente excusée : Mme LAUBERTON Françoise

Secrétaire de séance : Mr CLAUDEL Benoît

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de
Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtencis
du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local
d'Urbanisme Intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble
du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du
diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est
tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a
été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de AUTREVILLE doit émettre un avis en tant que Personne Publique
Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le
conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de
trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de
Neufchâteau et du Pays de Châtencis à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure
ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt
du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre
2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2019 sur les orientations générales du
Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et
règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis
favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil
communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits
Au registre sont les signatures
Pour copie Conforme :

En Mairie, le 3 mars 2023
Le secrétaire de séance

Le Maire, Jean-Marie BIGEON



JEAN MARIE BIGEON
2023.03.03 17:53:22 +0100
R4/20230303_175002_1-1-
O
Signature numérique
le Maire

17/2023

VOSGES

Arrondissement
NEUFCHATEAU

COMMUNE
de
AVRANVILLE

EXTRAIT du PROCES VERBAL
Des DELIBERATIONS
Du **29/03/2023**

OBJET : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

L'an deux mil vingt trois le 29 mars à 18 h 30 le conseil municipal d'AVRANVILLE convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Joël FRANCAIS.

Etaient présents :

MM. Joël FRANCAIS – Albin BERNARD – Fabien QUESSELAIRE – DEMOISSON Patrice – ROUYER Damien – Sophie TOLLOT

Abs excusé(e) : néant

Absents : néant

Le scrutin a eu lieu M. Albin BERNARD a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire

Le conseil après en avoir délibéré, **PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL**

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Avranville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie

employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 29/03/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 6 voix « pour », 6 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Le conseil demande de retirer les haies qui sont référencées

Le conseil demande de rajouter le terrain de l'ancienne scierie

Comme initialement prévu le zonage économique correspond à l'indice X

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour copie conforme et exécutoire

Le maire,

François Soel


Certifié conforme et exécutoire

Après envoi en Préfecture le 30/03/2023

Nombre de Membres : 6 présents : 6 Votants : 6 pour : 6 contre : 0

Affiché à la porte de la Mairie le 29/03/2023

Convocation légale le 23/03/2023

CETTE DELIBERATION ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° 16/2023 AYANT LE MEME OBJET.

Département des VOSGES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Canton de CHATENOIS
Commune de BALLEVILLE
Tél.-Fax : 03 29 94 54 88

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE

Séance du 24 Mars 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
11	9	11
Pour	Contre	Abstentions
11	0	0

Le 24 mars à 20 heures 00, le Conseil Municipal, convoqué en réunion ordinaire s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en salle de réunion de la Mairie de BALLEVILLE, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Luc JEANMAIRE,

Date de la convocation
17 mars 2023

Etaient présents, tous les membres sauf, Mr MATHIEU Patrick (Pouvoir à Mr PASSETEMPS Pierre), Mr HILAIRE Gwénolé (Pouvoir donné à Mr HILAIRE Guy)

Date d'affichage
17 mars 2023

MME LAURENT Florence a été nommée secrétaire

Objet de la délibération

N° 04/2023

Avis sur l'arrêt du projet du PLUI

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 102 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Acte rendu
exécutoire après :

Sous préfecture le :

La Publication du :

Le Maire rappelle que la commune de Balléville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal, Entendu l'exposé de M. LE MAIRE
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité,

- émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire, Jean-Luc JEANMAIRE



Jean-Luc JEANMAIRE
2023.03.31 15:44:47 +0300
Ruf20230331_154001_1-1-
0
Signature numérique
le Maire

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 06/04/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
7	6	6

Vote	
A l'unanimité	
Pour : 6	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire après dépôt
en MAIRIE DE BARVILLE
Le : 24/04/2023
Et
Publication ou notification du :
24/04/2023

L'an 2023, le 6 Avril à 20:30, le Conseil Municipal de la Commune de Barville s'est réuni à la , lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur CREVISY Jean-Marie, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 30/03/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le .

Présents : M. CREVISY Jean-Marie, Maire, Mmes : , JONVAL Iris, MM : BARDIN Romain, GRUET Patrick, HASCOET Dylan, RINGUE Jean-Pierre

Excusés :
Mme DEMANGEON Emilie

A été nommée secrétaire : M. RINGUE Jean-Pierre

13-06.04.2023 – Plan local d'urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Barville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 25/04/2023 à 16h48
Référence de l'AR : 088-218800365-20230406-13_06_04_2023-DE

intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 30/11/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
à l'unanimité,**

EMET UN AVIS FAVORABLE au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 24/04/2023

Le Maire
Jean-Marie CREVISY

JEAN-MARIE CREVISY
Signature numérique de
JEAN-MARIE CREVISY
Date : 2023.04.25
16:39:34 +02'00"

Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 25/04/2023 à 16h48
Référence de l'AR : 088-218800365-20230406-13_06_04_2023-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Bazoilles Sur Meuse Séance du 6 AVRIL 2023

Date de la convocation
31/03/2023

Date d'affichage
11/04/2023

Nombre de membre

Afférent au conseil : 15

En exercice : 14

Votants : 14

L'an deux mille vingt-trois et le six avril, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie de Bazoilles sur Meuse, sous la présidence de ORY Bruno, Maire

Présents : M. ORY Bruno, Maire,

Mmes : BABIC Lorraine - ETIENNE Annick - PERREY Peggy - RENAUT Delphine

MM. CHACON José - CLAUDE Fabien - KOZAREVIC Zoran - METZGER Olivier - MULLER Michel - RAGUE Alain - TOUSSAINT Jean-Christophe

Excusé(s) et/ou ayant donné procuration : M. LARBAOUI Julien donne pouvoir à M. MULLER - M. FERY Jean-Paul donne pouvoir à M. CHACON

Mme ETIENNE Annick a été nommée secrétaire de séance.

N° 034/2023

A l'unanimité
Pour : 0
Contre : 14
Abstention : 0

Objet de la délibération : **Approbation du PLUi**

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité émet **un avis DEFAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture d'Epinal
le : 11/04/2023

Le Maire,
M. ORY Bruno



**Conseil
Municipal
du
28 mars 2023**

Réuni à la Mairie de Certilleux à
20h30

Sur convocation adressée par
le Maire aux Conseillers
Municipaux
le 21 mars 2023

et avis affiché à la porte de la
Mairie ce même jour

Nombre de conseillers en
exercice : **11**

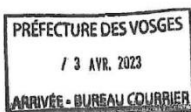
Président de séance
**Le Maire,
Jean-Marie LOUIS**

Secrétaire de séance :
Michel DENNY

**DELIBERATION
n°2023/03/28/011**

Visée par la Préfecture des
Vosges
le : **03 avril 2023**

Notifiée le : **11 avril 2023**



COMMUNE DE CERTILLEUX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-huit mars, le Conseil
Municipal de la Commune de Certilleux s'est réuni à
20h30 à la Mairie de Certilleux, sur convocation
légale adressée par le Maire.

Présents :

Monsieur Jean-Marie LOUIS

Maire

Monsieur Michel DENNY, Madame Marie-José CABLEY

Adjoints au Maire

Madame Aurèle BALANDIER, Madame Ghislaine

HARMS, Monsieur René KLOCK, Madame Joëlle

MAGDZIAREK, Monsieur Bernard MEISTERMANN,

Monsieur Benjamin PAGNON, Monsieur Alexandre

RADIC

Conseillers Municipaux

Absente excusée : Madame Estelle MICHEL

Nombre de Membres présents :	10
Nombre de suffrages exprimés :	10
Votes Pour :	10
Votes Contre :	00
Abstention :	00

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles
L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la
Communauté de Communes du Bassin de
Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant
l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la
Communauté de Communes du Pays de Châtenois
du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17

Cette délibération peut faire
l'objet d'un recours pour excès
de pouvoir devant le Tribunal
Administratif dans le délai de
deux mois à compter de sa
publication et de sa
transmission aux services de
l'Etat

mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre
la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du
territoire de la Communauté de Communes de
l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27
juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic
territorial et de l'état initial de l'environnement du
Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05
novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu
sur les orientations générales du Projet
d'Aménagement et de Développement Durable
(PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août
2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16
janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été
présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Certilleux doit
émettre un avis en tant que Personne Publique
Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme
intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par
le conseil communautaire de la Communauté de
Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai
de trois mois dès réception du dossier d'arrêt
complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les
anciennes Communautés de Communes du Bassin
de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à
s'engager dans l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie
employée pour sa rédaction, les différentes étapes
de la procédure ainsi que les modalités selon
lesquelles la concertation avec la population a été
mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la
concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt
du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du
Conseil Communautaire en date du 5 novembre
2019 et au sein du Conseil Municipal
n°2019/11/29/002 en date du 29 novembre 2019 sur
les orientations générales du Projet d'Aménagement
et de Développement Durable (PADD), les
principales options, orientations et règles que
contient le projet de Plan Local d'Urbanisme
intercommunal.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le
Conseil Municipal

- émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an que
dessus.

Pour extrait conforme.
Au registre sont les signatures

A Certilleux, le 28 mars 2023
Le Maire,
Jean-Marie LOUIS



DEPARTEMENT DES VOSGES

Arrondissement de NEUFCHÂTEAU

Commune de CHATENOIS

1, rue de Lorraine - BP 40 – 88 170 CHATENOIS

Tél.: 03 29 94 51 09 - Fax.: 03 29 94 59 40

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°005-20/03/2023

Séance du 20 Mars 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
18	14	16
Pour	Contre	Abstentions
16	0	0

Date de la Convocation
Le 14 mars 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 23 mars 2023

Objet de la délibération

N°005-20/03/2023 :
Avis de la commune
de Châtenois sur le
Plan Local
d'Urbanisme
Intercommunal

L'an Deux Mille Vingt Trois,

Le Vingt Mars,

A 20 Heures.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de CHATENOIS,

Sous la Présidence du Maire,

Guy SAUVAGE.

Secrétaire de séance : Madame Arlette BERARD

Absents : Monsieur Claude COHEN, Monsieur Frédéric DEVILLARD
(procuration à Monsieur Jean-Fabien THIRION), Monsieur
Jean-Philippe THOUVENIN (procuration à Monsieur Guy
SAUVAGE), Monsieur Dylan NICOLAS.

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3
et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du
Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du
Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs
du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure
d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes
de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands
enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du
débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles
192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet
du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de CHATENOIS doit émettre un avis en tant que
Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal
arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté
de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception
du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de
Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans
l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée
pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités
selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint
au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil
Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en
date du 20/03/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que
contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal de Châtenois
par 16 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable avec
réserves au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été
arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Détail des réserves :

- 1- Considérant que le rapport d'expertise « Zone Humide » réalisé par La
société ECOLOR en février 2021, révèle la présence de zones humides
avérées sur les parcelles cadastrées : AE n° 63 et AH n° 482,

Il est demandé à la CCOV de matérialiser ces zones humides sur les
différents plans et plus particulièrement sur le règlement graphique.

Il est également demandé que ce rapport d'expertise soit annexé au PLUi.

- 2- Considérant les Orientations d'Aménagement Programmées et plus
particulièrement l'OAP de zone 1AUX située sur la parcelle cadastrée section
ZK n° 64,

Il est demandé de modifier l'accès à ce secteur en utilisant la rue Pierre de
Coubertin puis l'impasse Pierre de Coubertin.

- 3- Considérant que les Orientations d'Aménagement Programmées et plus
particulièrement les OAP des zones 1AUX et 1AUY, situées sur les parcelles
cadastrées section ZK n° 64 et ZK n° 206, font état d'un corridor écologique
(bande constructible de 20 mètres de part et d'autre de la limite parcellaire
entre ces deux zones).

Considérant le document 1.11 « Justifications environnementales valant
évaluation environnementale » réalisé par la société ECOLOR, il est
mentionné :

- en page 100 : un niveau d'enjeu : FAIBLE
- en page 101 : Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation

*de cette zone : Absence de risque d'impacts sur les espèces protégées et leurs habitats ;
Cette parcelle de prairie et de jardins est peu susceptible d'accueillir des espèces protégées. Le risque d'incidence de cette zone 1AUX sur l'environnement est jugé non significatif.*

Malgré le faible impact environnemental observé, la diminution de ce corridor écologique permettra la continuité de la trame verte et bleue ainsi que la préservation de la faune et de la flore existante.

Il est donc demandé, d'une part au regard du rapport ECOLOR et du faible enjeu environnemental du site qui en découle de réduire le corridor écologique de 40 mètres à 20 mètres et d'autre part de le décaler légèrement soit 5 mètres sur la parcelle ZK n° 64 et 15 mètres sur la parcelle ZK n° 206.

- 4- Considérant la désignation de la commune de Châtenois en février 2023 pour l'accueil d'une nouvelle brigade de gendarmerie dans le cadre de l'appel à projet national des « 200 brigades » ;

Considérant que le terrain le plus approprié pour recevoir ce nouvel équipement serait la parcelle desservie par tous les réseaux et cadastrée ZK n°64 actuellement située en zone 1AUX du PLUi arrêté,

Considérant que ce projet de Gendarmerie s'inscrit pleinement dans l'orientation générale concernant les commerces, les services et les équipements du territoire mentionnée à l'article 4.1 du PADD, pour :

- *Conforter l'offre de services et commerces, notamment au sein des Pôles. Valoriser le déploiement des commerces et services de proximité pour toutes les catégories de la population.*
- *Renforcer la position des équipements et services contribuant à l'attractivité du territoire et permettant de répondre aux besoins des ménages (foyer/hébergement pour personnes âgées, équipements scolaires et périscolaires, équipements médicaux etc.)*

Il permettra à CHATENOIS de proposer un service supplémentaire d'intérêt général et communautaire.

Considérant que le projet de Gendarmerie respecte pleinement l'orientation générale pour organiser et maîtriser le développement urbain pour une gestion durable du territoire mentionnée à l'article 3.1 du PADD, pour :

- **Pôles secondaires : Châtenois**
- *Châtenois : Présentant les mêmes atouts que Liffol-le-Grand (présence de services et de commerces de proximité, concentration d'emplois etc.), la commune bénéficie d'une bonne desserte grâce à la proximité immédiate de l'échangeur autoroutier. En revanche, Châtenois connaît aussi des difficultés aussi bien démographiques qu'économiques.*
- **Le maintien des équipements de ces deux pôles est nécessaire afin de conserver leur statut de « pôle secondaire » en milieu rural. Ainsi, l'un des enjeux de ces pôles sera de gagner en visibilité et en attractivité afin de stabiliser la population et de maintenir les différents équipements qu'elles disposent.**

Ce projet permettra à CHATENOIS de stabiliser, voire augmenter sa population avec l'arrivée de 10 familles.

Considérant que le règlement écrit de la zone 1AUX ne permet pas la possibilité de construire des logements de fonction de type casernement de

Gendarmerie.

Il est demandé de modifier le tableau des destinations/sous-destinations de la zone 1AUX (p.94/95 du règlement écrit) en rajoutant aux autorisations sous conditions :

« Les logements de fonction destinés aux personnes dont la présence est indispensable pour assurer le bon fonctionnement des activités autorisées ou les logements de service liés à l'exercice d'un service public à condition que ces logements soient édifiés sur le même terrain que l'activité autorisée et dans la limite de 130m² de surface de plancher par logement. »

Cette modification assouplit les conditions d'implantation des logements de fonction afin de tenir compte du principe d'un casernement propre à une caserne de gendarmerie. La construction d'une caserne obéit à un référentiel de sûreté spécifique. Dans ce type de structure, les logements des familles doivent être dissociés des bâtiments administratifs. Ils sont considérés comme la « zone famille » qui doit faire l'objet d'un accès spécifique et séparé.

La limitation de la superficie de ces logements à une superficie de 130m² de surface de plancher s'explique pour tenir compte du référentiel de la gendarmerie nationale qui prévoit des logements de type T2/52m², T3/70m², T4/de 88m² à 92m², T5/de 106m² à 112m² jusqu'au T6/de 118m² à 130m² pour les officiers.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de CHATENOIS,

Guy SAUVAGE.

République française

Département des Vosges

COMMUNE DE CHERMISEY

Séance du 03 mars 2023

Membres en exercice : 7	Date de la convocation: 24/02/2023 <i>L'an deux mille vingt-trois et le trois mars l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Francis BAUNIN</i>
Présents : 7	Présents : Francis BAUNIN, Kevin ANDRIEUX, Magali MARLIERE, Jean-Luc GRANDIDIER, Manuel DA SILVA, Hugo MICHEL, Séverine MICHEL
Votants: 7	
Pour: 7	Représentés:
Contre: 0	Excusés:
Abstentions: 0	Absents:
	Secrétaire de séance: Séverine MICHEL

intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 18/09/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

- émet la remarque suivante :

* **modification du classement des parcelles AB 210, AB 211, AB 76 et ZI 45 (pavillons récents) pour les passer en zone UB à la place de la zone UA.**

Objet: Avis sur le projet du PLUi - DE_2023_008

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de CHERMISEY doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Francis
BAUNIN

Signature numérique
de Francis BAUNIN
Date: 2023.03.17
11:34:44 +01'00'

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le ____ / ____ / 20____
et publié ou notifié
le ____ / ____ / 20____

Séance du mercredi 29 mars 2023

Date de la convocation: 22/03/2023

Membres en exercice : 7 L'an deux mille vingt-trois et le vingt-neuf mars l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Daniel FRESNAIS,

Présents : 6 **Présents :** Daniel FRESNAIS, Chantal GODARD, Patrick BONO, Felix CHRETIEN, Daniel DUPAYS, Maxence SIMONIN

Votants : 7
Pour : 7 **Représentés :** Olivier FESQUET

Contre : 0 **Excusés :**

Abstentions : 0 **Absents :**

Secrétaire de séance : Felix CHRETIEN

2023_008 - Objet : PLUi

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Clerey la Côte doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Sous-préfecture de Neufchâteau
Date de réception de l'AR: 05/04/2023
088 216801074-20230329-2023_008-DE

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

POUR COPIE CONFORME,
Le Maire,

Pour extrait conforme certifié exécutoire,

Le Maire



Sous-préfecture de Neufchâteau
Date de réception de l'AR: 05/04/2023
088 216801074-20230329-2023_008-DE

DEPARTEMENT DES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Commune de COURCELLES-sous-CHATENOIS
15, Grande Rue - 88170 COURCELLES-sous-CHATENOIS
Tél.: 03 29 94 51 98 - Fax.: 03 29 94 51 98

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°06/08-03-2023

Séance du 08 Mars 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
07	07	07
Pour	Contre	Abstentions
00	07	0

Date de la Convocation
Le 30 Mars 2022

Date d'affichage et de transmission
07 Avril 2022

Objet de la délibération

N°06-08/03/2023
Plan Local
d'Urbanisme
Intercommunal
(avis défavorable à
l'unanimité)

L'an Deux Mille vingt-trois

Le huit mars

A 20 Heures 00.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de COURCELLES-sous-CHATENOIS

Sous la Présidence du Maire Monsieur Michel HUMBLLOT

Secrétaire de séance : Mr RULLER Cédric

Etaient présents tous les membres :

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Courcelles-sous-Châtenois doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 09 Décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité par 7 voix « contre », émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023, pour le fait principal suivant : le périmètre constructible de la commune est très rétréci et n'a aucune attribution de terrain constructible.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de Courcelles-sous-Châtenois

Michel HUMBLLOT Signature numérique
de HUMBLLOT MICHEL
Date : 2023.03.29
18:45:00 +02'00'

COMMUNE DE COUSSEY Département des Vosges Arrondissement de Neufchâteau Canton de Neufchâteau	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
---	---

SEANCE DU 21 MARS 2023

NOMBRE DE MEMBRES			
Afférent au conseil municipal	En exercice	Présents	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15	15

Date de la convocation : 15/03/2023

Date d'affichage : /2023

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture le :

Et publication ou notification du :

L'an deux mille vingt-trois et le 21 mars à 20 heures, le conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion 39, Grande Rue, sous la présidence de M. COIFFIER Christophe, Maire.

Présents : COIFFIER Christophe – JODAR Lydie - DELVIGNE Mathieu - BAUDRY Martine - REDON Paul - KIRTZ Michèle - MESSIN Dominique - PATZELT Vincent - MUNDING Claude - MOUGEOT Coralie - ADAM Silvère - DRAPIER Emmanuel - JORANT Jean-Luc - RUTISHAUSER Aude - HECTOR Christophe

Absent avec pouvoir
Absent excusé :

Secrétaire de séance : Coralie MOUGEOT

OBJET DE LA DELIBERATION : N°20230321/02	Avis sur le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).
---	---

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Coussey doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 3 mars 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 14 voix « pour », 1 voix « contre » (Adam Silvère) :

- émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023,

- mais émet le souhait d'ajouter au moment de l'approbation du PLUi un sous-secteur « zone naturelle des équipements publics » pour les parcelles cadastrées section ZH 78 et ZH 79 pour partie soutenant les vestiaires et les terrains de football. Le rajout de ce sous-secteur ne remet pas en cause les objectifs du PADD.

Le Maire,



Christophe COIFFIER

CHRISTOPHE COIFFIER
2023.03.24 12:25:32 +0100
Ref:20230324_121602_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Arrondissement de NEUFCHATEAU
Commune de DARNEY-aux-CHENES
5, Rue Principale - 88170 DARNEY-aux-CHENES
Tél.: 03 29 94 54 38 - Fax.: 03 29 94 54 38

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°03-26/01/2023

Séance du 26 Janvier 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
07	07	07
Pour	Contre	Abstentions
06	1	0

Date de la Convocation
Le 20 Janvier 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 26 Janvier 2023

Objet de la délibération
<u>N°03-26/01/2023</u> <u>Plan Local</u> <u>d'Urbanisme</u> <u>Intercommunal</u> <u>(Avis favorable au</u> <u>projet)</u>

L'an Deux Mille vingt trois

Le vingt-six janvier

A 20 Heures 00

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

S'est réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de DARNEY-aux-CHENES

Sous la Présidence du Maire Monsieur DUBOIS Gérard

Secrétaire de séance : Florence ROBERT

Etaient présents tous les membres :

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Darney-aux-Chênes doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 09 Décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 6 voix « pour », 1 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de DARNEY-aux-CHENES

Gérard DUBOIS DUBOIS
GERARD

Signature numérique
de DUBOIS GERARD
Date: 2023.01.30
19:51:31 +01'00'

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°01-13/04/2023

Séance du 13 avril 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
7	5	5
Pour	Contre	Abstentions
0	3	2

Date de la Convocation
Le 07 avril 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 25 avril 2023

Objet de la délibération

N°01-13/04/2023 :
Plan local
d'urbanisme
intercommunal

L'an Deux Mille Vingt-trois,

Le 13 avril,

A 18 Heures 45.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de DOLAINCOURT,

Sous la Présidence du Maire,

CHANÉ Elisabeth

Absents : Mrs Pierre WALTER et Philippe CARTERET, excusés

Secrétaire de séance : Daniel ROLIN

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de DOLAINCOURT doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 12 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par zéro voix « pour », trois voix « contre » et deux abstentions émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023, en raison d'un manque d'extension de zones à urbaniser à vocation d'habitat sur le territoire de la commune de Dolaincourt.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,
Elisabeth CHANÉ.

ELISABETH
CHANE

Signature numérique de
ELISABETH CHANE
Date : 2023.04.25 17:31:59
+02'00'

République Française
Département VOSGES
Commune de DOMREMY LA PUCELLE

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10/03/2023

Nombre de membres		
Adhérents	Présents	Qui ont pris part au vote
9	8	9

Vote	
A l'unanimité	
Pour : 9	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Prefecture de
Neufchâteau
Le : 11/04/2023
Et
Publication ou notification du :

L'an 2023, le 10 Mars à 20:30, le Conseil Municipal de la Commune de DOMREMY LA PUCELLE s'est réuni à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Véronique THIOT, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 06/03/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 06/03/2023.

Présents : Mme THIOT Véronique, Maire, Mme RAOULX Josiane, MM. : FERREIRA Sébastien, PANICHOT Gilles, PANICHOT Théophile, PINEAU Jean, TARON Philippe, VARINOT Pierre

Absent excusé: HILAIRE Rémy, donne pouvoir à Mme RAOULX Josiane

A été nommé : secrétaire : PINEAU Jean

5-20230310 – Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)

Vu le Code des Collectivités Territoriales
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la loi "Climat et Résilience" adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Madame le Maire rappelle que la commune de Domrémy-la-Pucelle doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) arrêté en date du 16 janvier 2023 par le Conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Madame le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil communautaire en date du 05 novembre 2019 et au sein du Conseil municipal en date du 22/01/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Le Conseil municipal,

Entendu l'exposé de Madame le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 9 voix "POUR" émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023,

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 11/04/2023
Le Maire
Véronique THIOT



- REPUBLIQUE FRANCAISE -

DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNE DE FREBECOURT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS.

Nombre de membres

Afférents au conseil : 11

En exercice : 11

Présents : 10

Qui ont délibéré : 11

L'an deux mille vingt trois le lundi trois avril à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yvon HUMBLLOT, Maire de la commune de Frebécourt.

Présents : Monsieur Yvon HUMBLLOT, Mesdames Murielle GALAND et Deborah PORTHA, Messieurs Olivier LEGRAND, Cyril FAUCHART-THOMAS, Frédéric HERBELOT, Frédéric GEOFFROY, Fabien PERRIN, COLIN Philippe, Didier ROY
Absent(e)s excusé(e)s : Monsieur WARNET Gérard donne procuration à Monsieur HUMBLLOT Yvon

Secrétaire de séance : Madame Murielle GALAND

Date de la convocation : 27/03/2023

Date d'affichage : 6/04/2023

01.03.04.2023 Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châteauneuf du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Frebécourt doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châteauneuf à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 7 voix « pour », 0 voix « contre » et 4 abstentions émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Pour extrait certifié conforme.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Le Maire.



YVON HUMBLLOT

YVON HUMBLLOT
2023.04.06 11:30:02 +0200
Ref:20230406_105001_1-1-0
Signature numérique
le Maire

N° 19/2023

Département

VOSGES

Arrondissement
NEUFCHATEAU

COMMUNE
De
FREVILLE

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

Du 06 Avril 2023

L'an deux mil vingt-trois, le 06 avril, le conseil municipal de FREVILLE convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. LEBLANC Stéphane, Maire.

Etaient présents :

MM. LEBLANC Stéphane – TOLLLOT Christophe – LABE Emmanuel – LE SOLLEU Luc – TOLLLOT Damien - M. GORNET Loïc
Mmes DE VITO Christine– LABE Christelle – LEBLANC Laurence

OBJET : Arrêt du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Fréville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 22 septembre 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de M. le Maire, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Le Maire, LEBLANC Stéphane,

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour copie conforme et exécutoire.

Nombre de conseillers :

- en exercice : 9
- présents : 9 (9 Pour)

Convocation du Conseil municipal le : 29/03/2023

Procès-verbal affiché à la porte de la mairie le : 07/04/2023



REPUBLIQUE FRANCAISE

DE LA COMMUNE DE GIRONCOURT-SUR-VRAINE

DEPARTEMENT DES VOSGES

NOMBRES	DE	MEMBRES
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
15	14	14 Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 0

DATE DE LA CONVOCAION

21/03/2023

DATE D’AFFICHAGE

28/03/2023

Objet de la Délibération

N° 2023/021

Séance du 27 Mars 2023

L’an deux mille vingt-trois et le 27 Mars à 20 Heures 00, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni en session ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Joël BRESSON, Maire.

Etaient Présents : Le Maire : M. Joël BRESSON – Les Adjoints : Gilles HURAUX – Laëtitia CABANIÉ – Christelle GUILLOT- Les Membres : Philippe GADAUT – Régine NICOLAS – Eric GERARD - Mickaël GERARD – Richard HERBELOT - Magalie MAÎTRE D’HÔTEL - Claude MARLANGEON

Absents excusés avec procuration : Arnaud FRANCOIS - Josiane PFLIEGER - Mario SOARES.

A été nommé secrétaire : Monsieur Gilles HURAUX

PLAN LOCAL D’URBANISME INTERCOMMUNAL : Avis de la Commune en tant que Personne Publique Associée

Vu le Codes des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l’Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l’élaboration du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays de Châtenois du 20 Janvier 2015 prescrivant l’élaboration du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d’Urbanisme intercommunal et permettant d’étendre la procédure d’élaboration du PLUi à l’ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l’Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l’état initial de l’environnement du Plan Local d’Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 novembre 2019 prenant acte du débat qui s’est tenu sur les orientations générales du Projet d’Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d’Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu’il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d’arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de GIRONCOURT SUR VRAINE doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d’Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l’Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d’arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s’engager dans l’élaboration du Plan Local d’Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

PLUi, rappelle le débat qui s’est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 5 octobre 2020 sur les orientations générales du Projet d’Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d’Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l’exposé de Monsieur le Maire,

Invite à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 14 voix « pour », émet un avis favorable au projet de Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu’il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

Joël BRESSON



Joël BRESSON

Joël BRESSON
2023.03.28 11:54:25 +0200
Ref:20230328_105202_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Commune de GRAND

Registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 Mars 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 20 Mars à dix-huit heures trente minutes,
Se sont réunis les membres du conseil municipal de la commune de Grand, sous la présidence de M. Didier POILPRE, le Maire.
Sur la convocation en date du 13 Mars 2023 qui leur a été adressée par le Maire Didier POILPRE.

Etaient présents :

Didier POILPRE, Philippe LAFROGNE, Jacques VENNER, Marin MENZIN, Estelle JACQUEMIN, Jean-Claude CASSIN, Sindy MARANGÉ, Alexandre CHAUDRON.

Formant la majorité des membres en exercice.

Etaient Représentés :

M. Patrick BRAQUIER par procuration pouvoir à Didier POILPRE

Etaient absents : Céline COURAGEOT

Secrétaire de séance : Sindy MARANGÉ a été désigné comme secrétaire de séance.

Délibération N° 2023-001

OBJET : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

- Le Maire rappelle que la commune de **GRAND** doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

- Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

- Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 08/02/2022 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal de Grand,

Entendu l'exposé de M. Le Maire,

Invité à se prononcer, **et après en avoir délibéré**, le conseil municipal par 9 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet **un avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Remarques :

La commune de grand souhaite intégrer les parcelles

ZM 21, ZM 67, ZM 23, ZM 55, ZM 58, ZM 59, ZM 64 et ZM 66 sur le Lieu-dit « Le Radar » sis à Grand

Pour incorporer le Projet de parc Photovoltaïque sur le site du « Radar » à Grand en périmètre Zone Naturelle Photovoltaïque sous-secteur « Npv »

au vu de la décision Favorable de la CDPENAF Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en date du 16 janvier 2023.

Ci-dessous une première réponse du secrétariat de la CDPENAF qui émet un avis favorable au projet de parc photovoltaïque sur le site du « Radar » à Grand

Suite à votre demande concernant le passage à la CDPENAF du dossier de la ville de Grand le 16 janvier 2023, je peux vous communiquer les éléments suivants :

La commission du 16 janvier 2023 a examiné la demande de permis de construire du parc photovoltaïque de GRAND.

Après discussion, les membres de la commission ont émis un avis favorable au projet d'implantation d'un parc photovoltaïque sur la commune de Grand.

Et ont signé tous les membres présents.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme et exécutoire.

Certifié conforme et exécutoire après envoi en Préfecture le 03.04.2023

Nombre de Membres en exercice : 10. Présents : 8+1 Représenté

Nombre de conseillers votants : (9 Pour)

Affiché à la porte de la mairie le : 03.04.2023

Convocation légale : 13.03.2023

Le Maire,

Didier POILPRE

Signature numérique de POILPRE DIDIER
Date : 2023.04.03 15:29:27 +02'00'

POILPRE DIDIER

Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 03/04/2023 à 15h45

REPUBLIQUE
FRANCAISE

DEPARTEMENT DES
VOSGES

Nombre de :
- conseillers en exercice : 9
- présents : 8
- votants : 8

Date de convocation
30 janvier 2023

Date d'affichage :
10/02/2023

Publication du :
10/02/2023

Dépôt en Préfecture le :
10/02/2023

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune de GREUX
Séance du 03 février 2023

L'an deux mille vingt trois
Et le trois février à 20 h 00

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Mme Aurélie PIERSON.

Etaient présents : Aurélie PIERSON, Damien MELCION, Isabelle GUYON, Jean-Christophe BAILLY, Adeline DILLET BOURDUGE, Roger MELCION, Christophe LISTAR, Rodolphe MOUGINOT.

Etait absente : Vanessa MAYER, excusée.

A été nommée secrétaire : Adeline DILLET BOURDUGE

OBJET : N°02/2023 : Avis sur le projet du PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Greux doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02 octobre 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Mme le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 6 voix « pour », 0 voix « contre » et 2 abstentions émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Pour extrait conforme,
Le Maire,



Aurélie PIERSON

AURELIE PIERSON
2023.02.10 15:17:40 +0100
Ref:20230210_150401_2-1-O
Signature numérique
Le Maire

République Française
Département des Vosges
Commune de HARCHÉCHAMP

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 01/03/2023

Référence
2023.03.01.08

Objet de la délibération
Avis concernant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Nombre de membres
Afférents : 7
Présents : 7
Ayant pris part au vote : 7

Date de la convocation
23/02/2023

Date d'affichage
02/03/2023

Vote
A l'unanimité
Pour : 0
Contre : 7
Abstention : 0

L'an 2023 et le 1^{er} mars à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle de la mairie, sous la présidence de M. CALIN Thierry, Maire

Présents : M. CALIN Thierry, Maire, M. ALBERT Vincent, 1^{er} Adjoint, M. MOUROT Ludovic, 2^e Adjoint, Mme JONVAL Laurence, Mme FREITAS Ana, M. MOR Romain, M. MAILLY Gabin, conseillers municipaux

Excusés : néant

Absents : néant

A été élu(e) secrétaire : Mme FREITAS Ana

Objet de la délibération : Avis concernant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-1 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands axes du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet de PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune d'Harchéchamp doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal à date du 16 janvier 2023 par le Conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois après réception du dossier d'arrêt complet qui a été reçu le 30/01/2023.

Le Maire a rappelé les divers éléments composant ce dossier et en particulier les éléments concernant la commune d'Harchéchamp. Le débat sur le PADD (Projet d'aménagement et de développement durables) débattu en Conseil communautaire du 05/11/2019 a eu lieu lors du Conseil municipal du 07/10/2020. Il rappelle une correction de zonage UA et une exception spécifique pour la zone UP d'Harchéchamp. Suite à une question, il rappelle que la commune d'Harchéchamp n'a pas choisi de mettre de protection particulière sur des éléments de patrimoine ou naturels ; d'ailleurs l'étude relative aux éléments de patrimoine d'Harchéchamp était en grande partie fantaisiste.

Le Maire rappelle ensuite les dernières demandes de la commune d'Harchéchamp relatives à des modifications de zonages, qui ont été formulées et argumentées par écrit le 11 octobre 2022 ; rappelées le 01/12/2022 par comparaison avec le traitement différent réservé à une autre commune pour des terrains de même nature ; et réitérées le 28/12/2022 sur la base d'un élément nouveau et qui n'ont reçu aucune suite (documents annexés). Selon les critères utilisés pour le zonage des communes, le fait que les zones classées 1AU et 2AU se trouvent entre deux zones de la PAU distantes de 100 mètres et classées en UB démontre bien que l'ensemble devait être classé en UB ; la dernière maison étant classée dans la PAU (en UB), la qualification d'« extension » des zones 1AU et 2AU n'a pas de sens. Cela aurait pu se concevoir au-delà de la dernière maison, mais pas avant dans la mesure où il n'y a que 100 m de distance ; quant au critère relatif à la taille du terrain, contrairement à ce qui a été indiqué pour justifier ce critère, aucune jurisprudence citée ne fait référence à une taille de terrain. Enfin, le certificat d'urbanisme opérationnel obtenu sur les parcelles prévues en 2AU autorise une construction unique sur ces parcelles.

Par ailleurs, il y a au moins une annexe du dossier PLUi relative à Harchéchamp qui n'est pas à jour des modifications de réseaux faites il y a plusieurs années ; le nuancier qui n'est pas représentatif des teintes des villages de la CCOV et en particulier d'Harchéchamp, où des couleurs actuellement présentes en UA vont devenir interdites ; l'incohérence entre les éléments présentés dans le nuancier et les interdictions qui en ont été tirées ; et des interdictions contenues dans le règlement écrit et qui ont pour effet d'interdire des teintes habituellement choisies par nos concitoyens et dont la présence ancienne est pourtant démontrée par le nuancier lui-même. Le Règlement écrit ne correspond pas toujours à ce que le Comité technique, organe décisionnel, aurait souhaité et certaines décisions ont été faussées.

Etant également rappelé que la population, soi-disant concertée, n'a jamais pu avoir accès aux pièces relatives à sa commune,

Entendu l'exposé du Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal par 0 voix « pour », 7 voix « contre » et 0 abstention émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le Conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme,
En mairie, le 02/03/2023
Le Maire,
Thierry CALIN

La Secrétaire de séance,
Ana FREITAS



Signature of Ana FREITAS

TC

Mairie d'HARCHÉCHAMP

1, rue des Vignes
88300 Harchéchamp
Tél / Fax : 03 29 06 96 82
Mail :
mairie.harchechamp@orange.fr

Communauté de Communes
de l'Ouest Vosgien
2bis, avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Harchéchamp, le 11 octobre 2022

Objet : Zonage PLUi

A l'attention des Membres du Comité Technique PLUi

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Lors de la définition de la PAU de notre commune, vous n'avez pas souhaité classer les parcelles ZB 133, 141, 139 et 137 (rue Saint-Epvre) en zone UB au motif que la dernière maison de cette rue est située à 100 mètres de la précédente.

Ces parcelles ont donc été classées en 1AU pour la ZB 133 et 2AU pour les trois autres.

Or, les critères définis pour effectuer ce zonage permettaient d'intégrer en PAU des maisons isolées jusqu'à 100 mètres, en se basant sur une jurisprudence elle-même bien moins restrictive, puisqu'elle permet d'intégrer en PAU des maisons isolées entre 200 m et même jusqu'à 400 m.

Ce classement est préjudiciable à notre commune, puisqu'il empêche de compléter la rue Saint-Epvre permettant de rattraper la maison de la parcelle ZB 143. En effet, une famille (venant de région parisienne) de cinq personnes, dont trois jeunes enfants, qui souhaite acquérir les parcelles classées en 2AU pour venir s'installer à Harchéchamp où ils ont de la famille est en train d'abandonner son projet à cause de ce classement en 2AU qui rend ces parcelles inconstructibles avant longtemps et peut-être à jamais. Leur souhait étant d'habiter le même village que leur famille, si leur projet est rendu impossible, il est peu probable qu'ils s'installent ailleurs sur le territoire intercommunal.

Toutes ces parcelles, en zone d'assainissement autonome, bénéficient déjà des réseaux électrique, téléphonique, eau potable et de l'éclairage public ; travaux financés par la Commune, le Département et l'Etat. Ainsi, par ce classement, l'on réduit à néant les investissements réalisés avec des deniers publics et l'on empêche le développement de notre commune, l'arrivée d'enfants supplémentaires pour l'école de Soulosse-sous-Saint-Eloph, et donc l'arrivée de population nouvelle provenant de l'extérieur de notre territoire intercommunal.

J'ai bien conscience que le zonage 2AU prévoyait deux maisons et non pas une seule. Mais il est de l'intérêt de notre commune, comme de notre territoire intercommunal d'ailleurs, d'avoir dans un avenir proche une maison avec cinq personnes jeunes, plutôt que deux hypothétiques maisons dans un avenir très lointain et peut-être jamais ; deux maisons rapprochées qui seraient bien plus sûrement habitées par des personnes seules ou des couples sans enfants et sans doute plus âgés.

En outre, j'ai eu récemment une demande pour l'acquisition de la parcelle communale ZB 133, pour laquelle j'attends une proposition.

Ainsi, cette rue Saint-Epvre pourrait prochainement être totalement complétée, mais en est empêchée par le zonage retenu.

Dès lors, je sollicite de votre Comité Technique la modification des zonages 1AU et 2AU de ces quatre parcelles pour les remettre en UB, comme il m'a toujours paru logique de le faire et comme vos critères le permettent.

Par ailleurs, notre commune est également concernée par deux projets de parcs photovoltaïques sur des terrains entièrement ou partiellement dégradés par d'anciennes exploitation de carrières. Ces parcelles sont communales, hors périmètre du site inscrit et hors périmètre de la forêt communale gérée par l'ONF.

Ces projets pourraient générer des revenus conséquents pour notre commune, et permettraient de compenser les diminutions régulières des dotations de l'Etat.

Le premier projet concerne la parcelle AD 54 qui est actuellement classée en forêt, alors qu'elle n'est pas boisée, hormis une frange de baliveaux sans intérêt et sans aucune valeur.

Le second projet concerne la parcelle ZC 8 qui est actuellement classée en partie en forêt, ce qui est erroné, et en partie en zone naturelle pour ce qui est actuellement exploité par un agriculteur ; agriculteur qui a déjà donné son accord pour que la commune lui reprenne cette surface.

Dès lors, et au vu de l'instruction du 16/09/2022 du Gouvernement aux Préfets en vue de l'accélération du développement des projets d'énergies renouvelables, je sollicite de votre Comité Technique le classement de ces deux parcelles dans leur intégralité en zone Npv afin d'éviter, en cas d'aboutissement de ces projets, de devoir les retarder de 6 à 8 mois par la nécessité de remodeler le PLUi et d'y ajouter un coût supplémentaire inutile de 5 à 6000 € par projet.

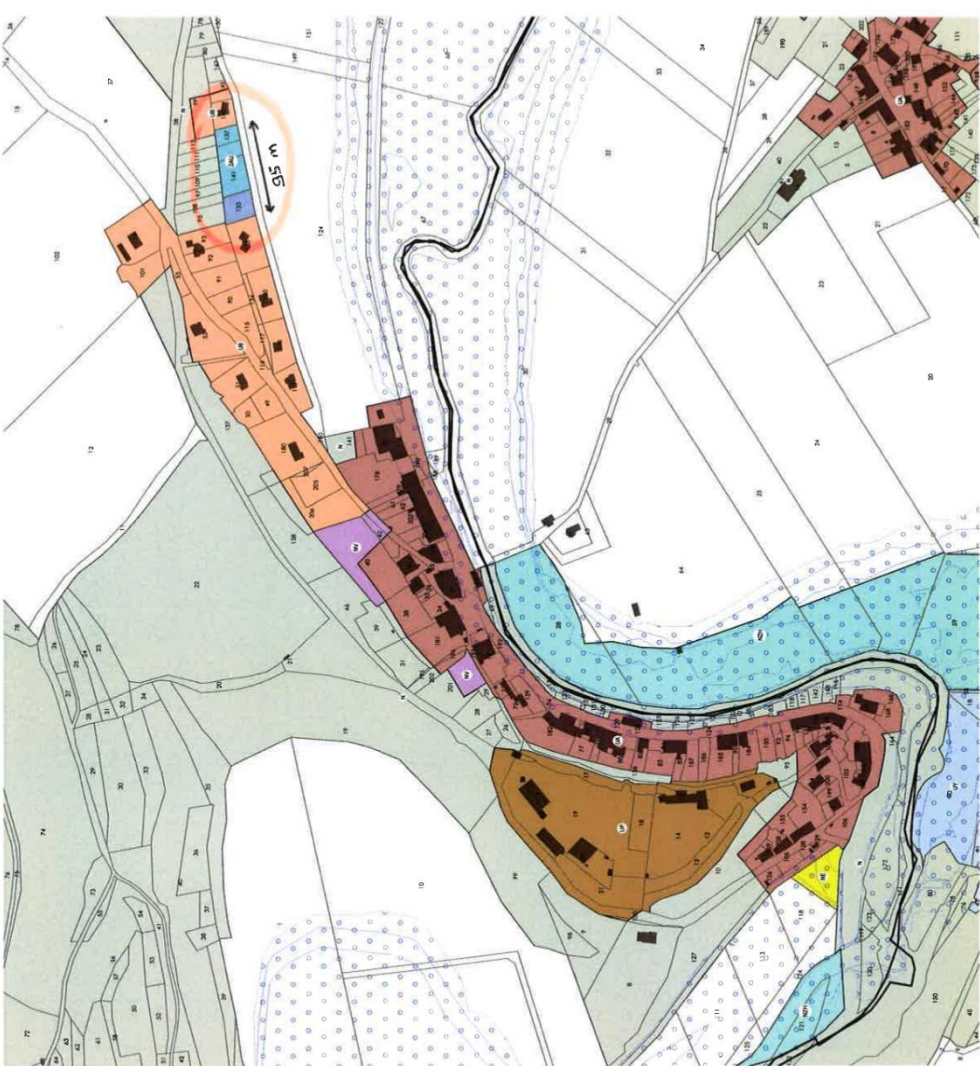
En effet, il n'y a aucun risque à classer d'avance des terrains en Npv, puisque si les projets aboutissent, ils ne seront pas retardés par une lourdeur administrative inutile ; et s'ils n'aboutissent pas, les terrains concernés resteront comme ils sont actuellement, l'indice « pv » devenu sans objet n'étant pas un obstacle à cela.

Comptant sur votre compréhension et restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sincères salutations.

Le Maire,
Thierry CALIN





COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'OUEST

VOSGÈS

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI)

RÈGLEMENT GRAPHIQUE

HARCHECHAMP 1

DOCUMENT DE TRAVAIL A NE PAS DIFFUSER

JUILLET 2022

INFORMATIONS

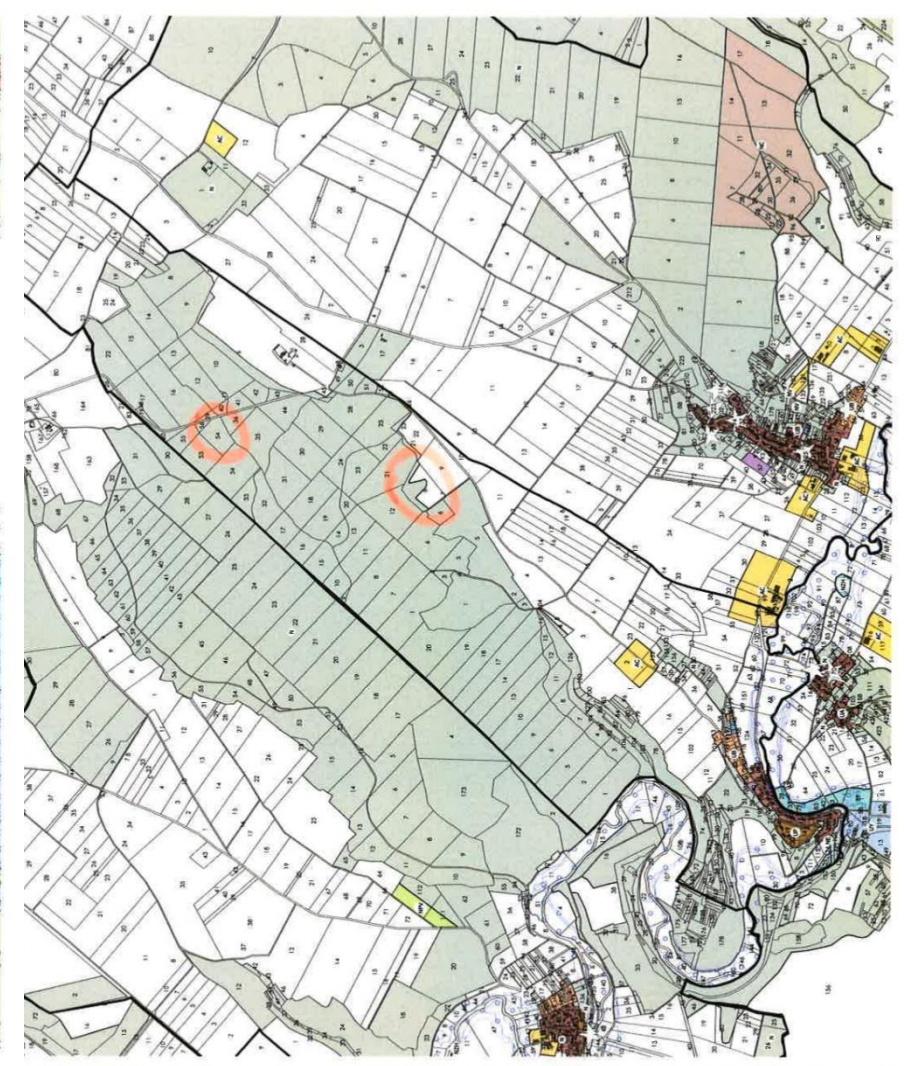
Préparer le PLUI de Neuchâteau
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PPA)
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PPA)
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PPA)

DESCRIPTIONS

Éléments du patrimoine bâti à protéger
Éléments du paysage à protéger
Éléments à préserver (fontaines, etc.)
Éléments à préserver (fontaines, etc.)
Éléments à préserver (fontaines, etc.)

LEGÈRE

A : Centre ancien
B : Zone d'extension récente
C : Zones d'extension récentes
D : Zones d'extension récentes
E : Zones d'extension récentes
F : Zones d'extension récentes
G : Zones d'extension récentes
H : Zones d'extension récentes
I : Zones d'extension récentes
J : Zones d'extension récentes
K : Zones d'extension récentes
L : Zones d'extension récentes
M : Zones d'extension récentes
N : Zones d'extension récentes
O : Zones d'extension récentes
P : Zones d'extension récentes
Q : Zones d'extension récentes
R : Zones d'extension récentes
S : Zones d'extension récentes
T : Zones d'extension récentes
U : Zones d'extension récentes
V : Zones d'extension récentes
W : Zones d'extension récentes
X : Zones d'extension récentes
Y : Zones d'extension récentes
Z : Zones d'extension récentes



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'OUEST

VOSGÈS

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI)

RÈGLEMENT GRAPHIQUE

HARCHECHAMP 1

DOCUMENT DE TRAVAIL A NE PAS DIFFUSER

JUILLET 2022

INFORMATIONS

Préparer le PLUI de Neuchâteau
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PPA)
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PPA)
Préparer le PPA de la Mosne (se référer au règlement du PPA)

DESCRIPTIONS

Éléments du patrimoine bâti à protéger
Éléments du paysage à protéger
Éléments à préserver (fontaines, etc.)
Éléments à préserver (fontaines, etc.)
Éléments à préserver (fontaines, etc.)

LEGÈRE

A : Centre ancien
B : Zone d'extension récente
C : Zones d'extension récentes
D : Zones d'extension récentes
E : Zones d'extension récentes
F : Zones d'extension récentes
G : Zones d'extension récentes
H : Zones d'extension récentes
I : Zones d'extension récentes
J : Zones d'extension récentes
K : Zones d'extension récentes
L : Zones d'extension récentes
M : Zones d'extension récentes
N : Zones d'extension récentes
O : Zones d'extension récentes
P : Zones d'extension récentes
Q : Zones d'extension récentes
R : Zones d'extension récentes
S : Zones d'extension récentes
T : Zones d'extension récentes
U : Zones d'extension récentes
V : Zones d'extension récentes
W : Zones d'extension récentes
X : Zones d'extension récentes
Y : Zones d'extension récentes
Z : Zones d'extension récentes

géoportail

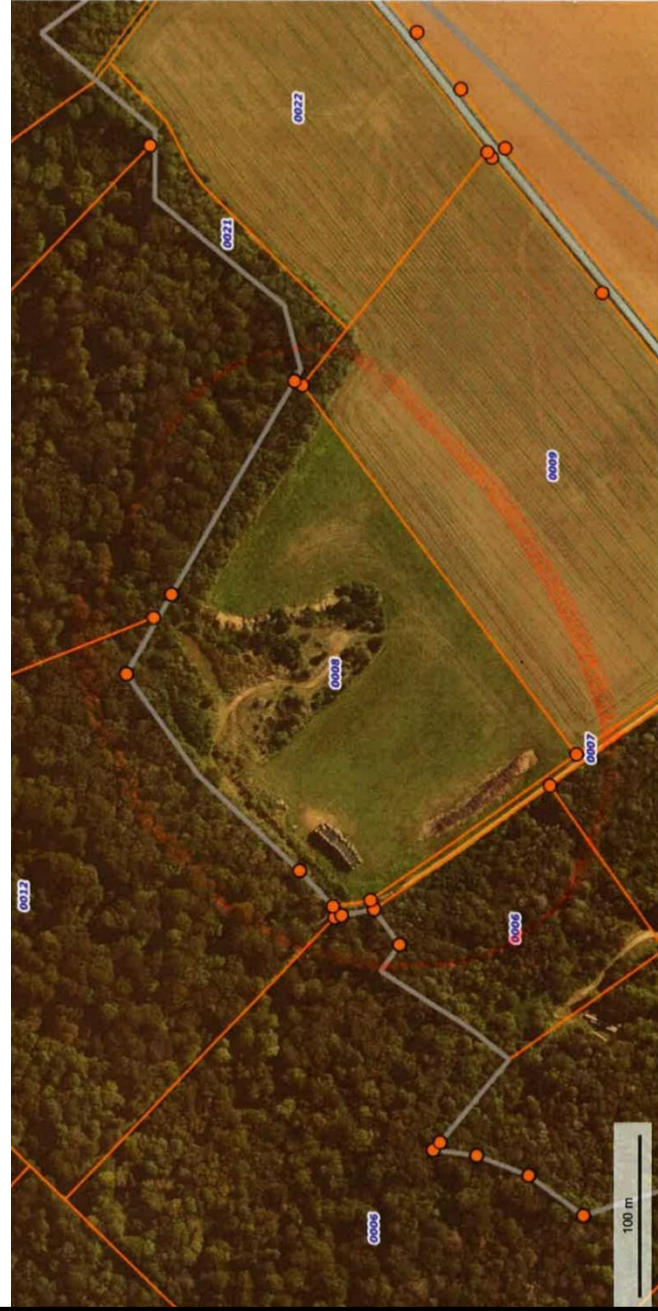
Parcalle AD 574



IGN 2022 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 48' 48" E
Latitude : 48° 25' 05" N

11/10/2022, 10:36



IGN 2022 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude: 5° 48' 28" E
Latitude: 48° 24' 24" N

11/10/2022, 10:37

Re: Comité_Technique_PLUi_24112022

Expéditeur : Thierry Calin (thierrycalin@yahoo.fr)

À : philippe.emeraux.fr; mairie.rebeuville@wanadoo.fr; philippe.emeraux@wanadoo.fr; cyril.vidot@sfr.fr; secretariat-maire@mairie-neufchateau.fr; bresson.joel@wanadoo.fr; bruno.ory350@hotmail.fr; rolin.denis@gmail.com; mbogard@wanadoo.fr; mairie.montlesneufchateau@wanadoo.fr; vincent.kinzelin@outlook.fr; francine.louis43@sfr.fr; leblanc-stephane@wanadoo.fr; mairie.stmenge@orange.fr; fructidor-rebeuville@wanadoo.fr; mairie-de-rollainville@wanadoo.fr; mairie@liffol-le-grand.fr; mairie-gironcourt-sur-vraine@wanadoo.fr; mairie.bazoilles@wanadoo.fr; mairie.harchechamp@wanadoo.fr; mairieplevezain@orange.fr; mairiecircuitmouzon@orange.fr; ville-chatenois88@wanadoo.fr; secretariat-88460@orange.fr; mairie-certilleux@orange.fr; mairiefreville@orange.fr; jcmouginot@gmail.com; gerard.hubert88@gmail.com; jean.simonin@outlook.fr; jean-yves.vagnier@wanadoo.fr; jac.vignola@gmail.com; sauvagieguy@hotmail.com; simon.leclerc@mairie-neufchateau.fr; f.kobylarz@ccov.fr

Cc : n.ney@ccov.fr; b.nicolas@ccov.fr; s.chatelat@ccov.fr; nege.associates@gmail.com

Date : jeudi 1 décembre 2022 à 08:29 UTC+1

Bonjour à tous,

Suite au comité technique de jeudi dernier et au compte rendu qui nous a été transmis, j'ai quelques remarques à formuler.

D'abord, M. KOBYLARZ nous a indiqué en début de séance qu'il est à l'origine du rajout des feronnies dans le règlement du PLUi après le comité technique du 12 octobre 2022, mais cette explication ne figure pas dans le compte rendu et l'on ne sait pas non plus pourquoi ce rajout n'a pas fait l'objet d'un vote du comité.

Ensuite concernant le nuancier, le discours a été plus restrictif cette fois que lors du comité technique du 12 octobre ; le 12 octobre, le nuancier n'étant pas prescriptif, il semblait possible de pouvoir y déroger, c'est d'ailleurs ce qui m'avait conduit à poser la question : "Le nuancier n'est pas prescriptif, ainsi le pétitionnaire pourra y déroger, mais est-ce avec l'accord du seul maire ?" Cette fois, il nous a été expliqué que le nuancier, bien que non prescriptif, doit être respecté dans les teintes proposées, mais qu'un crépis pourra juste être un peu plus clair ou un peu plus foncé qu'une teinte proposée. Ainsi, même un jaune pâle, pourtant présent dans certains villages, ne pourra plus être admis. Pour moi, ce nuancier ne reflète pas nos villages.

Enfin, concernant le zonage photovoltaïque, on nous a toujours tenu le discours selon lequel ne pouvaient être d'ores et déjà zoné en Npv que les projets déjà validés par la CDPENAF. C'est ce qui nous a été dit lors du comité technique du 12 octobre et aussi au comité de pilotage du 25 octobre.

Dans la "note avancement projets 19092022" (remise en pièce jointe) dont nous n'avons eu connaissance que récemment, alors qu'elle fait suite à une réunion datant de plus d'un an, il est fait état de 21 projets photovoltaïques dont 7 sont indiqués comme étant retenus.

Ce 24/11/2022, j'ai posé la question de savoir si tous les projets indiqués comme retenus avaient été validés par la CDPENAF, comme celui d'Autigny-la-Tour, par exemple, et il m'a été répondu que non (!), et que l'on s'est basé, pour ces choix, sur les données (de type géoportail) issues du site <https://www.datagrandest.fr/portail/fr/tags/ocs-ge2>.

1 - Je note qu'une fois encore cet échange ne figure pas dans le compte-rendu du comité technique du 24/11/2022 ;

2 - Je suis donc allé sur le site en question et ai comparé les photos des sites d'Harchéchamp (que je connais) avec celui d'Autigny-la-Tour que j'ai pu localiser facilement ; (la note n'indiquant pas les parcelles cadastrales, je n'ai pas pris le temps d'essayer de retrouver tous les autres sites). Vous trouverez en pièce jointe un fichier .pdf intitulé "Npv" dans lequel j'ai fait figurer les photos issues de ce site et les zonages attribués dans le PLUi.

J'aimerais assez qu'on m'explique ce qui justifie, sur la base de ces éléments, que le terrain d'Autigny-la-Tour est classé en Npv, alors que les terrains d'Harchéchamp sont classés en N (ou N et A).

3 - Ceci montre aussi qu'une zone N-dégradé aurait peut-être pu être utile, même si ce n'est plus à cause des 30

m inconstructibles à côté des forêts de plus de 4 ha.

Dans cette note, les projets d'Harchéchamp sont mal indiqués : le projet 1 est au lieu-dit "Canton du Bésolet" pour une surface potentielle de 2,83 ha et le projet 2 est bien au lieu-dit "Devant plein Fays", mais pour une surface potentielle de 4,53 ha.

Bien cordialement,

Thierry CALIN
06 73 31 90 30

Le vendredi 25 novembre 2022 à 14:36:38 UTC+1, Fabien Kobylarz <f.kobylarz@ccov.fr> a écrit :

Bonjour à tous,

Vous trouverez ci-joint le compte-rendu et le support de présentation du COTECH d'hier ainsi que la version actualisée du règlement écrit (les changements d'hier sont surlignés en jaune).

Vous souhaitant à tous une bonne réception et une bonne fin de journée

Bien cordialement

Fabien KOBYLARZ

Chargé de mission urbanisme, planification et habitat

Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien

2 bis Avenue François de Neufchâteau

88300 NEUFCHATEAU

Tél : 03 29 94 99 28

Port : 07 56 41 18 03

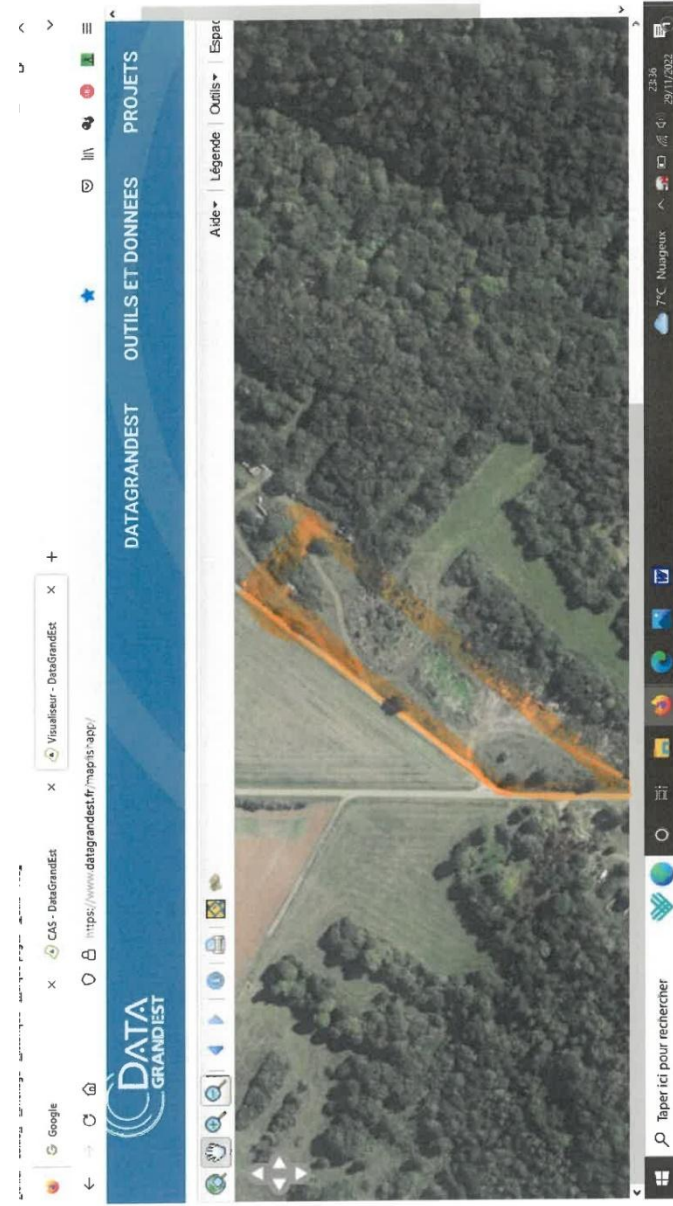
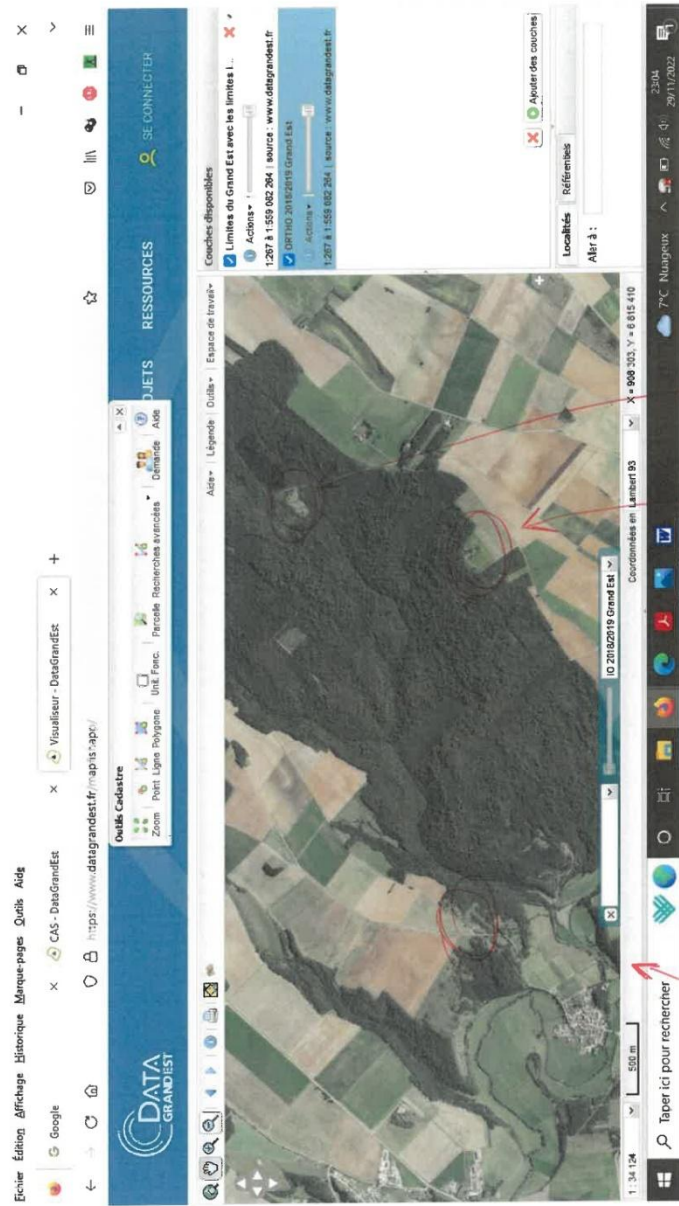
Mail : f.kobylarz@ccov.fr

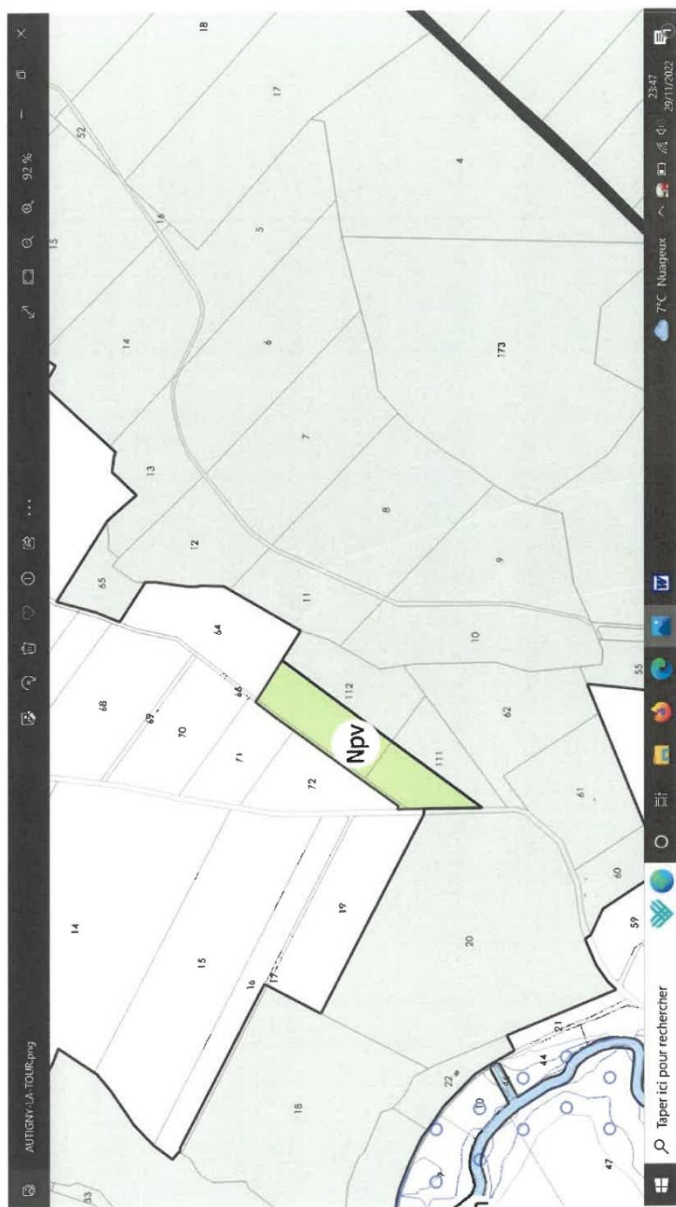


COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'OUEST VOSGIEN

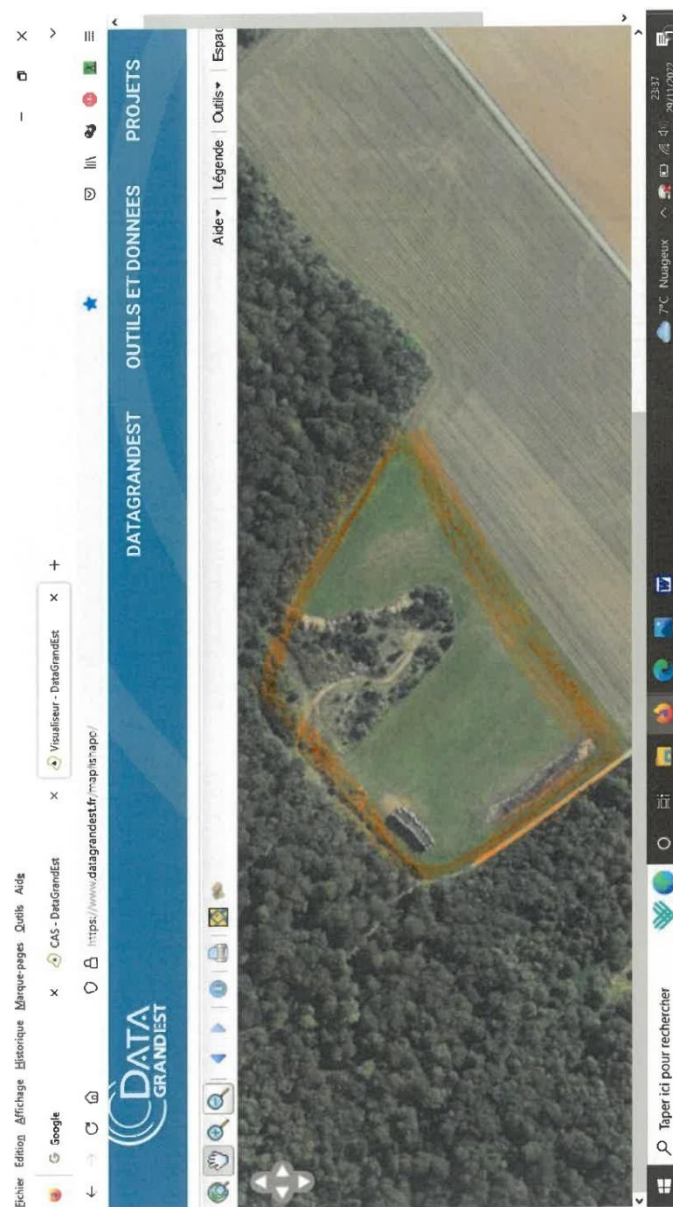
De : Fabien Kobylarz

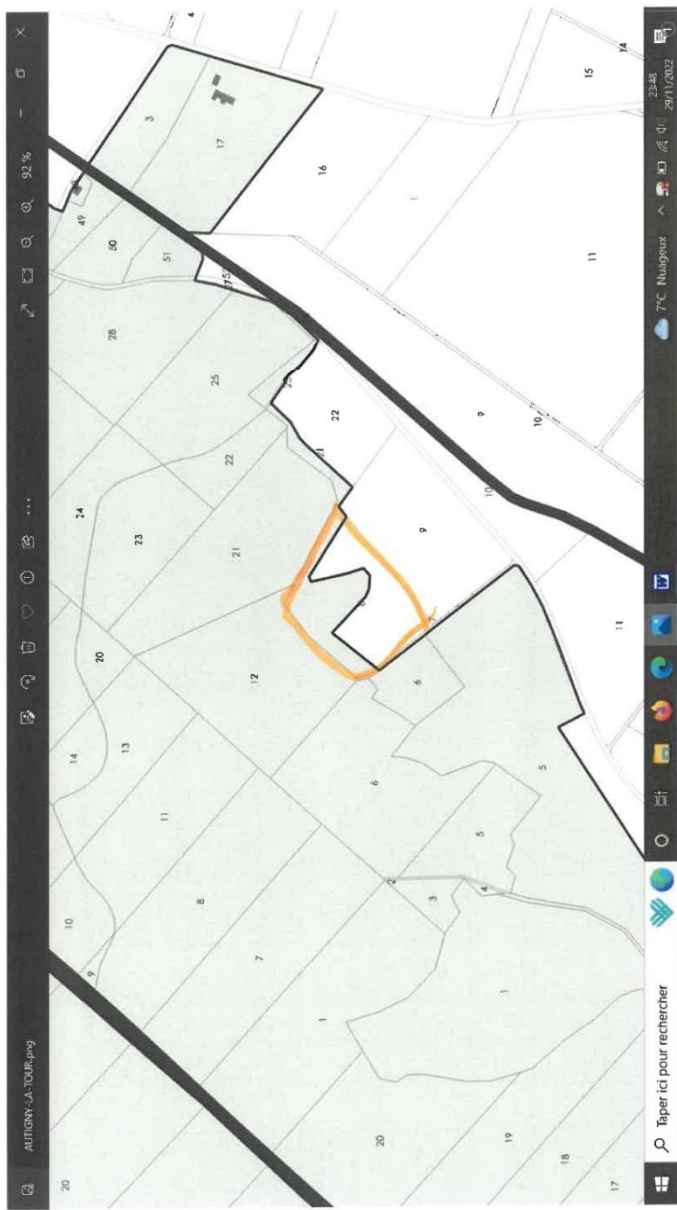
Envoyé : mercredi 9 novembre 2022 17:01



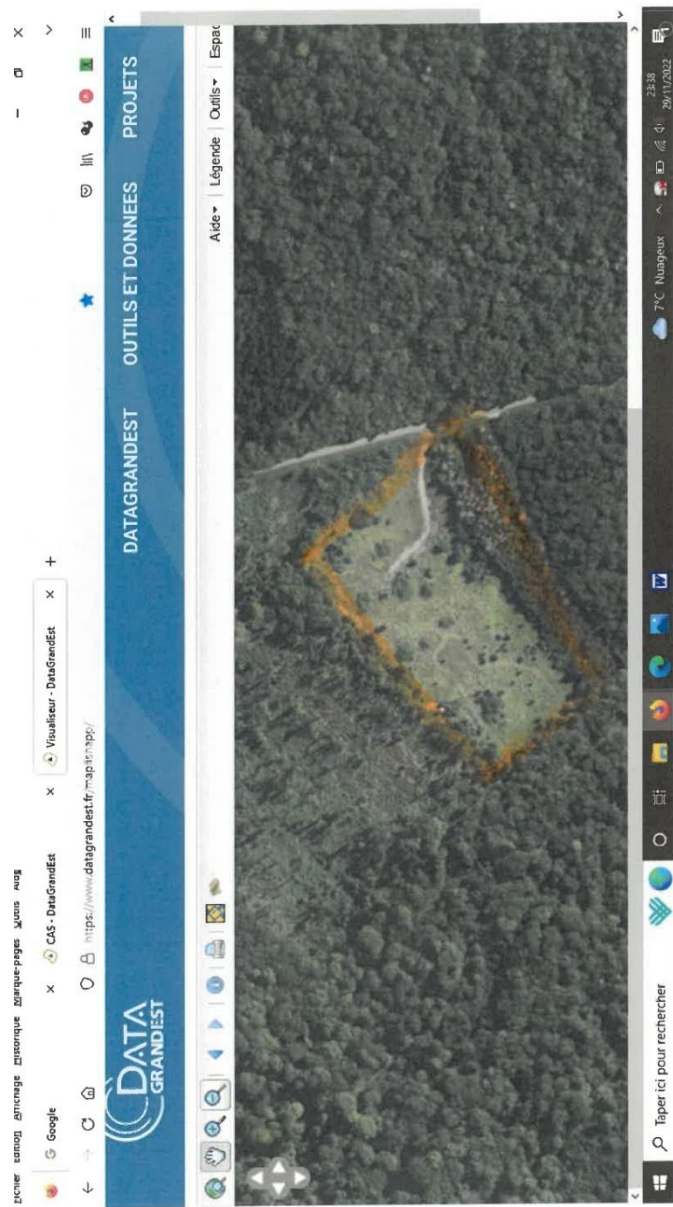


Antigny-la-Tour

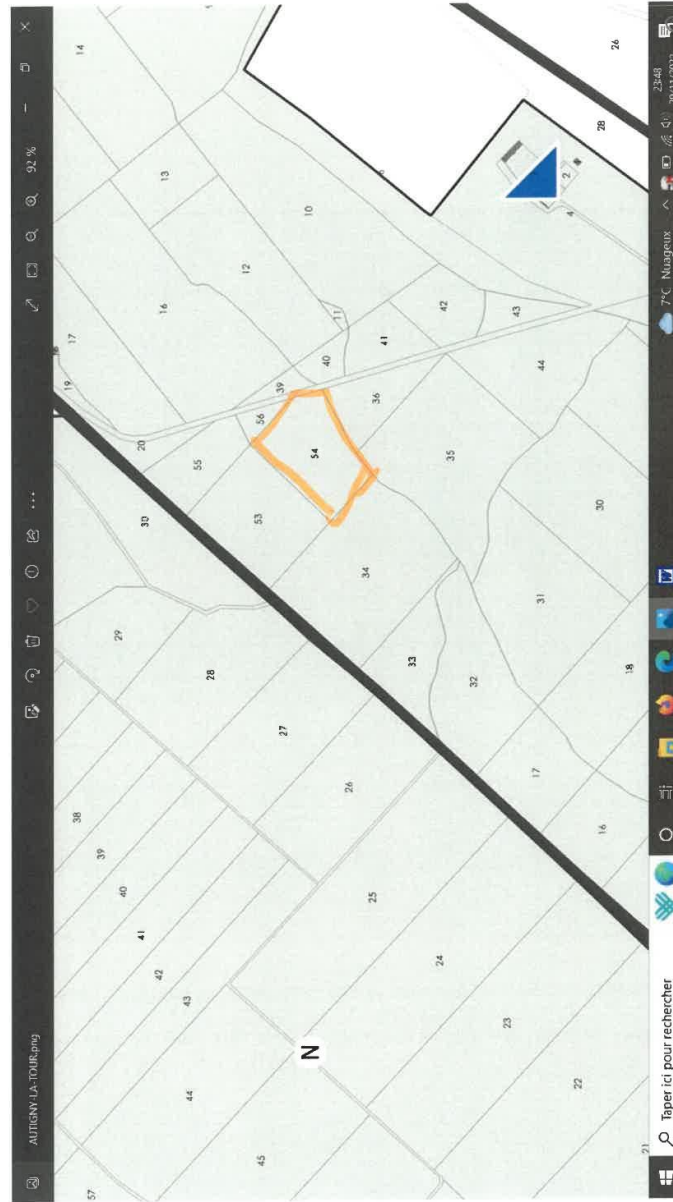




Harchéchamp 2



Harchéchamp 1



Harchéchamp A

Commune de HARMONVILLE
1 rue de LAVEAUX
MUNICIPAL
88300 HARMONVILLE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL**

Date de convocation : 21/03/2023

Séance du 27 mars 2023

Délibération : N°2023-07

Nombre de conseillers :

Afférent au CM : 11

En exercice : 9

Présents : 9

Votants : 9

L'an deux mille vingt-trois le lundi 27 mars, à 20 heures 30, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en séance ordinaire 1 RUE DE LAVEAUX 88300 HARMONVILLE sous la présidence de Monsieur Stéphane PHILIPPE, Le Maire

Présents : Tous les conseillers en exercice

Absent donnant pouvoir :

A été nommé secrétaire : Delphine LOUVIOT

2023-07 : Arrêté du plan local d'urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de HARMONVILLE doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 12/11/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits
Au registre sont les signatures

Le secrétaire de séance

Le Maire

STEPHANE PHILIPPE
2023.04.01 10:35:59 +0200
Ref:20230328_115002_3-1-S
Signature numérique
le Maire

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de Houéville

Séance du 03 avril 2023

L'an deux mil vingt trois
Et le trois avril à 20 heures 00
Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par
la loi dans le lieu habituel de ses séances
Sous la présidence de Monsieur Damien LARGES, Maire

Etaient présents :
Tous les membres en exercice sauf Philippe HENON

A été nommé secrétaire :
Jérémy ERRICO

2023/02

Objet : P.L.U.I.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants,
R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de
Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant
l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de
Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration
du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les
objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre
la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les
grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de
l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant
acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet
d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses
articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le
projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Houéville doit émettre un avis en tant
que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme
intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil
communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce,
dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de
Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager
dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la
méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la
procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la
population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail
est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du
Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil
Municipal en date du 21 décembre 2019 sur les orientations générales du
Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les
principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local
d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 04
voix « pour », 00 voix « contre » et 01 abstention émet un avis favorable au
projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté
par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Certifiée conforme,

Le Maire

**Damien
LARGES**

Signature
numérique de
Damien LARGES
Date : 2023.04.14
10:53:38 +02'00'

Canton
de
Neufchâteau

COMMUNE
de
JAINVILLOTTE

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS
Du 13 février 2023

Objet : 5.7.7 PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

L'an deux mille vingt trois, le treize février, le Conseil Municipal de la commune de Jainvillotte convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme COMOLLI - GRANDVUILLEMIN Sandra, Maire.

Etaient présents : Sandra Comolli – Grandvullemin, Daniel MUSQUAR, Claude AYME, Jérôme MATHIEU Jocelyne TURATO, Séverine MARGAINE

Absente excusée : Éric ROLIN.

Un scrutin a eu lieu, Mr MUSQUAR Daniel a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de JAINVILLOTTE doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 03/03/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme la Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme et exécutoire.

après envoi en Préfecture le **15/02/2023**

Nombre de membre en exercice : 7

Nombre de Conseilles présent : 6

Nombre de conseillers votants : 6

Affiché à la porte de la mairie le : **01/02/2023**

Convocation légale du : **01/02/2023**


Sandra COMOLLI-GRANDVUILLEMIN

SANDRA COMOLLI-
GRANDVUILLEMIN
2023.02.15 10:53:30 +0100
Ref:20230215_104401_1-1-O
Signature numérique
le Maire

REPUBLIQUE FRANCAISE

Département des VOSGES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Canton de MIRECOURT
Commune de LA NEUVEVILLE/CHATENOIS

EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS
de la Commune de LA
NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS

Séance du Lundi 27 Mars 2023

Nombre de membres		
Ex exercice	Présents	Votants
11	08	09
Pour	Contre	abstentions
06	0	04

L'an deux mil vingt trois le 27 mars à 20 heures 30, les Membres du Conseil Municipal, régulièrement convoqués, se sont réunis au nombre prescrit par la loi, en salle de réunion de la Mairie de LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS sous la présidence de Madame HENRY Nadine, Maire

Etaient présents, tous les membres, sauf Mme HUEL Justine pouvoir à MEYER Hervé, HENRY Pascal, excusé

Date de la convocation
20/03/2023

Mme DROUOT Véronique a été nommé secrétaire

Date d'affichage
20/03/2023

Objet de la délibération

N° 5/2023

PLUI

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Publication du :

Dépôt en sous préfecture le :

Le Maire rappelle que la commune de La Neuveville Sous Chatenois doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 04/06/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 06 voix « pour », 00 voix « contre » et 04 abstentions émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023..

Pour extrait certifié conforme
Le Maire, Nadine HENRY



Nadine HENRY

NADINE HENRY
2023.04.02 17:13:07 +0200
Ref:20230330_173801_1-1-O
Signature numérique
le Maire

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 06/02/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
10	10	10

Vote	
A l'unanimité	
Pour : 10	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire après envoi
à la préfecture des Vosges à
Epinal
Le : 09/02/2023
Et
Publication ou notification du :

L'an 2023, le 6 Février à 20:00, le Conseil Municipal de la Commune de LANDAVILLE s'est réuni à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur ALBERTI Christian, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 30/01/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au panneau d'affichage de la Mairie le 30/01/2023.

Présents : M. ALBERTI Christian, Maire, Mmes : CANNELLEC Christelle, CHRETIEN Simone, FIOT Valérie, PAPART Mathilde, MM : MAILLARD Fabrice, MORCHE Jean Luc, MOUGEOT Pascal, OLIVIER René, VOIRIOT Florent

A été nommée secrétaire : Mme CHRETIEN Simone

4_2023 – PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de LANDAVILLE doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M.le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité le conseil municipal émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 09/02/2023
Le Maire
M. Christian ALBERTI

Le secrétaire de séance
Mme CHRETIEN Simone



DU CONSEIL MUNICIPAL DE LEMMECOURT

SEANCE DU 01 AVRIL 2023

Nombre de Conseillers

En exercice : 7

Présents : 5

Votants : 5

Absents : 0

Exclus : 0

L'an deux mil vingt-trois, le premier avril à 13 heures 30 minutes

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la Présidence de Monsieur Laurent GALAND,

Date de la convocation :
23/03/2023

Etaient présents : MM.

GALAND Laurent, THIEBAUT Gérard, GALAND Lilian, VOIRIOT Olivier,
VOIRIOT Sylvie.

Date d'affichage :
23/03/2023

Formant la majorité des membres en exercice.

Absent(e)(s) et excusé(e)(s) : GUICHARD Jean-Jacques, ROBERT Sandrine

Absent(e)(s) et non excusé(e)(s) : Néant

Procuration : Néant

Mme Sylvie VOIRIOT a été nommée secrétaire.

Objet de la délibération :

N° 2023/01/07

**PLAN LOCAL
D'URBANISME
INTERCOMMUNAL**

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de LEMMECOURT doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 01 avril 2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 5 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Indu exécutoire après
signature en Sous Préfecture
de Neufchâteau

Signature ou notification

Signature de GALAND - Maire

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
LEMMECOURT, le 01 avril 2023

Laurent GALAND

Maire



République Française - Département des Vosges
Arrondissement de Neufchâteau
MAIRIE DE LIFFOL-LE-GRAND

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseillers en exercice : 19 présents : 18 votants : 18 Date de convocation : 26/01/2023

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi 30 novembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Cyril VIDOT, Maire.

Etaient présents : M. Cyril VIDOT, Mme Isabelle CARRET-GILLET, Mme Dominique PERINEL, M. Jean-Luc LAFROGNE, Mme Chantal BOILEAU-HANCE, M. Valentin FIORINI, Mme Carmen LOISEAUX, M. José FERNANDES, Mme Annie SCHMITT, Mme Chantal ANTOINE, Mme Juliette VIDOT, M. Gérald AUZEINE, M. Xavier MARQUELET, M. Patrice VAIVRE, M. Denis COTTENY, M. Daniel ROGUE, M. Benjamin HOFFMANN, Roseline HANCE-SEICA (Arrivée à 18h16) formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés : Mme Danielle LEBLANC

Mme Benjamin HOFFMANN a été désigné secrétaire de séance.

Avis relatif au projet de plan local d'urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Liffol-le-Grand doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 4 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Entendu l'exposé du Maire,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré à l'unanimité

- **EMET** un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Pour extrait certifié conforme
LIFFOL-LE-GRAND, le 30 janvier 2023

Le Maire



République Française

Département de la Haute-Marne

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Liffol-le-Petit

SEANCE DU 23 MARS 2023

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
11	11	11

Date de convocation
17 mars 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-trois mars à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu mairie, sous la présidence de **Marie-Christine SILVESTRE**, maire.

Présents : ARNOULD Guillaume, CHARLES Philippe, COLLINET Maxime, FURST François, LEYENDECKER Martine, MANGIN Sonia, MARQUE Francis, MOLARD Aline, PASCAL James, PICAUDEZ Didier, SILVESTRE Marie-Christine.

Absents : .

Représentés : .

Madame MOLARD Aline a été nommée secrétaire de séance.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 23 janvier 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Vu l'exposé de Mme le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 28 mars 2023
Marie-Christine SILVESTRE,
Maire



Marie-Christine SILVESTRE

MARIE CHRISTINE SILVESTRE
2023.03.28 17:56:14 +0200
Ref:20230328_174403_1-1-O
Signature numérique
Le Maire

Objet : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
N° de délibération : D_2023_07

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Liffol-le-Petit doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Département des VOSGES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Canton de MIRECOURT
Commune de LONGCHAMP/CHATENOIS
Tel-Fax : 03 29 94 55 88

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 Février 2023

Nombre de membres		
Ex exercice	Présents	Votants
7	6	7
Pour	Contre	abstentions
0	7	0

L'an deux mille vingt-trois le 27 février à 20 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en salle de réunion de la Mairie de LONGCHAMP SOUS CHATENOIS, sous la présidence de Monsieur le Maire, Noël SAVARIT

Etaient présents, tous les membres sauf Mme Patricia ADALID pouvoir à Mr Jean Pierre BERNARD

M. Jean Charles CLEMENT a été nommée secrétaire

Date de la convocation
21/02/2023

Date d'affichage

de la délibération

23

d'Urbanisme
municipal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-14 et suivants, R153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Longchamp sous Châtenois doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 27/02/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Mr le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 7 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Pour copie conforme, le Maire Noël SAVARIT

NOEL SAVARIT
2023.04.19 16:21:04 +0200
Ref:20230419_161802_1-1-O
Signature numérique
le Maire

République Française
Département des Vosges
COMMUNE DE MACONCOURT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24/03/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
7	7	7

Vote
A l'unanimité
Pour : 7
Contre : 0
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en SOUS-PREFECTURE DE
NEUFCHÂTEAU
Le : 27/03/2023
Et
Publication ou notification du :
27/03/2023

L'an 2023, le 24 Mars à 20:00, le Conseil Municipal de la Commune de COMMUNE DE MACONCOURT s'est réuni à la Mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur LAPREVOTTE Jean-Noël, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 20/03/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 20/03/2023.

Présents : M. LAPREVOTTE Jean-Noël, Maire, Mmes : ANTOINE Gervaise, CLAUDE Valérie, MM : CHOIGNOT Philippe, GEGOUT Ludovic, GIRONCOURT Florent, PREVOT Jean Michel

A été nommé(e) secrétaire : Mme CLAUDE Valérie

2023_002 – Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Maconcourt doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier

2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 20/10/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 27/03/2023
Le Maire
Jean-Noël LAPREVOTTE


Jean-Noël LAPREVOTTE

JEAN-NOEL LAPREVOTTE
2023.03.27 17:49:56 +0200
Ref:20230327_174201_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Le secrétaire de séance
Mme CLAUDE Valérie



REPUBLIQUE FRANCAISE
Département
VOSGES

2023 - 11

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**
de la commune de **MARTIGNY-LES-GERBONVAUX**
Séance du 27 mars 2023

Nombre de conseillers
En exercice : 10
Présents : 08
Votants : 10
Date de convocation :
22/03/2023
Date d'affichage :
22/03/2023

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-sept mars à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire sous la présidence de Madame WILLEMIN Jenny, Maire.

Présents : ALBERT Guy, DENIS Virginie, DROUOT Jean-Marc, MARTIN Rémi, MURY Jérôme, TANNEUR Patrick, VACON Christophe et WILLEMIN Jenny.

Absents excusés :

KNUTTI Marie-Christine donne pouvoir à WILLEMIN Jenny

PAGURA Lise donne pouvoir à VACON Christophe

Absent(e) :

Secrétaire de séance : VACON Christophe

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 14 janvier 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Mme le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal

par 10 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis **FAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Dépendant, le Conseil Municipal émet l'observation suivante :

- « une extension du cimetière de la commune de Martigny-les-Gerbonvaux doit être réalisable sur toute ou partie de la parcelle 135 où est situé celui-ci ».

Fait et délibéré le 27 mars 2023
Certifié exécutoire par le Maire,
Publication le 29 mars 2023

Pour extrait conforme,
Le Maire, Jenny WILLEMIN



2023-03-27-06 Vote Projet PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL : PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Martigny-les-Gerbonvaux doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Tapez ici]

République Française
Département Vosges
Maxey-sur-Meuse

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30/03/2023

Référence
12-20230330

Objet de la délibération
PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
11	7	8

Date de la convocation
17/03/2023

Date d'affichage
17/03/2023

Vote
A la majorité Pour : 1 Contre : 7 Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Mairie de Maxey-sur-Meuse
Le : 06/04/2023

Et

Publication ou notification du :

L' an 2023 et le 30 Mars à 18 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances, Mairie salle du conseil sous la présidence de JACQUINET Pascal, Maire

Présents : M. JACQUINET Pascal, Maire, Mme : DUPIRE THUUS Michelle, MM : ARNOULD Daniel, MOUGEOT Roger, PANICHOT Thierry, PREAU Lionel, THOUVENIN Thierry

Absent excusé: M. MENU Didier, donne pouvoir à M. ARNOULD Daniel
Absent non excusée: Mmes. LANGARD Annabelle, PAULY Valérie, STALDER PECHEUR Noémie

A été nommé(e) secrétaire : DUPIRE THUUS Michelle,

Objet de la délibération : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de MAXEY SUR MEUSE doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 21/01/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

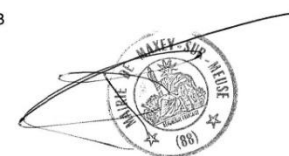
Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 1 voix « pour », 7 voix « contre » émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :
En mairie, le 06/04/2023
Le Maire
Pascal JACQUINET



République Française
Département VOSGES
Commune de MENIL EN XAINTOIS

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21/02/2023

Nombre de membres		
Adhérents	Présents	Qui ont pris part au vote
11	9	9

Vote	
A la majorité	
Pour : 5	
Contre : 4	
Abstention : 0	

L'an 2023, le 21 Février à 20:30, le Conseil Municipal de la Commune de MENIL EN XAINTOIS s'est réuni à la MAIRIE, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur DRUAUX Didier, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 16/02/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 16/02/2023.

Présents : Mme : BARTHELEMY Véronique, MM : BONEL Gilles, CABLE Jean Louis, COQ Bertrand, DRUAUX Didier, L'HUILLIER Bernard, L'HUILLIER Damien, LEMAITRE Pascal, MATHIS Pascal

Sont excusés : Mr MATHIS Geoffrey et Mme LAURENT Maryline

A été nommée secrétaire : Mme BARTHELEMY Véronique

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Préfecture des Vosges
Le : 23/02/2023 Et Publication ou
notification du : 23/02/2023

D346/2023 – PLUI : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de MENIL EN XAINTOIS doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier

2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 26/11/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 5 voix « pour », 4 voix « contre » émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

En mairie, le 02/03/2023

Le Maire, Didier DRUAUX



DIDIER DRUAUX
2023.03.02 11:19:04 +0100
Ref:20230302_111202_1-1-0
Signature numérique
le Maire

Séance n° 3 du 3 avril 2023

Membres : 10
Présents : 10
(8+2pouvoir)

Convocation :
27/03/2023
Affichage :
27/03/2023

Objet de la
délibération :
n°1075-2023

ARRET DU PLAN DE
MOBILITE
SIMPLIFIE

Pour : 10
Contre : 0
Abstention 0

L'an deux mille vingt-trois, le 3 avril, à dix-neuf heures trente, se sont réunis les membres du Conseil Municipal sous la présidence de Mr Martin Bernard, maire.

Etaient présents : Martin Bernard, Damerval Bruno, Maizière Michel, Rival Steeve, Le Guyader Sylvie, Simonin Nadège, Quinot David, ODOT François

Procurations : Pouchain Kévin donne procuration à Maizière Michel
Richard Yann pouvoir à Damerval Bruno

Mme Le Guyader Sylvie a été désignée comme secrétaire de séance

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtinois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de MIDREVAUX doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtinois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de M. le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 10 voix « pour » émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

POUR COPIE CONFORME,
Le Maire,



Bernard MARTIN
2023.04.06 18:15:13 +0200
Ref: 20230406_180201_3-1-O
Signature numérique
Le Maire

Bernard MARTIN

Copie pour impression

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MONCEL SUR VAIR**
Séance du mercredi 29 mars 2023

**Nombre de membres
afférents au conseil
municipal : 11** *L'an deux mille vingt-trois et le vingt-neuf mars le conseil municipal
régulièrement convoquée, s'est réunie, à la mairie, sous la présidence
de Jean-Philippe HOFER, maire*

**Membres en exercice :
10** **Présents :** Jean-Philippe HOFER, Francis MOUTAUX, Jean-Claude
BOUCHER, Jean-Baptiste MOUGENE, Thierry LALY, Guillaume
CONRAD, Anne GASCON, Christiane OLIVIER, Sandrine MOUGIN

Présents : 9 **Représentés:**

Votants: 9 **Absents excusés :** Jocelyne POTIER
Absents:

Secrétaire de séance : Thierry LALY

Date de convocation : 17/03/2023

Objet de la délibération : n°DE_2023_005	Avis sur le projet de PLUi
--	-----------------------------------

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de MONCEL SUR VAIR doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes

de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 03/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité:

- **émet un avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023,

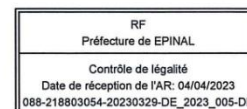
sous réserve, en raison d'une erreur matérielle, de supprimer les éléments remarquables suivant :

- * n°1 (château au 1, rue du Château),
- * n°4 (maison au 1 Grande Rue),
- * n°5 (calvaire),
- * n°8,

Le conseil municipal souhaite répertorier uniquement trois éléments remarquables : l'église Saint-Valère (n°3), le vieux pont (n°2) et le chêne (n°6) à l'intersection de la rue de l'Oyasse et de la rue du Château.




Ainsi fait et délibéré,

Le Maire,
Jean-Philippe HOFER



Conseil Municipal de la commune de MONT-lès-NEUFCHATEAU

Séance du 06/03/2023

Département	Commune de MONT-lès- NEUFCHATEAU	
VOSGES		
Canton	EXTRAIT du registre des Délibérations du Conseil Municipal	
NEUFCHATEAU	du 6 mars 2023	
NOMBRE de Conseillers	L'an deux mil vingt- trois les six mars, le Conseil Municipal de la Commune de MONT - lès - NEUFCHATEAU étant réuni dans la salle du Conseil, après convocation légale, sous la présidence de Mme Monique SIMONET, Maire,	
En exercice	8	Etaient présents : Andréa BAIER, Lionel BEAUX, Patricia GEOFFROY, Christophe MONGIN, Laetitia PRIN, Monique SIMONET, Aline TESSARO, Marcial TORRAILLE.
Présents :	8	Un scrutin a eu lieu, Patricia GEOFFROY a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.
Votants :	8	Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire reproduit en annexe , invité à se prononcer et après en avoir délibéré,
OBJET N°2023-03-06-03 Délibération sur le projet de PLUi	<p>émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.</p> <p>- par 5 voix « pour », - et 3 abstentions (Andréa BAIER , Christophe MONGIN et Aline TESSARO)</p>	
Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 7 mars 2023 et que la convocation a été faite le 1 ^{er} mars 2023	Le Maire	La secrétaire de séance
Pour : 5		
Contre : 0		
Abstention : 3		

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL ANNEXE : DELIBERATION N° 2023-03-06-03

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de MONT-lès-NEUFCHATEAU doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 19/11/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire, est invité à se prononcer sur le au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Morelmaison

SEANCE DU 31 MARS 2023

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
8	7	7

Date de convocation
24 mars 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à dix-sept heures, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Mairie, sous la présidence de **Jean-Jacques MIATTA**, maire.

Présents : **Adrien GIROT, Sandra GODARD, Jean-Jacques MIATTA, Dominique MORLOT, Sylvie MOUGENOT, Robert PEIGNIER, Georges YARDIN.**

Absents : **Gilles MATHIS.**

Représentés : .

Monsieur Dominique MORLOT a été nommé secrétaire de séance.

Objet : PLUI

N° de délibération : 2023033113

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Morelmaison doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil

Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 5 voix « pour », 2 voix « contre » défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 4 avril 2023
Jean-Jacques MIATTA,
Maire



JEAN-JACQUES MIATTA

JEAN JACQUES MIATTA
2023 04 04 15:00:28 +0200
Ref:20230404_145202_1-1-O
Signature numérique
le Maire



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
Séance du 28 février 2023

Nombre effectif	
Légal	29
En exercice	29
Présents	26
Votants	28

Etaient présents :

Simon LECLERC Maire, M. ROL, P. BERARD, M. DEMANGEON, JM. ROCHE,
C. DAMIANI, A. MARQUES, R. PAUTRAT, M. CHAVAL, J. SIMONIN, MA.
HARMAUD, C. LEMAIRE, MF. VALENTIN, D. SEGURA, G. PISANO, F. LOUIS,
F. SZATKOWSKI, M. FURGAUT, C. LETOURNEUR, S. HARROY, E. ELHOMSY,
C. JEANNOEL, S. FARNOCCHIA, C. LAURENT, F. LAMAZE, JF. MERLIN
Formant la majorité des membres en exercice conformément à l'article 2121-17 du
Code Général des Collectivités Territoriales ;

Pouvoirs : JJ. DACUNHA donne pouvoir à M. ROL, M. GAU-
CHWALISZEWSKI à C. LEMAIRE.

Absent : N. LEONARDI

Conformément à l'article 2122-20 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Mme Claudine DAMIANI a été élue Secrétaire de séance, assistée de Mme
Sandrine FARNOCCHIA.

Le compte rendu de la séance du 19 décembre 2022 a été approuvé sans
observation.

N°7

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) – AVIS DE LA COLLECTIVITE

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de
Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de
Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan
Local d'Urbanisme Intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI
à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus
du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du début qui
s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement
Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 13 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel
qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

M. le Maire rappelle que la commune de Neufchâteau doit émettre un avis en tant que Personne
Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) arrêté en date du
16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest
Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

M. le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du
Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du PLUI, la
méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les
modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

M. le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier
d'arrêt du PLUI. Il rappelle que le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date
du 05 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 05 mars 2021 sur les
orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les
principales options, orientations et règles que contient le projet de PLUI.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Vu la délibération Communautaire en date du 16 janvier 2023 par laquelle le projet du
PLUI a été arrêté,

A l'unanimité,

SE PRONONCE favorablement quant au projet du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal tel que présenté par le Conseil Communautaire en date du 16 janvier 2023.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

POUR COPIE CONFORME,

Le Maire,


Simon LECLERC.

Arrondissement de NEUFCHATEAU
Commune d'OLLAINVILLE
2, Rue de la Vieille Eglise- 88170 Ollainville
Tél.: 03 29 06-53-39 - Fax.: 03 29 06-53-39

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°06bis/07-03-2023

Séance du 07 Mars 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
06	06	06
Pour	Contre	Abstentions
00	06	0

Date de la Convocation
Le 28 février 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 07 Mars 2023

Objet de la délibération
N°06bis-07/03/2023
Plan Local
d'Urbanisme
Intercommunal
(Avis défavorable à
l'unanimité)

L'an Deux Mille vingt-trois

Le sept mars

A 20 Heures 30.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

S'est réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie d'OLLAINVILLE,

Sous la Présidence de Madame le Maire Pauline MIRE

Secrétaire de séance : Madame Régine FREBILLOT

Etaient présents tous les membres :

Le Maire n'a pas pris part au vote du compte administratif

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune d'Ollainville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 09 Décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 6 voix « contre à l'unanimité » émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023 et s'oppose au découpage du plan de zonage concernant la commune d'Ollainville.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire d'OLLAINVILLE

Pauline MIRE

MIRE
PAULINE
NE
Signature
numérique de
MIRE PAULINE
Date :
2023.04.25
19:34:20
+02'00'

NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil	11
en exercice	10
Qui ont pris part à la délibération	9

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de PARGNY SOUS MUREAU 88350
République Française – Département des Vosges

Séance ordinaire du lundi 6 mars 2023
à 20 heures

Délibération n° 20230306_05

Objet : avis sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué en date du 27 février 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Hervé BIDAL Maire de Pargny sous Mureau.

Présents : BIDAL Hervé – CRAVAGEOT Richard - LECOMTE François – LOCATELLI Daniel - MASSAUX Patrick - MOUGINOT Jean-Charles – SALINAS Emmanuelle – VOIRIOT Grégory – TAILLANDIER Elise
Absente excusée : Fatima LAURENSOT
A été nommée secrétaire de séance : SALINAS Emmanuelle

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Monsieur MOUGINOT Jean-Charles, délégué communautaire de la commune de PARGNY-SOUS-MUREAU, rappelle que la commune doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Monsieur MOUGINOT rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Monsieur MOUGINOT présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 01/07/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Maire de Pargny-sous-Mureau invite le Conseil Municipal à se prononcer et à procéder au vote.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Monsieur MOUGINOT Jean-Charles, délégué communautaire de la commune de Pargny-sous-Mureau,
et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un **avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Pour copie certifiée Conforme
Ainsi fait et délibéré le 9 mars 2023
Le Maire Hervé BIDAL

HERVE BIDAL
2023.03.09 14:31:13 +0100
Ref:20230309_140601_1-1-0
Signature numérique
le Maire



Hervé BIDAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de Pleuvezain

Séance du 29 mars 2023

L'an deux mil vingt trois

Et les vingt-neuf mars à 20 heures 30

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans
lieu habituel de ses séances

Sous la présidence de Monsieur Denis ROLIN

Nombres :

- de membres en exercice	07
- de présents	06
- de votants	06

Etaient présents :

ROLIN Denis, HOME Philippe, ROLIN Sylvie, HENRY Didier, VOIRIN Florian, SOLER
Jérôme

Absent excusé : LATRAYE Eric

A été nommé secrétaire :

HOME Philippe

Date de convocation :
23 mars 2023

2023/07

Date d'affichage :
30 mars 2023

Objet : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du
15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20
janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic
territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur
les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été
présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Pleuvezain doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée
(PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil
communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès
réception du dossier d'arrêt complet.

Copie pour impression

Le Maire rappelle le Réception au contrôle de légalité le 30/03/2023 à 11h59
Référence de l'AR : 088-218803500-20230329-07-DE
Communes de Communes du Bassin de
Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que
les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi,
rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du
Conseil Municipal en date du 11/02/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan
Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 00 voix « pour », 06 voix « contre » et
00 abstention :

- **Émet un avis défavorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été
arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

En effet, le choix de l'emplacement des parcelles constructibles ne favorise pas l'intégration au village
de Pleuvezain des futurs habitants.

Certifiée conforme
Le Maire



Denis ROLIN

DENIS ROLIN
2023.03.30 11:52:43 +0200
Ref:20230330_114802_1-1-O
Signature numérique
le Maire

République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Punerot

SEANCE DU 26 AVRIL 2023

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
11	8	8 + 2 pouvoirs

Date de convocation

18 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-six avril à vingt heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Salle du conseil municipal, sous la présidence de **Agathe TISSERON**, maire.

Présents : **CHOGNOT Jacques, GODARD Michel, HABEMONT Gilbert, HILAIRE Cédric, MILLOT Jean-François, MUNIER David, BASTIEN Laure, TISSERON Agathe.**

Absents : **SIMON Vincent.**

Représentés : **BOUTION Dominique à HABEMONT Gilbert, JUILLERAT Stéphane à TISSERON Agathe.**

Monsieur MUNIER David a été nommé secrétaire de séance.

Madame Le Maire rappelle que la commune de Punerot doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Madame Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Madame Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 26/04/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 10 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023, avec les remarques suivantes : ajout d'un élément remarquable, le calvaire, sur la parcelle 143, modification des parcelles UE 67, 68, 69, 75 en parcelles UA et retrait de la parcelle 217 du zonage UE.

Objet : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

N° de délibération : 15_2023

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Agathe TISSERON,

Maire

AGATHE
TISSERON
N
Signature
numérique de
AGATHE
TISSERON
Date : 2023.04.27
18:44:29 +02'00'

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de Rainville

Séance du 13 mars 2023

L'an deux mil vingt trois
Et le treize mars à 18 heures 30
Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances
Sous la présidence de Monsieur Patrice NOVIANT, Maire

Nombres :

- de membres en exercice	11
- de présents	11
- de votants	11

Etaient présents :
Tous les membres en exercice

Date de convocation :
07 mars 2023

2023/03

Date d'affichage :
07 mars 2023

Objet : P.L.U.I.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Rainville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 11 voix « pour »,

EMET un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Certifiée conforme,

Le Maire.

Patrice
NOVIANT

Signature
numérique de
Patrice NOVIANT
Date : 2023.03.28
16:34:25 +02'00'

**Municipal
du
23 février 2023**

Réuni à la Mairie de Rebeuville
à 19h30

Sur convocation adressée par
le Maire aux Conseillers
Municipaux
le 16 février 2023

et avis affiché à la porte de la
Mairie ce même jour

Nombre de conseillers en
exercice : 10

Président de séance
Le Maire,
M. Michel LALLEMAND

Secrétaire de séance :
Mme Gwenaëlle CHATEAU

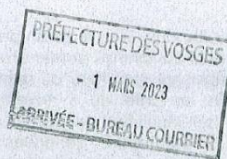
DELIBERATION
n°2023/02/23/001

Visée par la Préfecture des
Vosges
le :

01.03.2023

Notifiée le :

06.03.2023



Communauté de Communes
de l'Ouest Vosgien

20 MARS 2023

COMMUNE DE REBEUVILLE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-trois février, le Conseil Municipal de la Commune de Rebeuville s'est réuni à 19h30 à la Mairie de Rebeuville, sur convocation légale adressée par le Maire.

Présents : M. Michel LALLEMAND, M. Patrick BOLLÉA, M. François-Xavier HALOPÉ, Mme Gwenaëlle CHATEAU, M. Victor MANGEOL, Mme Audrey TARON

Absents excusés : M. Michel BÉGIN excusé a donné pouvoir à M. Michel LALLEMAND, Mme Brigitte GUÉDÉS excusée a donné pouvoir à M. François-Xavier HALOPÉ, Mme Sabine JOLY excusée, Mme Karine SEGURA a donné pouvoir à M. Patrick BOLLÉA

Nombre de membres présents :	06
Nombre de suffrages exprimés :	09
Votes Pour :	09
Votes Contre :	00
Abstention :	00

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat

du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Rebeuville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 03 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal

- émet **un avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.
Au registre sont les signatures

A Rebeuville, le 23 février 2023
Le Maire,
Michel LALLEMAND



République Française
Département VOSGES
Commune de Removille

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30/03/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
10	9	5

Vote	
Aucun	
Pour : 4	
Contre : 1	
Abstention : 4	

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Préfecture d'Epinal
Le :
Et
Publication ou notification du :

L'an 2023, le 30 Mars à 20:00, le Conseil Municipal de la Commune de Removille s'est réuni à la , lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame VIGNOLA Jacqueline, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le . La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le .

Présents : Mme VIGNOLA Jacqueline, Maire, Mme PIERROT Laury, MM : AUBERT Alain, DUMONT Jacques, DURAND Thierry, HARMAND Marc, HARMAND Thibaut, SCHWALLER Paul, SYLVESTRE Guillaume

Absent(s) : Mme FRANCOIS Elodie

A été nommé(e) secrétaire : Mme PIERROT Laury

004/2023 – Avis de la commune de REMOVILLE sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Madame le Maire rappelle que la commune de REMOVILLE doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du

16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Madame le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 30/03/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le conseil Municipal,
Entendu l'exposé de madame le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 4 voix << pour >>, 1 voix << contre >> et 4 << abstentions >> émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Le conseil municipal émet les remarques suivantes:
Il estime qu'il est difficile de se projeter sur le temps long de l'application du PLUi (10 à 15 ans)
Il souhaite que l'erreur matérielle (concernant son OAP à la page 16 du document << 41_OAP_SECTORIELLES >> au sujet de la densité de logements à respecter (passant de 12 à 10) au vu des objectifs du PADD.

Pour copie conforme :
En mairie, le 05/04/2023
Le Maire
Jacqueline VIGNOLA



République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Rollainville

SEANCE DU 3 AVRIL 2023

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
11	11	11

Date de convocation
28 mars 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trois avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil Municipal, qui a eu lieu salle du Conseil Municipal, sous la présidence de **Philippe EMERAUX**, maire.

Présents : ALBRECHT Arnaud, AURY Hervé, COLLE Philippe, EMERAUX Philippe, ETIENNE Jean Christophe, GILLET Charline, HOCQUARD Gilles, MONTESINOS Dominique, SCHMIEDERER Carole, SIBLOT Marie-Line, WEINBISSINGER Antoine.

Absents : .

Représentés : .

Madame MONTESINOS Dominique a été nommée secrétaire de séance.

Objet : Avis sur PLUI
N° de délibération : 2023_10

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
11	0	11	0	0	0

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Rollainville doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

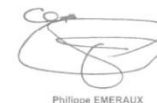
Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 03/04/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 11 voix « pour » émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 4 avril 2023
Philippe EMERAUX,
Maire



PHILIPPE EMERAUX
2023.04.04 16:29:19 +0200
Ref:20230404_162401_1-1-O
Signature numérique
Maire



Nombre de Conseillers

En exercice : 11
Présents : 7
Votants : 9
Absents : 4
Exclus : 0

L'an deux mil vingt trois, vingt mars à 20 heures

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la Présidence de Monsieur Jean Claude MARMEUSE,

Date de la convocation :
16/03/2023

Etaient présents : MM.

MARMEUSE Jean Claude, COLLOT Laurent, JOYEUX DARLET Isabelle, BERGER Dominique, GUYOT Gauthier, MARMEUSE René, PONSIGNON Cédric.

Formant la majorité des membres en exercice.

Date d'affichage :
16/03/2023

Absent(e)(s) et excusé(e)(s) : ALBIN- HUMBERT Laurence, BALANDIER Emmanuelle, CANCEL Laurent, MANGEL Rémy

Absent(e)(s) et non excusé(e)(s) : Néant

Procuration : BALANDIER Emmanuelle a donné procuration à MARMEUSE René – ALBIN- HUMBERT Laurence a donné procuration à MARMEUSE Jean Claude

M. BERGER Dominique a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la délibération :

N° 2023/01/03 : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 Juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Rouvres-La-Chétive doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 20 mars 2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de

Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.
Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur Jean-Claude MARMEUSE, le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 9 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Acte rendu exécutoire après le dépôt
en Sous Préfecture de Neufchâteau
le
et publication ou notification
du
Jean Claude MARMEUSE - Maire

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
ROUVRES LA CHETIVE, le 20 mars 2023
Jean Claude MARMEUSE
Maire



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT MENGE

Séance du 24 février 2023

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Votants
11	11	11
Pour	Contre	Abstentions
1	0	0

L'an deux mil vingt trois et le vingt quatre février à 20h00, le Conseil Municipal de cette commune, convoqué le treize février deux mil vingt trois s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de : Monsieur Jean Yves VAGNIER.

Etaient présents tous les membres.

Monsieur Philippe LIEBAUX a été nommé secrétaire.

Date de convocation
13 février 2023

Date d'affichage
13 février 2023

Objet de la Délibération

N° 1/2023
PLAN LOCAL
D'URBANISME
INTERCOMMUNAL

Acte rendu exécutoire après dépôt en sous-préfecture le
27 février 2023
Et publication du
27 février 2023

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Saint Menge doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 30/01/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de M le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 11 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023 et conformément au contenu du plan graphique de zonage joint pour la commune de Saint Menge.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire, Jean Yves VAGNIER



République Française
Département VOSGES
SAINT-PAUL

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3/02/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
11	6	6

Vote
A l'unanimité
Pour : 6
Contre : 0
Abstention : 0

L'an 2023, le 3 Février à 20:30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PAUL s'est réuni à la , lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mademoiselle SOMMIER Sandra, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 03/02/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 03/02/2023.

Présents : Melle SOMMIER Sandra, Maire, MM : BEGIN Jean-Marie, BEGIN Vincent, BRUNET Gérard, FEUILLETTE Cédric, VIRIOT Lyonnell

Absent(s) : Mme MASSARO Nicole, MM : DELGADO Sébastien, GRANDIDIER Bruno, LEPETIT Norbert, MARCHAL Joël

A été nommé(e) secrétaire : M. FEUILLETTE Cédric

06.03.02.2023 – Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Saint-Paul doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 6 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet **un avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 03/03/2023
Le Maire
Sandra SOMMIER


Sandra SOMMIER
2023.03.03 13:52:46 +0100
Ref:20230303_114602_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Séance du vendredi 10 mars 2023

Date de la convocation: 03/03/2023

Membres en exercice :

7

L'an deux mille vingt-trois et le dix mars le conseil municipal de Seraumont régulièrement convoquée, s'est réunie, à la mairie, sous la présidence de Claude CLEMENT,

Présents : 5

Votants: 5

Présents : Roger DIDIER, Claude CLEMENT, Denise DIDIER, Pierrick MENIL, Nicolas MILLOT

Secrétaire de séance:
Monsieur Pierrick MENIL

Représentés:

Excusés:

Absents: Henri KIEFFER, Alexandre ROTH

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Compte rendu des délibérations affiché le 16 mars 2023,
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,
Claude CLEMENT,



DE_2023_009 Approbation du PLUi

- Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châteinois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
- Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de SERAUMONT doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châteinois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 16/03/2023
088-218804532-20230310-DE_2023_009-DE

RF
VOSGES
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 16/03/2023
088-218804532-20230310-DE_2023_009-DE

**Conseil
Municipal
du
21 mars 2023**

Réuni à la Mairie de
Sionne à 20h45

Sur convocation
adressée par le Maire
aux Conseillers
Municipaux
le 13 mars 2023

et avis affiché à la
porte de la Mairie ce
même jour

Nombre de
conseillers en
exercice : 10

Président de séance
**Le Maire,
Quentin LABET**

Secrétaire de
séance :
Régis MAZELIN

**DELIBERATION
n°2023/03/21/002**

Visée par la
Préfecture des
Vosges
le :
.....

Notifiée le :
.....

PRÉFECTURE DES VOSGES

29 MARS 2023

ARRIVÉE - BUREAU COURRIER

COMMUNE DE SIONNE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt trois, le vingt et un mars, le Conseil Municipal de la Commune de Sionne s'est réuni à 20h45 à la Mairie de Sionne, sur convocation légale adressée par le Maire.

Présents : Monsieur Quentin LABET, Monsieur Jean-Marie TROUSSELARD, Monsieur Régis MAZELIN, Madame Aude BEJIN, Madame Anne-Christine COLLARDE, Monsieur Eric DEDIEU, Monsieur Denis PRUNNOT, Monsieur André TAILLARD.

Absents : Madame Danielle TAILLARD excusée a donné pouvoir à Monsieur Quentin LABET, Monsieur Giovanni PISANO

Nombre de Membres présents :	08
Nombre de suffrages exprimés :	09
Votes Pour :	09
Votes Contre :	00
Abstention :	00

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local

d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Sionne doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 26 novembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal

- émet **un avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme.
Au registre sont les signatures

A Sionne, le 21 mars 2023
Le Maire,
Quentin LABET



République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Soncourt

SEANCE DU 30 MARS 2023

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
7	6	6

Date de convocation
23 mars 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente mars à vingt heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Mairie, sous la présidence de **François DUVAL**, maire.

Présents : **DUVAL Franck**, **DUVAL François**, **DUVAL Paul**, **DUVAL Robert**, **MARCHAL Michel**, **PETIT Clément**.

Absents : **BONEL Laure**.

Représentés : .

Monsieur DUVAL Franck a été nommé secrétaire de séance.

différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Objet : Avis PLUi

N° de délibération : 2023033009

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
6	0	6	0	0	0

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Soncourt doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 6 avril 2023
François DUVAL,
Maire

FRANCOIS DUVAL

FRANCOIS DUVAL
2023.04.06 16:43:18 +0200
Ref:20230406_162203_1-1-0
Signature numérique
Le Maire



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 février 2023

Nombre de membres		
Afférents	En exercice	Qui ont pris part au vote
15	13	13

Vote
A l'unanimité : 13
Pour :
Contre :
Abstentions :

Acte rendu exécutoire après dépôt sur plateforme de dématérialisation le 06/02/2023 et publication ou notification du 06/02/2023

L'an deux mille vingt-trois, le trois du mois de février, à 20h30, le Conseil Municipal de SOULOSSE SOUS SAINT ELOPHE s'est réuni au bâtiment « les tois sous la présidence de Monsieur Vincent KINZELIN, Maire, en session ord convocations individuelles, l'ordre du jour et les éventuelles notes expli synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 27/0 convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 27/01/2

Présents : Mr Vincent KINZELIN, Mr Jean-Marie MASSON, Mr Jean-Pierre THOM Mickaël HOMAND, Mr Guillaume HOUILLO, Mme Eliane ALBUISSON, M RAGOT, Mme Odile BEAUSEIGNEUR, Mr Sébastien LAROCHE, Mr Marc BELL Martine CAMPILLO GIMENEZ, Mme Marie-Thérèse LEDY

Absent donnant pouvoir : Mr Quentin GERARD à Mr Vincent KINZELIN

Absent : Aucun

A été nommé secrétaire : Mr Jean-Pierre THOMASSIN

2023- 002 : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic t et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été prési conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;
Le Maire rappelle que la commune de Soulosse sous Saint Elophe doit émettre un avis en tant que Personne Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès r du dossier d'arrêt complet.
Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufch du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méth employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesq concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un **AVIS FAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023 et **INDIQUE QU'IL SOUHAITE, comme suite à sa demande du 9 décembre 2019, intégrer à la page 17 du PADD la phrase suivante : « L'Ouest Vosgien bénéficie d'une identité forte... De même le patrimoine lié à la romanité est fortement représenté, regroupant notamment les trois sites archéologiques de Grand, Soulosse sous Saint Elophe et Liffol le Grand, avec ce passé commun. Ces lieux emblématiques sont des véritables portes d'entrée touristiques pour le territoire. »**

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
au registre suivent les signatures,
Pour copie conforme,
Le maire,

VINCENT KINZELIN
Signature numérique de VINCENT KINZELIN
Date : 2023.02.06 14:56:02 +01'00'

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TILLEUX

Séance du 3 avril 2023

Nombre de membres :

En exercice : 6

Présents : 4+2pouvoirs

Votants : 4+2 pouvoirs

Date de la convocation

30/03/2023

Date d'affichage

30/03/2023

L'an deux mille vingt trois, le trois avril à 20 heures 30, les membres Conseil Municipal de la Commune de Tilleux, légalement convoqués, sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, sous la présidence Mr François FAUCHART, Maire.

Étaient présents : François FAUCHART, Brigitte BOGARD, André BOGARD, Christophe MARTIN

Absente excusée : Marie-Claude FRENOT donnant pouvoir à Brigitte BOGARD.

Cécile BASTIEN donnant pouvoir à André BOGARD

Brigitte BOGARD a été nommée secrétaire de séance

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits
Pour copie conforme et exécutoire



Francois FAUCHART

FRANCOIS FAUCHART
2023.04.13 20:18:42 +0200
Ref: 20230413_123401_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Délibération 2023-02-007

Objet : Arrêté plan local d'urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de TILLEUX doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à compter de la réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales conclusions, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

NOMBRES DE MEMBRES	
Afférents au Conseil	7
en exercice	7
Qui ont pris part à la délibération	7

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de TRAMPOT 88350
République Française – Département des Vosges

Séance ordinaire du mardi 28 mars 2023
à 20 heures

Délibération n° 20230328_01

Objet : Délibération sur l'avis du PLUI arrêté le 16 janvier 2023

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué en date du 22/03/23, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Didier MAGINEL Maire de Trampot.

Présents : R.CAILLET - D. FURGAUT - D.MAGINEL –G.MORLOT – I.MONGIN – C.PAQUIN - R.SCHOINDRE-

Absent excusé : néant

A été nommée secrétaire de séance : MONGIN Isabelle

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de TRAMPOT doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet. Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre. Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 12/02/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Monsieur le Maire, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 2 voix « pour » (le Maire et C.PAQUIN), 3 voix « contre » (R.SCHOINDRE, I.MONGIN et R.CAILLET) et 2 abstentions (G.MORLOT et D.FURGAUT) émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur TRAMPOT du fait du nombre restreint de surface constructible allouée sur la commune proportionnellement aux terrains disponibles sans avoir à faire des raccordements supplémentaires aux réseaux et donc sans frais supplémentaires à la charge de la commune.

Pour copie certifiée conforme.

Ainsi fait et délibéré le 29 mars 2023

Le Maire, Didier MAGINEL



Didier MAGINEL

DIDIER MAGINEL
2023.03.29 10:28:13 +0200
Ref:20230329_092801_1-1-O
Signature numérique
Le Maire

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
DES VOSGES

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	11	11

Date de la convocation
24/03/2023

Date d'affichage
7/04/2023

Objet de la délibération

**DM 16-2023 Dossier du Plan Local
d'Urbanisme Intercommunal
Règlement graphique**

Acte rendu exécutoire après dépôt en
Préfecture

7/04/2023

Et publication ou notification

7/04/2023

Nombre de voix :

Pour :
Contre :
Abstention :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA
COMMUNE DE
TRANQUEVILLE - GRAUX
Séance du 31 mars 2023

L'an DEUX MIL VINGT TROIS, le trente et un mars à 18H30, le Conseil Municipal de TRANQUEVILLE-GRAUX s'est réuni sous la Présidence de Madame BAPTISTE CAMBRAYE Roxane,

PRESENTS : AUBRY Francis, AUBRY Gilles, BAPTISTE CAMBRAYE Roxane, CAMBRAYE Yvan, DILLET Raphaël, DURAND Hervé, DURAND Pierre Olivier, DURAND Xavier, PERROCHON Emma, WEBER Olivier, MAGUERLIN Alexis.

SECRETAIRE : PERROCHON Emma.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Vu la délibération du conseil Municipal de la commune de Tranqueville-Graux du 10 mars 2023 donnant un avis défavorable au PLUi tel qu'il est arrêté au 16 janvier 2023 ;

La Maire rappelle que la commune de TRANQUEVILLE-GRAUX doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

La Maire explique que si la commune émet un avis favorable, elle peut toutefois émettre des remarques ou des observations sur tout ou une partie des pièces du PLUi mais ne peut pas demander d'opérer de changements majeurs (type changement de zonage ou de règlement) qui remettrait en cause l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). La commune peut émettre un avis défavorable, si et seulement si elle remet en cause un point de règlement (graphique ou écrit) ou une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui la concerne directement.

La Maire rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal en date du 18/09/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Au vu des échanges avec la CCOV sur l'avis défavorable de la commune de Tranqueville-Graux concernant les pièces graphiques du règlement,

Entendu l'exposé de Madame la Maire,

Pour le règlement graphique : le Conseil Municipal, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, DECIDE d'émettre un **avis favorable** au PLUi tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023 en émettant toutefois les remarques suivantes afin que ces dernières soient intégrées au document du PLUi au moment de son approbation :

- En ce qui concerne le village de Tranqueville, la zone 1AUE (zone d'urbanisation future à court terme à destination d'équipements collectifs, services publics), doit correspondre au zonage défini dans le cadre de l'Aménagement Foncier Agricole et Forestier qui s'est achevé avec la prise de possession des terres par les propriétaires le 1er décembre 2022 (voir plan).

Avis favorable à l'unanimité

- Pour la zone naturelle située en face de la ferme de Rancière, partie des parcelles ZA4, ZA5, ZA8 et ZA9 (voir plan), une délibération datée du 29/10/2021 signale la présence d'éléments remarquables à protéger (prospection botanique et entomologique en 2021). Il faudrait que le zonage soit en adéquation avec le nouveau plan d'aménagement foncier agricole et forestier, et classer en « éléments remarquables du paysage à protéger ». En effet s'y trouvent le Cytise pédonculé, la Filipendule vulgaire (espèces protégées), l'Ascalaphe soufré (espèce déterminante ZNIEFF de note 1*) selon le rapport de l'association Floraine (pièce jointe).

Avis favorable avec 6 voix pour et 5 voix contre (Xavier DURAND, Hervé DURAND, Pierre Olivier DURAND, Francis AUBRY, Raphael DILLET)

Pour extrait certifié conforme,
La Maire, Roxane BAPTISTE-CAMBRAYE.



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
DES VOSGES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA
COMMUNE DE
TRANQUEVILLE - GRAUX
Séance du 31 mars 2023

L'an DEUX MIL VINGT TROIS, le trente et un mars à 18H30, le Conseil Municipal de TRANQUEVILLE-GRAUX s'est réuni sous la Présidence de Madame BAPTISTE CAMBRAYE Roxane,

PRESENTS : AUBRY Francis, AUBRY Gilles, BAPTISTE CAMBRAYE Roxane, CAMBRAYE Yvan, DILLET Raphaël, DURAND Hervé, DURAND Pierre Olivier, DURAND Xavier, PERROCHON Emma, WEBER Olivier, MAGUERLIN Alexis.

SECRETAIRE : PERROCHON Emma.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;
Vu la délibération du conseil Municipal de la commune de Tranqueville-Graux du 10 mars 2023 donnant un avis défavorable au PLUi tel qu'il est arrêté au 16 janvier 2023 ;

La Maire rappelle que la commune de TRANQUEVILLE-GRAUX doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

La Maire explique que si la commune émet un avis favorable, elle peut toutefois émettre des remarques ou des observations sur tout ou une partie des pièces du PLUi mais ne peut pas demander d'opérer de changements majeurs (type changement de zonage ou de règlement) qui remettrait en cause l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). La commune peut émettre un avis défavorable, si et seulement si elle remet en cause un point de règlement (graphique ou écrit) ou une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui la concerne directement.

La Maire rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal en date du 18/09/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Au vu des échanges avec la CCOV sur l'avis défavorable de la commune de Tranqueville-Graux concernant les pièces graphiques du règlement,

Entendu l'exposé de Madame la Maire,

Pour le règlement écrit : le Conseil Municipal, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, DECIDE d'émettre un **avis défavorable à l'unanimité** au PLUi tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023 et notamment sur les points suivants :

- Encadrements de portes et de fenêtres en pierres de taille, œil de bœuf, clés de voutes, sculptures.... devant rester apparents : cela ne permet pas une isolation par l'extérieur.
- Nuancier des façades, menuiseries et ferronneries : trop de restrictions sur le choix des coloris. Il faudrait laisser plus de choix aux propriétaires tout en imposant une harmonie des couleurs. Le nuancier établi induit un sentiment d'impersonnalité, de monotonie (plus de libre choix). Dans les annexes, fiche conseils coloristiques, les éléments ponctuels (volets, encadrements, soubassements, portes) peuvent être mis en avant ou à effacer suivant la teinte de la façade.
- Il faudrait avoir la possibilité de laisser apparents les moellons ordinaires d'extraction locale (teinte ocre, beige) et pouvoir les jointoyer plutôt que d'être obligé de les enduire.
- Le choix de couleur des tuiles est trop restrictif car il existe dans le village des tuiles anciennes traditionnelles d'autres couleurs (ocres, rosées, brunes...).
- Pourquoi ne pas pouvoir construire des abris de jardin en matériaux de récupération ? Cela nous paraît à nouveau comme une atteinte à la vie privée. De plus, les problématiques écologiques actuelles nous incitent à encourager la pratique du recyclage de matériaux.
- Les communes n'ayant pas de monuments historiques à proximité devraient pouvoir bénéficier d'un règlement plus souple.
- Aucun article ne prévoit de règlement pour la construction de maisons passives ou construites en matériaux écologiques

Pour extrait certifié conforme,
La Maire, Roxane BAPTISTE-CAMBRAYE.





DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 31 mars 2023

Nombre de membres		
Afférents	En exercice	Qui ont pris part au vote
7	6	6

Vote
A l'unanimité : 6
Pour :
Contre :
Abstentions :

Acte rendu exécutoire après dépôt
sur plateforme de dématérialisation
le 31/03/2023 et publication ou
notification du 31/03/2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un du mois de mars, à 17h00, le Conseil
de la commune de VILLOUXEL s'est réuni à la mairie, sous la présidence de
Patrick CHILLON, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l
jour et les éventuelles notes explicatives de synthèse ont été transmises par
conseillers municipaux le 17/03/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été
à la porte de la Mairie le 17/03/2023.

Présents : Mr Patrick CHILLON, Mr Cédric RAMUS, Mr Claude GERARD, Mme
OUDIN, Mme Anne-Sophie RAMUS

Absent donnant pouvoir : Mme Anne-Marie SAUER à Mme Christelle OUDIN

Absent : Aucun

A été nommée secrétaire : Mme Christelle OUDIN

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi,
rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du
Conseil Municipal en date du 31/03/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local
d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet
de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16
janvier 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
au registre suivent les signatures,

Pour copie conforme,

Le maire,

**PATRICK
CHILLON**

Signature
numérique de
PATRICK CHILLON
Date : 2023.03.31
18:20:56 +02'00'

2023- 008 : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du
2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janv
prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Ur
intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic terr
de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu
orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Ur
intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été prés
conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;
Le Maire rappelle que la commune de Villouxel doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (
le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautai
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossie
complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufch
du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méth
employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesq
concertation avec la population a été mise en œuvre.

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17/02/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
11	8	8

Vote
A l'unanimité
Pour : 8
Contre : 0
Abstention : 0

L'an 2023, le 17 Février à 20:30, le Conseil Municipal de Commune de VIOUCOURT s'est réuni à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur ROBINET Francis, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 14/02/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 14/02/2023.

Présents : M. ROBINET Francis, Maire, Mme BINOT Thérèse, MM : FERRY Mathieu, GERARD Hubert, HUMBLLOT Bertrand, POLICRETTI Gérald, RIPART Benoît, SIMONET Alain

Sont excusés : Mrs LAURENT Pierre Jean, HUMBLLOT Xavier
Est absent: Mr RIGOLOT Hervé

Acte rendu exécutoire après dépôt
en PREFECTURE DES VOSGES
Le : 23/02/2023 Et Publication ou
notification du : 23/02/2023

A été nommée secrétaire : Mme Thérèse BINOT

D491/2023 – Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de Viocourt doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 10/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 8 voix « pour » émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

Précise tout de même qu'à ce jour trop de contraintes en matière d'urbanisme font que construire, rénover devient compliqué voir inaccessible pour beaucoup, surtout en secteur classé.

En mairie, le 23/02/2023
Le Maire, Francis ROBINET



FRANCIS ROBINET
2023 03 02 14:19:03 +0100
Ref:20230302_140802_2-1-0
Signature numérique
le Maire

République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Vouxei

SEANCE DU 31 MARS 2023

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
11	6	6

Date de convocation
27 mars 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à vingt heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Mairie de VOUXEY, sous la présidence de **Alain BONNEVILLE**, maire.

Présents : AUBER Thierry, BONNEVILLE Alain, BONNEVILLE Thierry, HOCQUARD Elie, PROST Francois, VIEZ Jean Philippe.

Absents : BARRET Gregory, BROLLES Dominique, COLIN Thibaut, JOUX Mickael, LHUILLER Helene.

Représentés : .

Monsieur AUBER Thierry a été nommé secrétaire de séance.

Objet : Modification de la dcm d'approbation du PLUI –
N° de délibération : 550_2023

Cette dcm annule et remplace la dcm ayant le même objet du 13/02/2023

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier d'arrêt complet ;

Le Maire rappelle que la commune de VOUXEY doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois dès réception du dossier d'arrêt complet.

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les

différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 21/01/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règles que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal de VOUXEY par 6 voix « contre » émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 16 janvier 2023.

* Précise que le document, dans sa globalité est restrictif ce qui nous amène à penser que les générations futures désertent encore plus les communes rurales. La commune déjà soumise à l'avis de l'architecte des Bâtiments de France se voit encore imposée des contraintes supplémentaires.

* Souhaite apporter quelques exemples de points soulevés contraignants dans le règlement :

1/ "La construction principale doit être édifiée sur au moins une des deux limites parcellaires latérales, sur celle qui est déjà bâtie, lorsqu'elle présente un pignon aveugle. Dans le cas où une construction principale n'est bâtie que sur une des deux limites parcellaires, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative non bâtie doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres (soit $L > H/2$ et $L > 3$ m)"

Réponse conseil : Règles trop restrictives qui peuvent être dissuasives, qui imposent une mitoyenneté qui de nos jours demande plutôt à être évitée.

L'idée de vouloir conserver l'aspect village-rue est compréhensible d'un point de vue visuel cependant il faut prendre en compte que les générations ont changé, les modes de vie sont différents, les maisons anciennes alignées les unes par rapport aux autres ne sont plus adaptées.

Qui dit nouvelle construction dit réglementation thermique qui impose également des facteurs précis : comment réussir à tout respecter avec toutes ces normes !

Autre exemple : aujourd'hui une famille dispose d'un moins 2 véhicules ; en conservant l'alignement actuel, se pose le problème du stationnement : comment prévoir une place de parking si la maison est construite en alignement des autres ?

2/ Le nombre d'annexes est limité à 3 par unité foncière : 2 annexes + 1 abri de jardin
L'emprise au sol est limitée à 40 m² par unité foncière et par annexe.
L'emprise au sol des abris de jardins est limitée à 20 m² par unité foncière.

Réponse conseil : Il est dommage de limiter une surface de 40 m² par annexe ; le règlement devrait prévoir une ou plusieurs annexes limitées à 100 m² l'ensemble

3/ Zone agricole : réponse conseil : le zonage AC n'est pas assez étendu pour des perspectives d'évolutions des exploitations

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 3 avril 2023
Alain BONNEVILLE, Maire



ALAIN BONNEVILLE
2023.04.17 12:12:07 +0200
Ref.20230417_110402_2-1-O
Signature numérique
le Maire

B. Avis des PPA (p. 103 à 151)

DDT DES VOSGES.....	104
CCI DES VOSGES.....	118
CA DES VOSGES.....	119
SCoT DES VOSGES CENTRALES.....	125
CDPENAF DES VOSGES.....	126
CDNPS DES VOSGES.....	128
UDAP DES VOSGES.....	130
INAO.....	134
RTE.....	135
MRAE.....	138



Epinal, le **27 AVR. 2023**



La préfète des Vosges

à

Monsieur Simon Leclerc
Président de la Communauté de Communes
de l'Ouest Vosgien
2 bis, avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Objet : avis de l'État sur le plan local d'urbanisme intercommunal de l'Ouest Vosgien arrêté par délibération du 16 janvier 2023

Référence : notification du dossier reçu le 1^{er} février 2023

Pièce jointe : annexe « remarques à prendre en compte et corrections à apporter »

Vous avez transmis, le 1^{er} février 2023, aux services de l'État associés à son élaboration, le projet de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV) arrêté par le conseil communautaire le 16 janvier 2023.

J'ai l'honneur de vous faire part de la synthèse des remarques formulées par les services de l'État placés sous mon autorité.

En préambule, je vous informe que j'émet un **avis favorable** sur votre dossier de PLUi, sous réserve de prendre en compte les remarques formulées dans cet avis, notamment les points cités en partie 8 « suites à donner » et les corrections à apporter signalées en annexe.

1. LE PROJET INTERCOMMUNAL

1.1 Contexte du PLUi

Situé dans le quart nord-ouest du département des Vosges, dans l'arrondissement de Neufchâteau, le territoire de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien est rural, composé de 70 communes. La CCOV est issue de la fusion au 1^{er} janvier 2017 de l'ancienne communauté de communes du Bassin de Neufchâteau (CCBN), de l'ancienne communauté de communes du Pays de Châtenois (CCPC) et de la commune d'Aroffe.

Le territoire est limitrophe des départements de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle et de la Haute-Marne, dont la commune de Liffol-le-Petit est membre.

La ville centre, Neufchâteau, est située à environ 70 kilomètres d'Epinal, chef-lieu des Vosges, et à une soixantaine de kilomètres de la métropole du Grand Nancy.

oter que la CCOV, et les communes de Neufchâteau et Châtenois, sont lauréates du dispositif de talisation Petites Villes de Demain (PVD) depuis 2021. Cette inscription est donc postérieure au at du Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLUi qui a eu lieu en 2018. Le gramme de revitalisation a pour objectif de renforcer le rôle de centralité de ces villes, en leur inant les outils et moyens adaptés, de recomposer leur habitat, commerces et services du centre et les accompagner dans leur transition démographique, économique, écologique et numérique. Le jet de revitalisation, élaboré conjointement par les deux villes, se traduit dans une convention cadre int Opération de revitalisation du territoire (ORT), pilotée par la CCOV. Cette convention établit un équilibre est attendu entre les logements potentiels remis sur le marché ainsi que les commerces, is le cadre de l'ORT et le développement en périphérie.

Situation socio-démographique

ISEE indique une population intercommunale de 23 781 habitants en 2013, contre 23 270 habitants 2019, soit une baisse de 511 habitants (2,1 %) entre les deux références INSEE 2013 et 2019. Les deux nmunes principales de la CCOV, Neufchâteau et Châtenois, ont une population en 2019 de ectivement 6 636 et 1 702 habitants (référence INSEE 2019).

les 70 communes du territoire, quatre communes représentent 48 % de la population de la OV (Neufchâteau, Châtenois, Girancourt-sur-Vraine et Liffol-le-Grand) et un tiers des communes, soit des communes, ont moins de 100 habitants.

puis 1982, le territoire connaît une baisse démographique constante et importante. Le taux annuel yen passe de -1,5% entre 1999 et 2008, à -2,7% entre 2008 et 2013 et la baisse se poursuit puisque le nier taux de variation est de -2,1 % entre 2013 et 2019.

existe par ailleurs une grande disparité entre les communes, puisque Domrémy-la-Pucelle et aumont ont perdu plus de 25 % de leur population tandis que Darney-aux-Chênes et Saint-Paul ont ne plus de 17 % de leur population entre les références INSEE 2013 et 2019. Cas variations, bien que ctaculaires en pourcentage, sont cependant à relativiser puisque les quatre communes concernées nptent moins de 150 habitants.

alyse de l'évolution de la population ainsi que de sa structure, faite dans le rapport de présentation, ralyse l'augmentation du nombre de ménages d'une seule personne ainsi que le vieillissement de la pulation sur l'ensemble du territoire.

Habitat et économie

rapport de présentation fait également état d'un taux de vacance très important sur le territoire, 3 % en 2013 et 13,3 % en 2019 avec, une fois encore, des disparités fortes. Alors que certaines nmunes n'ont pas de logements vacants, d'autres ont un taux supérieur à 25 %.

quatre communes les plus importantes ont toutes un taux de vacances supérieur à 11 %, avec tamment 14 % pour Neufchâteau et 18 % pour Liffol-le-Grand (référence INSEE 2019). 54,2 % des ements vacants sont inoccupés depuis plus de 2 ans (source FILOCOM).

typologie des résidences principales est caractéristique d'un territoire rural avec des bâtis de grande lle et anciens, 39 % des logements ayant été construits avant 1945.

plus, en matière d'habitat, le territoire se caractérise par un double déficit : un déficit de petits ements et un déficit de logements locatifs.

tude socio-économique réalisée pour le PLUi (basée sur les données INSEE-DGFIP-CNAF-CMSA) èle que 5 communes ont une concentration d'emplois importante : Neufchâteau, Châtenois, Liffol-Grand, Dommartin-sur-Vraine et Girancourt-sur-Vraine. En plus des filières historiques qui sont le bois l'ameublement, le territoire a vu se développer des industries agro-alimentaires. Le secteur tertiaire : celui qui rassemble aujourd'hui le plus d'emplois.

tte étude montre également que le niveau de vie des ménages se situe en dessous de la moyenne partementale et de la moyenne régionale.

1.4 Environnement, agriculture et patrimoine

L'état initial de l'environnement et le diagnostic agricole décrivent l'importance et la richesse forêt, de l'agriculture et des vergers. Les boisements occupent près de 45 % du territoire principalement localisés à l'ouest, tandis que les surfaces agricoles occupent près de principalement à l'est.

Ce territoire dispose également d'un patrimoine architectural et historique important, notamment la maison natale de Jeanne d'Arc à Domrémy-la-Pucelle, le site archéologique de Grand et le site de Neufchâteau.

1.5 Projet de la Communauté de Communes

Partant de ces constats, la CCOV a souhaité réaliser un PLUi avec un développement en deux phases : une stabilisation de la population dans un premier temps (horizon 2025) puis un objectif d'augmentation de 2 % de la population dans un second temps. Le PADD a été construit suivant axes :

- orientation générale concernant la préservation de la qualité du cadre de vie,
- la préservation du cadre de vie du territoire et de son identité grâce à la mise en valeur du patrimoine remarquable et du patrimoine local,
- organisation et maîtrise du développement urbain pour une gestion durable du territoire,
- orientation générale concernant les commerces, les services et les équipements du territoire
- orientation générale pour le développement économique : conforter le tissu économique local,
- orientation générale concernant les déplacements et le numérique.

Le diagnostic réalisé pour l'élaboration du PLUi est constitué de l'état initial de l'environnement, du diagnostic agricole, d'une étude patrimoniale, de l'évaluation environnementale et de l'étude démographique. Ces différentes études font ressortir toutes les richesses environnementales patrimoniales de ce territoire, mais également ses faiblesses et les enjeux à prendre en compte à et moyen terme. Comme le résume le rapport de présentation, les situations des communes parfois différentes et leurs besoins ne sont pas forcément les mêmes. Toutefois, le vieillissement de la population touche le territoire dans son ensemble, ce qui soulève des défis importants pour l'avenir, notamment en termes de logements, de transports, de soins, de prise en charge et de services pour les personnes.

Le projet de développement présenté a été construit sur un diagnostic réalisé en 2016. La communauté de communes a porté un regard objectif sur son territoire et a proposé un projet qui vise à relever les différents enjeux identifiés.

En ce qui concerne la démographie, la CCOV s'est donnée une perspective de maintien de la population. Bien que sa traduction dans le règlement graphique soit raisonnable en termes de consommation d'espace, l'objectif de maintien de la population paraît difficilement accessible au regard des chiffres de l'INSEE de 2020 qui affichent une perte de plus de 300 habitants par rapport à cet objectif. Par ailleurs, les éléments patrimoniaux ont été protégés dans le PLUi mais la préservation de la forêt et notamment la forêt devra être approfondie.

Ce projet de PLUi a démarré sur deux intercommunalités qui ont fusionné en 2017 et qui regroupent depuis 70 communes. Il retranscrit un travail de longue haleine démarré en 2013, fait de non compromis et négociations. Il a l'avantage de couvrir des communes qui sont actuellement régies par le Règlement National d'Urbanisme (40 communes concernées), les autres étant couvertes par des documents d'urbanisme antérieurs à 2013 qui ne prennent pas en compte les politiques publiques des dix dernières années dont la récente Loi Climat et Résilience. La constance de la CCOV à se doter d'un projet de PLUi prenant en compte les politiques publiques et suscitant l'adhésion de l'ensemble des communes membres est à souligner.

2. COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX

2.1 Compatibilité avec les SDAGE et PGRI

En matière d'urbanisme, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) proposent plusieurs orientations et dispositions dont les principales ont été reprises sous forme de grille, dans un guide de mise en compatibilité des documents d'urbanisme transmis à la CCOV. Les orientations principales défendues par ces schémas sont :

- la préservation de la biodiversité et des continuités écologiques,
- la non-aggravation du risque inondation et de la réduction de la vulnérabilité des territoires,
- la prévention des risques par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau,
- la lutte contre la disparition et la dégradation des zones humides,
- l'aménagement durable des territoires.

Le territoire de la communauté de communes se situe sur deux périmètres de SDAGE : le SDAGE Seine-Normandie à l'ouest, sur principalement 5 communes, et le SDAGE Rhin-Meuse pour le reste du territoire. Deux communes, Ménil-en-Xaintois et Saint-Menge, sont également concernées par le SAGE GTI en cours d'élaboration.

Le PLUi doit être compatible avec ces documents.

Prévention du risque inondation

L'ensemble des risques est recensé dans le document 1.2 « état initial de l'environnement » du projet de PLUi. L'analyse et l'incidence du PLUi sur les risques sont expliquées dans le document 1.11 « justifications environnementales ». Les risques autres que ceux liés aux inondations sont traités en partie 3.1 de cet avis.

Dans son orientation générale pour la préservation de la qualité du cadre de vie, le PADD affiche l'ambition de maintenir les prairies en zone inondable et d'encadrer l'urbanisation dans les secteurs soumis à des risques naturels. Cette prise en compte est retranscrite dans le règlement graphique avec un indice « i », et les PPRNi du Vair et de la Meuse sont représentés par une trame.

Toutes les études spécifiques aux inondations portées à la connaissance de la CCOV n'apparaissent cependant pas dans les documents du PLUi, notamment l'étude hydraulique Meuse amont (2006 – Hydratec - EPAMA) pour les secteurs non couverts par un PPRNi, ce qui peut occasionner, selon les secteurs, des classements en zone UA (resp. AC) en lieu et place des sous-zonages UAi (resp. ACi) pensés pour les zones inondables. Une partie de la zone inondable de l'Anger, de la Vraie et de la Saône n'est ainsi pas indiquée.

Préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité

La préservation de la biodiversité et des continuités écologiques est prise en compte dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) environnement par le biais d'une protection au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme. Cet article consiste à identifier et localiser les éléments de paysage et la délimitation des sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique. Cette protection se traduit par une trame sur les documents graphiques du PLUi et par la règle de recul de 10 m des berges des cours d'eau sur l'ensemble du territoire.

Sur l'ensemble du périmètre du PLUi, la cartographie des cours d'eau a été réalisée par la DDT et l'OFB. Certains cours d'eau n'apparaissent pas sur les plans et à l'inverse des tronçons qui n'ont pas été expertisés comme étant des cours d'eau sont signalés comme tel sur le plan de zonage (ex : Dommartin-sur-Vraie). Il conviendra donc de corriger cette information afin de préserver efficacement les cours d'eau et ne pas induire en erreur les riverains sur la réglementation applicable.

Ressource en eau et collecte des eaux usées

➤ *tension en termes de ressource en eau*

Dans le chapitre 4.6.3 des justifications environnementales relatif à la ressource en eau, il est indiqué qu'il n'y a pas de situation critique d'un point de vue quantitatif. Or, 23 communes sur les 70 du territoire sont en tension quantitative en période d'étiage, soit près d'un tiers des communes du CCOV. Parmi elles, les communes de Greux, Maxey-sur-Meuse, Midrevaux et Mont-les-Neufchâ disposent d'un plan d'action opérationnel territorialisé (PAOT) pour la mise en place d'actes d'économie de la ressource eau. Pour information, les actions d'économies d'eau sont nombreuses : le département depuis plusieurs années, notamment au travers des travaux de rénovation des canalisations fuyardes. Dans le cadre de la MISEN, un groupe de travail « ressource en eau » a suivi des communes en tension et de celles à rendements faibles. Parallèlement à cet encadrement réglementaire, le Conseil départemental apporte un appui technique à ces communes, et l'Agence l'eau un soutien financier. Par ailleurs, une base de données sur le rendement de toutes les communes du territoire est alimentée régulièrement pour suivre les actions engagées en temps réel.

Il est donc recommandé d'identifier dans le PLUi les 23 communes en tension (cf. liste en annexe) d'adopter des mesures d'évitement précises dans la partie 1.11 (cf. proposition de mesures d'évitement en annexe). Par ailleurs, les différentes informations communiquées ci-dessus permettront d'alimenter la réflexion et les actions sur le sujet de la ressource en eau.

➤ *gestion des eaux pluviales*

La gestion intégrée des eaux pluviales est indiquée dans le rapport de présentation et repris dans le règlement, qui gagnerait cependant à imposer des dispositions plus précises en vue d'une mise en application renforcée de ce principe. Il est donc recommandé de compléter le règlement par une formule simple afin de dimensionner au mieux les dispositifs de collecte (cf. annexe). De manière générale, il convient de ne pas permettre l'évacuation des eaux pluviales dans le réseau si celui-ci est unitaire.

➤ *assainissement*

L'assainissement est abordé dans le règlement du projet de PLUi. Une formulation plus précise pour prendre en compte efficacement cet aspect dans le règlement est proposée en annexe de cet avis.

Protection des zones humides

L'ensemble du rapport d'étude des zones humides d'ECOLOR, et notamment le détail des investigations, n'est pas joint au projet de PLUi, ce qui ne permet pas d'évaluer finement la qualité du travail effectué dans le cadre de cet avis. La méthodologie générale appliquée sur le territoire de la CCOV et une partie des analyses d'ECOLOR, sous forme synthétique, sont cependant consultables dans le rapport de présentation, ce qui permet d'émettre l'avis suivant.

La méthodologie présentée a été particulièrement appliquée aux zones à enjeux d'urbanisation (des zones creuses en zone urbanisée U et zones à urbaniser AU), représentant une surface d'environ 100 ha. Cette méthodologie ne semble pas avoir été appliquée sur les zones agricoles constructibles AC (situées autour de certaines exploitations agricoles visant à faciliter leur développement futur).

Il est par ailleurs recommandé de compléter le zonage avec toutes les zones humides connues, afin que les prescriptions du règlement spécifiques aux zones Nzh (resp. Aczh) puissent s'y appliquer (cf. p. 10 « observations » en annexe). Concernant ces zones Nzh, les différentes interdictions déjà prévues par le règlement pourraient être renforcées en introduisant les mesures proposées en annexe de cet avis.

Concernant l'enjeu général de préservation des zones humides, les dispositions prises pour la réalisation d'un inventaire visant à identifier, et donc ensuite à protéger les zones humides, permet d'assurer une compatibilité minimale avec le SDAGE. La prise en compte des recommandations formulées ci-dessus et en annexe, notamment sur les zones agricoles, permettrait cependant à l'ensemble de la démarche de la CCOV en matière de zones humides de gagner en exhaustivité et en protection effective de l'ensemble des zones humides du territoire, qui seront un atout dans les années à venir pour le rendre plus résilient aux périodes de sécheresse et au changement climatique.

Relativement aux différents éléments étudiés dans cette partie, le projet de PLUi prend globalement en compte le SDAGE et le PGRI. Cette prise en compte pourrait néanmoins être améliorée suivant les recommandations formulées, en particulier :

- **en complétant le projet avec toutes les études relatives au risque d'inondation portées à la connaissance de la CCOV,**
- **en corrigeant la cartographie des cours d'eau sur la base de celle fournie par la DDT et l'OFB,**
- **en prenant en compte la situation particulière des communes en tension vis-à-vis de la ressource en eau,**
- **en complétant le règlement avec des articles relatifs à la gestion des eaux pluviales et à l'assainissement,**
- **en améliorant la prise en compte des zones humides, notamment via la prise en compte des remarques formulées en annexe de cet avis.**

2.2 Compatibilité avec le SRADDET Grand Est

L'outil d'aménagement du territoire instauré par la loi NOTRe, le Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires Grand Est a été approuvé par le préfet de région le 24 janvier 2020. L'axe majeur du SRADDET est de changer de modèle à l'échelle régionale pour un développement vertueux de nos territoires. La compatibilité avec les règles de ce document est démontrée dans le projet de PLUi dans la partie 1.11 « justifications environnementales » et notamment sur la règle de sobriété foncière. En effet, le projet de PLUi réduit considérablement les surfaces ouvertes à l'urbanisation (292 ha) par rapport aux documents actuellement applicables, ainsi que son potentiel de consommation d'espace des dix années à venir par rapport à la décennie précédente (cf. partie 3.2 de cet avis pour le détail).

La compatibilité avec le SRADDET Grand Est est donc assurée.

3. PRISE EN COMPTE DES POLITIQUES PUBLIQUES

3.1 Prise en compte des autres risques et nuisances

Les cartes concernant l'aléa retrait-gonflement des argiles et les nuisances dues au bruit du rapport de présentation sont à mettre à jour (cf. annexe).

La prise en compte du risque dû aux routes à grande circulation (A31, RD166, RD674) a été identifiée. Une étude a été réalisée dans le document 1.8 afin de réduire la marge de recul inconstructible le long de ces axes. Ce recul a été descendu à 25 m pour les RD 166 et 674. Les zones UY impactées par l'A31 sont déjà construites, le recul n'est donc pas modifié.

Il convient par ailleurs d'anticiper l'augmentation du risque d'incendie de forêts, consécutivement à l'expérience des dernières années et aux sécheresses estivales répétées, ainsi que le risque lié aux aléas venteux notamment en matière de chute d'arbres. Le règlement du PLUi prévoit une règle de recul de 30 m par rapport aux lisières des massifs boisés de plus de 4 ha, cependant, les massifs boisés ne sont pas identifiés dans le PLU. L'instauration d'une marge de recul de 30 m concernant l'autorisation de constructions neuves à proximité des lisières est ainsi vivement recommandée. Pour faciliter l'application de cette règle, le recours à un zonage NF est indiqué (cf. les recommandations de la CDPENAF en partie 3.2 de cet avis).

3.2 Préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers et lutte contre l'étalement urbain

Consommation d'espace

➤ détermination des besoins en habitat et en économique

Au vu du diagnostic, la communauté de communes a fixé, dans son PADD, un objectif en deux temps concernant sa population : une stabilisation à l'horizon 2025 de la population par rapport à 2014, alors évaluée à 23600 habitants ; puis dans un second temps, si la stabilisation est atteinte, une augmentation de 2 % de la population.

Pour calculer son besoin en logements, la CCOV s'est appuyée sur 3 projections :

- un besoin de 769 logements correspondant au desserrement des ménages ;
- la récupération de 200 logements vacants, sur les 1200 logements vacants identifiés au démarrage du PLUi (taux de vacance d'environ 10 %) ;
- la création de 188 logements par densification des dents creuses ;
- la prise en compte des 160 logements déjà construits entre 2014 et 2018.

La prise en compte de ces éléments aboutit à un besoin de construction de 221 nouveaux logements.

Concernant les zones économiques, le projet de la CCOV est d'avoir suffisamment de foncier économique pour compléter l'offre d'accueil d'entreprises artisanales et industrielles, mais également pour permettre aux entreprises existantes de pouvoir réaliser des extensions pour répondre à leur besoin de développement. En la matière, après consultation des acteurs économiques, le besoin estimé par la CCOV est de 41ha.

➤ utilisation d'une armature urbaine pour répartir les besoins en habitat et en économique

Afin de répartir ces espaces urbanisables pour l'habitat et l'économie, la CCOV a défini une armature urbaine scindée en différentes strates au sein de son territoire :

- le pôle urbain,
- les pôles secondaires,
- les pôles intermédiaires,
- les communes rurales.

Pour l'habitat, ces strates déterminent une densité de construction particulière, correspondant à la dimension plus ou moins urbaine ou rurale des communes concernées. En prenant en compte la densité établie par strate, le besoin de 221 nouveaux logements se traduit par une surface en extension en zone 1AU de 22,26 ha dans le PLUi.

L'objectif de 2 % de gain de la population qui représente un besoin de 7,88 ha d'extension a également été pris en compte dans les zones 2AU du PLUi, zones à urbaniser sous condition que les 1AU l'aient été et que l'objectif de stabilisation de la population ait été atteint. Cet aspect constitue dès lors un échéancier d'ouverture, en cohérence avec les nouvelles exigences introduites par loi Climat et Résilience.

Ainsi, en proposant une trentaine d'hectares de zones d'extension pour l'habitat et une quarantaine pour l'activité, le PLUi répond à la règle de réduction de 50 % des espaces naturels agricoles et forestiers instaurée par le SRADDET.

Par ailleurs, la loi Climat et Résilience promulguée en août 2021 reprend le principe de réduction de 50 % à l'échelle nationale, sur des pas de temps déterminés (2021-2031 par rapport à 2011-2021). Cet objectif fait actuellement l'objet de réflexions sur sa territorialisation à l'échelle régionale, dont la déclinaison devra se retrouver ensuite au niveau infra régional. En effet, les SRADDET devront être rendus compatibles d'ici février 2024 et les PLUi d'ici août 2027.

Pour ce faire, l'Etat dispose d'un outil, mis à la disposition des collectivités, qui regroupe des données

issues de l'observatoire foncier sur la base de photo interprétation satellite. En ce qui concerne la CCOV, l'observatoire affiche une consommation de 156,8 ha d'ENAF vers des espaces artificialisés entre 2010 et 2019.

La CCOV s'est ainsi fixé comme objectif de ne pas dépasser 65 ha de consommation d'ENAF d'ici 2030. En présentant 22,26 ha en zone 1AU (les zones 2AU étant bloquées tant que l'objectif de stabilisation de la population n'est pas atteint) et 40 ha pour l'activité, le PLUi répond à cet objectif.

Avec l'effort réalisé dans le cadre de ce PLUi, la CCOV s'inscrit donc d'ores et déjà dans une démarche cohérente avec la future territorialisation issue de la loi Climat et Résilience. Néanmoins, compte tenu des tendances démographiques actuelles, il conviendra à l'occasion du bilan à 6 ans du PLUi de mobiliser les indicateurs de suivi du PLUi de manière à questionner, le cas échéant, la ventilation entre zones 1AU et 2AU.

Avis de la CDPENAF

Le PLUi a nécessité un passage devant la CDPENAF pour la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, pour le règlement des Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) et pour les demandes de dérogation pour l'ouverture à l'urbanisation en l'absence de SCOT.

➤ sur le règlement et les STECAL

Il conviendra de reprendre le règlement sur les annexes en zone N : les annexes autorisées en zone N doivent être reculées de 20 m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone U. De plus, la surface totale des annexes, en zone N et en zone A, doit être diminuée.

Par ailleurs, il est demandé d'identifier les massifs forestiers d'une superficie supérieure à 50 ares avec un zonage Nf, et d'y autoriser les constructions et les équipements liés et nécessaires à une activité forestière. Le recul de 30m se fera à partir de cette limite.

Enfin, il est demandé de basculer la zone Nf actuelle en zone Ns (sylvicole).

Le règlement des STECAL Ne, Ni doit définir une emprise au sol des destinations autorisées, et de manière générale, les abris pour animaux autorisés en zone N doivent être ouverts sur un côté.

➤ au titre de la consommation d'ENAF

La CDPENAF émet également des réserves sur certaines parcelles des communes suivantes, non considérées en extension, consommatrices d'espace agricole.

- Dommartin-sur-Vraine : réduire les zones d'activité aux projets connus,
- Harmonville : retirer la partie de la parcelle 68 de la zone U,
- Morelmaison : réduire la zone U (parcelle n°12),
- Removille : supprimer la zone UB à proximité de la zone AC,
- Tilleux : retirer la zone UB sur terrain agricole (parcelle n°109),
- Viocourt : retirer la zone UB sur terrain agricole (parcelle n°51),
- Vouxeux : réduire la zone UB trop proche d'une zone AC (parcelle n°79).

Concernant la protection des espaces forestiers, les communes de Rollainville, Sionne et Aroffe ont des zones U à proximité de la forêt et qui sont donc impactées par le recul de 30 m.

➤ concernant les demandes de dérogation pour l'ouverture à l'urbanisation en extension

Concernant les demandes d'ouverture à l'urbanisation en l'absence de SCOT, la CDPENAF a émis un avis défavorable sur les parcelles recensées ci-dessous. Les dérogations à l'urbanisation limitée accordées ou refusées par la préfète seront transmises sous un mois à la CCOV, en se basant sur l'avis de la CDPENAF, conformément à l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme.

- Mont-les-Neufchâteau : avis défavorable sur la parcelle MT 01,
- Rebeville : avis favorable sous réserve de réduire la zone d'activité R806,

- Châteinois : avis défavorable pour la parcelle CH01, proche d'une zone AC, il est demandé de privilégier le centre-bourg conformément aux actions menées dans le cadre du dispositif PVD,
- Circourt-sur-Mouzon : avis favorable sous réserve de réduire la zone 1AUe à 6000 m²,
- Greux : avis défavorable sur la parcelle n°7 de la zone UX au nord-est,
- Harchéchamp : avis favorable sous réserve de réduire la zone UB (parcelle n°99) dans l'alignement des 1AU et 2AU à proximité,
- Harmonville : avis défavorable sur la parcelle 178 (terrain agricole),
- La-Neuveville-sous-Châteinois : avis favorable sous réserve de réduire la parcelle 167 (terrain agricole),
- Liffol-le-Petit : avis favorable sous réserve de réduire la zone LP01 de moitié,
- Rouvres-la-Chétive : avis favorable sous réserve de réduire la zone AU qui est située à moins de 100 m d'une exploitation agricole,
- Saint-Menge : avis défavorable sur les zones 1AU, il reste des dents creuses dans la commune,
- Soncourt : avis défavorable sur la zone 1AU en face d'une exploitation agricole,
- Trampot : avis défavorable sur la parcelle UB, desservie par un chemin agricole, et sur la parcelle TR01.

Il est ainsi demandé de soustraire à l'urbanisation une surface de 2,6 ha pour l'habitat, 1,1 ha pour l'activité et 3600 m² pour les équipements.

Dans le cadre de l'approbation du PLUi, il est ainsi demandé de prendre en compte l'avis de la CDPENAF, sur la base des éléments présentés dans cet avis et de l'avis officiel et exhaustif transmis directement par la CDPENAF à la CCOV.

3.3 Préservation de la biodiversité

Outre les dispositions du SDAGE mentionnées précédemment, les milieux naturels font l'objet de protections spécifiques impliquant une prise en compte particulière.

Sites Natura 2000 et évaluation environnementale

Le territoire de la CCOV abrite plusieurs sites Natura 2000 dont les vallées de la Saône et de la Meuse, les milieux forestiers et prairies humides des vallées du Mouzon et de l'Anger, le Bassigny, les forêts d'Haréville-les-Chanteurs et de Gondrecourt-le-Château. Le décret du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale impose une évaluation environnementale à toute élaboration de PLU. La MRAE, mission régionale d'autorité environnementale et compétente en la matière, se prononcera par le biais d'un avis distinct de celui de l'Etat. Néanmoins, est portée à l'attention de la CCOV les observations suivantes :

- le rapport environnemental doit être complété par un résumé non technique au sens de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, dont l'objectif est de permettre aux citoyens et aux acteurs du territoire de bien comprendre le projet. Or la pièce 1.10 du PLUi ne remplit pas cet objectif,
- l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 est réalisée dans le document 1.11,
- l'évaluation environnementale réalisée par le bureau d'études paraît tout à fait complète et en capacité d'apporter les éléments pour analyser la prise en compte de l'environnement par le PLUi.

Autres protections

Par ailleurs, le territoire est couvert par de nombreuses ZNIEFF et les sites naturels remarquables identifiés ont été classés en zone A ou N. Les ripisylves, haies, bosquets et vergers sont également préservés par l'intermédiaire d'une trame (cf. partie suivante sur l'OAP environnement).

Néanmoins, le PLUi gagnerait, comme l'a également identifié la CDPENAF dans son avis, à identifier plus précisément les espaces forestiers, via un zonage Nf spécifique, et à créer des espaces boisés classés (EBC) au sens des articles L. 113-1 et 2 du code de l'urbanisme.

OAP environnement valant OAP trame verte et bleue

Les règles 7 et 8 du SRADDET traitent de la thématique trame verte et bleue et impliquent de la décliner localement, de manière à les préserver et à les restaurer. De plus, la loi Climat et Résilience a introduit l'obligation de réaliser une OAP dite « trame verte et bleue » relative aux continuités écologiques.

Cette thématique est un axe fort du PLUi, traduite en particulier dans l'orientation du PADD pour la préservation de la qualité du cadre de vie et dans l'OAP environnement, qui mobilise, pour protéger les continuités écologiques, l'article L151-23 du code de l'urbanisme et l'instauration d'une règle de recul de 10 m depuis les berges des cours d'eau. Ceci est en cohérence et complémentaire avec les dispositions déjà prises par le projet de PLUi dans le cadre de la compatibilité avec le SDAGE (cf. partie 2.1 de cet avis).

Cette OAP contribue à répondre aux enjeux en matière de préservation de l'environnement et de la biodiversité.

3.5 Enjeux relatifs aux mobilités et au climat

De façon générale, le PADD du PLUi prend en compte les enjeux liés au changement climatique et aux mobilités. Cependant, le PLUi gagnerait à mettre davantage en lien son projet avec les autres documents de planification en cours d'élaboration à la CCOV. En effet, un Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) et un Plan de mobilité simplifié (PDMs – décliné en schéma cyclable) seront prochainement adoptés par l'EPCI. Leur intérêt et leur mise en œuvre réside en grande partie dans leur transversalité avec les documents de planification en urbanisme. De plus, les dates d'adoptions prévues coïncident avec celles du présent PLUi, ce qui représente une réelle opportunité pour la réalisation et le suivi de leurs objectifs respectifs. Ainsi, le PCAET, comme le PLUi, font l'objet d'une évaluation à 6 ans, permettant de faire coïncider leur évaluation respective, tout en renforçant la cohérence de l'action publique.

Par ailleurs, la production d'énergie renouvelable (EnR) est indiquée comme une préoccupation stratégique du territoire, à la fois dans son PLUi (1.1 Diagnostic, p. 158, et 1.9 Indicateurs de suivi, p. 5) et dans son futur PCAET. À cet égard, la planification de la CCOV est cohérente. De plus, les obligations réglementaires introduites par la loi Climat et Résilience sont globalement respectées pour l'installation de dispositifs de production d'EnR sur les constructions de plus de 500 m². La résilience du territoire face aux effets du dérèglement climatique fait l'objet d'une attention systématique.

Toutefois, on peut s'interroger à propos de l'impact de la stricte fermeture des zones patrimoniales à la production d'EnR sur la concrétisation des objectifs de production (cf. figure 1). En effet, la plupart des centres de villes et de villages apparaissent de fait comme exclus de la production solaire photovoltaïque. Or, le diagnostic du PCAET a présenté une estimation du potentiel photovoltaïque des toitures résidentielles (maisons) à 15 % du potentiel total (soit environ 10 GWh – cf. figure 2). Il pourrait, dès lors, être pertinent d'estimer le potentiel ainsi bloqué et d'envisager une adaptation soit du PLUi, soit du PCAET de manière à assurer une cohérence optimale dans les deux documents. Il existe par ailleurs des solutions d'intégration des dispositifs de production d'EnR dans des paysages protégés.

Globalement, la prise en compte des enjeux liés à l'énergie et aux mobilités est donc en bonne voie dans le cadre de ce PLUi et s'appuie sur l'élaboration volontaire et en cours de documents de planification écologique. Afin de favoriser la mise en lien entre le PLUi et les futurs PCAET et PDMs de la CCOV, des propositions sont aussi formulées en annexe de cet avis.

6. MODALITÉS DE SUIVI DU PLUI

6.1 Bilan du PLUi à 6 ans

Conformément à l'article R. 151-3 du code de l'urbanisme, des indicateurs de suivis sont définis dans la pièce 1.9 du PLUi. Ces indicateurs permettront l'évaluation des effets du PLUi dans le cadre du bilan réalisé à 6 ans, en respect de l'article L. 153-27 du code de l'urbanisme. Ce délai était auparavant de 9 ans et a été ramené à 6 ans par loi Climat et Résilience du 22 août 2021. Il conviendra ainsi de modifier la page 156 du rapport qui établit une analyse des résultats au bout de 9 ans.

6.2 Qualité des indicateurs proposés

En vue d'effectuer le bilan à 6 ans du PLUi, des indicateurs ont été définis pour chaque orientation du PADD, ce qui rend leur nombre très important. Une hiérarchisation et une identification d'une dizaine d'indicateurs clés, complétés par les autres indicateurs proposés, permettrait de faciliter leur utilisation lors du bilan. Certains pourront être renseignés par les plans et schéma en cours de réalisation sur le territoire comme le PCAET.

Par ailleurs, concernant les indicateurs chiffrés, il est demandé d'inscrire les valeurs initiales ainsi que les valeurs cibles attendues directement dans le tableau des indicateurs. C'est l'écart entre la valeur réelle au moment du bilan et la valeur cible établie lors de l'élaboration du PLUi qui permettra d'évaluer les effets PLUi de manière pertinente et d'envisager, si besoin, des mesures correctives.

7. DIVERS

➤ Avis de la CDNPS

Le changement de destination en zone N de 3 bâtiments a fait l'objet d'un passage en CDNPS. La commission a émis un avis défavorable pour le bâtiment situé à Attignéville, situé proche d'une zone AC.

➤ Point de vigilance relatif à la numérisation du PLUi

Les zones A n'apparaissent pas dans fichiers informatiques. Il faudra corriger cette erreur pour le versement du document sur le Geoportail de l'urbanisme, au risque de publier un document partiel. Concernant l'emplacement réservé indiqués p 101 sur la commune de Neufchâteau, il n'est pas situé au bon endroit sur le document graphique.

➤ OAP Commerce

Une OAP Commerce a été définie, conformément à l'article L. 151-6 du code de l'urbanisme, modifié par la loi Climat et Résilience. Cependant, il n'y a aucun renvoi à cette OAP dans le règlement, notamment sur les communes de Neufchâteau et Châtenois pour lesquelles le dispositif Petites Villes de Demain prévoit des outils pour simplifier l'implantation des commerces en centre-ville et limiter le développement des grands commerces en périphérie. Il conviendrait donc d'indiquer le renvoi vers cette OAP dans le règlement, de manière à s'assurer qu'elle sera prise en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

➤ Lien avec le dispositif PVD

Les communes de Neufchâteau et Châtenois ayant intégré le dispositif PVD après débat du PADD, le PLUi prend en compte à la marge cet aspect. Afin d'assurer l'efficacité des actions qui seront mises en place dans le cadre du dispositif PVD et d'amener le PLUi à favoriser leur réussite, une évaluation basée sur les indicateurs de suivi sera essentielle pour adapter au mieux le PLUi à l'occasion d'une évolution ultérieure à son approbation.

8. SUITES À DONNER

Le projet définitif de PLUi devra :

- prendre en compte les erreurs manifestes signalées dans l'annexe de cet avis (mise à jour de dates, corrections de références réglementaires, etc.),
- instaurer un zonage Nf répondant au double objectif de préserver les massifs forestiers et de protéger les populations des risques incendies et vents,
- préciser les indicateurs de suivi du PLUi suivant les remarques effectuées dans cet avis,
- prendre en compte l'avis simple de la CDPENAF, toutefois, concernant les dérogations à la règle d'urbanisation limitée, je vous ferai part de mon arbitrage dans les meilleurs délais,
- prendre en compte l'avis simple de la CDNPS.

Par ailleurs, la prise en compte des différentes recommandations formulées dans cet avis et dans les annexes, et notamment sur la mise en compatibilité avec le SDAGE et le PGRI, permettront d'améliorer le projet de PLUi.

La préfète,



Valérie MICHEL-MOREAUX

Rapport de présentation• 1.1. Diagnostic

- Page 2 : la loi ALUR est du 24 mars 2014, et non du 23 mars 2015.

- Page 8 : l'exploitation de la source FILOCOM 2013 présente un intérêt limité dans le travail. conviendrait de s'appuyer sur des sources plus récentes, à savoir FILOCOM 2015 et FILOCOM 2017. L quelques éclairages récents sont insuffisants.

- Page 12 :

- PGRI bassin Rhin Meuse 2022-2027 : approuvé 21/03/2022 à la place de 22/12/2015 ;
- Pour la commune de Coussey le PPRNi de la Meuse a été révisé et approuvé par l'AP 271/2010/DDT du 23 juillet 2010 ;
- Le PPRNi du Vair a été approuvé par l'AP 001/2020/DDT du 28 janvier 2020 sur les communes de : la Neuveville-sous-Châtenois, Viocourt, Châtenois, Balleville, Vouxey, Removille, Houéville, Attignéville, Barville, Harchéchamp, Autigny-la-Tour, Soulosse-sous-Saint-Elopie et Moncel-s-Vair ;
- Un PPRNi est prescrit également par AP 345/2021/DDT du 09 novembre 2021 pour le cou d'eau « Le Mouzon » sur les communes de : Sartes, Pompiere, Circourt-sur-Mouzon et Rebeuville.

- Page 24 : le symbole > 200 (supérieur à 200) de la légende du graphique n'est pas orienté dans le bon sens (il est transcrit < 200, inférieur à 200).

- Page 26 : conséquence de l'utilisation de données datant de 2013, la situation de la région Grand Est où les territoires nancéiens et mosellans sont présentés comme bénéficiant de dynamiques démographiques positives, est à relativiser voire à corriger (cf. dossier INSEE- projections OMPHALE). Le taux de variation annuelle moyen de la population du Grand Est au cours des 6 dernières années est de +0,02%/an. La Moselle est à +0,06%/an, la Meurthe-et-Moselle +0,01%/an, et les Vosges -0,50% (INSEE 2020).

- Page 50 : le concept du taux « d'inactivité » n'est pas défini par l'INSEE. L'INSEE le propose sous quatre définitions : actifs, actifs occupés, chômeurs et sans emploi.

- Page 51 : remplacer « taux de chômeurs » par « part des chômeurs ».

- Page 82 : le nombre d'actifs (12 270) est à corriger. La bonne valeur est 10 270 (cf. INSEE).

- Pages 160-163 : les chiffres des logements (INSEE, 2013) sont à corriger ; 12 612 au lieu de 12 476 et 868 au lieu de 12 686. Les communes de Aroffe et Ménil-en-Xaintois, qui ont intégré tardivement la CCOV, n'ont sûrement pas été prises en compte dans ces totaux. En conséquence, les opérations faites à partir de ces totaux sont également à corriger.

- Page 164 : corriger en haut de la page le 73 % de RP maison individuelle en 75%.

Sur l'analyse de la structure du parc logements, il conviendrait de mettre évidence la baisse de la part des RP dans le parc de logements (INSEE 2008, 87,2% ; INSEE 2013, 84,2% ; INSEE 2019, 83%).

- Page 174 : corriger « dysfonctionnement »

- Page 196 : l'écart entre la part de logements locatifs sociaux publics sur le territoire et sur le département n'a plus lieu d'être cité, car il n'est plus significatif sous RPLS 2021 (CCOV 14,4%, département 14,2%).

- Page 202 : « La performance énergétique du parc social privé de la CCOV est la suivante », il doit plutôt s'agir du parc social public, à vérifier.

• 1.2. État initial de l'environnement

- Page 81 - Figure 14 : Le Vair ne traverse pas la commune de Rainville.

- Page 150 : il manque la référence de l'arrêté préfectoral N°191/2020/DDT du 11 juin 2020 portant approbation du Plan de prévention du bruit dans l'environnement des infrastructures de transports terrestres de la compétence de l'État dans le département des Vosges (3e échéance)

- Page 164 : la carte 31 ne correspond pas aux zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux définis par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2020

- Page 172 :

- l'adresse <http://cartorisque.prim.net/telechargement/telechargement.html> n'existe plus.
- les paragraphes sur les PPRNi du Vair et du Mouzon sont à revoir avec les informations PPRNi cités ci-dessus

- Pages 231 à 236 : Annexe 4, les cartographies bruit sont obsolètes. À remplacer par celles disponibles à l'adresse <https://www.vosges.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Bruit2/Cartes-de-bruit-et-plans-de-prevention-du-bruit-dans-l-environnement>

• 1.4. Diagnostic agricole

- Les données mentionnées dans la partie diagnostic datent de 2014 pour les données PAC et de 2016 pour l'enquête. Il est nécessaire de veiller à réactualiser les zonages en tenant compte des évolutions. Il en est de même pour les petites structures existantes non référencées au titre de la PAC en 2014 (par exemple : le maraîchage).

- Page 15 : supprimer la partie grisée rayée concernant la gestion problématique des cours d'eau

• 1.5.1. Justifications des choix retenus

- Page 28 : le bilan de la consommation foncière sur la période 2010-2019 fait mention d'un bilan négatif pour les espaces forestiers et semi-naturels avec une perte de 270 ha. Une différence est observée avec l'autre tableau de la même page sur les grandes composantes de l'occupation du sol avec une évolution négative de 75 ha.

• 1.5.2. Justifications environnementales valant évaluation environnementale

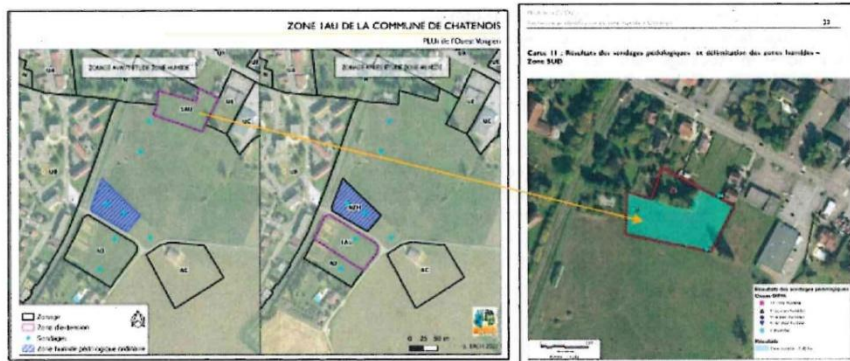
- Page 4 : une actualisation du sommaire est attendue

- Page 20 : le paragraphe 3.1.3 est erroné, voir les commentaires sur les PPRNi ci-dessus. (page 1)

- Page 68 : même remarque que la précédente pour le paragraphe 4.11.1. Les communes couvertes par les PPRNi sont incomplètes

- Page 71 : paragraphe 4.11.2, la carte 31 du diagnostic est à actualiser

- Page 92 : autre manque sur la commune de Châtenois avec une zone d'extension en 1AU qui a ensuite été déplacée au sud. L'analyse omet d'indiquer que c'est en raison de la présence d'une zone humide dans la zone initialement prévue en 1AU et cette zone humide n'apparaît par dans le zonage du PLUi. A droite l'extrait de l'étude d'ECOLOR de février 2021 qui n'est pas reprise dans le PLUi.



- Chapitre 5 : Il est nécessaire de remettre à jour et actualiser quelques données sur Natura 2000 (par exemple : vie du site, validation des DOCOB), en lien avec les structures porteuses.

Ressource en eau

les 23 communes connues en tension ou risque de tension sont :

Bassin hydrographique	COMMUNE	N° INSEE	POPULATION MUNICIPALE 2020	NOM de la CA / CC	Collectivité compétente en matière d'eau potable	Niveau de difficultés rencontré
RM	AUTIGNY LA TOUR	88019		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Frezeille et Vair	Risque de tension
RM	AUTREVILLE	88020		CC de l'Ouest Vosgien	SIEA Côtes et de la Ruppe	Risque de tension
RM	AVRAINVILLE	88025		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Manoise	Risque de tension
RM	BAZOILLES SUR MEUSE	88044		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Manoise	Risque de tension
RM	CLEREY LA COTE	88107		CC de l'Ouest Vosgien	SIEA Côtes et de la Ruppe	Risque de tension
RM	FREBECOURT	88183	313	CC de l'Ouest Vosgien	Commune de Frebecourt	Risque de tension
RM	FREVILLE	88189		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Manoise	Risque de tension
RM	GRAND	88212		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Manoise	Risque de tension
RM	HARMONVILLE	88232		CC de l'Ouest Vosgien	SIEA Côtes et de la Ruppe	Risque de tension
RM	JUBAINVILLE	88255		CC de l'Ouest Vosgien	SIEA Côtes et de la Ruppe	Risque de tension
RM	LIFOL-le-GRAND	88270	2 344	CC de l'Ouest Vosgien	SIE Manoise	Risque de tension
RM	MARTIGNY LES GERBONVAUX	88290		CC de l'Ouest Vosgien	SIEA Côtes et de la Ruppe	Risque de tension
RM	MAXEY-sur-MEUSE	88293	327	CC de l'Ouest Vosgien	Commune de Maxey-sur-Meuse	Risque de tension
RM	MIDREYVAUX	88303	323	CC de l'Ouest Vosgien	Commune de Midreyaux	Risque de tension
RM	MONCEL-sur-VAIR	88305	391	CC de l'Ouest Vosgien	Commune de Moncel-sur Vair	Risque de tension
RM	MONT-les-NEUFCHATEAU	88308	390	CC de l'Ouest Vosgien	Commune de Mont-les-Neufchâteau	Risque de tension
RM	NEUFCHATEAU	88321	6 664	CC de l'Ouest Vosgien	REANE	Risque de tension
RM	PUNEROT	88363	157	CC de l'Ouest Vosgien	SIEA Côtes et de la Ruppe	Risque de tension
RM	ROLLADINVILLE	88393		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Frezeille et Vair	Risque de tension
RM	RUPPE	88407		CC de l'Ouest Vosgien	SIEA Côtes et de la Ruppe	Risque de tension
RM	SOULLOSSE SOUS SAINT ELOPHE	88460		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Frezeille et Vair	Risque de tension
RM	TRAMPOT	88477		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Manoise	Risque de tension
RM	TRANQUEVILLE GRAUX	88478		CC de l'Ouest Vosgien	SIEA Côtes et de la Ruppe	Risque de tension
RM	VILLOUXEL	88511		CC de l'Ouest Vosgien	SIE Manoise	Risque de tension

une liste non exhaustive de mesures d'évitement relatives à ces communes peut être rajoutée en page 329 du document 1.11 :

- Engager un plan d'adaptation au changement climatique,
- Inventorier et encadrer les petits prélèvements (forages domestiques),
- Réduire les fuites et moderniser les réseaux d'AEP,
- Développer la réutilisation des eaux usées traitées,
- Encourager la récupération des eaux de pluie,
- Améliorer le stockage dans les sols, les nappes en développant les solutions fondées sur la nature dans la gestion de l'eau : renaturations de cours d'eau, restauration de zones humides, désimperméabilisation des sols et engagement de programmes de protection et de restauration du patrimoine naturel,
- Prévenir la pollution des milieux aquatiques,
- Mettre en place la tarification progressive de l'eau,
- Soutenir les pratiques agricoles et industrielles économes en eau (émergence de filières peu consommatrices d'eau, irrigation au gouttes à gouttes, etc.),
- Encourager et sensibiliser les citoyens aux pratiques économes de la ressource.

Règlement écrit

- Prescriptions permettant la préservation des cours d'eau et de leurs fonctionnalités (notamment zone de mobilité)

Le PLUi prévoit une bande d'inconstructibilité de part et d'autre des cours d'eau. Cette prescription paraît insuffisante pour préserver les cours d'eau et leurs fonctionnalités. Outre les constructions, il convient d'y interdire tout aménagement hors travaux de renaturation des cours d'eau et travaux autorisés au titre du code de l'environnement, en particulier les clôtures, remblais, stockages et l'imperméabilisation.

- Mesures de préservation des zones humides

Pour les zones Nzh, le règlement prévoit un certain nombre d'interdictions, ce qui est déjà positif. Afin d'éviter toute ambiguïté, nous conseillons de compléter cette partie page 122 (chapitre 3, paragraphe 1.B.a) en interdisant également le drainage et la création de fossés. Pour les comblements, affouillements et exhaussements de sol il serait utile de préciser « quelle qu'en soit la surface et l'épaisseur » et d'indiquer « au cas dans les cas de renaturation du milieu naturel faisant l'objet d'une autorisation administrative au titre du code de l'environnement » (pour permettre la réalisation d'éventuels projets de restauration de rivières notamment).

- Eaux pluviales

Le PLUi indique dans le rapport de présentation que les eaux pluviales doivent être gérées de manière intégrée, en appliquant la doctrine régionale, ce qui est conforme à l'orientation T5B – O1.3 du SDAGE Rhin-Meuse. Cependant le règlement modère cette ambition dans la mesure où il prévoit parfois que cela ne concerne qu'une partie du projet et surtout compte tenu du fait qu'aucune disposition précise n'est prévue pour faire appliquer le principe d'infiltration. Enfin, dans les cas où l'infiltration n'est pas possible, il n'est rien prévu pour réguler les rejets d'eaux pluviales, ce qui reporterait sur les communes la responsabilité de l'augmentation des rejets. Les rejets des communes sont soumis à la loi eau (rubrique 2150) et pour tous les nouveaux rejets nous demandons l'application de la doctrine régionale. Pour parer à ces manques il convient d'imposer, pour toutes les nouvelles surfaces imperméabilisées, soit du stockage pour réguler les rejets, soit de l'infiltration. Pour l'infiltration le PLUi gagnerait à imposer le dimensionnement des dispositifs (avec une formule claire) afin de rendre la disposition applicable par le service instructeur en urbanisme. Le service environnement de la DDT est à disposition de la CCOV pour établir cette formule.

- Assainissement

L'assainissement n'est cité que dans le règlement.

Voici une proposition de rédaction plus précise : « Dans les zones d'assainissement collectif, il est obligatoire d'évacuer les eaux usées sans aucune stagnation et sans aucun traitement préalable par des canalisations souterraines au réseau public, en respectant ses caractéristiques (système unitaire ou séparatif). Si possible, les eaux pluviales ne sont pas évacuées dans le réseau si celui est unitaire.

Dans les zones d'assainissement non collectif, le système d'épuration est réalisé en conformité avec la législation en vigueur. En cas de non-conformité établie, le propriétaire se met en règle dans le délai établi par l'établissement instructeur (SPANC ou SDANC) ».

- Mobilités

Le stationnement des vélos est un point systématiquement abordé dans le « 3.2 Règlement écrit », prévoyant des places de stationnement pour les vélos dans les nouvelles constructions et les modifications de constructions existantes, tant à vocation résidentielle qu'économique. Toutefois, on notera l'absence d'évocation de stationnement sécurisé pour les vélos dans l'espace public.

- Développement des énergies renouvelables

L'obligation d'installation de dispositifs de production d'EnR sur les constructions de plus de 500m² doit être rajoutée dans le règlement écrit pour les zones 1AUY et 1AUX.

- Réseau de transport d'électricité

RTE vous informe que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « équipements d'intérêt collectif et services publics » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, les ouvrages RTE correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

• 2.2 Dispositions particulières

A) Pour les lignes électriques HTB

S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières : il conviendra de préciser que « les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ».

S'agissant des règles de prospect et d'implantation, il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.

S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol, il conviendra de préciser que « les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics. »

B) Pour les postes de transformation

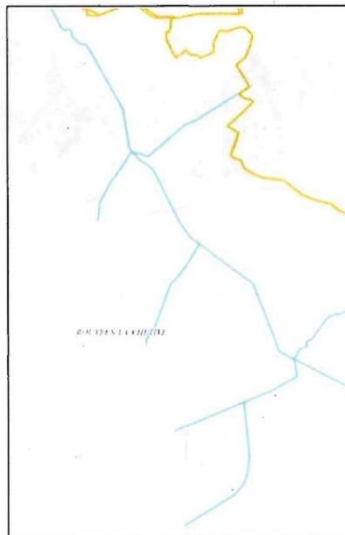
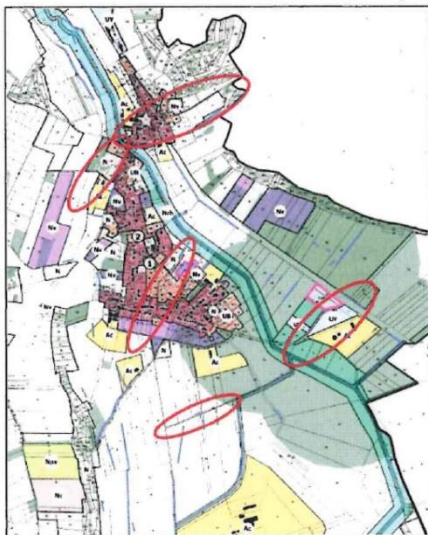
S'agissant des postes de transformations, il conviendra de préciser que « les règles relatives à la hauteur et/ou aux types de clôtures / la surface minimale des terrains à construire / l'aspect extérieur des constructions / l'emprise au sol des constructions / la performance énergétique et environnementale des constructions / aux conditions de desserte des terrains par la voie publique / aux conditions de desserte par les réseaux publics / aux implantations par rapport aux voies publiques / aux implantations par rapport aux limites séparatives / aux aires de stationnement / aux espaces libres ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif que constituent nos ouvrages. »

Règlement graphique

- Cours d'eau

Un travail rigoureux de correction est à entreprendre pour préserver efficacement les cours d'eau pas induire en erreur les riverains des cours d'eau sur la réglementation applicable.

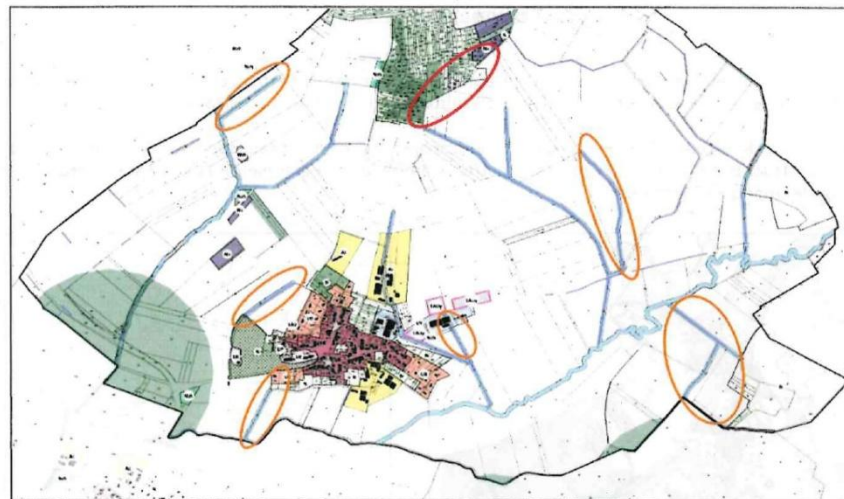
Exemple à Rouvres-la-Chétive : à gauche le zonage, les cours d'eau sont visibles par la t d'inconstructibilité de 10 m de part et d'autre. A droite la cartographie de la DDT. Sont entou rouge les manques identifiés.



A l'inverse des tronçons qui ont été expertisés comme n'étant pas des cours d'eau dans la cartogr DDT ont été indiqués comme cours d'eau dans le PLUi.

Exemple ci-après à Dommartin-sur-Vraine :

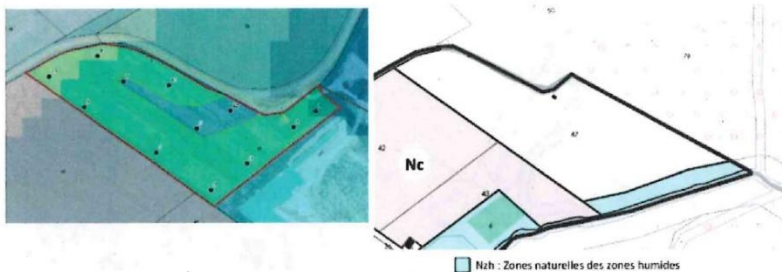
- cours d'eau non identifiés par la DDT mais indiquées comme tels sur le zonage PLUi (entou orange),
- cours d'eau identifiés par la DDT mais non indiqués dans le zonage du PLUi (entouré en rouge).



- Zones humides

Il manque des zones humides connues dans le zonage. Le zonage doit donc être complété avec toutes les zones humides connues, afin que les prescriptions du règlement spécifiques aux zones Nzh puissent s'y appliquer. Un travail rigoureux de vérification doit être fait pour compléter le zonage.

Par exemple pour Sionne, la parcelle ZA47 est en majorité en zone humide d'après l'étude (hachures vertes sur l'image de droite) mais cette information n'est pas valorisée sur le règlement graphique avec la trame correspondant dans la légende (image de gauche et extrait de la légende pour les ZH).



Également à Châteinois, au lieu-dit « Montant » au nord-ouest de la commune, la zone humide identifiée par ECOLOR (à droite) n'apparaît pas sur le zonage (à gauche), bien que ce soit la présence de cette zone humide qui ait conduit à limiter la zone 1AU la jouxtant.

A noter également que dans la légende les nuances de couleur des différentes zones sont assez subtiles avec pour conséquence le risque d'engendrer une mauvaise lecture et donc une mauvaise application du PLUi.

- Enjeux agricoles

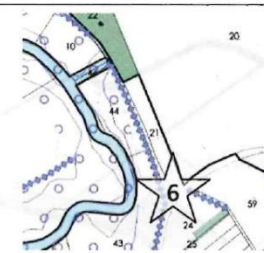
Le secteur Npv permettant l'implantation de parcs photovoltaïques concerne 76 ha localisés sur des sites dits dégradés. Plusieurs dossiers concernant l'implantation de parcs photovoltaïques au sol sont passés en CDPENAF (au stade de projet ou au stade de la demande de permis de construire) et d'autres sont en projet sur le territoire de la CCOV. Pour certains, le zonage prévu dans le PLUi (Npv) est cohérent. C'est le cas des projets connus sur les communes de Neufchâteau, Liffol-le-Grand et Frebécourt. Par contre, pour d'autres projets déjà avancés (permis de construire en cours d'instruction et passage en CDPENAF avec avis favorable) comme sur la commune de Grand, le zonage n'est pas cohérent (zone N et non Npv). Il en est de même avec le projet de Chermisey (permis de construire en cours d'instruction avec passage en CDPENAF prévu le 27/03/2023). Etant donné l'état d'avancement de ces projets, et si la CCOV y est favorable, il conviendrait de rectifier le zonage du PLUi dans les communes concernées afin de permettre le cas échéant l'implantation de ces projets et éviter de devoir constituer un dossier de modification du document d'urbanisme qui pourrait retarder le projet.

- Forêts

- Erreurs de classement de forêts publiques relevant du régime forestier

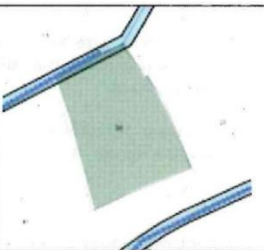
AUTIGNY-LA-TOUR

La parcelle ZI 21 (parcelle 48 de la FC) relève en partie du régime forestier : à classer en zone N



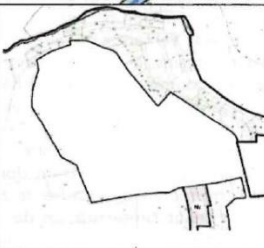
BALLEVILLE

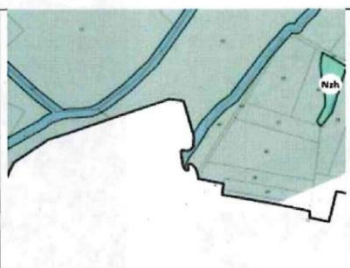
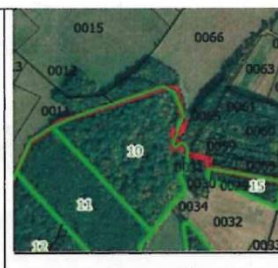
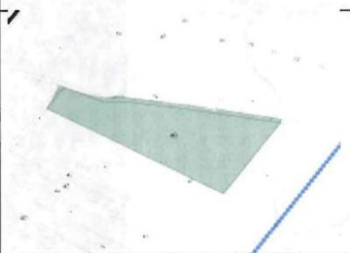

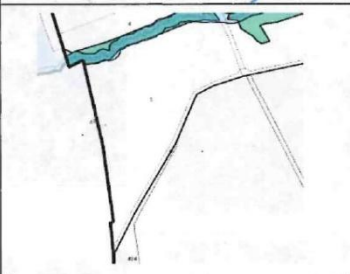



La parcelle ZI 54 (parcelles 4 et 5 de la FC) relève du régime forestier : à classer en zone N, et non en « éléments remarquables du paysage à préserver »

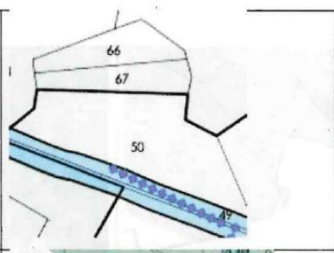



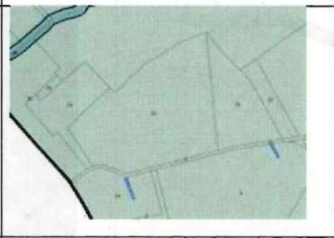

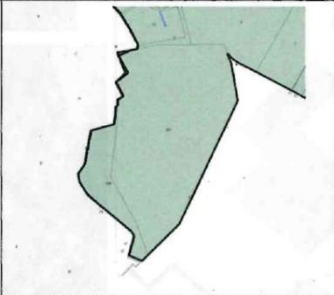



DOMREMY-LA-PUCELLE

Parcelle OA 187 à intégrer en zone N, état boisé actuel, au régime forestier. Ce n'est pas une terre agricole.

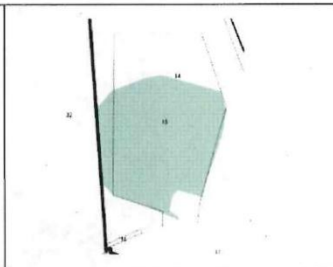


<p>LONGCHAMP-SOUS-CHATENOIS</p> <p>Parcelles boisées jouxtant des massifs forestiers publics (FC de Sandaucourt) : à classer en zone N</p>		
<p>MARTIGNY-LES-GERBONVAUX</p> <p>La parcelle ZD 40 (parcelle 19 de la FC) relève du régime forestier : à classer en zone N, et non en « éléments remarquables du paysage à préserver »</p>		
<p>MÉNIL-EN-XAINTOIS</p> <p>Une partie de la parcelle ZH 5 (parcelle 8 de la FC) relève du régime forestier : à classer en zone N</p>		
<p>PUNEROT</p> <p>La parcelle YK 24 (parcelle 25 de la FC de Martigny-les-Gerbonvaux) relève du régime forestier : à classer en zone N, et non en « éléments remarquables du paysage à préserver »</p> <p>Parcelles boisées riveraines (YK 25, YK 22 partie) : à classer en zone N</p>		

<p>OLLAINVILLE</p> <p>Parcelle ZD50 relève du régime forestier (parcelle 21 de la FC) : à classer en zone N</p>		
<p>LA NEUVEVILLE-SOUS-CHATENOIS</p> <p>Parcelles OB 558 et 574 relèvent du régime forestier (parcelle 10 de la FC) : à classer en zone N</p>		
<p>LONGCHAMP-SOUS-CHATENOIS</p> <p>Parcelles ZE 75 et 76 relèvent du régime forestier (parcelle 11 de la FC) : à classer en zone N</p> <p>Parcelles ZE 73 et 74 (hors régime forestier) en état boisé : à classer en zone N</p>		
<p>LONGCHAMP-SOUS-CHATENOIS</p> <p>Parcelles A 327 et 328 relèvent du régime forestier (parcelles 12 à 14 de la FC) : à classer en zone N</p>		

REBEUVILLE

La parcelle ZI 15 est boisée et communale, mais ne relève pas du régime forestier : à classer en zone N, et non en « éléments remarquables du paysage à préserver »



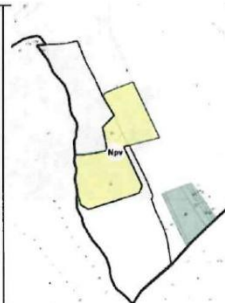
- Analyse des secteurs Npv (photovoltaïque) en forêt publique

De façon générale, se pose la question de la cohérence entre l'obligation de remise en état carrières en fin d'exploitation, pour un retour à la culture (agricole ou forestière), et la qualification anciennes carrières comme étant des sites « dégradés » destinés à accueillir préférentiellement installations photovoltaïques.

PUNEROT

Zone Npv entièrement propriété de la commune, dont régime forestier en parcelles 32-33

Le zonage déborde sur des surfaces en nature de bois relevant du régime forestier (recrû suite à coupe). Seule la partie exploitée par le carrier est réellement dégradée.

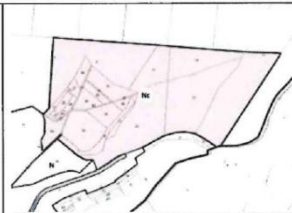


- Analyse des secteurs Nc (carrières) en forêt publique

ATTIGNEVILLE

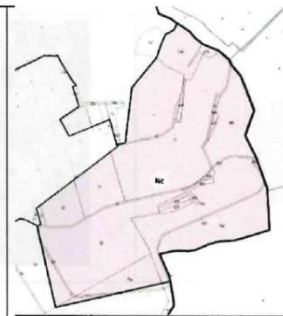
Extension zone Nc sur 4 parcelles de forêt communale

Non conforme à AP 206/2014/DDT : zonage à caler sur cet AP (extension limitée à 13ha).



JAINVILLOTTE

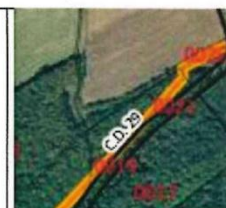
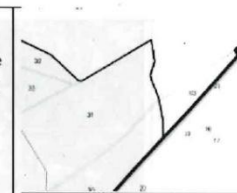
Non conforme à l'AP 534/2019/DDT du 17/07/2019 : retirer la parcelle C749, qui ne sera jamais exploitée, et revoir la délimitation sud-ouest (limitée par la nouvelle voie communale périmétrale)



- Autres remarques

AUTIGNY-LA-TOUR

Parcelle forestière privée en bord de massif (n°83) classée en zone A : à classer en zone N



OAP

- Mobilités

Le document « 4.2 OAP commerce » (p. 5) présente la mobilité quasi exclusive automobile dans l'EPCI comme une menace pour l'attractivité commerciale. À cet effet, l'espace dédié de la voie verte entre Coussey et Neufchâteau est cohérent, mais n'est à aucun moment présenté comme partie de la logique globale de planification amorcée dans le schéma cyclable qui, bien qu'en cours de réalisation, propose un maillage fin du territoire. De plus, l'attractivité touristique est présentée comme importante dans la stratégie économique du territoire. Or, les mobilités douces et en particulier l'intermodalité représentent des leviers nécessaires au développement de ce secteur. Cet aspect gagnerait donc à être renforcé.

De plus, dans cette même OAP, la préconisation de positionnement de la signalétique et les stratégies commerciale et touristique font la promotion de circuits piétons destinés à stimuler l'activité commerciale et la marchabilité de l'EPCI. Un lien explicite avec les possibilités offertes par le futur PDMs en termes d'encadrement des zones piétonnes, des horaires de livraison et du trafic commercial représente une opportunité pour la stratégie globale du territoire.

Annexes du PLUi

- Zones humides

Concernant les 4 études spécifiques présentées dans les annexes, une erreur de réglementation est commise en excluant de l'identification des zones humides les zones dont la végétation est caractéristique de zone humide mais pas le sol, ces 2 critères n'étant pas cumulatifs dans le code de l'environnement. Cela conduit à sous-estimer les surfaces de zones humides.

Incohérence entre les différentes pièces du PLUi

- Prescriptions permettant la préservation des cours d'eau et de leurs fonctionnalités (notamment zone de mobilité)

À noter des incohérences dans les documents, à savoir la bande non constructible de part et d'autre des cours d'eau. Elle est de 20 mètres dans le rapport de présentation (document « justifications environnementales valant évaluation environnementale », page 7, 1^{re} ligne du tableau). Elle est également indiquée à 20 mètres à certains endroits du règlement écrit (pages 64 et 81 par exemple) mais à d'autres endroits de ce même règlement, elle est de 10 mètres (pages 105 et 113 par exemple). Sur les plans de zonage regardés, elle est également de 10 mètres. Ces incohérences sont à corriger, une largeur de 10 mètres de part et d'autre des cours d'eau étant un minimum. Sur les cours d'eau plus importants, et à défaut d'études spécifiques sur la mobilité de ces cours d'eau, une bande de 20 m de part et d'autre serait pertinente.

- dans les zones 1AU, 1AUX, 1AUY, pour les destinations autorisées, rajouter sous condition de respect des OAP sectorielles

À: Fabien Kobylarz
Objet: Avis PLUi

A l'attention de Monsieur Simon LECLERC (Président) et Madame Jacqueline VIGNOLA (Vice-Présidente)

(Affaire suivie par Monsieur Fabien KOBYLARZ)

Monsieur le Président,
Madame la Vice-Présidente,

Je fais suite au courriel reçu le 31 janvier 2023 par lequel vous me transmettez le projet arrêté du PLUi de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien (CCOV) pour avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Vosges dans le délai de 3 mois.

Mes services ont pris connaissance, avec une grande attention, du projet arrêté du PLUi. Et c'est avec satisfaction que nous avons noté l'importance que vous accordez au développement économique de votre territoire.

Ainsi, votre Projet d'Aménagement et de Développement durable comporte :

- Une orientation générale concernant les commerces, les services et les équipements du territoire qui traduit votre engagement à sauvegarder et conforter les commerces, services et équipements de proximité ainsi que le tissu associatif local. Vous veillez également à maintenir un équilibre entre l'offre commerciale en périphérie et le commerce de proximité ;
- Une orientation générale pour le développement économique afin de conforter le tissu entrepreneurial local et qui se traduit par :
 - La gestion durable de la ressource bois et la garantie de la mixité des usages ainsi que la prise en compte de la filière bois/ameublements ;
 - La valorisation des entreprises existantes ;
 - La poursuite des efforts pour soutenir les entrepreneurs qui désirent s'implanter sur le territoire ;
 - L'optimisation et la valorisation des zones d'activités existantes ;
 - La possibilité pour les carrières présentes sur le territoire de se développer si besoin ;
 - La poursuite des efforts pour le développement touristique et la promotion du territoire ;
 - L'autorisation donnée aux projets de production d'énergies renouvelables ;
 - La valorisation des activités agricoles ;
 - La promotion du déploiement du haut et très haut débit.


Ses orientations font l'objet de transcriptions réglementaires pour en assurer un développement cohérent.

Votre projet arrêté du PLUi intègre également une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) thématique commerciale qui vise à décliner la stratégie concernant le développement commerciale et artisanale de la CCOV et à déterminer les conditions d'implantation des équipements commerciaux susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire et le développement durable. L'objectif est de tendre vers une redynamisation du commerce et de l'artisanat de votre territoire.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Vosges émet un avis favorable sur le projet arrêté du PLUi de la CCOV.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, l'expression de mes sincères salutations.

Le Président,



Gérard CLAUDEL

Monsieur Simon LECLERC
Président
Communauté de Communes
de l'OUEST VOSGIEN
2 bis, avenue François de
Neufchâteau
88300 Neufchâteau

Référence
JM/AMV/RB/AM

Dossier suivi par
Romuald BOGUENET

EPINAL, le 28 mars 2023

Objet : Avis sur l'élaboration du PLUi de la Communauté de
Communes de l'OUEST VOSGIEN

Monsieur le Président,

Par courriel reçu le 30 janvier 2023, vous avez transmis à la
Chambre d'Agriculture des Vosges le projet du Plan Local
Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de
Communes de l'OUEST VOSGIEN et je vous en remercie.

L'analyse du document arrêté conduit à la formulation de l'avis
suivant.

1. La préservation du foncier

La préservation de l'espace agricole et naturel est une priorité fixée
par le législateur qui invite l'ensemble des acteurs à réduire la
consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Le
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable
d'Égalité des Territoires (SRADDET) impose au PLUi une réduction
de la consommation foncière d'au moins 50% à horizon 2030.

Sur la base des règles de calcul définies par le SRADDET, la surface
en extension s'élève à 65,05 hectares.

Le PLUi de l'Ouest Vosgien vise entre autres comme objectif une
stabilisation de la population autour de 23 600 habitants. Si ce
premier objectif est atteint en 2025, un second prévoit une
augmentation de la population de 2 %. Pour répondre à ce double
objectif, il est nécessaire de réaliser des extensions pour de
l'habitat sur une trentaine d'hectares. Pour les zones d'activité, le
calcul des besoins prévoit une surface de 38,28 hectares en
extension.

Avec le besoin lié aux infrastructures, le projet affiche une surface
totale en extension de 73,81 hectares.

Force est de constater que le projet tend vers l'objectif de
65,05 hectares fixé par le SRADDET. Il convient de préciser que le
projet de PLUi permet de réaliser un gain de 282,16 hectares par
rapport aux extensions inscrites dans les documents en vigueur.
En outre, les zones 2 AU destinées à l'habitat sont fermées et
conditionnées à la réalisation des deux critères ci-dessus.

Ainsi, les choix retenus assurent une préservation de l'espace
agricole, naturel et forestier et nous soulignons le travail consenti
pour y arriver.

Lors de la phase de concertation, il est apparu important de
rappeler que le développement des zones urbaines et à urbaniser
destinées à l'accueil d'activité économique ou d'habitat respecte
entre autres les principes suivants :

- a) Ne pas implanter de nouvelles constructions vers des sites
agricoles ;
- b) Ne pas inscrire des espaces agricoles déclarés à la PAC en
zone naturelle de jardin (NJ) ou des zones urbaines en
second rideau ;
- c) Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces
boisés ou forestiers ;

Le PLUi les a repris avec une attention toute particulière.

Toutefois, pour y répondre pleinement, des ajustements seraient
les bienvenus. Des propositions d'évolutions sont répertoriées dans
l'annexe jointe.

- d) Même si elles sont limitées, des extensions en discontinuité
de l'espace urbanisé (au-delà d'une voirie routière par
exemple) participent au mitage de l'espace agricole. Elles
pourraient être réduites ou différées dans le temps. *



2. Valoriser les activités agricoles

Au-delà de cette volonté de préserver l'espace agricole, les sites agricoles de plus de 391 entreprises sont inventoriés dans le dossier.

Ainsi, l'ensemble des bâtiments agricoles et des projets de développement connus au moment de l'arrêt du PLUi ont été pris en compte.

Même si une zone agricole constructible vaste aurait été la bienvenue notamment pour faciliter l'installation d'agriculteurs sur de nouveaux sites, en évitant des modifications du PLUi le cas échéant, une zone agricole constructible (AC) englobe chaque site. Ce choix assure le développement et la pérennité de l'activité. Il répond bien à l'orientation inscrite dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de conforter le tissu économique local : Valoriser les activités agricoles. Il assure la prise en compte des enjeux agricoles du territoire.

Attention, des bâtiments agricoles encore en activité sont également classés en zone urbaine. La destination agricole y est interdite pour construire de nouveaux bâtiments. Sans remettre en cause cette disposition, il semble opportun d'autoriser la reconstruction des bâtiments détruits par un sinistre.

Selon l'analyse de la photographie aérienne de l'IGN de 2021, quelques ajustements de zonage pourraient être effectués pour reconnaître certaines constructions récentes ou oubliées. Ces propositions sont inscrites en annexe.

3. Les STECAL en zone naturelle

Le projet prévoit des secteurs de taille et capacité d'accueil limités (STECAL) pour les carrières intitulées zone Nc. Ces zones Nc reconnaissent les sites existants ainsi que les extensions sur des espaces agricoles ou forestiers. Ces extensions sont parfois très importantes avec des surfaces de plus de 75 hectares d'un seul tenant sur des parcelles à la PAC ou 35 hectares sur des parcelles forestières. Ces extensions impactent l'espace agricole ou naturel, et une réduction de leur emprise serait la bienvenue.



Le projet inscrit en zone NE la voie verte autour de Gironcourt-sur-Vraine. Toutefois, cette zone NE est inscrite sur des parcelles ou des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient bienvenus pour réduire ces zones.

4. Le règlement

Tel que rédigé, le règlement de la zone AC autorise d'une part, les constructions nécessaires à l'activité agricole et d'autre part, les constructions à destination de bureaux, d'hébergements hôteliers et de restauration.

Effectivement, les exploitations peuvent faire le choix de prolonger leur activité en créant un atelier de transformation, un local de vente... Pour autant, les constructions nouvelles nécessaires à ce besoin gardent leurs destinations agricoles comme le précise l'article L151-11 du code de l'urbanisme (CU) :

- *Dans les zones agricoles, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production.*

Cet article est complété par l'article R 151-23 du CU qui prévoit :

- *Peuvent être autorisées, en zone A, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées.*

Il convient de préciser que l'activité en prolongement s'arrête en même temps que l'activité principale.

Ainsi, le règlement arrêté de la zone AC va au-delà des prescriptions définies dans le CU. Il serait donc opportun de modifier le règlement. Une proposition est faite dans la partie annexe.

La prise en compte des espaces forestiers dans le projet de territoire est essentielle. Le PLUi n'a pas créé une zone spécifique pour identifier facilement les espaces boisés et forestiers. Ceci est pourtant essentiel pour l'application d'un principe de précaution.



En effet, il est recommandé de construire à plus de 30 mètres des espaces boisés. Le règlement pourrait préciser ce point.

Les zones 1 AU ou UX prévues à l'activité commerciales ou industrielles visent à accueillir de nouvelles entreprises dont l'objectif est de développer l'attractivité du territoire. Ces zones ne doivent pas être détournées de cet objectif premier. Nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol y soit interdite. Des ombrières sur des parkings ou des panneaux photovoltaïques sur toitures sont seuls autorisés.

Réaliser un PLUi sur plus de 70 communes est un exercice complexe. Les objectifs à atteindre sont multiples : accueillir de nouveaux habitants, assurer le développement économique, préserver l'environnement... Le document arrêté tend à y répondre dans l'intérêt général. Si les propositions d'évolutions apparaissent nombreuses, le document n'en reste pas moins conséquent.

D'une manière générale, le PLUi vise à maintenir le développement et la pérennité de l'agriculture sur son territoire. Aussi, la Chambre d'Agriculture des Vosges émet **un avis favorable** au PLUi de la Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN **dans la mesure où nos remarques puissent être étudiées et retenues** dans le cadre de votre projet intercommunal.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes meilleures salutations.

Le Président,
Jérôme MATHIEU

✓ Certified by yousign



1. Sur la préservation du foncier :

Il a été rappelé plusieurs principes qui contribuent à préserver le foncier. Si globalement, le travail a été réalisé avec soin des ajustements seraient la bienvenue.

Sur les demandes d'évolution et d'ajustement de zonages ci-après, les parcelles visées sont généralement tout ou partie déclarée à la PAC. Selon les cas, un reclassement en zone A ou N est à privilégier.

a) Ne pas implanter de nouvelles constructions vers des sites agricoles : dans certains cas, la zone urbaine autorise la possibilité de construire vers des bâtiments agricoles en activité zoné AC. Il convient de maintenir les distances pour ne pas exposer une population nouvelle aux nuisances et assurer le développement du site

- REMOUILLE : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s'interroger sur un reclassement en zone N de l'appendice former par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ;
- COURCELLES SOUS CHATENOIS : A 552, reclassement de la partie arrière, aligner la zone constructible A 537 et 538 ;
- VOUEY : ZH 51, reclassement de l'espace en double rideau,
- PUNEROT : YA 188 reclassement de l'espace en double rideau,
- SONCOURT : ZA 75
- CHATENOIS : la zone 1 AU, parcelle ZL 4
- ROUVRES-LA-CHETIVE : la zone 1AU pourrait être réduite avec un retrait de la parcelle ZD 381

b) Ne pas inscrire des espaces agricoles déclarés à la PAC en zone naturelle de jardin (NJ) ou des zones urbaines autorisant des constructions en double rideau.

Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d'un jardin, il est inutile d'agrandir cet espace. Dans d'autres cas, des parcelles en double rideau (espace généralement déclaré à la PAC) peuvent autoriser des constructions nouvelles qui ont un impact sur l'espace agricole avec un



recul des plans d'épandage possible. Des ajustements :
proposés pour les parcelles suivantes :

- ATTIGNEVILLE: ZK 96
- TILLEUX: AB 109
- HARMONVILLE : ZK 68 et ZK 178
- HARCHÉCHAMP : ZB 99
- COURCELLES-SOUS-CHATENOIS : ZB 131
- DOLAINCOURT : A 844
- MORELMAISON : AA 12 et 16
- VIOUCOURT : ZB 51
- CHATENOIS : ZL 4
- CIRCUIT-SUR-MOUZON : ZD 4 et 147 (réduction second rideau)
- LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS : ZC 167 (réduction second rideau), AB 187

c) Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers : avec le changement climatique, le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas approcher de nouvelles constructions en proximité.

- ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154
- AROFFE : AA 49
- SIONNE : AB 70
- REBEUVILLE : ZD 62

d) Le travail réalisé dans le cadre du PLUi contribue à préserver l'espace agricole, naturel et forestier. L'autant, certaines propositions en extension sont parfois discontinuité de l'urbanisation existante, trop importante ou proche d'une zone agricole constructible...

Pour l'habitat

- MONT LES NEUFCHATEAU : Les parcelles ZC 3 et devraient être classées en zone agricole ou naturelle (Secteur MT 01). La parcelle ZA 162 (MT 04) pourrait être reclassée en 1 AU.
- POMPIERRE : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l'extension proposée 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Le reclassement en zone A serait la bienvenue.
- SAINT MENGE : Il est proposé des extensions ; alors que des dents sont toujours présentes. Il apparaît opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle

Avis sur l'élaboration du PLUi de la
Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN



- TRAMPOT : la zone 1 AU (AB 15) en extension sans continuité avec l'urbanisation existante pourrait être reclassée en zone N. La zone Ub desservie par un chemin appartenant à l'Association foncière serait à reclasser en zone naturelle ou agricole.

Pour l'activité économique

- REBEUVILLE : Il est prévu une zone UX d'environ 1 ha. Cette zone pourrait être réduite en retirant la parcelle ZD 1 (RB 6).
- GREUX : La zone UX pourra être réduite avec le retrait des parcelles ZB 7 et 238.
- DOMMARTIN-SUR-VRAINE : Deux zones d'activités sont proposées en 1 AUY (ZL 25 et 26) en discontinuité de l'espace urbanisé. Leur retrait serait la bienvenue.
- LIFFOL-LE-PETIT : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié.

Pour le développement d'infrastructure

- CIRCUIT SUR MOUZON : Le projet prévoit la création d'un établissement scolaire sur une surface de 1,23 hectare. Cette surface est importante et pourrait être réduite de moitié.
- AUTREVILLE : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l'espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l'emprise publique sans impacter l'espace agricole.

2. Sur la valorisation de l'activité agricole

Si la prise en compte des activités agricoles du territoire a été bien réalisée, des ajustements seraient la bienvenue sur des constructions visibles sur la photographie aérienne (en rouge sur les plans suivants):

ROUVRES LA CHETIVES ZB196 ; CIRCUIT SUR MOUZON: ZC57;



Avis sur l'élaboration du PLUi de la
Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN



8/12



COUSSEY: ZH 64



Rouvres la Chêtive: L'EARL DE L'EAU BLANCHE représentée par M. Pierre-Charles BARRY a déposé un permis de construire sur la parcelle ZI 36 en mars 2023 (après arrêt du PLUi). C'est un nouveau site mais afin d'assurer la pérennité de l'activité, il apparaît opportun de créer une zone AC constructible sur tout ou partie des parcelles ZI 36, 40 et 84.

3. Les STECAL en zone naturelle

Zone NC : Plusieurs carrières sont reconnues en zone NC. Si la reconnaissance des zones d'extraction actuelles ne soulève pas de remarques particulières, la zone NC reconnaît des zones d'extraction très importants comme : HARMONVILLE – 75 hectares sur espace agricole, Attigneville – 45 hectares sur espace forestier, Jainvillotte – 30 hectares sur espaces forestiers, Sionne – 12 hectares sur espaces agricoles.

Tout en comprenant la nécessité de prévoir le besoin pour les entreprises, il semblerait judicieux de caler ces zones NC sur les autorisations préfectorales en vigueur pour chacune de ces carrières et d'évaluer les surfaces destinées à l'extraction encore disponibles.

Sur Neufchâteau, deux zones NC sont également indiquées, mais compte tenu de leur taille, cela semble être des erreurs matérielles.

Zone NJ : La zone NJ est à utiliser uniquement sur des espaces de jardins existants. Comme précisé dans la définition du SRADDET, la création de jardin sur espace agricole, naturel ou forestier correspond à de l'artificialisation. D'une manière générale, la zone NJ est à utiliser sur des espaces de jardins existants. A défaut, les zones NJ sont maintenir en zone agricole ou naturel comme à Châtenois parcelle ZL 4.



Zone NE : La zone NE reconnaît entre autres les terrains de foot. Sur Autreville, la zone NE ouvre à l'urbanisation une surface de plus de 0,65 hectares sur des espaces cultivés. Une réduction serait la bienvenue pour maintenir uniquement la bande en extension le long des vestiaires existants et conserver en extension 0,25 ha. Le reste pourrait être reclassé en zone agricole.

Le projet inscrit en zone NE également la voie verte autour de Gironcourt-sur-Vraine ce qui se justifie.

Toutefois, cette zone NE reconnaît des parcelles agricoles (sans chemin pré-existant) ou des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient bienvenus pour réduire ces zones notamment sur les parcelles agricoles, notamment la parcelle ZI 84.

Un chemin d'association foncière est privé et utilisé pour la desserte agricole. Si bien entendu les déplacements doux peuvent y être autorisés, le classement en zone NE suggère la création de travaux. La forme de ce zonage est peut être du à une erreur de numérisation.

4. Le règlement

Le règlement de la zone AC vise à autoriser les constructions à destination agricole et nécessaire à l'activité. Tel que proposé, la rédaction ne répond pas au code de l'urbanisme et il apparaît plus simple de reprendre la rédaction en vigueur de l'article L151-11 du code de l'urbanisme (CU) complété par l'article R 151-23 du CU.

Dans la zone AC sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées. Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production (activité de diversification à l'activité principale).

Le règlement autorise la construction de gardiennage qui est à limiter à une par exploitation (et non pas individuelle).

Tel que rédigé, le règlement impose une pente de toiture comprise entre 25° et 30°. Pour des bâtiments agricoles, ces pentes rendent toutes constructions impossibles. En moyenne les pentes pour un bâtiment agricole sont comprises entre 15 % et 25 % soit entre 8° et 15 °. Il convient donc de distinguer les



habitations des bâtiments agricoles. Sur l'utilisation d'énergie renouvelable, un tracker solaire est à autoriser.

En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S'il est évident d'autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu'à 100 mètres carrés d'annexes supplémentaires. Une annexe est définie comme suit : c'est une *construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale* » (Rép. min. n°1342 : JO Sénat Q, 22 févr. 2018, p. 821).

Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). Une réduction de la surface à 50 mètres carrés d'emprise au sol serait donc la bienvenue.

Le règlement autorise le point suivant : dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe est autorisée sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante. La construction d'annexe est à privilégier dans la zone constructible autour de la construction en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U.

Dans toutes les zones, il apparaît important de préciser une marge de recul de 30 mètres des massifs et des espaces boisés. La création d'une zone NF pourrait faciliter la reconnaissance de ces espaces et faciliter l'application du droit des sols. Les extensions ou annexes en continuité de la construction principale ne respectant pas cette distance de 30 mètres, pourront être réalisées à une distance inférieure sans réduire la distance pré-existante.

5. Autre ajustement de zonage

Dans le cadre de nos analyses, nous avons observé des ajustements possibles sur des espaces artificialisés.

Coussey, une modification de la ZH 63 classé en zone UB au profit de zone d'activité contigüe.

Landaville, ajuster la zone d'activité sur l'espace artificialisé, parcelles ZI 134 et 132.



Girancourt sur Vraine : parcelle A 581, ajuster la zone UB pour éviter de couper une maison et son jardin en deux parties.

Épinal, le 24/03/2023

Le Président du SCOT des Vosges Centrales

Président de la Communauté d'Agglomération d'Épinal
Ancien Député des Vosges
Membre honoraire de l'Assemblée Nationale
Ancien Maire d'Épinal
Maire honoraire

Monsieur Simon LECLERC
Président de la Communauté de
Communes de l'Ouest Vosgien
2 Bis, Avenue François de
Neufchâteau
88 300 NEUFCHATEAU

Affaire suivie par : Frédéric Enoch (frederic.enoch@scot-vosges-centrales.fr)

Objet : Consultation pour avis du projet de PLUi arrêté de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien

Monsieur le Président, *de Limon,*

Vous m'avez notifié le projet arrêté du PLUi de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien, début février 2023, en tant que personne publique associée conformément aux articles L.153-16 et L.153-17 du Code de l'urbanisme.

Votre projet a retenu toute mon attention et je vous félicite pour le travail accompli. J'observe avec intérêt la bonne cohérence avec le SCOT des Vosges Centrales. Je vous en remercie.

Je partage votre préoccupation concernant le parc de logements vacants et ne peut que vous inciter à encourager sa reconquête.

Par ailleurs, je me permettrais de vous recommander d'approfondir le volet énergétique pour optimiser la localisation des énergies renouvelables qui vont générer d'importants enjeux fonciers dans les prochaines années.

Vous trouverez ci-joint l'analyse technique du PLUi par le Syndicat. Monsieur Frédéric ENOC chargé de mission urbanisme se tient à la disposition de vos services pour tout complément d'information et échange de bonnes pratiques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Michel Heinrich
Le Président
Michel Heinrich

Dossier suivi par Frédéric Enoch (03 29 32 47 96)

Observations sur le PLUi Ouest Vosgien

PADD :

Un objectif ambitieux de 200 logements vacants à reconquérir est indiqué dans le rapport de justification. Il pourrait être repris comme un objectif dans le PADD où seule figure la recommandation de « *Privilégier la récupération des logements vacants* ».

Les objectifs en matière de réhabilitation et d'amélioration du bâti existant pourraient être mentionnés à hauteur de ces enjeux importants.

Opérations d'aménagement et de programmation (OAP) :

Quelques suggestions de prescriptions pourraient être rajoutées :

- Concernant l'habitat, le recours en priorité à des énergies renouvelables pour la consommation de chaleur et d'électricité,
- Concernant l'activité économique, la mise en place de bornes pour véhicules électriques.

Règlement écrit :

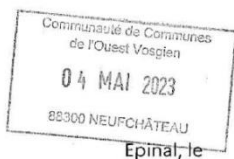
En zone Uy et Ux, « *sont autorisés les projets de parcs photovoltaïques au sol* ». Ces zones à vocation économique en partie bâtie couvrent respectivement 266,3 hectares et 64 hectares. Ces espaces déjà équipés pourraient plutôt être réservés à l'installation de nouvelles entreprises avec la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture ou encore sur les ombrières des parkings.

Par ailleurs il est proposé de rajouter que l'implantation d'un nouveau bâtiment agricole d'élevage devrait être situé à au moins 200 mètres d'une habitation et réciproquement, afin de faciliter la cohabitation entre les habitants et les exploitants agricoles (cf. SCOT des Vosges Centrales).

Règlement graphique :

Les surfaces où la construction de bâtiments agricoles est possible (zone Ac) sont parfois très vastes. Correspondent-elles à des besoins réalistes ?

De plus certaines zones Nc, dédiées aux carrières, couvrent des surfaces très importantes qui pourraient être plus encadrées par rapport aux besoins réels futurs.



26 AVR. 2023

Mme Coralie RULQUIN
Référénte urbanisme
03 29 69 12 82
coralie.rulquin@vosges.gouv.fr
ddt-seaf-mpcc@vosges.gouv.fr

Monsieur le Président de la
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien
2, bis Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Monsieur le Président,

Par courrier du 20 février 2023, vous avez saisi la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) afin qu'elle émette un avis sur le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV).

La CDPENAF est consultée :

- au titre de la délimitation à titre exceptionnel, dans le règlement du PLUi, des STECAL dans les zones naturelles, agricoles et forestières (L.151-13 du code de l'urbanisme),
- au titre des dispositions du règlement du PLUi autorisant les extensions et les annexes aux bâtiments d'habitation existants en zones agricoles (A) et/ou naturelles (N) (L.151-12 du code de l'urbanisme),
- au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée (L.142-4 du code de l'urbanisme),
- au titre de la réduction des espaces naturels, agricoles, ou forestiers sur un territoire hors SCoI approuvé.

Le PLUi de la CCOV a été présenté lors de la réunion de la CDPENAF qui s'est déroulée le 4 avril 2023. Il en ressort :

1- Des remarques d'ordre général formulées :

Sur l'ensemble des zonages, la règle de recul des 30 m des constructions par rapport à la lisière des forêts doit s'appliquer pour les massifs forestiers quelle que soit leur contenance.

D'autre part, il est demandé de ne pas ouvrir de zones constructibles vers les bâtiments agricoles existants. Il convient de ne pas implanter de nouvelles constructions vers des sites agricoles : dans certains cas, la zone urbaine autorise la possibilité de construire vers des bâtiments agricoles en activité situés en zone Ac. Il convient donc de maintenir les distances pour ne pas exposer une population nouvelle aux nuisances, et assurer le développement du site agricole.

Il est souhaité enfin que les zones Ux ne puissent pas accueillir de parcs photovoltaïques, une zone Np ayant été délimitée dans le PLUi.

2- Des remarques sur les différentes consultations de la CDPENAF :

Consultation au titre de la délimitation à titre exceptionnel, dans le règlement du PLUi, des STECAL dans les zones naturelles, agricoles et forestières (L.151-13) :

Les membres de la commission ont émis les demandes suivantes :

Il convient d'anticiper l'augmentation du risque d'incendie de forêts, ainsi que le risque lié aux aléas venteux. Le règlement prévoit une règle de recul de 30 m par rapport aux lisières des massifs boisés de plus de 4ha, mais ceux-ci ne sont pas identifiés. Le choix du classement des forêts en zone N n'est pas approprié.

La zone N actuellement proposée devra passer en zone Nf avec identification des massifs forestiers d'une superficie supérieure à 50 ares. La zone Nf actuellement proposée devra passer en Ns (sylviculture).

Les zones Nj comprenant des parcelles déclarées à la PAC devront être reclassées en zone N.

Pour les zones Ne et NI, l'emprise au sol doit être précisée dans le règlement ainsi que les hauteurs maximales des constructions autorisées et les distances de recul.

Concernant la zone NI, la distance de recul des constructions par rapport à la lisière de la forêt ne s'appliquera pas.

Concernant la zone Nc, le dimensionnement de l'ouverture des zones Nc devra être revu à la baisse. Les membres de la commission demandent que la CCOV les informe du rythme d'ouverture des carrières prévu.

Un point sera fait sur les carrières ou extension déjà autorisées par arrêtés sur le territoire. Concernant la carrière d' HARMONVILLE, une jauge devra être définie.

Concernant le règlement de la zone Ac, il est prévu un logement maximum par exploitation « individuelle ». Le terme « individuelle » devra être supprimé.

Seules les constructions nécessaires à l'activité agricole doivent être autorisées (retirer les bureaux, l'artisanat, les logements touristiques et hôteliers...). Une notion de diversification de l'activité agricole devra être ajoutée (point de vente, atelier de transformation...).

Il conviendrait de reprendre l'article L.151-11 du Code de l'urbanisme et autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels, agricoles et forestiers.

En zone A, seules les constructions en lien avec les activités agricoles doivent être autorisées.

Les membres de la commission émettent un avis favorable sur les STECAL et leurs règlements sous réserve de l'application des demandes faites ci-dessus.

Consultation au titre des dispositions du règlement du PLUi autorisant les extensions et les annexes aux bâtiments d'habitation existants en zones agricoles (A) et/ou naturelles (N) (L.151-12) :

Les membres de la commission ont émis les demandes suivantes :

Concernant le règlement lié à l'habitat isolé en zones A et N, la surface totale des annexes sera limitée à 50 m² d'annexes et non 100 m² comme proposé dans le règlement du PLUi.

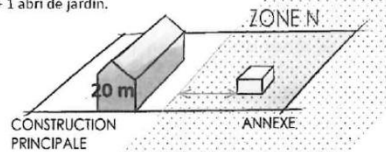
De plus, les abris pour animaux devront être ouverts sur 1 côté minimum.

Proposition de la CCOV :

BATIMENTS D'HABITATION EXISTANTS EN ZONES AGRICOLES (A) ET/OU NATURELLES(N)

Cas particulier réglementaire :

- Lorsque sur une unité foncière, la construction principale se situe en zone « U », la construction d'une **annexe d'habitation** est autorisée, à condition de totaliser au maximum **20 m² de surface d'emprise au sol**, en zone « N ». Celle-ci se situera au maximum à 20 mètres des limites de la zone « U ».
- Cette annexe est incluse dans le nombre total des annexes autorisées sur une unité foncière soit 2 annexes + 1 abri de jardin.



Sur l'extension des bâtiments d'habitation existants en A ou N, les membres de la CDPENAF demandent que l'annexe se situe au maximum à 20 m de la construction principale et non de la limite de la zone U.

Les membres de la commission émettent un avis favorable sous réserve de l'application des demandes faites ci-dessus.

Consultation au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée :

Les membres de la commission ont émis les demandes suivantes :

MONT-LES-NEUFCHATEAU : demande de retrait du secteur identifié MT01, la CDPENAF propose de passer le secteur identifié MT 04 en 1 AU au lieu de 2 AU.

NEUFCHATEAU : pour la zone identifiée NE04, la règle de recul des constructions de 30 m de la lisière de la forêt devra s'appliquer au risque de réduire la zone constructible.

REBEUVILLE : la zone identifiée RB006 devra être limitée au fond de la parcelle de la zone existante.

CHATENOIS : la zone identifiée CH01 devra être retirée car trop proche d'un STECAL Ac. Il est demandé de privilégier les constructions en centre bourg conformément à l'opération centre bourg en cours dans la commune.

CIRCOURT-SUR-MOUZON : Il est demandé de réduire la zone 1 Aue à 6000 m².

GREUX : la zone Ux située au Nord-Est devra être réduite en retirant la parcelle ZB 7 et AB 238.

HARCHECHAMP : il est demandé de réduire la zone Ub dans l'alignement des zones 1 AU et 2 AU à proximité.

HARMONVILLE : il est demandé de réduire la zone U à ce qui est construit et d'ôter l'extension sur la zone agricole (parcelle 178) ou de la classer en zone 1 AU ou 2 AU et de la comptabiliser ainsi.

LA-NEUVEVILLE-SOUS-CHATENOIS : un bâtiment agricole en activité est situé à côté de la zone 2 AU. Il convient de réduire la parcelle 167 (terres agricoles).

LIFFOL-LE-PETIT : la zone identifiée LP01 (zone 1 AUX) doit être réduite de moitié. La zone Ue est non comptabilisée dans la consommation d'espace alors qu'il s'agit de terres agricoles. Il conviendra de la rajouter dans les calculs de consommation.

ROUVRES-LA-CHETIVE : la zone 1 AU identifiée RC01 est dans le périmètre de 100 m de la ferme RSD en activité. La zone doit en être réduite pour respecter le périmètre de 100 m.

SAINT-MENGE : les 2 zones 1 AU sont à retirer car il y a suffisamment de dents creuses dans la partie urbanisée.

SONCOURT : la zone 1 AU située en face de l'exploitation agricole doit être retirée pour respecter les distances de recul. Elle pourrait être transférée sur la parcelle libre située en face des maisons existantes.

TRAMPOT : la zone identifiée TR01 doit être retirée. La zone Ub desservie par un chemin appartenant à l'Association foncière doit être retirée.

Les zonages proposés dans les autres communes n'appellent pas de remarques particulières.

Consultation au titre de la réduction des espaces naturels, agricoles, ou forestiers sur un territoire hors SCoT approuvé :

Les membres de la commission ont émis les demandes suivantes :

DOMMARTIN-SUR-VRaine : réduire les zones d'activité aux projets connus pour plus de cohérence avec les zones existantes.

HARMONVILLE : retirer la partie de la parcelle 68 classée en zone U.

MORELMAISON : réduire la zone U située derrière les maisons (parcelle 12).

POMPIERRE : retirer la zone identifiée PO01.

REMOVILLE : supprimer la zone Ub à proximité de la zone Ac car les distances de recul ne sont pas respectées.

TILLEUX : retirer la zone Ub située sur les terres agricoles (parcelle 109).

VIOCOURT : retirer la zone Ub située sur les terres agricoles (parcelle 51).

VOUXEY : retirer la zone Ub trop proche d'une zone Ac (parcelle 79).

Les communes de ROLLAINVILLE, SIONNE et AROFFE disposent de zones U situées à proximité des lisières de forêt. Une distance de recul de 30 m des constructions par rapport à cette lisière devra être respectée.

Les zonages proposés dans les autres communes n'appellent pas de remarques particulières.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma meilleure considération.

Pour la préfète et par délégation
le directeur départemental
adjoint des territoires,

Grégory BOINEL



PRÉFET DES VOSGES

Liberté
Egalité
Fraternité

Bureau de l'environnement

DIRECTION DU PILOTAGE ET DE L'ANIMATION INTERMINISTÉRIELLE

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE DES PAYSAGES ET DES SITES, FORMATION « SITES ET PAYSAGES »

extrait des délibérations de la séance du jeudi 23 mars 2023

Affaire n° 1

PÉTITIONNAIRE : Communauté de communes de l'ouest vosgien

RELATIVE A : PLUi de l'ouest vosgien

RAPPORTEUR : DDT

Présentation du projet :

Mme BRYL, représentant la direction départementale des territoires, présente le dossier. La communauté de communes de l'ouest vosgien souhaite élaborer un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) avec pour objectif notamment la prise en compte « des dents creuses » et une baisse de 50 % de la consommation d'espaces fonciers.

Dans le cadre de l'élaboration de ce PLUi, trois secteurs nécessitent un changement de destination. Ils sont situés sur le territoire des communes de : Attignéville, Harchéchamp et Pleuvezain.

Les membres de la commission n'ayant pas de questions préalables, M. Guy SAUVAGE, 1^{er} vice-président de la communauté de communes, Mme Jacqueline VIGNOLA, vice-présidente de la communauté de communes, M. Nicolas NEY directeur adjoint et M. Fabien KOBYLARZ, chargé de mission sont invités à entrer.

M. KOBYLARZ explique qu'en 2013 il a été envisagé de faire un PLUi en lien avec la communauté de communes de Châtenois et donc de lancer un groupement de commandes commun. Les études ont démarré en 2016 et les communautés de communes ont fusionné en 2017. Aujourd'hui, la communauté de communes de l'ouest vosgien regroupe 70 communes pour 24 000 habitants.

M. NEY présente le changement de destination proposé pour les parcelles d'Attignéville. Elles appartiennent à une personne âgée qui vit toujours dans les bâtiments de son exploitation. Cette personne souhaite un classement en zone N pour que, à terme, la construction de logements soit possible.

Mme BRYL déclare que ce classement va gêner l'installation éventuelle d'un exploitant agricole qui ne pourra pas étendre son exploitation.

M. NEY précise que le périmètre éventuellement classé ICPE ne sera pas important.

M. DESVERNES estime qu'il y aura un désagrément visuel pour les habitants des futurs logements.

M. BALLEST mentionne qu'il s'agit d'une maison de gardiennage et qu'il convient à ce titre d'être prudent. Il aimerait connaître l'époque de construction.

M. NEY ne connaît pas la date exacte mais il estime que la construction peut se situer autour des années 50.

M. KOBYLARZ ajoute qu'il ne s'agit plus d'une exploitation agricole mais bien de l'habitation de la propriétaire. Elle souhaite un zonage qui corresponde à la fonction actuelle du bâtiment.

La commission s'interroge sur la création d'une zone classée AC car cela risque d'engendrer des conflits d'usage.

La commission procède à l'examen du changement de destination des parcelles situées sur le territoire de la commune de Harchéchamp. Cette dernière souhaite un changement de destination afin de pouvoir créer de futurs logements.

Les services de la DDT émettent un avis favorable à cette demande.

La commission examine alors la demande située à Pleuvezain. Il s'agit de deux bâtiments d'habitation entourés de serres agricoles. Un artisan souhaite reprendre le second bâtiment d'où le souhait de changer la destination de logement vers une activité commerciale.

Mme BRYL indique que l'artisan ne pourra alors pas s'agrandir.

M. SAUVAGE s'inquiète du devenir de cette parcelle si elle ne trouve pas repreneur. Il serait regrettable que cela devienne une friche.

Les membres de la commission n'ayant plus de questions à poser, M. SAUVAGE, Mme VIGNOLA, M. NEY et M. KOBYLARZ quittent la séance.

M. BALLEST rappelle que les maisons de gardiennage posent souci. Quand une exploitation cesse, il faut s'interroger sur le devenir du bâtiment.

Mme BRYL précise que les bâtiments objet de la présente demande concernent des exploitations qui ne sont plus en activité. Il ne s'agit pas de maisons construites récemment.

M. PERCHERON indique que dans la mesure où les agriculteurs sont de moins en moins nombreux, il convient de trouver des solutions pour éviter l'apparition de friches.

Mme MEDY se renseigne sur la valeur patrimoniale de ces maisons. Il s'agit bien de vieux corps de ferme qui présentent donc un intérêt.

Vote :

La demande ne soulevant plus de questions, ni de remarques, il est procédé au vote.

S'agissant de la demande n° 1 (Attignéville), la formation spécialisée « sites et paysages » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites émet un avis favorable à l'unanimité des membres présents pour un changement de destination mais sans la création de la zone AC.

S'agissant de la demande n° 2 (Harchéchamp), la formation spécialisée « sites et paysages » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites émet un avis favorable à l'unanimité des membres présents pour un changement de destination.

S'agissant de la demande n° 3 (Pleuvezin), la formation spécialisée « sites et paysages » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites émet un avis favorable à l'unanimité des membres présents pour un changement de destination.

Le président,

David PERCHERON



Affaire suivie par : Thierry LARRIERE

Épinal, le 03/05/2023

Pôle / Service : UDAP des Vosges

L'Architecte des Bâtiments de France

Tél : 03 29 29 25 80

Courriel : udap.vosges@culture.gouv.fr

Réf : TL/LN/

à
Monsieur Fabien KOBYLARZ
Communauté de communes de l'Ouest Vosgien
2 bis avenue François de Neufchâteau
88 300 Neufchâteau

Objet : Plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de Commune de l'Ouest Vosgien

Monsieur,

Faisant suite à la transmission du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Commune de l'Ouest Vosgien tel qu'il a été arrêté par délibération du conseil communautaire en date du 16/01/2023, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous les remarques formulées par le service de l'UDAP en tant que Personne Publique associée :

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Études entrées de ville :

p. 19-32

Que cela soit pour la commune de Neufchâteau ou la commune de Châtenois, il est à regretter l'ouverture à l'urbanisation de nombreux secteurs paysagers de qualité à l'extérieur du centre bourg, alors même qu'un nombre important d'immeubles et de commerces sont en déshérence en centre-ville.

Ces projets risquent de contribuer davantage à la désertification des commerces du centre-ville.

L'idée que ces espaces et bâtiments fassent office de « vitrine » aux communes reçoit également un avis réservé dans la mesure où les bâtiments créés pour les activités envisagées sont rarement d'une qualité urbaine et architecturale remarquable.

.../...

Étude patrimoniale :

Le recensement du patrimoine bâti remarquable vernaculaire ou dégradé est peu argumenté, incomplet et sujet à controverse pour certains immeubles. Ce travail devrait être complété par une réelle étude patrimoniale.

La publicité, les enseignes et pré-enseignes, dans certaines communes, indiquées comme « confuses », devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisations d'urbanisme qui pourraient être sollicitées lors de nouvelles installations ou modifications de l'existant.

RÈGLEMENT :

Zone UA

p.21 : Pour tous les travaux et constructions, il convient en premier lieu de se rapprocher du nuancier fourni en annexes du présent règlement. Cependant, des dispositions autres peuvent être autorisées par l'Architecte des bâtiments de France en fonction de la situation géographique de l'immeuble sur le territoire des communes concernées par un Périmètre Délimité des Abords (PDA) ou un périmètre protégé au titre des Monuments Historiques (MH). Des prescriptions spécifiques pourront alors également intervenir à l'intérieur du nuancier après consultation de l'Architecte des Bâtiments de France ».

Tournures de phrases à modifier.

p. 22 : « Les matériaux de façades seront recouverts d'un enduit minéral ou d'une peinture minérale se rapprochant dans un des tons du nuancier présent en annexes ».

Cette phrase est à revoir : « se rapprochant d'un des tons du nuancier ».

- « couteaux (ou lucarne triangulaire) ».

Outeaux et non pas couteaux

p. 23 : « Les volets roulants sont autorisés à condition de conserver des volets battants lorsque ceux-ci existent encore ».

Lorsque des volets battants existent sur un bâtiment ceux-ci sont à conserver, restaurer et repeindre, ou remplacer à l'identique (matériau et aspect) si leur état sanitaire le justifie. Les volets battants peuvent, si nécessaire, être motorisés. Les volets roulants ne pourront s'ajouter aux volets battants existants.

Les volets roulants ne seront autorisés que sur le bâti neuf ou si le bâtiment en dispose dès son origine. Dans ce cadre, les coffrets des volets roulants sont à placer à l'arrière des linteaux ou à l'intérieur des logements afin qu'ils soient ne soient pas visibles depuis l'extérieur.

Zone UB

p.33. Idem remarques p.21

.../...

p.34 : « Les menuiseries (fenêtres, portes, volets) et ferronneries présenteront des teintes qui : rapprocheront du nuancier fourni en annexes du présent règlement. Le blanc pur est autorisé ».

Le blanc pur ne devrait pas être autorisé

Zone UP : Les secteurs patrimoniaux

p. 43 : « Concernant la pose de bardages, seuls les bardages en bois naturel sont autorisés. »

Aucune mention n'est faite concernant la pose d'isolations thermiques par l'extérieur. L paragraphe pourrait être ajouté à ce sujet.

Zone 1AU

p. 54 : « Les dispositifs ayant recours à l'énergie solaire sont admis à condition qu'ils soient directement intégrés dans la toiture ou posés directement sur châssis, selon la même pente ».

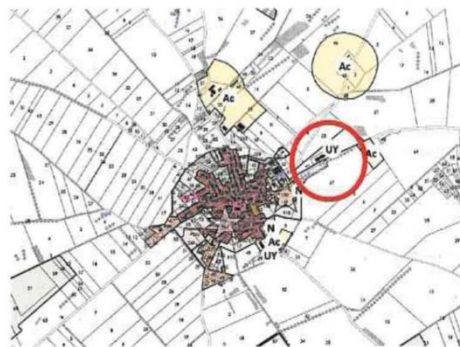
Il conviendrait de privilégier des dispositifs de même teinte que le matériau de couverture sur lequel ils sont implantés et non visibles du domaine public lorsqu'ils se trouvent dans les abords d'un monument historique.

Pour les menuiseries, éviter le blanc pur ou les teintes trop sombres comme le gris anthracite ou noir.

Zones UY

p.63 : « Sont autorisés : Les projets de parcs photovoltaïques au sol. En toiture, tout dispositif ayant recours à la production d'énergie solaire est admis à condition qu'ils soient directement intégrés dans la toiture ou sur châssis, selon la même pente ».

Les projets sont à étudier au cas par cas. La mise en place d'un parc photovoltaïque au sol n'apparaît par exemple pas souhaitable au sein de la zone UY située au Nord Est de la ville de Grand (voir capture d'écran).



Pour les panneaux sur toiture : il conviendrait de privilégier des dispositifs de même teinte que matériau de couverture sur lequel ils sont implantés et non visibles du domaine public lorsqu'ils trouvent dans les abords d'un monument historique.

p.128 + p.140 : « Les menuiseries (fenêtres, portes, volets) et ferronneries présenteront des teintes qui se rapprocheront du nuancier fourni en annexes du présent règlement. Le blanc pur est autorisé ».

Le blanc pur est à éviter ou les teintes trop sombres comme le gris anthracite ou le noir.

RÈGLEMENT GRAPHIQUE :

Grand : la zone autour de l'église devrait être en zone UP : zone patrimoniale.

Une étoile (élément remarquable du patrimoine bâti à protéger) devrait également figurer puisque l'église est classée au titre des monuments historiques.

Autreville : pourquoi ne pas placer l'église dans une zone UP ?

Chatenois : idem zone autour de l'église et le prieuré.

Coussey : idem zone autour de l'église.

Courcelles-sous-Chatenois : pourquoi ne pas prolonger la zone jusqu'à l'église ?

Landaville : idem église.

Removille : idem autour de la chapelle.

Rollainville : idem zone bâtie au niveau du pont protégé au titre des monuments historiques

Trampot : idem abords de l'église (mairie par exemple).

ANNEXES :

Nuancier :

Les titres des sites sont à revoir. Il peut y avoir des bâtiments récents dans les sites anciens et des bâtiments anciens dans les « sites nouveaux » ou « sites urbains »...

Il serait préférable de raisonner par typologie et datation de bâti plutôt que par « sites ».

Fiches nuancier :

Bâtiment en site ancien – Façade – Palette B

Certaines teintes tirent trop vers le gris/blanc (B 10 à B17), ce ne sont pas des teintes locales.

Bâtiment en site récent – Façade

Certaines teintes proposées ne sont pas des teintes traditionnellement employées dans la région ou sont trop foncées (ex C24, C26, C14, C30) .

Qu'appellez-vous « teintes complémentaires de façades » ?

Palette D Menuiserie : Il devrait y avoir une différenciation entre les portes, les volets et les fenêtres ?

Fiches conseil CCOV :

- FC 1 PRINCIPE GÉNÉRAL : « Le soubassement protège la façade contre les projections de terre et d'humidité. Il est souvent en pierre. Les couleurs qui conviennent, rappellent les couleurs naturelles (argile, limon, pierre.) Il faut absolument éviter toutes les couleurs vives ou claires ».

Les soubassements en pierre de taille ne doivent pas être recouverts de peinture ou d'enduit (sauf pierres géliques qui ne sont pas destinées à rester apparentes).

- FC 2 LE POUVOIR DES COULEURS : « Les couleurs chaudes ont le pouvoir de paraître plus proches qu'elles ne le sont en réalité à l'inverse des couleurs froides suggèrent l'éloignement ».

Quel est le rôle de cette phrase ?

- FC3 CONSEIL COLORISTIQUES : « Les éléments ponctuels (volets, encadrements, soubassements, portes) peuvent être mis en avant ou à effacer suivant la teinte de la façade »

Si les encadrements sont en pierre, ils ne sont en aucun cas à « effacer ».
Fautes d'orthographe.

« Pour les volets, utiliser des tons foncés quand la façade est claire ou des tons clairs quand la façade est foncée en créant des contrastes de couleurs chaud/froid ».

Les contrastes trop importants sont à éviter.

« Pour les encadrements et chaîne d'angle il est conseillé de nettoyer la pierre de la décapage si elle est peinte. Mieux vaut éviter de la peindre et préférer le naturel ».

Attention, les éléments en pierre de taille doivent être nettoyés à l'eau sans pression et à la brosse douce ou par micro-gommage très faible pression ou par hydro-gommage, les techniques de sablage ou par décapage à trop forte pression sont trop abrasives.

Ces éléments doivent être laissés apparents, sans application de peinture ou d'enduit. Si la pierre est trop abîmée, opter pour un badigeon de chaux ou une peinture minérale de la même teinte.

FC 4 COULEUR ET NUANCIER : « Changement de teinte de la couleur (par exemple, jaune devenu blanc) sans l'action dans la partie recouverte par les volets à garder sa teinte d'origine ».

Quel est le rôle de cette phrase ?

FC 7 LE RAVALEMENT DE FAÇADE : « Pour les soubassements et les encadrements généralement en pierre pourront être nettoyés au jet haute pression mais il ne faut pas les sabler (attention fautes : le sablage supprime la couche de protection de la pierre : le calcin) ».

Attention, les éléments en pierre de taille doivent être nettoyés à l'eau sans pression et à la brosse douce ou par micro-gommage très faible pression ou par hydro-gommage, les techniques de sablage ou par décapage à trop forte pression sont trop abrasives.

Ces éléments doivent être laissés apparents, sans application de peinture ou d'enduit. Si la pierre est trop abîmée, opter pour un badigeon de chaux ou une peinture minérale de la même teinte.

FC 8 et 9 LES ENDUITS : les documents sont les mêmes.

LES OAP :

Partie 1 – les zones U

Frébécourt : Une voirie interne est à créer pour desservir les 5 logements (et plus) prévus sur ce terrain, connectée aux deux voies existantes de chaque côté de la parcelle à découper. Un alignement sur les constructions voisines existantes est à prévoir pour les nouvelles maisons afin de conforter les fronts urbains actuels.

Liffol-le-Grand : Zones 1/2/3. Il est à regretter l'éloignement de ces emprises avec le centre bourg. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.

Gironcourt-sur-Vraine : Il est à regretter l'éloignement de cette emprise avec le centre bourg. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Il est à regretter la voie en impasse, sans raccordement sur une voie à l'arrière du terrain.

Removille : Il est à regretter que la césure paysagère entre le centre bourg et l'extension ne soit pas maintenue. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.

Partie 2 – les zones 1AU

Frébécourt : Plusieurs zones à urbaniser sont prévues en périphérie du centre bourg, sans réelle connexion urbaine et paysagère. Ce sont de nouvelles zones paysagères qui seront artificialisées. L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales.

Neufchâteau : Il est à regretter l'ouverture à l'urbanisation de nombreux secteurs paysagers de qualité à l'extérieur du centre bourg, alors qu'un nombre important d'immeubles est en déshérence en centre-ville. L'étalement urbain n'est pas à privilégier, mais il convient de conserver, d'adapter et de transmettre le bâti existant en centre bourg.

Rebeuville : Il est à regretter l'éloignement de ces emprises avec le centre bourg, le front bâti et la voie le long de laquelle il est implanté. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Le mitage du paysage est à éviter.

Rollainville : Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Les voies en impasse sont à éviter par la connexion de la rue créée sur le réseau viaire existant.

Chatenois : Il est à regretter l'extension du lotissement (emprise n°1) ainsi que la création d'une nouvelle emprise constructible aussi éloignée du centre bourg (emprise n°2) alors même que des immeubles sont en déshérence au centre-ville. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. La quantité de nouveaux logements suggérée est très importante et n'apparaît pas cohérente avec les objectifs liés au développement durable (recyclage des matériaux, restauration et réhabilitation de bâtiments existants, faible bilan carbone).

Coussey : L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.

Grand : L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales alors qu'un grand nombre de maisons anciennes est en déshérence en centre bourg. Le mitage de ces espaces naturels est à éviter.

Les parcelles concernées par l'emprise constructible sont actuellement très végétalisées. La quantité d'arbres à préserver devra être revue à la hausse.

Les nouvelles constructions devront s'implanter le long de la voirie et sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.

Soulosse-sous-Saint-Elophe : Les nouvelles constructions s'implanteront le long de la voirie et sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.

Autreville : Il est à regretter l'éloignement de l'emprise constructible avec le centre bourg, la voie et le front bâti. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.

Landaville : La construction de bâtiments en second rang, éloignés de la voie principale, est à éviter. Cela s'apparente à du mitage.

Privilégier les constructions le long de la voie, dans l'alignement urbain.

Menil-en-Xaintois : mêmes remarques que ci-dessus.

Rouvres-la-Chétive : mêmes remarques que ci-dessus.

Privilégier deux maisons implantées le long de la voie

Saint-Menge : Il est à regretter l'éloignement de ces emprises avec le centre bourg, la voie et le front bâti. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.

Trampot : idem.

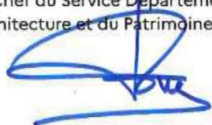
Vouxey : idem.

Les zones 1AUy

Voir remarques formulées ci-dessus pour « Études entrées de ville ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

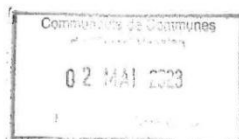
Thierry LARRIERE
Architecte des Bâtiments de France
Chef du Service Départemental de
l'Architecture et du Patrimoine des Vosges



.../...



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ



Le délégué territorial

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE L'OUEST VOSGIEN
Monsieur Fabien KOBYLARZ
2Bis, Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Dossier suivi par : Yannick QUIRIN
Tél. : 03 89 20 16 87
Mail : y.quirin@inao.gouv.fr

Colmar, le 27 avril 2023

N/Réf : OR/SA/LET13.2

Objet : PLUi Ouest Vosgien

Monsieur,

Par mail en date du 31 janvier 2023, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le dossier de PLUi arrêté de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien.

Les communes appartiennent à l'aire de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Bergamotes de Nancy », « Emmental français Est-Central » et « Mirabelles de Lorraine ».

Les communes sont situées dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) « Mirabelle de Lorraine », à l'exception des communes de AVRANVILLE, BAZOILLES-SUR-MEUSE, BRECHAINVILLE, CHERMISEY, CIR COURT-SUR-MOUDON, COUSSEY, DOMREMY-LA-PUCELLE, FREBECOURT, FREVILLE, GRAND, GREUX, LIFFOL-LE-GRAND, MIDREVAUX, PARGNY-SUR-MUREAU, POMPIERRE, REBEUVILLE, ROLLAINVILLE, SARTES, SERAUMONT, SIONNE, TRAMPOT et VILLOUXEL.

Les communes sont situées dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée (AOC/AOP) « Munster », à l'exception des communes de AROFFE, AUTREVILLE, AVRANVILLE, BRECHAINVILLE, FREVILLE, GRAND, HARMONVILLE, LIFFOL-LE-GRAND, MIDREVAUX, PARGNY-SUR-MUREAU, SERAUMONT, SIONNE, SONCOURT, TRAMPOT et VILLOUXEL.

Les communes de ATTIGNEVILLE, BARVILLE, BAZOILLES-SUR-MEUSE, BRECHAINVILLE, CERTILLEUX, CIR COURT-SUR-MOUDON, FREVILLE, GRAND, HARCHECHAMP, HOUVILLE, JAINVILLOTTE, LANDAVILLE, LEMMECOURT, LIFFOL-LE-GRAND, MONT-LES-NEUFCHATEAU, NEUFCHATEAU, PARGNY-SUR-MUREAU, POMPIERRE, REBEUVILLE, ROLLAINVILLE, SARTES, TILLEUX, TRAMPOT et VILLOUXEL sont situées dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée (AOC/AOP) « Langres ».

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent.

.../...

INAO - Délégation Territoriale Nord-Est
SITE DE COLMAR
12 avenue de la Foire aux Vins - BP 81233
68012 COLMAR CEDEX
TEL: 03 89 20 16 80
www.inao.gouv.fr

Née de la fusion de deux communautés de communes et de l'intégration d'une commune, la communauté de communes de l'Ouest Vosgien rassemble 70 entités. Ce territoire se situe au nord-ouest du département des Vosges.

Les paysages y sont variés, et sont constitués de la plaine, la Vôge et la montagne. Cette communauté de communes est un territoire rural ; elle compte 23 781 habitants en 2013, pour une surface de 725,5 km².

L'agriculture tient une place importante dans ce territoire, et fait partie intégrante de son identité, avec près de la moitié de sa surface occupée par l'activité agricole.

Dans ses projections, le PLUi prévoit un besoin de création de 569 nouveaux logements, dont 221 constructions en extension. Le besoin en surface estimé pour les futures zones d'extension dédiées au logement est de 24,82 hectares. Par ailleurs, les besoins pour l'activité économique sont de 38,28 hectares.

L'Institut déplore le fait que les éléments écrits du PLUi ne mettent pas en valeur les potentiels de production sous signe officiels de la qualité et de l'origine de ce territoire, à travers les productions en Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée (AOC/AOP), Indication Géographique Protégée (IGP) et Agriculture Biologique.

Par exemple, la filière Appellation d'Origine Protégée (AOP) « Munster » n'est pas mise en valeur, alors qu'elle compte 49 opérateurs sur le territoire. Seule l'Agriculture Biologique est brièvement évoquée.

Le PADD précise qu'il faut prendre en compte les enjeux spatiaux liés à l'activité agricole grâce au classement en zone A au sein du règlement graphique et écrit. Néanmoins, certaines zones à usage agricole sont classées en zone N, ce qui laisse moins de latitude à leur usage par l'agriculture (exemple pour des surfaces au sud ouest de Chatenois, ou au nord de Longchamp sous Chatenois). Un classement en zone A serait approprié.

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas d'autres remarque à formuler sur ce projet dans la mesure où celui-ci a un impact limité sur les AOC et IGP concernées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Directrice
et par délégation,

Olivier RUSSEIL

Copie : DDT 88

INAO - Délégation Territoriale Nord-Est
SITE DE COLMAR
12 avenue de la Foire aux Vins - BP 81233
68012 COLMAR CEDEX
TEL: 03 89 20 16 80
www.inao.gouv.fr



VOS RÉF. Courrier électronique
recommandé

NOS RÉF. TER-ART-2023--CAS-180265-
H6Z1X3

INTERLOCUTEUR : RTE-CDI-NCY-URBANISME

E-MAIL : rte-cdi-ncy-urbanisme@rte-france.com

OBJET : AVIS PA – Elaboration du PLUi de
la **Communauté de Communes
de l'Ouest Vosgien**

CC de l'Ouest Vosgien
2 bis, Avenue François de
Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

A l'attention de Mr KOBYLARZ
f.kobylarz@ccov.fr

Nancy, le 16/03/2023

Monsieur le Président de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien,

Nous accusons réception du dossier du projet d'élaboration la **Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien** arrêté par délibération en date du 16/01/2023 et transmis pour avis le 01/02/2023 par votre service.

RTE, Réseau de Transport d'Electricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect, notamment, de la réglementation technique (l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Liaisons aériennes 400 000, 225 000 et 63 000 Volts :

Ligne aérienne 400kV N0 1 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Ligne aérienne 400kV N0 2 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE

Ligne aérienne 225kV N0 1 FRONCLES - EPIZON - MUREMONT
Ligne aérienne 225kV N0 1 MUREMONT - SAINTOIS - VINCEY

Ligne aérienne 63kV N0 1 GIRONCOURT-VITTEL

RTE - Centre Développement Ingénierie Nancy
Service Concertation Environnement Tiers
8, rue de Versigny
54600 Villiers les Nancy



Page 1 sur 6

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S. Nanterre 444 619 258



Liaisons aérosouterraines 63 000 Volts :

Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 GONCOURT - REBEUVILLE
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 REBEUVILLE - VESAIGNES

Postes de transformation 225 000 et 63 000 Volts :

POSTE 225kV N0 1 MUREMONT

POSTE 63kV N0 1 GIRONCOURT (client)
POSTE 63kV N0 1 REBEUVILLE

Au regard des éléments précités, et afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique, RTE attire votre attention sur les observations ci-dessous :

1/ Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4)

1.1 Le plan des servitudes

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'Urbanisme, il convient d'insérer en annexe du PLUi les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Nous vous informons que le tracé de nos ouvrages listés ci-dessus est disponible sur le site de l'Open Data de Réseaux Energies :

<https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>

Vous pouvez télécharger les données en vous y connectant.

Pour information, conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-5 du Code de l'Urbanisme, un Portail national de l'urbanisme au sein duquel seront insérées les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation du sol existe. Vous pourrez vous y reporter sur le site du Géoportail qui sera alimenté au fil de l'eau par tous les acteurs bénéficiant de telles servitudes.

Après étude des plans de servitudes, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus ne sont pas bien représentés.

1.2 La liste des servitudes

Vous trouverez ci-joint la copie de ce courrier que nous vous demandons de bien vouloir joindre dans les annexes des servitudes.

En effet, Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4, ainsi que le nom et les

RTE Réseau de transport d'électricité

Page 2 sur 6



coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE
Groupe Maintenance Réseaux
Champagne-Morvan
10 Route de Luyères
10150 CRENEY-PRES-TROYES

RTE
Groupe Maintenance Réseaux
Lorraine
12 rue des Feivres
57073 METZ

A cet effet, les ouvrages indiqués ci-dessus vous permettront d'élaborer la liste mentionnée dans l'annexe du PLUi.

2/ Le Règlement

Nous vous indiquons que les règles de construction et d'implantation présentes au sein de votre document d'urbanisme ne sont pas applicables aux ouvrages exploités par RTE.

Les ouvrages listés ci-dessus traversent les zones **UB, UE, UY, 1AUy, Ac N, Nc, Nzh** du territoire.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir indiquer les mentions suivantes dans les chapitres spécifiques de toutes les zones concernées par un ouvrage du réseau de transport public d'électricité :

2.1 Dispositions générales

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « équipements d'intérêt collectif et services publics » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

2.2 Dispositions particulières

A) Pour les lignes électriques HTB

S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Il conviendra de préciser que « les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »



S'agissant des règles de prospect et d'implantation

Il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.

S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol

Il conviendra de préciser que « les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ».

B) Pour les postes de transformation

S'agissant des postes de transformations, il conviendra de préciser que « les règles relatives à la hauteur et/ou aux types de clôtures / la surface minimale des terrains à construire / l'aspect extérieur des constructions / l'emprise au sol des constructions / la performance énergétique et environnementale des constructions / aux conditions de desserte des terrains par la voie publique / aux conditions de desserte par les réseaux publics / aux implantations par rapport aux voies publiques / aux implantations par rapport aux limites séparatives / aux aires de stationnement / aux espaces libres ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif que constituent nos ouvrages ».

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération très distinguée.

Bruno PENNEC
Directeur Adjoint du CDI Nancy

Annexes :

- Liste des ouvrages implantés sur le territoire couvert par le PLUi de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien
- Protocole de téléchargement des données RTE sur l'Open data énergies
- Recommandations à respecter aux abords des ouvrages électriques

Copie : DDT des Vosges ddt@vosges.gouv.fr



- Liste par commune des Ouvrages du Réseau Public de Transport d'Electricité traversant le Territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien :

GMR CHAMPAGNE MORVAN
Bazoilles-sur-Meuse
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 GONCOURT - REBEUVILLE
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 REBEUVILLE - VESAIGNES
Circourt-sur-Mouzon
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 GONCOURT - REBEUVILLE
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 REBEUVILLE - VESAIGNES
Liffol-le-Grand
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 REBEUVILLE - VESAIGNES
Liffol-le-Petit
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 REBEUVILLE - VESAIGNES
Neufchâteau
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 GONCOURT - REBEUVILLE
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 REBEUVILLE - VESAIGNES
Rebeuville
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 GONCOURT - REBEUVILLE
Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 REBEUVILLE - VESAIGNES
POSTE 63kV N0 1 REBEUVILLE
GMR LORRAINE
Autreville
Ligne aérienne 225kV N0 1 MUREMONT - SAINTOIS - VINCEY
Ligne aérienne 400kV N0 1 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Ligne aérienne 400kV N0 2 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Avranville
Ligne aérienne 225kV N0 1 FRONCLES - EPIZON - MUREMONT
Clérey-la-Côte
Ligne aérienne 400kV N0 1 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Ligne aérienne 400kV N0 2 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Domrémy-la-Pucelle
Ligne aérienne 225kV N0 1 MUREMONT - SAINTOIS - VINCEY
Gironcourt-sur-Vraine
Ligne aérienne 63kV N0 1 GIRONCOURT-VITTEL
POSTE 63kV N0 1 GIRONCOURT (client)
Greux
Ligne aérienne 225kV N0 1 MUREMONT - SAINTOIS - VINCEY
Harmonville



Ligne aérienne 400kV N0 1 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Ligne aérienne 400kV N0 2 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Jubainville
Ligne aérienne 225kV N0 1 MUREMONT - SAINTOIS - VINCEY
Maxey-sur-Meuse
Ligne aérienne 225kV N0 1 MUREMONT - SAINTOIS - VINCEY
Punerot
Ligne aérienne 225kV N0 1 MUREMONT - SAINTOIS - VINCEY
Ligne aérienne 400kV N0 1 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Ligne aérienne 400kV N0 2 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Ruppes
Ligne aérienne 225kV N0 1 MUREMONT - SAINTOIS - VINCEY
Ligne aérienne 400kV N0 1 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Ligne aérienne 400kV N0 2 HOUDREVILLE - MERY-SUR-SEINE
Saint-Menge
Ligne aérienne 63kV N0 1 GIRONCOURT-VITTEL
Seraumont
POSTE 225kV N0 1 MUREMONT

Les communes suivantes de la communauté de communes du projet ne sont pas concernées par les ouvrages du Réseau RTE, il s'agit de :

Aouze	Lemmecourt	Tilleux
Aroffe	Longchamp-sous-	Trampot
Attignéville	Châtenois	Tranqueville-Graux
Autigny-la-Tour	Maconcourt	Villouxel
Balléville	Martigny-les-Gerbonvaux	Viocourt
Barville	Ménil-en-Xaintois	Vouxey
Brechainville	Midrevaux	
Certilleux	Moncel-sur-Vair	
Châtenois	Mont-lès-Neufchâteau	
Chermissey	Morelmaison	
Courcelles-sous-Châtenois	Ollainville	
Coussey	Pargny-sous-Mureau	
Darney-aux-Chênes	Pleuvezain	
Dolaincourt	Pompierre	
Dommartin-sur-Vraine	Rainville	
Frebécourt	Removille	
Fréville	Rollainville	
Grand	Rouvres-la-Chétive	
Harchéchamp	Saint-Paul	
Houéville	Sartes	
Jainvillotte	Sionne	
La Neuveville-sous-	Soncourt	
Châtenois	Soulosse-sous-Saint-	
Landaville	Élophé	

Le Président de la MRAe Grand Est

Réf : 2023AGE32

Metz, le 27 avril 2023

PJ : avis de la MRAe Grand Est

Dossier suivi par : Secrétariat MRAe

tél : +33 (0)3 72 40 84 30 (accueil téléphonique de 9h30 à 11h30
et de 14h00 à 16h00, du lundi au vendredi)

mailto: mrae-grand-est.migt-metz.lgedd@developpement-
durable.gouv.fr

Monsieur le Président
de la communauté de communes de l'Ouest vosgien
2 bis, Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

f.kobylarz@ccov.fr



Mission régionale d'autorité environnementale
Grand Est

Monsieur le Président,

Vous avez transmis à la Mission régionale d'autorité environnementale de la région Grand Est (MRAe Grand Est) une demande d'avis sur l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de l'Ouest vosgien (88).

Vous trouverez sous ce pli l'avis en question.

Je précise qu'il s'agit d'un avis simple, en application du code de l'urbanisme, qui porte sur la qualité de l'évaluation environnementale que vous avez réalisée, dans le rapport de présentation du dossier, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Vous aurez la possibilité de rédiger un mémoire en réponse aux conclusions de cet avis, que vous pourrez insérer dans le dossier d'enquête publique.

Je vous informe que cet avis est mis à la disposition du public sur internet à l'adresse suivante :
<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-plans-et-programmes-r83.html>

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Fait à Metz, le 27 avril 2023

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale,
la présidente par intérim,



Christine MESUROLLE



Mission régionale d'autorité environnementale
Grand Est

**Avis délibéré sur le projet d'élaboration
du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)
de la communauté de communes de l'Ouest vosgien (88)**

n°MRAe 2023AGE32

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, modifiant l'article R.104-21 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale¹ (MRAe) Grand Est, de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD).

La MRAe a été saisie pour avis par la communauté de communes de l'Ouest vosgien (88) pour l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Le dossier ayant été reçu complet, il en a été accusé réception le 03 février 2023. Conformément à l'article R.104-25 du code de l'urbanisme, l'avis sur l'évaluation environnementale et le projet de document doit être fourni dans les trois mois suivant la date de sa saisine.

Selon les dispositions de l'article R.104-24 du même code, la MRAe a consulté l'Agence régionale de santé (ARS) et la Direction départementale des territoires (DDT) des Vosges.

Après en avoir délibéré lors de sa séance plénière du 27 avril 2023, en présence de Julie Gobert, André Van Compernelle, membres associés, de Christine Mesurolle, membre permanente et présidente de la MRAe par intérim, de Catherine Lhote et Georges Tempez, membres permanents, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document, et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci. Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document (article L. 104-7 du code de l'urbanisme).

Note : les illustrations du présent document sont extraites du dossier d'enquête publique ou proviennent de la base de données de la DREAL Grand Est.

¹ Désignée ci-après par l'Autorité environnementale (Ae).

– SYNTHÈSE DE L'AVIS

La communauté de communes de l'Ouest vosgien (CCOV) est située dans le département des Vosges. Elle regroupe 70 communes et 23 270 habitants (INSEE 2019) et les villes principales sont Neufchâteau et Châtenois. Le territoire de la CCOV, qui s'étend sur 725,5 km², est très rural et abrite des milieux naturels et agricoles variés et une biodiversité remarquable et reconnue (sites Natura 2000, ZNIEFF², Espaces naturels sensibles, etc.). L'importance et la qualité de ces milieux lui confèrent une identité forte. C'est aussi un territoire qui perd en attractivité et en population.

Actuellement la CCOV comprend de nombreuses communes soumises au règlement national d'urbanisme (RNU), les plans d'occupation des sols (POS) étant caducs. Quelques communes possèdent une carte communale et seules 5 communes disposent d'un plan local d'urbanisme (PLU).

La CCOV souhaite ainsi, au travers de la mise en œuvre de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et en l'absence de schéma de cohérence territoriale (SCoT), disposer d'un document de planification lui permettant d'organiser un développement urbain cohérent de son territoire et d'avoir une stratégie partagée en matière de protection et de valorisation des milieux naturels et de son patrimoine paysager et bâti.

L'objectif de la CCOV est également de stabiliser sa population autour des 23 600 habitants d'ici à 2025, en se basant sur le nombre d'habitants en 2014 (soit 330 habitants de plus qu'en 2019), et dans le cas d'atteinte de cet objectif, de viser une augmentation de 2 % de sa population pour 2030, soit une augmentation de 470 habitants en 5 ans.

Pour répondre à ces objectifs démographiques, en tenant compte du desserrement des ménages prévu par la collectivité (2,07 personnes en 2030 au lieu de 2,17 en 2013), le PLUi prévoit la production de 700 logements. S'il est prévu qu'une partie de la production soit réalisée en obsolescence une partie des logements vacants et en densification, le PLUi prévoit un besoin de 1 000 ha environ de surface en extension des enveloppes urbaines à destination de l'habitat. En matière d'activités économiques et d'équipements, le PLUi estime un besoin respectif de surfaces en extension de 38,3 ha et 2,4 ha. Soit au total un besoin d'extension de 70,4 ha.

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale sont :

- la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et du paysage ;
- la prise en compte des risques naturels et anthropiques ;
- l'atténuation du changement climatique et l'adaptation du territoire au changement climatique.

La MRAe rappelle en premier lieu, en l'absence de SCoT approuvé et en application des articles L.142-4³ et L.142-5⁴ du code de l'urbanisme, la nécessaire conformité aux règles d'urbanisation limitées qui interdisent, sauf dérogation, toute ouverture à l'urbanisation dans les zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé de la commune.

La demande de dérogation, adressée au préfet et pour laquelle la Commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) doit donner un avis, est jointe au dossier du PLUi.

Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique.

Extrait de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme : « Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable : 1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ».

Article L.142-5 du code de l'urbanisme : « Il peut être dérogé à l'article L. 142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et, le cas échéant, de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ».

En l'absence de SCoT, le projet de PLUi de la CCOV doit également se rendre directement compatible avec les documents de planification de rang supérieur.

L'Ae tient à souligner la cohérence du projet de territoire de l'intercommunalité qui a décliné une armature urbaine territoriale pertinente et un développement corrélé à celle-ci. Les productions de logements et les besoins économiques ont été définis au regard de cette armature, dans le but de consolider les pôles structurants du territoire et en premier lieu le pôle urbain de Neufchâteau. Les extensions urbaines restent ainsi plus mesurées dans les villages.

L'Ae relève également les efforts de réduction de la consommation d'espaces réalisés dans le projet de PLUi, qui permettent à la CCOV de s'inscrire globalement dans les trajectoires du SRADDET et de la Loi Climat et Résilience (LCR) lesquelles prévoient une réduction de 50 % de la consommation d'espaces à l'horizon 2030 au regard de la consommation réelle sur une période de référence de 10 ans. Elle observe toutefois, qu'au vu des objectifs et tendances démographiques, la consommation d'espaces peut encore être davantage réduite. En effet, l'objectif de stabiliser la population de la CCOV en 2025 au niveau de 2013 à 23 600 habitants n'apparaît plus atteignable puisque l'intercommunalité, qui connaît depuis des décennies une baisse importante de sa population, a encore perdu 500 habitants entre 2013 et 2019 et qu'il faudrait alors un gain de plus de 300 habitants entre 2019 et 2025. De fait, l'objectif de 2 % de gain de population d'ici 2030 ne semble pas réaliste non plus.

De même, la vacance des logements tend à s'alourdir et atteint 1 708 logements en 2019, soit un taux très élevé de 13,3 %. L'objectif de reconquête des logements vacants du PLUi apparaît trop faible avec seulement 200 logements mobilisés alors qu'il faudrait en remettre plus de 700 sur le marché pour un taux raisonnable de vacance d'environ 6 %.

L'Ae alerte sur le fait qu'un fort taux de vacance génère une dégradation du cadre de vie des communes et de leur attractivité et que dans ce contexte, des constructions neuves amplifient habituellement la vacance et la dégradation des centres bourgs. Un programme de rénovation des logements pourrait améliorer le cadre de vie, préserver les espaces environnants et aurait un moindre impact sur le climat et les ressources (eau, granulats, métaux, ...) ; il pourrait ensuite attirer une population nouvelle.

Ainsi, au vu des projections démographiques largement surestimées par rapport aux données récentes et des possibilités de densification dans l'enveloppe urbaine, l'Ae constate que le nombre de logements vacants pouvant être remis sur le marché serait à lui seul suffisant pour accompagner le desserrement des ménages et une augmentation raisonnable de la population, sans besoin d'extension urbaine.

La prise en compte des milieux naturels, remarquables et ordinaires est satisfaisante. Les classements instaurés sur les milieux naturels et les protections édictées sont de nature à préserver les milieux les plus sensibles et les éléments naturels de la Trame verte et bleue. Le PLUi a veillé dans l'ensemble, à exclure les zones de projet de ces milieux.

L'Ae s'interroge toutefois, sur le secteur naturel dédié aux installations de production d'énergie renouvelable de type photovoltaïque, pour lequel les incidences sur les milieux naturels ne semblent pas avoir été évaluées.

Concernant les risques naturels, des mentions de la présence des risques et de leur caractérisation dans le règlement littéral sont attendues.

Dans l'ensemble, le projet de PLUi s'inscrit dans une démarche de lutte et d'atténuation du changement climatique en limitant l'étalement urbain et en souhaitant développer les modes de déplacements actifs (vélo, marche) et les énergies renouvelables. Néanmoins, il ne présente pas de bilan des émissions de gaz à effet de serre, ni d'objectif chiffré de leur réduction.

Autorité environnementale recommande principalement à la communauté de communes l'Ouest vosgien de :

- **revoir à la baisse ses projections démographiques pour 2025 et 2030 afin qu'elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;**
- **engager une politique de reconquête de la vacance plus ambitieuse, en mobilisant davantage de logements vacants, afin de se rapprocher d'un taux de vacance de l'ordre de 6 % ;**
- **retirer du projet les zones 2AU à vocation d'habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A, et de réduire très fortement les surfaces ouvertes à l'urbanisation à court terme (1AU), en tenant compte d'une part de projection démographique plus réaliste et d'autre part d'une mobilisation plus forte des logements vacants ;**
- **supprimer des zones AU les secteurs de prairies situées en zone Natura 2000 ;**
- **éviter l'ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant, justifier cette ouverture et prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces milieux sensibles ;**
- **éviter, dans une logique « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), de permettre l'installation de panneaux photovoltaïques en milieux naturels, en profitant notamment du programme de rénovation du bâti existant pour développer le solaire en toiture (photovoltaïque et thermique) et le cas échéant, évaluer les incidences possibles du zonage Npv sur les espaces naturels ;**
- **compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'intercommunalité et, le cas échéant, proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.**

s autres recommandations figurent dans l'avis détaillé.

La MRAe attire l'attention des porteurs de projet sur :

- la loi n°2021-1104 du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (Loi Climat et Résilience) ;
- le SRADDET⁵ de la région Grand Est ;
- la stratégie nationale bas carbone (SNBC) ;
- le document qu'elle a publié sur son site internet, qu'elle complète et actualise régulièrement (« les points de vue de la MRAe Grand Est⁶ ») et qui précise ses attentes sur différentes thématiques environnementales pour l'évaluation des plans-programmes et des projets.

La loi Climat et Résilience ancre les préoccupations environnementales dans la société française : dans les services publics, l'éducation, l'urbanisme, les déplacements, les modes de consommation, la justice.

Le SRADDET, document de planification régionale a été approuvé le 24 janvier 2020 par le préfet de région après son adoption par le Conseil régional. Il regroupe et orchestre les enjeux et objectifs poursuivis par des schémas thématiques pré-existants (SRADDT⁷, SRCAE⁸, SRCE⁹, SRIT¹⁰, SRI¹¹, PRPGD¹²).

Les autres documents de planification : SCoT¹³ (PLU(i)¹⁴ ou CC¹⁵ à défaut de SCoT), PDU¹⁶, PCAET¹⁷, charte de PNR¹⁸, doivent se mettre en compatibilité à leur première révision.

Un PLU(i) ou une CC faisant partie d'un SCoT devra en cascade se mettre en compatibilité avec celui-ci dans un délai d'un an ou de 3 ans si cette mise en compatibilité implique une procédure de révision du PLU(i) (Article L.131-6 du code de l'urbanisme).

Lors de l'examen des projets qui lui sont présentés, la MRAe invite systématiquement les porteurs de projet à prendre en compte dès à présent les règles du SRADDET, ceci dans la recherche d'une gestion optimale de l'environnement à laquelle les documents qui lui sont présentés pour avis, affirment être attachés.

Par ailleurs, la France s'est dotée d'une stratégie nationale bas carbone (SNBC) en 2015 fixant pour objectif la division par quatre des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050.

La SNBC révisée et approuvée le 21 avril 2020 a pour but de respecter les termes de l'Accord de Paris signé lors de la COP21, avec l'objectif d'aboutir à une neutralité carbone dès 2050.

Aussi, la MRAe examinera la façon dont les projets qui lui sont soumis, contribuent à la réalisation de cet objectif fondamental pour les générations à venir.

– AVIS DÉTAILLÉ

Contexte et présentation générale du projet

1.1. La collectivité

communauté de communes de l'Ouest vosgien (CCOV) se situe au nord-ouest du département s Vosges. Elle est issue de la fusion des deux anciennes communautés de communes du ssin de Neufchâteau (CCBN) et du Pays de Châtenois (CCPC) et intègre également la mmune d'Arroffe. Elle regroupe 70 communes, dont Liffol-le-Petit qui était intégrée à la CCBN et i se situe dans le département voisin de la Haute-Marne. La CCOV comprend 23 270 habitants ISEE 2019) et les villes principales sont Neufchâteau (6 636 habitants) et Châtenois 702 habitants).

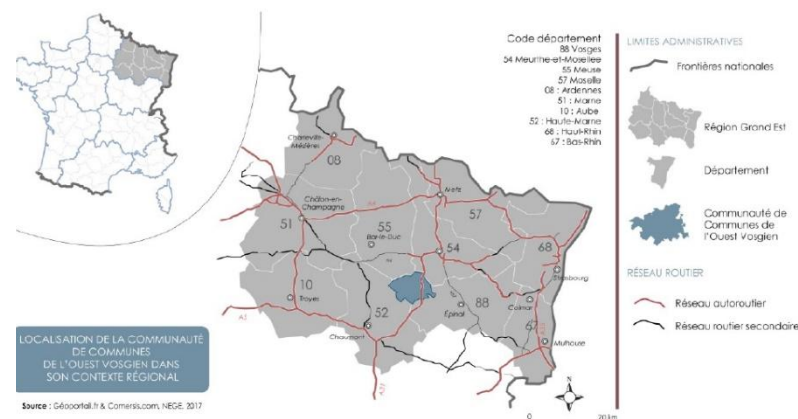


Figure 1 : localisation de la communauté de communes de l'Ouest vosgien - source : dossier pétitionnaire

territoire de la CCOV, qui s'étend sur 725,5 km², est très rural, composé d'un grand nombre de ages avec seulement 3 communes qui comptent plus de 1 000 habitants. Le territoire se larise autour de ces 3 pôles principaux : Neufchâteau, Châtenois et Liffol-le-Grand. Il est versé à l'est, du nord au sud par l'autoroute A31 ainsi que par une voie ferrée desservant la re de Neufchâteau. L'intercommunalité connaît une décroissance de sa démographie depuis ieurs décennies.

territoire se caractérise par une forte prépondérance des espaces agricoles, naturels et estiers qui couvrent 96 % de sa superficie. L'intercommunalité bénéficie ainsi de paysages riés et d'un patrimoine naturel riche lié aux vergers, aux cours d'eau, dont la Meuse, aux aires et aux forêts, qui lui confèrent une identité forte

ve signale le projet de classement en cours des vallées du Vair et de la Meuse, qui a été soumis onsultation des communes en 2022 (voir partie 3.6 ci-après).

1.2. Le projet de territoire

territoire peu artificialisé et les milieux naturels diversifiés et de qualité garantissent une qualité vie aux habitants. Soucieuse de préserver ces milieux naturels et ces paysages, dégradés par

5 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

6 <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/les-points-de-vue-de-la-mrae-grand-est-a595.html>

7 Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire.

8 Schéma régional climat air énergie.

9 Schéma régional de cohérence écologique.

10 Schéma régional des infrastructures et des transports.

11 Schéma régional de l'intermodalité.

12 Plan régional de prévention et de gestion des déchets.

13 Schéma de cohérence territoriale.

14 Plan local d'urbanisme (intercommunal).

15 Carte communale.

16 Plan de déplacements urbains.

17 Les plans climat-air-énergie territorial sont obligatoires pour l'ensemble des intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019 et, depuis 2017, pour les intercommunalités de plus de 50 000 habitants.

18 Parc naturel régional.

l'étalement urbain et la dynamique agricole (intensification et déprise), l'intercommunalité souhaitant disposer d'un document de planification permettant d'organiser un développement cohérent de son territoire et d'avoir une stratégie en matière de protection et de valorisation des milieux naturels et du patrimoine paysager et bâti.

Actuellement le territoire de la CCOV est composé d'un grand nombre de communes soumises au règlement national d'urbanisme (RNU), les plans d'occupation des sols (POS) étant caducs. Quelques communes possèdent une carte communale et seulement 5 communes disposent d'un plan local d'urbanisme (PLU).

L'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), initiée en 2016, a dans un premier temps été prescrite pour chacune des anciennes communautés de communes avant leur fusion en 2017. Il s'agit alors, au travers de ce PLUi, d'harmoniser les principes de développement pour une gestion cohérente du nouveau territoire intercommunal.

Les grandes orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi reposent sur la préservation de la qualité de vie du territoire et de son identité. La sauvegarde des milieux naturels ainsi que la pérennisation des activités agricoles passeront par des objectifs de limitation de la consommation foncière. Le PLUi prévoit ainsi de privilégier la densification au sein des enveloppes urbaines, de consolider les pôles urbains et de limiter les extensions dans les villages.

L'objectif poursuivi est également de « stabiliser » la population de la CCOV en retrouvant un niveau de population de 2014, autour des 23 600 habitants en 2025 et, si cet objectif est atteint, de tendre vers une augmentation de 2 % de la population pour 2030. Pour répondre à l'objectif de « stabilisation », le PLUi prévoit la production de 500 logements d'ici 2025 et de 200 logements supplémentaires entre 2025 et 2030 pour répondre à l'augmentation de la population.

Le PLUi prévoit l'ouverture à l'urbanisation en extension de 70,8 ha dont 30,1 ha à vocation résidentielle, 38,3 ha pour le développement économique du territoire et 2,4 ha pour les besoins en équipements de l'intercommunalité.

Pour l'habitat, le PLUi fixe dans son PADD un objectif de limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) d'environ 2 ha par an (entre 2018 et 2030) auquel il ajoute un bonus de surfaces en extension de 7,9 ha dont l'ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la stabilisation de la population en 2025, ainsi qu'à une baisse de la vacance.

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale sont :

- la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et du paysage ;
- la prise en compte des risques naturels et anthropiques ;
- l'atténuation du changement climatique et l'adaptation du territoire au changement climatique.

2. Articulation avec les documents de planification de rang supérieur

2.1. L'articulation avec les documents de planification de rang supérieur

Le territoire de la CCOV n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale (SCoT).

L'Ae rappelle en premier lieu, en l'absence de SCoT approuvé et en application des articles L.142-4¹⁹ et L.142-5²⁰ du code de l'urbanisme, la nécessaire conformité aux règles

¹⁹ **Extrait de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme** : « Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable : 1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ».

d'urbanisation limitée qui interdisent, sauf dérogation, toute ouverture à l'urbanisation de zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé de la commune.

La demande de dérogation adressée au préfet, et pour laquelle la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) doit donner un avis, est jointe au dossier du PLUi.

En l'absence de SCoT, le projet de PLUi de la CCOV doit également se rendre directement compatible avec les documents de planification de rang supérieur.

Le territoire est ainsi concerné par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est (voir partie 2.2. ci-après) et les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse 2022-2027 et Seine-Normandie 2022-2027.

L'évaluation environnementale présente de manière satisfaisante la compatibilité du PLUi avec les orientations fondamentales de ces 2 SDAGE. L'analyse porte sur les principales orientations des SDAGE et les dispositions et prescriptions du PLUi permettant d'y répondre.

La compatibilité du PLUi avec le Plan de gestion du risque inondation (PGRI) Rhin-Meuse 2022-2027 est également démontrée de manière satisfaisante.

2 communes de la CCOV font partie du périmètre du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) des Grès du Trias inférieur (GTI). Des zones d'extension urbaines sont définies dans ces villages. Leur taille réduite et l'absence de forage ou de captage d'eau potable sur ces communes limitent les incidences sur la nappe des GTI.

L'Ae n'a pas de remarque sur ces points.

2.2. La prise en compte du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET Grand Est)

Le projet de PLUi de la CCOV doit être compatible avec les règles du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand Est et prendre en compte ses objectifs.

L'évaluation environnementale présente de manière satisfaisante, l'articulation des prescriptions du PLUi permettant la compatibilité et la prise en compte du SRADDET.

C'est notamment au regard des objectifs de réduction de la consommation foncière (règle n°16) que le PLUi doit définir sa projection de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF). Pour rappel, la règle n°16 portant sur la sobriété foncière vise une réduction de la consommation foncière de 50 % d'ici 2030 par rapport à une période de référence de 10 ans choisie par la collectivité et de 75 % d'ici 2050.

L'Ae signale également que la Loi Climat et Résilience (LCR) du 22 août 2021 prévoit la division par 2 du rythme de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur la période 2021-2031 par rapport aux 10 années précédentes et introduit la trajectoire Zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050.

Le dossier rappelle effectivement que le SRADDET et la loi Climat et Résilience ont le même objectif de réduction de l'artificialisation de 50 % à l'horizon 2030-2031, mais la loi Climat et Résilience fixe la période 2011-2021 comme période de référence alors que le SRADDET laisse libre choix de la période de 10 ans de comparaison. La CCOV a ainsi choisi la période 2010-2019 pour calculer son objectif de sobriété foncière.

²⁰ **Article L.142-5 du code de l'urbanisme** : « Il peut être dérogé à l'article L. 142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et, le cas échéant, de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ».

Le dossier indique que ce sont 130 ha environ d'espaces naturels, agricoles et forestiers qui ont été consommés entre 2010 et 2019²¹ et que la consommation foncière prévue par le PLUi de la CCOV ne devra pas dépasser 65 ha. Selon le site ministériel sur l'artificialisation des sols²², la consommation foncière pour la décennie 2011-2021 a été de 136 ha.

L'Ae souligne que ces consommations foncières sont très importantes au regard de la baisse continue de la population et de la dynamique du territoire.

Avec une consommation foncière totale (logements et économie) prévue de 70 ha environ dont 63 ha à urbaniser à court terme, le PLUi indique qu'il s'inscrit globalement dans les objectifs de réduction de la consommation foncière du SRADDET et de la loi Climat et Résilience.

L'Ae souligne que, même si formellement les perspectives de consommation foncière sont cohérentes avec les objectifs du SRADDET, elles s'appuient sur des références anormalement élevées et ne s'inscrivent donc pas dans l'orientation de sobriété foncière.

Il est à noter que les 5 communes qui ont actuellement un PLU, disposent d'un total de presque 292 ha de zones à urbaniser (toutes vocations confondues) et que le projet de PLUi permet de diviser par plus de 4 les zones ouvertes à l'urbanisation (70,8 ha).

L'Ae relève positivement les efforts de réduction de la consommation d'espaces réalisés dans le projet de PLUi, qui permettent à la CCOV de s'inscrire globalement dans les trajectoires du SRADDET et de la loi Climat et Résilience. Elle observe toutefois, qu'au vu des objectifs et tendances démographiques, les zones ouvertes à l'urbanisation peuvent encore être davantage réduites (Cf. paragraphe 3.1. ci-après).

3. Analyse par thématiques environnementales de la prise en compte de l'environnement

3.1. La consommation d'espace et la préservation des sols

3.1.1. L'habitat

Les projections démographiques

Le territoire de l'Ouest vosgien connaît depuis plusieurs décennies une baisse constante et importante de sa population avec une perte de 4 170 habitants depuis les années 1980. Sur la période plus récente de 2013 à 2019, c'est une diminution de plus de 500 habitants sur l'intercommunalité avec un taux annuel moyen s'établissant à - 0,4 % sur cette période. La baisse démographique de la CCOV est liée au solde naturel qui continue de rester négatif alors que le solde migratoire se stabilise sur les 5 dernières années.

Cette baisse de la population, constatée aussi à l'échelle du département des Vosges, s'explique par la désindustrialisation et le manque d'emplois. La CCOV se trouve de plus, éloignée des pôles urbains attractifs et dynamiques comme Metz ou Nancy.

Neufchâteau, ville principale de l'intercommunalité, qui a longtemps connu un déclin démographique au profit des communes périphériques, renoue avec une augmentation de la population de 34 habitants depuis 2013.

Au regard des tendances démographiques observées entre 2013 et 2019, l'Ae signale que l'objectif de retrouver en 2025 la population de 2014, soit 23 600 habitants n'apparaît pas atteignable, puisqu'il faudrait alors un gain de plus de 300 habitants entre 2019 et 2025 et que 2025 est dans seulement 2 ans, ce qui limite très fortement les possibilités d'agir de l'intercommunalité.

Même si l'Ae souligne avec intérêt que l'objectif de croissance démographique est conditionné à la stabilisation de la population, elle note également que l'objectif de 2 % de gain de population entre 2025 et 2030 représentant 450 habitants supplémentaires ne semble pas réaliste non plus.

²¹ En se basant sur les données issues de l'observatoire foncier DataGrandEst et la base de données OCS GE2.

²² <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/suivi-consommation-espaces-nat>

le recommande fortement à la CCOV de revoir ses projections démographiques à la hausse pour 2025 et 2030 afin qu'elles soient plus cohérentes avec les tendances servées ces dernières années.

définition des besoins en logements

D'une manière générale, l'Ae relève que les estimations faites dans le dossier se basent sur les données INSEE de 2013 et non de 2019, ce qui entraîne une large surestimation des besoins.

Le desserrement des ménages se poursuit avec une baisse constante de la taille des ménages puis les années 1960 mais moins marquée depuis 2010. Elle était de 2,17 personnes par ménage en 2013 et de 2,12 en 2019.

La CCOV se base sur la taille des ménages en 2013, sans tenir compte des chiffres plus récents de 2019 et table sur une poursuite du desserrement pour atteindre 2,07 personnes par ménage en 2030, ce qui entraîne (selon les calculs qui ne sont pas détaillés dans le dossier) un besoin de 9 logements d'ici à 2030 pour maintenir la population de la CCOV.

En tenant compte des dernières données INSEE de 2019, les besoins en logements en 2025 et au desserrement des ménages sont beaucoup plus faibles²³ et nécessitent, selon l'Ae, la construction de seulement 265 logements, soit 500 logements de moins que l'estimation du PLUi.

En plus, l'Ae relève que pour accueillir les 450 nouveaux habitants attendus entre 2025 et 2030, le dossier indique qu'il faudrait produire 227 logements supplémentaires, alors que le calcul donne 7 logements²⁴.

Enfin, pour affiner ses besoins en logements, le PLUi intègre dans son calcul les constructions qui ont été réalisées²⁵ entre 2014 et 2018. Même si le principe de la déduction est pertinent, il faudrait fait retirer les constructions réalisées depuis 2019 (en effet, le rythme de construction étant soutenu avec plus de 250 logements en plus entre 2013 et 2019²⁶).

le recommande fortement de :

- **calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ;**
- **déduire des besoins en logements, les constructions réalisées depuis 2019.**

Le parc de logements de la CCOV est dominé par des logements de grande taille, de type maison individuelle en accession à la propriété. Plus de la moitié des communes ne dispose pas ou très peu de logements collectifs et appartements et la part des maisons individuelles continue d'augmenter (+ 0,8 % entre 2013 et 2019) alors que la part des appartements a diminué (- 0,9 %). L'objectif du PLUi est donc de proposer une offre de logements plus diversifiée afin d'une part de répondre aux besoins d'une population vieillissante (1/3 de la population a plus de 60 ans) et d'autre part d'attirer la population située dans la tranche d'âge 20-30 ans afin de maintenir une certaine vitalité sur le territoire.

Le PLUi définit une armature urbaine composée de 4 strates :

- le pôle urbain : Neufchâteau et les communes périphériques (Frebécourt, Mont-lès-Neufchâteau, Rebeuville et Rollainville) ;
- les pôles secondaires : Châtenois et Liffol-le-Grand ;
- les pôles intermédiaires ;

En se basant sur les données de 2019, le besoin en logements pour répondre au desserrement serait plutôt de 265 logements (23 270 habitants en 2019 avec une taille de ménage de 2,12 nécessite 10 976 logements et 23 270 hab. avec une taille de ménage de 2,07 nécessite 11 241 logements).

Si l'on reste sur l'objectif de 23 600 hab. en 2025 avec une taille de ménage de 2,07 il faut alors 11 401 logements. Soit 425 logements supplémentaires. Pour 2030, il faudra 217 logements en plus pour accueillir les 450 nouveaux habitants attendus soit un total de 640 logements maximum si l'on prend l'hypothèse d'une population établie à 23 600 en 2025.

Le calcul présenté dans le dossier 450/2,07=227 est inexact puisque le résultat est en réalité de 217 logements.

Soit 160 constructions déduites des besoins de logements.

Données INSEE 2019.

- les communes rurales.

La production de logements est répartie selon cette armature urbaine avec 33 % des logements dévolus au pôle urbain et 39 % pour les communes rurales.

Le potentiel de production au sein des enveloppes urbaines

Pour répondre en partie aux besoins estimés en logements, le PLUi projette de remettre sur le marché des logements vacants. Le dossier indique que les logements vacants sont au nombre de 1 200 soit environ 10 % du parc et que le PLUi vise une remise sur le marché de 200 logements pour atteindre un taux de 8 %. Or, l'Ae relève que, d'après l'INSEE, la CCOV dispose de 1 708 logements vacants sur son territoire en 2019, soit un taux de vacance plus important de 13,3 %, (il a augmenté depuis 2013 puisqu'il était de 11,9 %). Certaines communes du territoire ont des taux supérieurs à 20 % et les villes principales ont des taux allant de 12 à 18 %. Des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) sont mises en œuvre afin de lutter contre cette vacance structurelle.

L'Ae signale que ce sont des taux de vacance très élevés et souligne l'importance d'atteindre un taux de vacance autour des 6 % pour maintenir la fluidité du marché immobilier et aussi sur le fait qu'un trop grand nombre de logements vacants contribue à dégrader le cadre de vie des habitants et l'attractivité des communes. De plus, elle attire l'attention sur le fait que la construction neuve, notamment en périphérie, dans des communes de forte vacance, ne fait qu'amplifier la vacance et la dégradation des centres bourgs, ainsi que la vitalité des commerces en centre-ville, et de fait, génère un cercle vicieux.

C'est pourquoi, l'Ae considère que le nombre de logements vacants prévus d'être remis sur le marché pourrait être beaucoup plus important compte tenu du très grand nombre de logements vacants ; abaisser le taux de vacance à 6 % reviendrait à remettre sur le marché plus de 770 logements vacants, ce qui couvrirait largement les besoins de logements supplémentaires identifiés par l'intercommunalité, alors que ces besoins sont par ailleurs surestimés.

Face au risque de dégradation croissante des bâtiments, les possibilités d'intervention peuvent être diverses, de la rénovation et modernisation, à la fusion de plusieurs logements exigus, jusqu'à la démolition pour re-construction.

L'Ae signale que le territoire a engagé 3 projets urbains dans le cadre du programme national « Petites villes de demain » (Neufchâteau, Darnay, Châtenois) qui sont des leviers intéressants pour lutter contre la vacance des logements, en apportant de l'ingénierie, des méthodes et des outils d'intervention intéressants à diffuser à l'échelle intercommunale. Le dossier n'évoque pas ces projets, alors qu'ils pourraient probablement trouver une déclinaison utile au sein du PLUi.

L'Ae recommande à l'intercommunalité de

- **engager une politique de reconquête de la vacance des logements plus ambitieuse, notamment en rénovant davantage de logements vacants, afin de se rapprocher d'un taux de vacance de l'ordre de 6 % ;**
- **s'appuyer sur les démarches en cours « petites villes de demain » sur son territoire pour lutter contre cette vacance ;**
- **traduire si besoin dans le PLUi ces démarches de rénovation urbaine en cours.**

Un recensement cartographique des potentialités de construction au sein de l'enveloppe urbaine des communes (« dents creuses ») a été réalisé. Cet atlas cartographique de ces potentiels annexé au rapport de présentation permet de mettre en exergue les lieux favorables à la construction au regard des différentes contraintes environnementales, agricoles, des risques et des nuisances. Il permet ainsi de comprendre les critères retenus pour mobiliser ou non les « dents creuses » repérées. Au final, ce sont 376 sites potentiellement mobilisables sur le territoire de la CCOV.

projet de PLUi prend l'hypothèse d'une rétention foncière raisonnable, de l'ordre de 50 %, et estime que ce sont 188 constructions qui pourront être produites au sein des cœurs de communes.

Il souligne l'intérêt de ce recensement et n'a pas de remarque sur ce point.

Les zones d'extension urbaine AU

Sur le dossier, en déduisant les potentialités de mobilisation de la vacance et de densification citées dans le dossier, ce sont 221 logements qui resteraient à produire dans des secteurs en extension.

Ces 221 logements sont prévus d'être construits sur des secteurs ouverts à l'urbanisation à court terme (zones 1AU) pour disposer de logements dans le but de maintenir la population sur le territoire. Ces secteurs dédiés à l'habitat représentent 22,3 ha,

En plus, sur les 227 logements à produire pour répondre à l'accueil des 450 habitants attendus entre 2025 et 2030, 98 sont prévus d'être construits sur des surfaces ouvertes à l'urbanisation à long terme (zones 2AU) et dont l'ouverture est conditionnée à retrouver en 2025 le niveau de population de 2014 et à une diminution constatée de la vacance. Ces zones 2AU représentent 10 ha.

Sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) actent cette condition en indiquant que les zones 2AU ne pourront être urbanisées que lorsque toutes les zones 1AU seront urbanisées et que les objectifs démographiques fixés au sein du PADD seront atteints.

Il réitère cependant ses remarques sur l'objectif de retrouver la population de 2014 dans un laps si court qui semble inatteignable et invite l'intercommunalité à retirer les zones 2AU dès le début de son projet de PLUi.

En même temps, en prenant en compte une mobilisation de la vacance bien plus importante que celle prévue par le PLUi, les besoins de logements (revus au regard des tendances démographiques les plus récentes) en extension seront d'autant réduits, voire nuls (secteurs 1U).

Il recommande de

- **retirer du projet les zones 2AU à vocation d'habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A ;**
- **réduire fortement les surfaces ouvertes à l'urbanisation à court terme (1AU), en tenant compte d'une part de projection démographique plus réaliste et d'autre part d'une mobilisation plus forte des logements vacants.**

Il souligne l'effort fait sur la répartition des surfaces ouvertes à l'urbanisation qui se concentrent sur le pôle urbain et les pôles secondaires avec plus de la moitié des zones 1AU sur ces communes. Les pôles intermédiaires recensent 2,7 ha de zones 1AU et sur les 59 communes rurales, plus de la moitié n'ont pas de zones ouvertes à l'urbanisation. Cette répartition traduit le projet de territoire qui répond à l'objectif du PADD de relancer l'attractivité de son pôle principal, de renforcer les pôles secondaires et intermédiaires et de permettre un développement mesuré des communes rurales.

Il note également que la majorité des zones 1AU destinées à l'habitat ont une superficie inférieure à 1 ha, voire 0,5 ha. Les zones 1AU les plus importantes se localisent à Neufchâteau (2 ha) et à Châtenois et Liffol-le-Grand (2,1 ha et 2 ha).

Les densités de logements retenues sont de 15 logements à l'hectare pour le pôle urbain, 14 pour les pôles secondaires et 10 logements à l'hectare pour les autres communes. Dans son calcul d'application de densité, le projet de PLUi retient 20 % pour les voiries et 25 % de rétention foncière, ce qui fait que la densité réelle est plutôt de 10 logements par hectare pour le pôle urbain.

L'Ae relève que c'est une moyenne faible, peu économe du foncier et probablement pas adaptée aux besoins de la population, notamment la population vieillissante. De plus, elle considère qu'une rétention foncière ne doit pas être appliquée pour déterminer les surfaces en extension.

L'Ae recommande de

- **augmenter la densité de logements, notamment dans les pôles urbains ;**
- **ne pas appliquer de rétention foncière sur les surfaces ouvertes à l'urbanisation en extension.**

En plus des Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) dédiées à chaque zone 1AU, des OAP ont été réalisées pour les secteurs de densification de grande taille (> 2 000 m²).

3.1.2. Les zones d'activités

La définition des besoins économiques

En l'absence de SCOT, le PLUi doit comporter une OAP relative à l'équipement commercial artisanal. Celle-ci est jointe au dossier de PLUi et décline la stratégie de la CCOV qui vise à préserver le commerce dans les cœurs de communes afin d'éviter le déséquilibre avec l'offre commerciale périphérique.

Le territoire intercommunal dispose de 13 zones d'activités réparties sur plusieurs communes. Certaines d'entre elles ont des surfaces disponibles qui représentent un potentiel de développement. Neufchâteau possède la plus grande zone d'activités commerciales du territoire de la CCOV (29,4 ha). Il existe également une vacance commerciale importante au sein de la commune de Neufchâteau, notamment dans l'hypercentre.

Le diagnostic territorial présente les différentes zones d'activités et évoque leurs forces et faiblesses, le taux de remplissage et le potentiel sur le bâti existant ainsi que les recommandations pour valoriser la zone. Le taux de remplissage des zones d'activités est considéré comme satisfaisant avec seulement quelques parcelles résiduelles non occupées.

3 types de secteurs à vocation d'activités économiques sont identifiés dans le PLUi :

- les zones UC à vocation commerciale (32,7 ha) ;
- les zones UY pour les secteurs d'activités mixtes autorisant les activités industrielles (266,3 ha) ;
- les zones UX à vocation d'activités économiques artisanales et tertiaires (64,4 ha).

Une zone UXe de 12 ha est également délimitée au plan de zonage et intègre les zones liées à l'autoroute A31.

L'objectif du PLUi est alors de conforter le rôle de ville-centre de Neufchâteau et d'assurer une offre relais dans les pôles secondaires ainsi qu'une offre « d'hyper-proximité » dans le reste du territoire. Le PADD identifie 6 zones d'implantation préférentielle des activités sur le territoire (existantes et à venir).

Les zones économiques d'extension urbaine

Le PLUi prévoit 38,3 ha de secteurs à urbaniser à court terme à vocation d'activités mixtes autorisant

- les activités industrielles (1AUy) sur un total de 34,1 ha. Ceux-ci sont concentrés sur les pôles urbains et secondaires du territoire avec notamment une zone 1AUy de 9,5 ha à Neufchâteau et une zone de 9,37 ha à Châtenois qui doivent permettre de satisfaire l'objectif de développement d'entreprises sur ces pôles structurants

- 4,2 ha de zones d'extension à vocation d'activités économiques artisanales et tertiaires (1AUx), principalement dans les pôles structurants du territoire.

4 communes rurales sont également concernées par des extensions 1AUy et 1AUx.

Aucune zone à vocation commerciale n'est ouverte en extension de l'urbanisation, le PLUi visant la densification en matière de commerces dans les zones urbaines (UA, UB, UC). Toutefois, les zones UX et 1AUx à vocation artisanale et tertiaire peuvent accueillir des commerces et les surfaces en extension (1AUx) sont modérées (4,2 ha).

Le dossier indique que la plupart des zones d'extension à vocation économique correspondent à des activités existantes qui souhaitent s'étendre et dont les besoins ont été identifiés et sont justifiés dans le rapport de présentation.

Le PLUi propose une seule zone à urbaniser à long terme (2AUx) d'une superficie de 0,4 ha qui se situe à Liffol-le-Grand. Il est rappelé dans les OAP que son urbanisation est conditionnée à l'urbanisation préalable des zones 1AUx.

L'Ae observe que les développements économiques prévus par le PLUi apparaissent mesurés et justifiés.

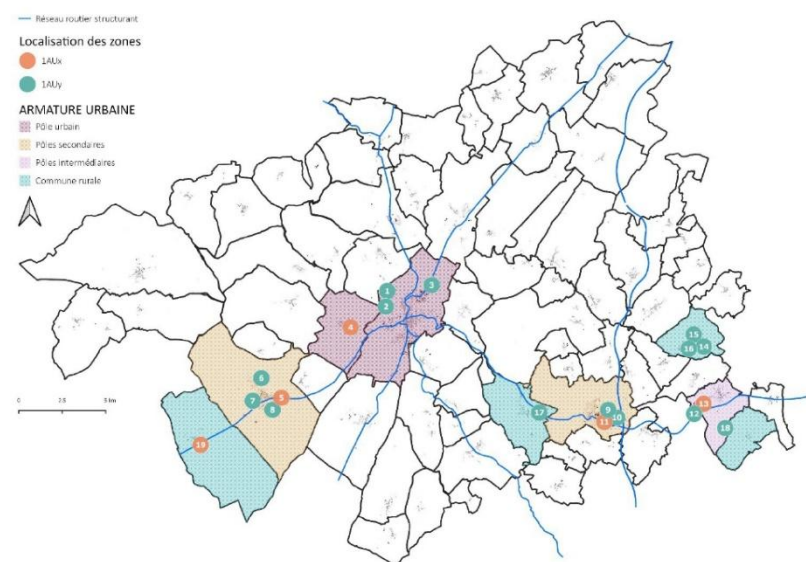


Figure 2: Localisation des zones à urbaniser à vocation économique et leur implantation dans l'armature urbaine - source : dossier pétitionnaire

3.1.3. Les équipements et les services

En matière d'équipements, le PLUi identifie 3 secteurs pouvant accueillir de nouveaux équipements permettant de compléter l'offre existante et d'anticiper les besoins futurs (école, espace intergénérationnel, espace de convivialité et de loisirs). Ces secteurs délimités au plan de zonage en zone 1AUe s'étendent sur 2,4 ha au total. L'Ae n'a pas de remarque sur ce point.

Le secteur Ne, qui s'étend sur 78 ha correspond à des zones naturelles d'équipements (voie verte ou zone de camping). Le règlement de ce zonage permet des aménagements, constructions et installations nécessaires à certains équipements d'intérêt collectif ne mettant pas en cause le caractère naturel de la zone. Il peut s'agir d'équipements sportifs ou des constructions ou équipements nécessaires à l'aérodrome de Neufchâteau.

Le PLUi prévoit également un secteur Npv qui correspondent aux zones naturelles destinées à accueillir des installations d'énergie renouvelable de type panneaux photovoltaïques. Ce secteur s'étend sur 76,1 ha. Le rapport ne permet pas d'identifier facilement les secteurs concernés par ce zonage et l'évaluation environnementale ne traite pas des incidences prévisibles de ce type d'installation en milieu naturel, ni ne justifie le choix d'implantation de ces zones. L'Ae trouverait utile que le dossier présente une cartographie d'ensemble avec à la fois les secteurs concernés et les milieux naturels sensibles.

L'Ae rappelle que la règle n°5 du SRADDET indique pour le solaire photovoltaïque notamment que « *Considérant l'importance du potentiel d'installation des panneaux photovoltaïques sur les espaces artificialisés ou sites dits dégradés, l'implantation de centrales au sol sur des espaces agricoles, naturels ou forestiers doit être exceptionnelle ou ne devra pas concurrencer ou se faire au détriment des usages agricoles et des fonctions écosystémiques des espaces forestiers, naturels et agricoles : Trame verte et bleue, prairies permanentes, espaces de respiration, etc.* ». Il y a donc lieu, dans un premier temps d'éviter, dans une démarche « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC)²⁷, de prévoir de telles installations sur des milieux naturels et, le cas échéant, de justifier ce zonage et d'évaluer les impacts possibles sur les milieux naturels où il prend place.

L'Ae recommande de :

- **présenter sur une carte l'ensemble présentant à la fois les secteurs envisagés pour développer des installations solaires et les milieux naturels sensibles.**
- **dans une logique « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), éviter de permettre l'installation de panneaux photovoltaïques en milieux naturels, le cas échéant évaluer les incidences possibles du zonage Npv sur les espaces naturels.**

Le PLUi définit également des STECAL²⁸ sur une surface totale de 1,7 ha :

- en zone naturelle (N) pour répondre à certains besoins comme le secteur Nf (1,2 ha) qui correspond à des secteurs permettant l'installation d'une annexe pour le stockage du bois
- sur le secteur Ni de 0,5 ha qui permet le développement d'hébergements touristiques insolites sur la commune de Rollainville.

Enfin, le PLUi de la CCOV comportent 44 emplacements réservés²⁹ pour une surface totale de 15 ha. Ils sont détaillés dans le dossier et correspondent à des emplacements pour l'aménagement des aires de retournement, de stationnement, des élargissements de voies, des extensions de cimetières, etc. L'Ae n'a pas de remarque particulière sur ce point.

²⁷ La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) a pour objet de réduire l'impact à un niveau très faible, voire nul. L'article L122-6 du code de l'environnement précise que le rapport environnemental présente les mesures prévues pour éviter les incidences négatives notables que l'application du plan ou du programme peut entraîner sur l'environnement, les mesures prévues pour réduire celles qui ne peuvent être évitées et les mesures prévues pour compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites.

²⁸ A titre exceptionnel, le règlement du PLUi(i) peut délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des **secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées** (STECAL) qui doivent répondre aux conditions fixées par l'article L151-13 du code de l'urbanisme.

²⁹ Surface destinée aux voies et ouvrages publics, à des installations d'intérêt général à créer ou à modifier, aux espaces verts, etc. ces emplacements réservés sont en secteur U ou AU.

3.2. Les espaces naturels et agricoles, habitats et biodiversité, continuités écologiques

3.2.1. Les zones naturelles

Le projet « nature » du PLUi

Le territoire de l'Ouest vosgien abrite de nombreux espaces naturels dont un grand nombre sont remarquables et bénéficient de périmètres de protection, de gestion ou d'inventaire. On retrouve 72 espèces animales remarquables et 71 espèces végétales sur le territoire.

Le projet de PLUi entend préserver ces espèces par la sauvegarde de leurs habitats, principalement, les milieux naturels les plus remarquables, les vergers traditionnels, les zones humides et les bosquets et haies.

Les zonages environnementaux sont regroupés sous forme d'atlas cartographique par commune. Le PLUi est annexé au rapport de présentation, ce qui permet une analyse fine des secteurs les plus sensibles. Le PLUi classe plus de 38 000 ha en zone naturelle N.

Sur le territoire de la CCOV, on recense 94 espaces naturels sensibles (ENS) dont 12 ENS biologie et 5 ENS rivière. Ils se concentrent en grande partie dans les vallées. Le PLUi les classe presque exclusivement en zone naturelle N, secondairement en zone agricole A et ponctuellement en zone U (pour les sites déjà bâtis).

Les sites gérés par le Conservatoire des espaces naturels de Lorraine (CENL) sont au nombre de 5 sur le territoire de l'intercommunalité. Ceux-ci sont protégés par un classement en zone N ou en Nzh (zone humide) à l'exception des gîtes à chiroptères (chauve-souris) se trouvant en zone U.

Un site bénéficie d'un Arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB), il s'agit du ruisseau de l'Arbreuvier situé à Neufchâteau. Il est classé principalement en zone N, Nzh, ainsi qu'en Ua et Ub sur les secteurs déjà bâtis ou artificialisés (voies ferrées).

Les zones Natura 2000³⁰

Le territoire du PLUi est concerné par 7 sites Natura 2000 :

- la ZSC « Vallée de la Saône » ;
- la ZSC « Forêt d'Harreville-les-Chanteurs » ;
- la ZSC « Milieux forestiers et prairies humides des vallées du Mouzon et de l'Anger » ;
- la ZSC « Forêts de Gondrecourt-le-Château » ;
- la ZPS « Bassigny » ;
- la ZPS « Bassigny, partie Lorraine » ;
- la ZPS « Vallée de la Meuse ».

Le PLUi présente de manière satisfaisante l'ensemble des sites Natura 2000 et caractérise les enjeux concernant ces différents sites, qui pour certains peuvent être importants par rapport à leur proximité avec des zones bâties, en cas d'extension en direction ou sur le périmètre du site. Pour la plupart des sites, il s'agit de conserver les milieux favorables aux espèces qui ont permis la désignation des sites, telles que la Pie-grièche écorcheur, l'Alouette lulu, le Milan royal ou le Milan noir. En l'occurrence on retrouve principalement les mosaïques de vergers, prairies, bosquets et haies, ainsi que les cours d'eau.

L'évaluation des incidences conclut à l'absence d'incidence potentielle sur les sites en raison de leur éloignement de toute zone constructible. La majorité des sites Natura 2000 bénéficie, en effet, d'un classement en zone N ou Nzh, à l'exception de certains secteurs se trouvant en zone bâtie, correspondant notamment à des gîtes à chiroptère, ou au sein d'une carrière. 2 zones

³⁰ Les **sites Natura 2000** constituent un réseau européen en application de la directive 79/409/CEE « Oiseaux » et de la directive 92/43/CEE « Habitats faune flore », garantissant l'état de conservation favorable des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Les sites inventoriés au titre de la directive « habitats » sont des sites d'intérêt communautaire (SIC) ou des zones spéciales de conservation (ZSC), ceux qui le sont au titre de la directive « oiseaux » sont des zones de protection spéciale (ZPS).

1AU situées sur la commune de Sartes et une sur la commune de Pompières sont également concernées par un site Natura 2000 (ZPS « Bassigny partie Lorraine »). Leur taille très réduite (respectivement 0,05, 0,06 et 0,1 ha) ainsi que l'occupation des sols de ces zones (prairies pâturées) permet de conclure à l'absence d'incidence significative sur les espèces et les habitats ayant permis la désignation du site. Comme il s'agit de prairies pâturées à enjeu de biodiversité et de plus en plus menacées, l'Ae considère que ces secteurs doivent être retirés des zones AU.

L'Ae recommande de supprimer des zones AU les secteurs de prairies situées en zone Natura 2000.

Les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)³¹

La CCOV compte 31 ZNIEFF de type 1 sur son territoire. Celles-ci sont bien présentées dans l'état initial de l'environnement du PLUi. Pour chacune, les enjeux au regard des projets d'urbanisation sont caractérisés. L'analyse indique que certaines ZNIEFF constituent des enjeux du fait de leur périmètre en limite de zones bâties, en cas d'extension urbaine, ou bien parce qu'elles abritent des espèces remarquables (chiroptères et oiseaux) pour lesquelles la conservation des structures paysagères est primordiale.

L'évaluation environnementale précise pour chaque ZNIEFF le zonage réglementaire qui est appliqué sur le périmètre. La plupart des ZNIEFF de type 1 bénéficie d'un classement en zone naturelle N, Nv (vergers), Nzh, parfois Nc.

La ZNIEFF « Vergers et prairies de la Rouvres-la-Chêve, Châtenois et Viocourt » fait en revanche l'objet d'une zone d'extension 1AU et une zone 2AU se trouve sur le périmètre de la ZNIEFF « Gîte à chiroptères de Neufchâteau ». La ZNIEFF « Vergers autour de Dolaincourt et Courcelles-sous-Châtenois » est classée en partie en zone agricole constructible Ac.

L'Ae recommande d'éviter l'ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant de justifier de cette ouverture et de prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces milieux sensibles.

5 ZNIEFF de type 2 recoupent le territoire de la CCOV, dont la ZNIEFF « Pays de Neufchâteau » qui s'étale sur 48 communes autour de Neufchâteau. D'une superficie de plus de 37 000 ha elle englobe 24 ZNIEFF de type 1. En plus des nombreux zonages N ou A qui les concernent, le PLUi prévoit une démarche générale de limitation de l'étalement urbain sur le territoire.

L'Ae n'a pas de remarque sur ce point.

Les zones humides, cours d'eau et milieux aquatiques

Le réseau hydrographique est dense sur le territoire de l'Ouest vosgien avec comme principal axe la Meuse. Il existe également de nombreuses mares et fossés.

Des zones humides remarquables (ZHR) sont présentes et correspondent principalement au lit majeur des grands cours d'eau de la CCOV : la Frézelle, la Meuse, la Saônelle, la Noue de Rouceux et le Mouzon. D'autres ZHR sont présentes dans les vallées, représentées par des prairies, marais, boisements humides... Elles correspondent aux zones humides intégrées dans les ENS, ZNIEFF de type 1, sites Natura 2000.

Le dossier présente une carte des zones potentiellement humides qui recense plus de 19 000 ha de zones potentiellement humides (prairies humides, forêts et fourrés, terres arables, etc.).

Une analyse floristique sur le territoire a été réalisée pour repérer les zones humides effectives sur le terrain. Ce sont les prairies humides, les sources et ruisselets ainsi que les mares qui présentent le plus d'enjeu en raison de leur rôle dans la fonction hydrologique. Le PLUi prévoit un

zonage spécifique pour les zones humides (Nzh) qui comprend 2 069,3 ha. Il est précisé également que des mares bénéficient d'une protection au titre des éléments remarquables du paysage de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Concernant les secteurs ouverts à l'urbanisation, des analyses complémentaires (approfondie ou allégée selon les enjeux) ont été réalisées sur chacune des zones 1AU. Ainsi, des sondages pédologiques pour déterminer la présence effective ou l'absence de zone humide ont été effectués sur l'ensemble des zones 1AU, ce qui a permis d'exclure les parties concernées par des zones humides et de les reclasser en zone N ou A. L'Ae salue cette démarche mais relève, cependant, que cette investigation devrait également être menée sur les zones agricoles en cas de projet.

L'Ae recommande de compléter l'analyse des zones humides effectives sur l'ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole.

S'agissant des cours d'eau, l'Ae note positivement les prescriptions réglementaires en matière de marge de recul qui prévoient l'interdiction de construire sur un recul de 10 mètres de part et d'autre de la berge d'un cours d'eau pour l'ensemble des zones de PLUi. La marge de recul est portée à 20 m dans les zones à vocation d'activités économiques. Cette inconstructibilité est reportée sur le règlement graphique.

Cette prescription permet de préserver les berges et les ripisylves des cours d'eau.

Les espaces boisés

Les forêts et boisements occupent près de la moitié de la surface du territoire de la CCOV (44 %) avec une grande concentration sur la partie ouest et au centre. Les espaces forestiers sont classés en zone N dans le règlement graphique et ne sont pas concernés, à priori, par les projets d'urbanisation. Le règlement du PLUi prévoit, en outre, l'interdiction de toutes constructions dans une bande de 30 mètres des lisières de bois de plus de 4 ha.

L'Ae rappelle que les PLU peuvent recourir à des outils de protection adaptés tels que la protection au titre des Espaces boisés classés (EBC)³² pour préserver les espaces forestiers les plus sensibles. A minima, un classement en zone N avec un indice spécifique aux milieux boisés est à privilégier.

La trame verte et bleue (TVB)³³

Le territoire de la CCOV est concerné par 3 continuités écologiques d'importance nationale et la vallée de la Meuse qui le traverse est une voie d'importance nationale de migration de l'avifaune. Il est également concerné par des continuités écologiques de la TVB régionale, identifiées dans le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Lorraine, annexé au SRADET. Il s'agit de corridors forestiers, d'un corridor des milieux herbacés thermophiles, d'un corridor des autres milieux ouverts (prairies) et de corridors des milieux alluviaux et humides qui suivent les cours de la Meuse et du Mouzon. Les réservoirs de biodiversité d'intérêt national et régional correspondent aux sites Natura 2000, les APPB, les ZNIEFF de type 1, les cours d'eau inscrits, les ENS et les CEN et sont donc globalement bien préservés par le PLUi.

Le projet de PLUi prévoit une OAP Environnement qui met en exergue le patrimoine naturel à préserver et à restaurer dans lequel sont cartographiés les mares à préserver, les ceintures villageoises de jardins et vergers ainsi que les territoires d'oiseaux à enjeu majeur pour lesquels

32 Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme **espaces boisés classés**, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, appartenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements. Selon les dispositions de l'article L. 113-2 du code de l'urbanisme, ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

33 La **Trame Verte et Bleue (TVB)** est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) ainsi que par les documents de planification de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Les continuités écologiques constituant la Trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. La Trame verte et bleue contribue à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau.

31 L'inventaire des **Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)** a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Les ZNIEFF de type 1 sont des secteurs d'une superficie limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares remarquables du patrimoine naturel national ou régional. Les ZNIEFF de type 2 sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou offrant des potentialités importantes.

les structures paysagères sont à préserver. La présence d'amphibiens à enjeu majeur est également matérialisée.

L'OAP décline également la TVB du territoire et les axes de préservation et de restauration des continuités écologiques. Ainsi ce sont 6 continuums écologiques qui sont caractérisés à l'échelle de la CCOV : continuum aquatique, zones humides, forestier, prairial, thermophile, des jardins et vergers. Les réservoirs d'intérêt local sont les zones humides ordinaires, les massifs forestiers de plus de 25 ha, les pelouses sèches, les prairies, les vergers et les bosquets et haies.

Les haies et bosquets ainsi que les vergers et jardins et les prairies sont les milieux naturels qui présentent le plus d'enjeu en raison de leur fort intérêt pour la biodiversité et de leur proximité avec les zones urbanisées. Parmi les espèces remarquables inféodées à ces continuums on retrouve la Pie-grièche grise, le Milan royal et la Chevêche d'Athéna, espèces protégées qui présentent toutes 3 un enjeu majeur. Les territoires avifaune à enjeu majeur sont matérialisés dans l'atlas.



Figure 26 : Chevêche d'Athéna, Milan royal et Pie-grièche grise (Photos : association LOANA)

Figure 3: photographies de Chevêche d'Athéna, Milan royal et Pie-grièche grise - source : dossier pétitionnaire

Le projet de PLUi présente un Atlas Trame verte et bleue déclinée pour chacune des communes de l'intercommunalité. Les éléments de la TVB tels que les haies arborées et arbustives, les ripisylves et les vergers y sont matérialisés. Ces éléments sont repris dans les plans de zonage des communes et protégés au titre des éléments remarquables naturels ou du paysage à préserver. Ce sont ainsi 359 km d'éléments linéaires et 3 888,85 ha d'éléments surfaciques qui font l'objet d'une préservation au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. En outre, plus de 130 ha de vergers sont préservés par un classement spécifique en zone Nv.

Les OAP prévoient, de la même façon, le maintien des bosquets, haies, alignements d'arbres et zones humides sur les zones ouvertes à l'urbanisation.

L'évaluation environnementale indique toutefois que les prairies représentent 56 % des milieux affectés par les zones d'extension de l'urbanisation, soit 39 ha. Plusieurs zones 1AU empiètent en effet sur des réservoirs de biodiversité locaux de type prairie. Les enjeux écologiques et les impacts sur les espèces protégées y sont jugés non significatifs.

L'Ae rappelle que l'article L.411-1 du code de l'environnement interdit de détruire et de perturber intentionnellement les espèces protégées ainsi que leurs habitats, et qu'une dérogation à cette interdiction peut s'avérer obligatoire (sous certaines conditions) lorsqu'un projet impacte des spécimens d'espèces protégées, ou des habitats nécessaires au bon accomplissement de leur cycle biologique.

L'Ae recommande de préciser que les maîtres d'ouvrage de ces projets devront se conformer à la législation en vigueur relative aux espèces protégées.

Par ailleurs, l'Ae souligne positivement les prescriptions réglementaires concernant la perméabilité des clôtures permettant le déplacement de la petite faune et les recommandations portant sur les plantations et les haies à réaliser au moyen d'essences locales, avec en annexe la nomenclature des essences en question.

De manière générale, l'Ae souligne la prise en compte satisfaisante de la trame verte et bleue sur le territoire de la CCOV dans le projet de PLUi.

Elle relève néanmoins qu'une trame noire aurait pu être également déclinée dans l'OAP afin de préserver les espèces animales sensibles à la pollution lumineuse.

3.2.2. Les zones agricoles

50 % environ du territoire de l'Ouest vosgien est occupé par des espaces agricoles avec 26 % de cultures et 24 % de prairies. Le PLUi classe 31 900 ha en zone agricole A inconstructible et 1 161 ha en zone agricole constructible (Ac), ce qui représente 317 zones Ac et un taux de 3,6 % de secteur agricole constructible au regard de la surface agricole totale. L'Ae note que les conditions de constructibilité sur ces secteurs sont limitées aux pratiques agricoles³⁴. Ce zonage est de nature à préserver l'activité agricole du territoire. 18,4 ha de cultures sont destinés à être urbanisés (zone 1AU), ce qui reste modéré au regard de l'ensemble des terres agricoles classées en A.

Les OAP sectorielles prévoient des zones tampons végétalisées entre les zones ouvertes à l'urbanisation et les zones agricoles périphériques.

3.3. Les risques et nuisances

3.3.1. Les risques naturels

Le risque inondation

Le territoire de la CCOV est concerné par 3 plans de prévention des risques inondations (PPRI). Le PPRI de la Meuse approuvé en 2005, le PPRI du Vair approuvé en 2020 et celui du Mouzon qui est prescrit mais non arrêté. Les 2 premiers sont annexés au PLUi.

Le zonage des PPRI approuvés, qui constitue une servitude d'utilité publique, est directement reporté sur le règlement graphique du PLUi par une trame spécifique. Aucune zone constructible n'a été prévue au sein de la zone rouge, inconstructible, des PPRI.

Par ailleurs, le PLUi distingue dans son zonage des secteurs concernés par des zones inondables « obtenues par des informations locales » qui ne correspondent pas au risque inondation des PPRI mais au risque connu par les élus. Ces secteurs sont indicés « i » (UAI, UBI, UPI) et le règlement y interdit toutes constructions et clôtures.

Le territoire présente également une sensibilité aux remontées de nappe. La cartographie présentée dans le rapport montre que l'essentiel du territoire du PLUi est pas ou très peu concerné. La sensibilité est forte voir très élevée dans les fonds de vallées. Le règlement ne mentionne pas la présence de ce risque pour les zones concernées et ne prévoit donc pas de prescriptions particulières alors qu'il y a lieu d'interdire les caves et les sous-sols dans les zones urbaines sensibles.

L'Ae recommande de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d'inondation par remontée de nappes dans les zones les plus sensibles, le cas échéant, d'inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l'exposition des biens et des personnes.

34 Notamment, un seul logement par exploitation, et moins de 100m des bâtiments d'exploitation.

L'aléa retrait-gonflement des argiles

L'intercommunalité se trouve en zone d'aléa de niveau nul (la grande majorité) à moyen. Le risque est bien présenté dans le rapport qui précise également qu'une étude géotechnique est désormais obligatoire avant toute construction en zone d'aléa moyen et fort. En revanche le risque n'est pas mentionné dans le règlement écrit du PLU.

Les mouvements de terrain

Plusieurs mouvements de terrain (chutes de blocs, éboulements, coulée, effondrements, glissements) sont recensés sur le territoire de la CCOV. Ils sont cartographiés dans le rapport environnemental du PLUi. Les zones ouvertes à l'urbanisation ne sont pas concernées.

Les cavités

Des cavités naturelles et anthropiques sont présentes sur le territoire de l'intercommunalité. Il s'agit en grande majorité de cavités naturelles, puis d'ouvrages civils et militaires et de carrières souterraines. Elles sont également localisées dans le rapport environnemental.

L'évaluation environnementale précise que le PLUi n'implique pas de risques supplémentaires liés aux affaissements et effondrements de cavités souterraines.

Pour chaque zone ouverte à l'urbanisation, l'évaluation environnementale indique si le secteur est concerné ou non par un risque naturel (inondation, mouvement de terrain, risque sismique, remontée de nappe, cavités, retrait-gonflement des argiles et potentiel radon).

En revanche, le règlement écrit indique pour certaines zones que le « *secteur est également concerné par un ou plusieurs risques dont la localisation et la nature sont précisées dans les documents graphiques du présent PLUi* ». De manière générale, pour l'ensemble des risques naturels, et pour la bonne information du public, le règlement littéral doit mentionner et préciser la nature des risques qui concernent chacune des zones. Ces risques doivent être également matérialisés dans le règlement graphique.

L'Ae recommande de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique.

3.3.2. Les risques anthropiques et les nuisances

Installations industrielles

Le rapport indique que 27 communes de l'intercommunalité ont sur leur ban communal un ou des établissements soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour un total de 45 ICPE. Aucun établissement SEVESO n'est recensé.

L'évaluation environnementale confirme qu'aucune zone ouverte à l'urbanisation ne se situe à proximité d'une ICPE (350 m pour la plus proche).

Sites et sols pollués

3 sites inventoriés BASOL³⁵ sont situés sur le territoire de la CCOV et 384 anciens sites ou activités de services sont identifiés sur CASIAS³⁶. L'ensemble des sites sont repérés sur la cartographie présentée dans le rapport. L'évaluation environnementale précise pour chacune des zones ouvertes à l'urbanisation la présence ou non de ces sites. Elle conclut à l'absence d'incidence en raison de l'éloignement des zones 1AU par rapport à ces sites.

³⁵ Base de données des sites et sols pollués ou potentiellement pollués, appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

³⁶ La carte des anciens sites industriels et activités de services recense les anciennes activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il peut s'agir d'anciennes activités industrielles ou encore d'anciennes activités de services potentiellement polluantes.

Transport de matières dangereuses (TMD)

autoroute A31 ainsi que la voie ferroviaire qui traverse le territoire constituent un risque TMD. Le rapport identifie, par ailleurs, les communes qui sont concernées par la traversée d'une canalisation de TMD (gaz ou hydrocarbure). Il est précisé que le PLUi prévoit que les zones d'extension sont éloignées de ces structures.

Les servitudes d'utilité publique autour des canalisations de TMD sont annexées au PLUi.

3.4. La gestion de la ressource en eau

La ressource en eau potable

Le rapport retrouve 11 aquifères différents sur le territoire de la CCOV. Leur état quantitatif est jugé bon dans le SDAGE. En revanche l'objectif de bonne qualité des eaux n'est pas atteint pour une partie des masses d'eau (aquifères calcaires). Le SDAGE rapporte la présence de nitrates et de produits phytosanitaires agricoles de types phytosanitaires et pesticides.

Le rapport indique que l'essentiel du territoire du PLUi est couvert par des périmètres de protection de captage, qu'ils soient éloignés ou rapprochés. Il liste les captages (source ou forage) qui sont protégés par une déclaration d'utilité publique (DUP) et une carte de localisation des captages d'alimentation en eau potable (AEP) et des périmètres de protection rapprochée est présentée. Cette carte de localisation semble incomplète puisqu'elle ne montre qu'une partie du territoire de la CCOV. Les périmètres sont cependant reportés sur les cartes de servitudes.

Pour chaque zone ouverte à l'urbanisation, l'évaluation environnementale indique la présence ou non d'un périmètre de protection. Elle précise qu'aucune zone constructible n'est prévue à proximité de périmètre de protection immédiate de captage AEP. Cependant quelques extensions sont concernées par un périmètre de protection AEP, mais le type de périmètre n'est pas précisé.

Ae recommande de :

- **compléter la carte de localisation des périmètres de protection ;**
- **éviter autant que possible l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et/ou éloignée des captages d'alimentation en eau potable.**

Le système d'assainissement

D'après le rapport, il existe 32 stations d'épuration (STEU) sur le territoire et 28 communes ne disposent pas d'ouvrage collectif de traitement des eaux usées. Une carte permet de localiser les STEU, leur capacité et les communes non équipées.

Le rapport précise que la capacité totale des STEU est estimée à 37 414 EH (Équivalents-habitants) et que les dispositifs d'assainissement sont dimensionnés pour gérer les effluents de la population actuelle et à venir.

D'après le portail d'information sur l'assainissement communal du Ministère de la Transition écologique³⁷, plusieurs STEU sont non conformes en performance.

Ae recommande à l'intercommunalité de conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.

Par ailleurs, le rapport précise que l'évacuation des eaux résiduaires des activités au réseau public d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement conforme à la réglementation en vigueur.

La gestion des eaux pluviales

Le règlement des zones urbaines et à urbaniser impose un principe d'infiltration des eaux pluviales à la parcelle sauf en cas d'impossibilité technique. Il précise que les aménagements

<https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/PortailAC/>

doivent être réalisés par des techniques alternatives (fossés, noues, tranchées de rétention...) et favoriser l'utilisation de matériaux poreux et de revêtements non étanches.

Le règlement des zones d'activités stipule que les eaux pluviales de ruissellement doivent faire l'objet d'un pré-traitement avant d'être rejetées au milieu naturel ou au réseau.

Afin de limiter l'imperméabilité, le règlement prévoit également un minimum de 50 % des espaces libres non bâtis sur les parcelles où sont implantées les constructions en zone 1AU.

L'Ae n'a pas de remarque sur ces points.

3.5. Le climat, l'air et l'énergie

Le rapport indique qu'un PCAET est en cours d'élaboration sur la communauté de communes de l'Ouest vosgien, sans plus de précision. L'Ae regrette que le lien entre les 2 projets ne soit pas présenté dans ce dossier du PLUi, puisque le PCAET définit une stratégie et un programme d'actions dont certaines pourraient trouver place dans le PLUi pour faciliter leur mise en œuvre.

L'Ae rappelle l'obligation de disposer d'un PCAET pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019.

L'article L.229-26 du code de l'environnement prévoit en effet la mise en place de ce plan, **pour les EPCI³⁸ à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, avant le 31 décembre 2018** ou dans un délai de 2 ans à compter de leur création ou de la date à laquelle ils dépassent le seuil de 20 000 habitants.

Les mobilités et les transports

Le territoire de l'Ouest vosgien, au caractère rural, souffre d'un développement encore insuffisant des transports en commun. L'utilisation de la voiture est donc très importante au sein de l'intercommunalité.

De plus, il ne dispose que d'une seule gare SNCF, située à Neufchâteau, même si pour certains habitants la gare de Mirecourt est plus proche. La gare de Neufchâteau dispose, cependant de liaisons avec Toul, Nancy et Dijon et l'Ae regrette que cela ne soit pas mis davantage en avant dans le dossier qui ne traite pas des opportunités de développer l'urbanisation autour de la gare.

Le PADD intègre une orientation concernant les déplacements afin de favoriser les modes de déplacements actifs (vélo, marche) et développer les alternatives à l'automobile. Cette orientation ne trouve toutefois pas d'applicabilité dans les autres documents du PLUi. L'Ae regrette que de nombreux emplacements réservés concernent des créations de parking pour des voitures ou des élargissements de voirie et très peu de création de cheminement piéton ou cyclable. Sauf si les élargissements de voiries concernent la réalisation de bandes cyclables, auquel le cas le dossier devrait le préciser.

Il manque notamment un schéma d'ensemble des itinéraires piétons et cyclables identifiant les cheminements à préserver et à créer à l'échelle de la CCOV, ainsi que les possibilités de stationnement pour les vélos, en l'élargissant à l'ensemble des déplacements aussi bien ceux du quotidien, notamment en lien avec la gare de Neufchâteau et les équipements publics tels que les établissements scolaires, sportifs, les commerces de centre-ville..., que pour la fréquentation touristique. Ce schéma mériterait d'être annexé au PADD. Il peut également se traduire dans une OAP dédiée « mobilité ».

L'Ae recommande d'annexer au PADD un schéma des itinéraires piétons et cyclables pour les déplacements quotidiens et touristiques à l'échelle de la CCOV.

La qualité de l'air

38 Établissement public de coopération intercommunal.

Le dossier fait un focus sur la qualité de l'air sur le territoire intercommunal qui est jugée moyenne, voire légèrement meilleure que dans le reste de la région.

Globalement, les actions en faveur des déplacements doux et du développement des alternatives à la voiture permettront d'améliorer en continu la qualité de l'air. De même, les zones végétales « tampon » à créer entre les zones à urbaniser et les zones agricoles permettent de limiter l'exposition des habitants aux produits d'épandages agricoles.

Le projet « énergie » et le développement des énergies renouvelables

Le dossier fait état de 2 parcs éoliens sur le territoire, ainsi que d'une centrale de méthanisation et de chaudières collectives sur certaines communes. En revanche, le rapport environnemental ne présente pas les potentialités de développement des énergies renouvelables sur le territoire intercommunal alors même qu'il prévoit 76 ha de zones susceptibles d'accueillir des panneaux photovoltaïques.

Néanmoins, l'Ae note que le règlement précise que les dispositifs ayant recours à l'énergie solaire sont admis sur les toitures (dans le respect d'une insertion soignée).

Le règlement des zones UY et UX autorise les projets de parcs photovoltaïques au sol. Dans ces secteurs, ainsi qu'en zone UC, le règlement stipule que tous les projets excédant 500 m² doivent intégrer un ou plusieurs dispositifs de production d'énergies renouvelables.

Les OAP indiquent pour chacune des zones que le projet d'aménagement devra favoriser la recherche des performances énergétiques des constructions.

L'Ae souligne positivement ces prescriptions réglementaires.

La prise en compte du changement climatique par la limitation des émissions de GES

Le projet de PLUi ne présente pas de bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la communauté de communes et, *a fortiori*, pas d'objectif chiffré de réduction des émissions.

Dans l'ensemble le projet de PLUi s'inscrit dans une démarche de lutte et d'atténuation du changement climatique en limitant fortement l'étalement urbain et en souhaitant développer les modes de déplacements actifs et les énergies renouvelables.

L'Ae recommande de compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de GES de l'intercommunalité et, le cas échéant, de proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.

Concernant l'adaptation au changement climatique, l'Ae regrette que ce sujet important ne soit pas abordé en tant que tel dans le PLUi. Toutefois, elle souligne que les mesures en faveur de la préservation des milieux naturels, de la ressource en eau ou encore les mesures pour favoriser la nature en ville déclinées dans l'OAP « trame verte et bleue » permettent au territoire d'être plus résilient face au changement climatique. En effet, la trame verte et bleue en lien avec les secteurs urbanisés peut apporter une trame de fraîcheur en période de fortes chaleurs. De même, les espaces tampons végétalisés, des prairies et des forêts facilitent l'infiltration des eaux pluviales dans le sol pour recharger les nappes d'eau souterraines.

Le PLUi pourrait également favoriser les rénovations s'appuyant sur le bioclimatisme (orientation des ouvertures, végétation adaptée et bien localisée...), l'utilisation d'isolants biosourcés plus performants pour protéger de la chaleur estivale que les isolants classiques, produire un cadastre solaire pour repérer les toits favorables aux installations solaires, ...

3.6. Le paysage, les sites classés et le patrimoine

Le projet de PLUi, en limitant fortement l'étalement urbain et le mitage des zones agricoles s'inscrit dans une démarche de préservation du paysage. De plus, les OAP des zones à urbaniser prévoit une trame éco-paysagère sur les franges et la préservation au maximum des arbres et

bosquets présents ce qui permet d'atténuer l'impact des co-visibilité des nouvelles zones urbaines. Une étude entrée de ville est également annexée au rapport.

Par ailleurs, le PLUi prévoit des prescriptions relatives à la mise en valeur et à la protection du patrimoine architectural. Un inventaire (atlas photographique) des éléments remarquables du paysage est annexé au rapport et les éléments présentés sont tous localisés sur le règlement graphique par une étoile. Ils sont protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.

De même, le périmètre du Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de Neufchâteau est repris dans le règlement graphique.

L'Ae relève que le dossier mentionne le projet de classement des vallées du Vair et de la Meuse soumis à consultation des communes en 2022 mais le diagnostic et le projet paysager du PLUi n'intègrent pas les éléments de l'étude liée à ce projet de classement ³⁹.

L'Ae recommande de prendre en compte dans le PLUi les éléments de l'étude de classement des vallées de la Meuse et du Vair.

3.7. Les modalités et indicateurs de suivi du PLUi

L'évaluation environnementale propose des indicateurs de suivi dans le but d'apprécier l'évolution des enjeux environnementaux sur lesquels la mise en œuvre du PLUi est susceptible d'avoir des incidences tant positives que négatives. 3 thématiques sont traitées : biodiversité, patrimoine naturel et paysages – air, climat, énergie – risques. 6 indicateurs de suivi sont définis tels que le linéaire des éléments remarquables du paysage, le nombre de dossiers de demande de défrichement, le linéaire de liaisons douces créées, etc.

Les indicateurs sont assortis d'un objectif de suivi, d'un état zéro, de la source de donnée et de la périodicité du suivi qui est quinquennale.

Le rapport de présentation contient également un document spécifique sur les indicateurs de suivi. Ces derniers sont déclinés pour chaque orientation du PADD et permettent de suivre chacune des sous-orientations du PADD, soit 36 indicateurs. Les objectifs, la périodicité de suivi et la source de données sont définis.

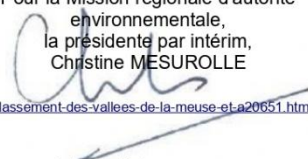
L'Ae relève que la valeur cible des indicateurs est manquante. Elle relève aussi l'absence de précisions concernant le suivi lui-même et la réalisation d'un bilan, voire de modalités de correction des indicateurs en cas de non-atteinte des objectifs, après l'entrée en vigueur du PLUi.

L'Ae recommande de compléter le dossier avec la valeur cible des indicateurs de suivi du PLUi ainsi que les modalités de suivi de la mise en œuvre du document (bilan, mesures correctrices...).

3.8. Le résumé non technique

Le projet de PLUi contient un résumé non technique de l'évaluation environnementale qui synthétise les enjeux de l'état initial de l'environnement, l'articulation du document avec les autres plans et programmes, les effets et incidences attendus de la mise en œuvre du PLUi, les incidences sur le réseau Natura 2000 ainsi que les mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les conséquences du PLUi. En ce sens, il répond aux attendus d'un résumé non technique. Le dossier comporte un autre document intitulé « résumé non technique » qui retrace l'élaboration du PLUi de la CCOV et les grandes dynamiques du territoire. Il apporte un éclairage sur la démarche et le projet de territoire. L'Ae n'a pas de remarque sur ce point.

Fait à Metz, le 27 avril 2023
Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale,
la présidente par intérim,
Christine MESUROLLE



³⁹ <https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/pre-etude-de-classement-des-vallées-de-la-meuse-et-a20651.html>



MODIFICATIONS AU SECOND ARRÊT

- A. Corrections des erreurs matérielles (p.153)
- B. Réponses aux avis (p. 154 à 177)
- C. Synthèse des principales modifications (p.178)

A. CORRECTION DES ERREURS MATERIELLES

Document/Commune	Date	Remarques et corrections apportées
toutes les légendes (règl. graphique)	20 02 2023	erreur d'orthographe "NPV" : "zones naturelles concernées..."
nuancier	21 02 2023	erreur d'orthographe "feronnerie" ...
rapport de justifications	22 02 2023	page 19 "cartographique"
rapport de justifications	01 03 2023	erreur matérielle : rapport de justification des choix retenus (p.37) nb de logts minimum Dolaincourt = 2 (et non 3)
Bréchainville	06 03 2023	erreur matérielle : superposition graphique entre les zonages AC et N
règlement écrit	07 03 2023	erreur matérielle : manque "Landaville" dans le UAi
règlement écrit	07 03 2023	erreur matérielle : manque "Soncourt" dans le Ai
règlement écrit	09 03 2023	erreur matérielle : manque "Ruppès" dans le Ubi
règlements	08 03 2023	enlever le "NC" à Neufchâteau. Aucune carrière à cet endroit.
règlement écrit	29 03 2023	erreur matérielle p.28 "dans la zone UB = dans le secteur UBi"
règlements	05 04 2023	erreur zonage "Ne" pour la déchetterie du Niémont. Le zonage adapté est "UE"
règlements	04 04 2023	la parcelle AO187 (Domrémy) doit être du Nf ou du N et non du A
diagnostic agricole	06 04 2023	enlever le texte "à supprimer" au milieu du document
Martigny-lès-Gerbonvaux	04 05 2023	Classer le lieu-dit "Gerbonvaux" en UP
Liffol-le-Grand	09 05 2023	Enlever la zone Ne (au nord)
Liffol-le-Grand	09 05 2023	Rajouter en UB une partie de la parcelle n° ZC 89. La construction est déjà terminée (avec DAACT).
Châtenois	16 06 2023	Lieu dit « Au moulin des Moines » passage de Ne à AC + NL
Châtenois + OAP « 1AU » Sud + rap. de justif.	16 06 2023	Nb de logement min. à créer = 7 et non 13 (en appliquant la densité du pôle secondaire)

B. REPONSES AUX AVIS

commune	date	remarque	réponse apportée
Châtenois	11 01 2023	Considérant que le rapport d'expertise « Zone Humide » réalisé par La société ECOLOR en février 2021, révèle la présence de zones humides avérées sur les parcelles cadastrées : AE n° 63 et AH n° 482, Il est demandé à la CCOV de matérialiser ces zones humides sur les différents plans et plus particulièrement sur le règlement graphique. Il est également demandé que ce rapport d'expertise soit annexé au PLUi.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son second arrêt.
Châtenois	11 01 2023	Considérant les Orientations d'Aménagement Programmées et plus particulièrement l'OAP de zone 1AUX située sur la parcelle cadastrée section ZK n° 64, Il est demandé de modifier l'accès à ce secteur en utilisant la rue Pierre de Coubertin puis l'impasse Pierre de Coubertin.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son second arrêt.
Châtenois	24 01 2023	<p>Considérant la désignation de la commune de Châtenois en février 2023 pour l'accueil d'une nouvelle brigade de gendarmerie dans le cadre de l'appel à projet national des « 200 brigades » ;</p> <p>Considérant que le terrain le plus approprié pour recevoir ce nouvel équipement serait la parcelle desservie par tous les réseaux et cadastrée ZK n°64 actuellement située en zone 1AUX du PLUi arrêté,</p> <p>Considérant que ce projet de Gendarmerie s'inscrit pleinement dans l'orientation générale concernant les commerces, les services et les équipements du territoire mentionnée à l'article 4.1 du PADD, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conforter l'offre de services et commerces, notamment au sein des Pôles. <p>Valoriser le déploiement des commerces et services de proximité pour toutes les catégories de la population.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la position des équipements et services contribuant à l'attractivité du territoire et permettant de répondre aux besoins des ménages (foyer/hébergement pour personnes âgées, équipements scolaires et périscolaires, équipements médicaux etc.) Il permettra à CHATENOIS de proposer un service supplémentaire d'intérêt général et communautaire. Considérant que le projet de Gendarmerie respecte pleinement l'orientation générale pour organiser et maîtriser le développement urbain pour une gestion durable du territoire mentionnée à l'article 3.1 du PADD, pour : Châtenois : Présentant les mêmes atouts que Liffol-le-Grand (présence de services et de commerces de proximité, concentration d'emplois etc.), la commune bénéficie d'une bonne desserte grâce à la proximité immédiate de l'échangeur autoroutier. En revanche, Châtenois connaît aussi des difficultés aussi bien démographiques qu'économiques. - Le maintien des équipements de ces deux pôles est nécessaire afin de conserver leur statut de « pôle secondaire » en milieu rural. Ainsi, l'un des enjeux de ces pôles sera de gagner en visibilité et en attractivité afin de stabiliser la population et de maintenir les différents équipements qu'elles disposent. <p>Ce projet permettra à CHATENOIS de stabiliser, voire augmenter sa population avec l'arrivée de 10 familles. Considérant que le règlement écrit de la zone 1AUX ne permet pas la possibilité de construire des logements de fonction de type casernement de Gendarmerie. Il est demandé de modifier le tableau des destinations/sous-destinations de la zone 1AUX (p.94/95 du règlement écrit) en rajoutant aux autorisations sous conditions :</p> <p>« Les logements de fonction destinés aux personnes dont la présence est indispensable pour assurer le bon fonctionnement des activités autorisées ou les logements de service liés à l'exercice d'un service public à condition que ces logements soient édifiés sur le même terrain que l'activité autorisée et dans la limite de 130m² de surface de plancher par logement. »</p> <p>Cette modification assouplit les conditions d'implantation des logements de fonction afin de tenir compte du principe d'un casernement propre à une caserne de gendarmerie. La construction d'une caserne obéit à un référentiel de sûreté spécifique. Dans ce type de structure, les logements des familles doivent être dissociés des bâtiments administratifs. Ils sont considérés comme la « zone famille » qui doit faire l'objet d'un accès spécifique et séparé. La limitation de la superficie de ces logements à une superficie de 130m² de surface de plancher s'explique pour tenir compte du référentiel de la gendarmerie nationale qui prévoit des logements de type T2/52m², T3/70m², T4/de 88m² à 92m², T5/de 106m² à 112m² jusqu'au T6/de 118m² à 130m² pour les officiers.</p>	<p>Ne pas modifier la zone "1AUX" mais rajouter dans le tableau des destinations(P94 du règlement écrit de la zone "1AUX"), la phrase suivante pour la destination "logement" : "<i>Les logements de fonction destinés aux personnes dont la présence est indispensable pour assurer le bon fonctionnement des activités autorisées ou les logements de service liés à l'exercice d'un service public à condition que ces logements soient édifiés sur le même terrain que l'activité autorisée et dans la limite de 130m² de surface de plancher par logement. Les logements de fonction ou de service ne pourront être annexés d'une piscine.</i>"</p>

Châtenois	23 03 2023	<p>Considérant que les Orientations d'Aménagement Programmées et plus particulièrement les OAP des zones 1AUX et 1Auy, situées sur les parcelles cadastrées section ZK n° 64 et ZK n° 206, font état d'un corridor écologique (bande constructible de 20 mètres de part et d'autre de la limite parcellaire entre ces deux zones).</p> <p>Considérant le document 1.11 « Justifications environnementales valant évaluation environnementale » réalisé par la société ECOLOR, il est mentionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> · en page 100 : un niveau d'enjeu : FAIBLE · en page 101 : Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation <p>de cette zone : Absence de risque d'impacts sur les espèces protégées et leurs habitats : Cette parcelle de prairie et de jardins est peu susceptible d'accueillir des espèces protégées. Le risque d'incidence de cette zone 1AUX sur l'environnement est jugé non significatif.</p> <p>Malgré le faible impact environnemental observé, la diminution de ce corridor écologique permettra la continuité de la trame verte et bleue ainsi que la préservation de la faune et de la flore existante.</p> <p>Il est donc demandé, d'une part au regard du rapport ECOLOR et du faible enjeu environnemental du site qui en découle de réduire le corridor écologique de 40 mètres à 20 mètres et d'autre part de le décaler légèrement soit 5 mètres sur la parcelle ZK n° 64 et 15 mètres sur la parcelle ZK n° 206.</p>	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son second arrêt.
Removille	30 03 2023	le conseil estime qu'il est difficile de se projeter sur le temps long de l'application du PLUi (10 à 15 ans)	Un PLUi n'est pas figé durant sa durée d'application. Des modifications, révisions ou des mises en compatibilité peuvent être réalisées.
Removille	30 03 2023	OAP Removille - pas 12 logement à l'ha mais 10	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Soulosse-sous-Saint-Elophé	03 02 2023	Le conseil municipal souhaite comme suite à sa demande du 9 décembre 2019, intégrer à la page 17 du PADD la phrase suivante : « L'Ouest Vosgien bénéficie d'une identité forte... De même le patrimoine lié à la romanité est fortement représenté, regroupant notamment les trois sites archéologiques de Grand, Soulosse Sous Saint Elophe et Liffol le Grand, avec ce passé commun. Ces lieux emblématiques sont des véritables portes d'entrée touristiques pour le territoire. »	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Coussey	21 03 2023	Le conseil municipam émet le souhait d'ajouter au moment de l'approbation du PLUi un sous-secteur « zone naturelle des équipements publics » pour les parcelles cadastrées section ZH 78 et ZH 79 pour partie soutenant les vestiaires et les terrains de football. Le rajout de ce sous-secteur ne remet pas en cause les objectifs du PADD.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Le conseil municipal souhaite rajouter un ERP naturel sur les parcelles n° ZA 4, 5, 8 et 9 en face de la ferme de la Rancière.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Le conseil municipal souhaite modifier la zone 1AUe, avec son OAP, correspondant zu zonage défini dans le cadre d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier qui s'est achevé avec la prise de possession des terres par les propriétaires au 1er décembre 2022.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Le conseil municipal remet en cause l'interdiction des panneaux solaires en toitures pour la zone UA	Le règlement écrit (à la page n°23) autorise ce type d'installation sans aucune restriction : « Les dispositifs ayant recours à l'énergie solaire sont admis à condition qu'ils soient directement intégrés dans la toiture ou posés directement sur châssis, selon la même pente. »

Tranqueville-Graux	31 03 2023	Le conseil municipal estime qu'il sera impossible de réaliser une isolation par l'extérieur en zone « UA » via la protection d'éléments architecturaux en façades.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette règle. Cette protection s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'orientation du PADD n°2 : "Orientation générale pour la préservation du cadre de vie du territoire et de son identité grâce à la mise en valeur du patrimoine remarquable et du patrimoine local".
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Remarques concernant le nuancier, ce dernier n'étant pas assez fourni.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette règle. Dans le règlement écrit, les mentions "se rapprochant d'une des teintes du nuancier" permettent la possibilité de choisir un panel très large de teintes.
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Remarque concernant la possibilité de laisser apparent les moellons ordinaires en zone UA	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette règle. Cette protection s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'orientation du PADD n°2 : "Orientation générale pour la préservation du cadre de vie du territoire et de son identité grâce à la mise en valeur du patrimoine remarquable et du patrimoine local".
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Remarque concernant la couleur des couvertures (trop restrictive) en zone UA	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette règle.
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Remarque concernant l'impossibilité de réaliser des annexes à partir de matériaux de récupération	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette règle.
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Remarque concernant l'assouplissement du règlement en dehors des zones « MH »	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette règle, le règlement étant déjà plus souple que les prescriptions potentielles pouvant émaner de l'ABF en secteur MH.
Tranqueville-Graux	31 03 2023	Remarque concernant l'absence d'article donnant la possibilité de réaliser des constructions à partir de matériaux écologiques (biosourcés)	L'absence de règle écrite autorise de facto ce type de construction.
Chermissey	03 03 2023	Le conseil municipal souhaite la modification du classement des parcelles AB 210, AB 211, AB 76 et ZI 45 (pavillons récents) pour les passer en zone UB à la place de la zone UA.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Attignéville	23 02 2023	Cette décision est justifiée par la suppression fin 2022 d'une zone constructible par le Comité Technique du PLUi. Aussi, le Conseil Municipal remet en cause le règlement graphique de la Commune d'Attignéville et demande expressément au Conseil Communautaire de revenir sur cette décision et de réattribuer la zone 1AU, définie conjointement fin 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242). Si la CCOV souhaite plus de précisions concernant cette demande, le courrier du Maire à l'attention du Comité Technique du PLUi en date du 11/10/2022 développe l'argumentaire porté par la Municipalité.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les membres du COTEC du PLUi ont décidé de retirer cette zone 1AU étant donné que la commune d'Attignéville a accordé un permis d'aménager de 5 lots en future zone "N".
Avranville	29 03 2023	Le conseil municipal souhaite retirer les haies à protéger qui sont référencées.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Avranville	29 03 2023	Le conseil municipal souhaite rajouter la parcelle n° ZC 24 en 1AUX.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Grand	20 03 2023	Le conseil municipal souhaite intégrer le "Radar" en NPV suite à l'avis favorable de la CDPENAF 16/01/2023	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Courcelles-sous-Châtenois	08 03 2023	Le périmètre constructible de la commune est très rétréci et n'a aucune attribution de terrain constructible.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. L'enveloppe des 25,8 ha destinée à la création de 221 logements en extension est épuisée. De même, durant la phase n°3, la commune n'a jamais demandé de zones d'extension (1AU).
Pleuvezain	29 03 2023	Le choix de l'emplacement des parcelles constructibles ne favorise pas l'intégration au village de Pleuvezain des futurs habitants.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. L'emplacement des zones "AU" est le choix propre de la commune.

Harchéchamp	01 03 2023	Le conseil municipal souhaite que les zones 1AU et 2AU fusionnent en zone « UB ».	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Harchéchamp	01 03 2023	Le conseil municipal souhaite modifier les plans de réseaux en annexes.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt au vu document transmis le 24.06.2023
Harchéchamp	01 03 2023	Le conseil municipal souhaite intégrer deux secteurs "Npv"	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. L'emplacement des deux secteurs "Npv" souhaités par la commune ne répondent pas à la doctrine que s'est fixée la CCOV, en concertation avec les services de l'Etat.
Harchéchamp	01 03 2023	Le conseil municipal ne valide pas le nuancier.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Trampot	28 03 2023	Le conseil municipal émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur TRAMPOT du fait du nombre restreint de surface constructible allouée sur la commune proportionnellement aux terrains disponibles sans avoir à faire des raccordements supplémentaires aux réseaux et donc sans frais supplémentaires à la charge de la commune.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. L'enveloppe des 25,8 ha destinée à la création de 221 logements en extension est épuisée.
Moncel-sur-Vair	29 03 2023	Le conseil municipal souhaite conserver uniquement les ERP bâtis suivants : l'église(3), le vieux pont(2), et le chêne(6).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Aroffe	22 03 2023	Le conseil municipal souhaite intégrer la parcelle n° ZC 17 en 1AU.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. L'enveloppe des 25,8 ha destinée à la création de 221 logements en extension est épuisée. De même, durant la phase n°3, la commune n'a jamais demandé de zones d'extension (1AU).
Vouxey	31 03 2023	Le conseil municipal précise que le document, dans sa globalité est restrictif ce qui nous amène à penser que les générations futures désertent encore plus les communes rurales. La commune déjà soumise à l'avis de l'architecte des Bâtiments de France se voit encore imposée des contraintes supplémentaires.	Comme tout document d'urbanisme, le principe d'un PLUi est de prévoir un règlement adapté à chaque zone et parfois même à l'échelle de la parcelle. Un règlement implique forcément un minimum de règles.

Vouxeu	31 03 2023	<p>Souhaite apporter quelques exemples de points soulevés contraignants dans le règlement : 1/ "La construction principale doit être édiflée sur au moins une des deux limites parcellaires latérales, sur celle qui est déjà bâtie, lorsqu'elle présente un pignon aveugle. Dans le cas où une construction principale n'est bâtie que sur une des deux limites parcellaires, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative non bâtie doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres (soit $L > H/2$ et $L > 3 \text{ m}$)"</p> <p>Réponse conseil : Règles trop restrictives qui peuvent être dissuasives, qui imposent une mitoyenneté qui de nos jours demande plutôt à être évité.</p> <p>L'idée de vouloir conserver l'aspect village-rue est compréhensible d'un point de vue visuel cependant il faut prendre en compte que les générations ont changé, les modes de vie sont différents, les maisons anciennes alignées les unes par rapport aux autres ne sont plus adaptées. Qui dit nouvelle construction dit réglementation thermique qui impose également des facteurs précis : comment réussir à tout respecter avec toutes ces normes !</p>	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Vouxeu	31 03 2023	<p>Autre exemple : aujourd'hui une famille dispose d'un moins 2 véhicules ; en conservant l'alignement actuel, se pose le problème du stationnement : comment prévoir une place de parking si la maison est construite en alignement des autres ?</p>	La place de parking pourra se traduire par la création d'un garage en respectant l'alignement de la façade.
Vouxeu	31 03 2023	<p>2/ Le nombre d'annexes est limité à 3 par unité foncière : 2 annexes + 1 abri de jardin L'emprise au sol est limitée à 40 m2 par unité foncière et par annexe. L'emprise au sol des abris de jardins est limitée à 20 m2 par unité foncière.</p> <p>Réponse conseil : Il est dommage de limiter une surface de 40 m2 par annexe ; le règlement devrait prévoir une ou plusieurs annexes limitées à 100 m2 l'ensemble.</p>	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Vouxeu	31 03 2023	<p>3/ Zone agricole : réponse conseil : le zonage AC n'est pas assez étendu pour des perspectives d'évolutions des exploitations.</p>	Une concertation avec les exploitants agricoles s'est tenue en 2017 à ce sujet. De même, les permanences individuelles à l'été 2021 ont également évoquer ces points précis.
Viocourt	17 02 2023	<p>Précise tout de même qu'à ce jour trop de contraintes en matière d'urbanisme font que construire, rénover devient compliqué voir inaccessible pour beaucoup, surtout en secteur classé.</p>	Le surcoût de la rénovation est une réelle difficulté à ne pas sous estimer. La CCOV a mis en place des dispositifs d'aides à la rénovation pour palier à ce surcoût comme l'OPAH ou le programme de Valorisation du Patrimoine.
Ollainville	07 03 2023	<p>Le conseil municipal s'oppose au zonage tel qu'il est arrêté.</p>	Demande incomplète ne pouvant être traitée.
Dolaincourt	13 04 2023	<p>Le conseil municipal émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal en raison d'un manque d'extension de zones à urbaniser à vocation d'habitat sur le territoire de la commune de Dolaincourt.</p>	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. L'enveloppe des 25,8 ha destinée à la création de 221 logements en extension est épuisée.
Martigny-lès-Gerbonvaux	27 03 2023	<p>Le conseil municipal souhaite qu'une extension du cimetière de la commune de Martigny-lès-Gerbonvaux doit être réalisable sur toute ou partie de la parcelle 135 où est situé celui-ci.</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Punerot	26 04 2023	<p>Le conseil municipal demande de rajouter ERP bâti (calvaire parcelle n°143).</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Punerot	26 04 2023	<p>Le conseil municipal demande de passer le zonage "UE" parcelles n°67,68,69,75 en UA.</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
Punerot	26 04 2023	<p>Le conseil municipal demande le retrait de la parcelle n°217 du zonage NE vers du N.</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.

PPA	date	remarque	réponse apportée
RTE	16 03 2023	Annexer la liste ouvrages RTE au PLUi et actualiser les servitudes I4	
RTE	16 03 2023	<p>A rajouter dans les dispositions générales :</p> <p>Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « équipements d'intérêt collectif et services publics » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
RTE	16 03 2023	<p>A rajouter dans les dispositions particulières :</p> <p>Il conviendra de préciser que « les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
RTE	16 03 2023	<p>S'agissant des règles de prospect et d'implantation :</p> <p>Il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
RTE	16 03 2023	<p>S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol :</p> <p>Il conviendra de préciser que « les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ».</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
RTE	16 03 2023	<p>S'agissant des postes de transformations, il conviendra de préciser que « les règles relatives à la hauteur et/ou aux types de clôtures / la surface minimale des terrains à construire / l'aspect extérieur des constructions / l'emprise au sol des constructions / la performance énergétique et environnementale des constructions / aux conditions de desserte des terrains par la voie publique / aux conditions de desserte par les réseaux publics / aux implantations par rapport aux voies publiques / aux implantations par rapport aux limites séparatives / aux aires de stationnement / aux espaces libres ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif que constituent nos ouvrages ».</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.

SCoT des Vosges Centrales	24 03 2023	PADD : Les objectifs en matière de réhabilitation et d'amélioration du bâti existant pourraient être mentionnés à hauteur de ces enjeux importants.	Le rapport de justification précise la prise en compte de cet enjeu.
SCoT des Vosges Centrales	24 03 2023	Suggestion concernant les OAP : Pour l'activité économique, indiquer la mise en place de bornes pour voitures électriques.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
SCoT des Vosges Centrales	24 03 2023	Suggestion concernant les OAP : Pour l'habitat, le recours en priorité à des énergies renouvelables pour la consommation de chaleur et d'électricité.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
SCoT des Vosges Centrales	24 03 2023	Pour le règlement écrit : - Il est proposé de rajouter que l'implantation d'un nouveau bâtiment agricole soit situé à au moins 200 mètres et réciproquement des habitations, afin de faciliter la cohabitation entre les habitants et les exploitants agricoles.	Dans la très grande majorité des cas, un recul minimum de 100 mètres (correspondant à d'éventuels nouveaux périmètres de récoprocité ICPE) a été appliqué entre les zones constructibles et les nouveaux secteurs AC.
SCoT des Vosges Centrales	24 03 2023	Pour le règlement écrit : En zone Uy et Ux, "sont autorisés les projets de parcs photovoltaïques au sol". Ces espaces déjà équipés pourraient être plutôt réservés à l'installation de nouvelles entreprises avec la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture ou encore sur les ombrières des parkings.	Dans ces deux zones (Ux et Uy), tous les projets excédant 500 m² doivent intégrer un ou plusieurs dispositifs de production d'énergies renouvelables. Au moment du second arrêt sera rajouté la possibilité de créer des ombrières "photovoltaïques" sur les espaces de stationnement.
SCoT des Vosges Centrales	24 03 2023	Pour le règlement graphique : Les surfaces où la construction de bâtiments agricoles est possible (zone AC) sont parfois très vastes. Correspondent-elles à des besoins réalistes? De plus certaines zones Nc, dédiées aux carrières, couvrent des surfaces très importantes qui pourraient être plus encadrées par rapport aux besoins réels futurs.	Les zones AC correspondent aux besoins et projets des exploitants. Ces derniers ont été consultés à de nombreuses reprises lors de l'élaboration de ces périmètres. Les zones NC vont être en effet retravaillées à l'occasion du second arrêt du projet.
INAO	27 04 2023	La filière AOP "Munster" n'est pas mise en valeur, alors qu'elle compte 49 opérateurs sur le territoire. De même certaines zones à usage agricole sont classées en zone N, ce qui laisse moins de latitude à leur usage par l'agriculture. Un classement en zone A serait plus approprié (au sud ouest de Châtenois et au nord de Longchamp-sous-Châtenois.	Le zonage N n'a pas d'effet négatif sur l'exploitation des terres agricoles. Ces zonages peuvent donc être maintenus en N.

MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande à l'intercommunalité de revoir à la baisse ses projections démographiques pour 2025 et 2030 afin qu'elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;	L'élaboration du document porte sur le PADD qui a été validé en 2019. Il n'est pas prévu d'actualiser ces projections au vu de la finalisation très proche du projet de PLUi.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande à l'intercommunalité de <ul style="list-style-type: none"> • engager une politique de reconquête de la vacance des logements plus ambitieuse, notamment en rénovant davantage de logements vacants, afin de se rapprocher d'un taux de vacance de l'ordre de 6 % ; • s'appuyer sur les démarches en cours « petites villes de demain » sur son territoire pour lutter contre cette vacance ; • traduire si besoin dans le PLUi ces démarches de rénovation urbaine en cours. 	La CCOV a mis en place des dispositifs de reconquête de la vacance notamment via l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH 2022-2024) pouvant être reconduite pour la période (2025-2026).
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande retirer du projet les zones 2AU à vocation d'habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A, et de réduire très fortement les surfaces ouvertes à l'urbanisation à court terme (1AU), en tenant compte d'une part de projection démographique plus réaliste et d'autre part d'une mobilisation plus forte des logements vacants ;	Ces ouvertures à l'urbanisation projetées ont déjà été débattues avec les services de l'Etat au moment de l'élaboration du projet politique (PADD) du futur PLUi.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de supprimer des zones AU les secteurs de prairies situées en zone Natura 2000.	Il n'existe aucune zone "AU" qui se superpose à une zone Natura 2000 (Directive Habitat). Pour la zone Natura 2000 (Directive Oiseaux du "Bassigny"), seules deux zones AU s'y superposent à Sartes et à Pompierre. La CCOV ne souhaite pas les supprimer. A ce titre, de nombreuses zones AU ont été validés dans le PLUi approuvé de la CC Meuse Rognon au sein de cette même zone Natura 2000 "du Bassigny".
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande d'éviter l'ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant de justifier de cette ouverture et de prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces milieux sensibles.	Après concertation avec les services de l'Etat, il a été convenu d'autoriser exceptionnellement l'ouverture à l'urbanisation en ZNIEFF1 du moment que l'enveloppe urbaine existante soit totalement couverte par ce périmètre de protection. C'est le cas pour les communes de Sartes et de Pompierre. Après analyse des enjeux environnementaux, les secteurs "AU" concernés ne présentent pas de sensibilité particulière ayant conduit à la désignation d'une ZNIEFF1.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de : <ul style="list-style-type: none"> • présenter sur une carte l'ensemble présentant à la fois les secteurs envisagés pour développer des installations solaires et les milieux naturels sensibles. • dans une logique « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), éviter de permettre l'installation de panneaux photovoltaïques en milieux naturels, le cas échéant évaluer les incidences possibles du zonage Npv sur les espaces naturels. 	Un zonage Npv permet ce type d'installations de production d'énergies renouvelables. Les sites "Npv" prévus dans le PLUi se situent sur des espaces déjà artificialisés ou sur des espaces naturels ayant obtenu en amont un accord de la CDPENAF des Vosges.

MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'intercommunalité et, le cas échéant, proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande fortement de : • calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ; • déduire des besoins en logements, les constructions réalisées depuis 2019.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les besoins en logements ont déjà été calculés à l'occasion de l'élaboration du PADD.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de • augmenter la densité de logements, notamment dans les pôles urbains ; • ne pas appliquer de rétention foncière sur les surfaces ouvertes à l'urbanisation en extension.	Ces paramètres ont déjà été définis et concertés avec les services de l'Etat au moment de l'élaboration du PADD.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de compléter l'analyse des zones humides effectives sur l'ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole.	La méthodologie de détection des zones humides de la CCOV sur les secteurs à enjeu d'urbanisme a été validé par les services de l'Etat. Cette méthodologie exclue les secteurs AC et répond favorablement aux orientations n° T3-07.4 - D2 et n° T3-07.4.4 – D1 du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027.
MRAE	27 04 2023	L'Ae rappelle que l'article L.411-1 du code de l'environnement interdit de détruire et de perturber intentionnellement les espèces protégées ainsi que leurs habitats, et qu'une dérogation à cette interdiction peut s'avérer obligatoire (sous certaines conditions) lorsqu'un projet impacte des spécimens d'espèces protégées, ou des habitats nécessaires au bon accomplissement de leur cycle biologique. L'Ae recommande de préciser que les maîtres d'ouvrage de ces projets devront se conformer à la législation en vigueur relative aux espèces protégées.	Dans le cadre du parallélisme des législations en vigueur, les maîtres d'ouvrages devront s'y conformer.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d'inondation par remontée de nappes dans les zones les plus sensibles, le cas échéant, d'inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l'exposition des biens et des personnes.	Le risque d'inondation est matérialisé dans le règlement graphique (faisant apparaître les PPRI du Vair et de la Meuse) et dans le règlement écrit où figure dans certains zonages un indice "i" précisant les risques liés à cet aléa.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les annexes du PLUi fournissent quelques renseignements sur certains risques notamment les PPRI de la Meuse et du Vair.

MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de : • compléter la carte de localisation des périmètres de protection ; • éviter autant que possible l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et/ou éloignée des captages d'alimentation en eau potable.	Aucune zone "AU" n'a été déterminée au sein de ces périmètres de protection. Ces derniers seront annexés au PLUi lors du second arrêt.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande à l'intercommunalité de conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.	Les syndicats concernés ont répondu à ces attentes en confirmant les capacités des réseaux existants à l'accueil de nouvelles constructions.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande d'annexer au PADD un schéma des itinéraires piétons et cyclables pour les déplacements quotidiens et touristiques à l'échelle de la CCOV.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de prendre en compte dans le PLUi les éléments de l'étude de classement des vallées de la Meuse et du Vair.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	27 04 2023	L'Ae recommande de compléter le dossier avec la valeur cible des indicateurs de suivi du PLUi ainsi que les modalités de suivi de la mise en oeuvre du document (bilan, mesures correctrices...).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt. Les modalités de suivi seront, quant à elles, déterminées en fonction des nouveaux indicateurs de suivi.
CDNPS	30 03 2023	Pour le changement de destination à Attignéville, il est accordé sous réserve d'enlever la zone AC	La commune a accepté le déclassement de la zone AC vers une zone N.
DDT88	27 04 2023	Instaurer un zonage Nf répondant au double objectif de préserver les massifs forestiers et de protéger les populations des risques incendies et vents.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Préciser les indicateurs de suivi du PLUi suivant les remarques de l'avis de la DDT.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Prendre en compte l'avis simple de la CDPENAF et des décisions d'arbitrage au titre des dérogations à la règle de l'urbanisation limitée.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Prendre en compte l'avis de la CDNPS.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Certains cours d'eau n'apparaissent pas sur les plans. Il conviendra donc de les corriger cette information afin de préserver efficacement les cours d'eau et ne pas induire en erreur les riverains sur la réglementation applicable.	Cette mise à jour des données cartographique sera intégré au PLUi au moment d'une procédure ultérieure lorsque un recensement exhaustif sera réalisé et diffusé.

DDT88	27 04 2023	Dans le chapitre 4.6.3. des justifications environnementales relatif à la ressource en eau, il est recommandé d'identifier les 23 communes en situation de tension et d'y préciser des mesures d'évitement (à la page 329) : Engager un plan d'adaptation au changement climatique/Inventorier et encadrer les petits prélèvements (forages domestiques)/Réduire les fuites et moderniser les réseaux d'AEP/ Développer la réutilisation des eaux usées traitées / Encourager la récupération des eaux de pluie / Améliorer le stockage dans les sols, les nappes en développant les solutions fondées sur la nature de la gestion de l'eau : renaturations de cours d'eau, restauration de zones humides, désimperméabilisation des sols et engagement de programmes de protection et de restauration du patrimoine naturel/ Prévenir la pollution des milieux aquatiques / Mettre en place la tarification progressive de l'eau / Soutenir les pratiques agricoles et industrielles économes en eau (émergence de filières peu consommatrices d'eau, irrigation au goutte à goutte, etc.) / Encourager et sensibiliser les citoyens aux pratiques économes de la ressource.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Pour la gestion des eaux pluviales, il est recommandé de compléter le règlement par une formule simple afin de dimensionner au mieux les dispositifs de collecte. De manière générale, il convient de ne pas permettre l'évacuation des eaux pluviales dans le réseau si celui-ci est unitaire.	La CCOV souhaite maintenir cette formulation en l'état.
DDT88	27 04 2023	Pour l'assainissement, est proposée une rédaction plus précise : "Dans les zones d'assainissement collectif, il est obligatoire d'évacuer les eaux usées sans aucune stagnation et sans aucun traitement préalable par des canalisations souterraines au réseau public, en respectant ses caractéristiques (système unitaire ou séparatif). Si possible, les eaux pluviales ne sont pas évacuées dans le réseau si celui-ci est unitaire. Dans les zones d'assainissement non collectif, le système d'épuration est réalisé en conformité avec la législation en vigueur. En cas de non-conformité établie, le propriétaire se met en règle dans le délai établi par l'établissement instructeur (SPANC ou SDANC).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	L'ensemble du rapport d'étude des zones humides d'ECOLOR, et notamment le détail des investigations, n'est pas joint au projet de PLUi, ce qui ne permet pas d'évaluer finement la qualité du travail effectué dans le cadre de cet avis.	Il a été convenu lors des réunions préalables à ces études, en concertation étroite avec la DDT88, la CA88, ECOLOR, NEGE, la CCOV et la Police de l'Eau, qu'ECOLOR ne fasse qu'une inspection pédologique sur les zones à enjeux du PLUi sans pour autant rédiger un rapport complet d'investigation pour chaque secteur. A la fin de cette étude, quatre nouveaux secteurs ont dû être soumis à cette investigation. Faute de temps ECOLOR ne les a pas réalisés. C'est pourquoi le service environnement de la CCOV s'en est chargé avec validation systématique de ces études par la DDT88.
DDT88	27 04 2023	La méthodologie de détection des zones humides ne semble pas avoir été appliquée sur les zones agricoles constructibles "AC".	M. BEMER (directeur de la DDT88), dans son courrier du 15/05/2022 valide la méthodologie employée par la CCOV pour ces investigations.
DDT88	27 04 2023	Il est recommandé de compléter le zonage avec toutes les zones humides connues, afin que les prescriptions du règlement spécifique aux zones Nzh puissent s'y appliquer.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.

DDT88	27 04 2023	Il est recommandé de renforcer les mesures de préservation des zones humides. En cela le règlement écrit pourrait être complété (page 122) en interdisant dans les secteurs "Nzh" le drainage et la création de fossés. Pour les comblements, affouillements et exhaussement de sol il serait utile de préciser "quelle qu'en soit la surface et l'épaisseur" et d'indiquer "sauf dans les cas de renaturation du milieu naturel faisant l'objet d'une autorisation administrative au titre du code de l'environnement" (pour permettre la réalisation d'éventuels projets de restauration de rivières notamment).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Les cartes concernant l'aléa retrait-gonflement d'argiles et les nuisances dues au bruit du rapport de présentation sont à mettre à jour.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Le rapport environnemental doit être complété par un résumé non technique au sens de l'article R. 122-5 du code de l'environnement.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Bilan du PLUi à 6 ans : Il conviendra de modifier la page 156 du rapport qui établit une analyse des résultats au bout de 9 ans.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 04 2023	Concernant les indicateurs chiffrés, il est demandé d'inscrire les valeurs initiales ainsi que les valeurs cibles attendues directement dans le tableau des indicateurs. C'est l'écart entre la valeur réelle au moment du bilan et la valeur cible établie lors de l'élaboration du PLUi qui permettra d'évaluer les effets PLUi de manière pertinente et d'envisager, si besoin, des mesures correctives.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt. Les modalités de suivi seront, quant à elles, déterminées en fonction des nouveaux indicateurs de suivi.
DDT88	27 04 2023	OAP Commerce : il conviendra de faire des renvois dans le règlement à cette OAP afin de s'assurer qu'elle sera prise en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Couches SIG : manque la couche "A", il faudra corriger cette erreur pour le téléversement sur le GPU.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de l'approbation du document.
DDT88	27 03 2023	Concernant l'emplacement réservé p.101 (du rapport de justification) sur la commune de Neufchâteau, il n'est pas situé au bon endroit sur le document graphique.	Ce n'est pas une erreur. L'emplacement réservé servira bien (sur une partie seulement) de liaison entre la nouvelle Gendarmerie et la zone 1AU.
DDT88	27 03 2023	Corriger les petites erreurs d'orthographe recensés (voir Annexe de l'avis de la DDT88)	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Le PLUi prévoit une bande d'inconstructibilité de part et d'autre des cours d'eau. Cette prescription paraît insuffisante pour préserver les cours d'eau et leurs fonctionnalités. Outre les constructions, il convient d'y interdire tout aménagement hors travaux de renaturation des cours d'eau et travaux autorisés au titre du code de l'environnement, en particulier les clôtures, remblais, stockages et l'imperméabilisation.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt au sein des dispositions générales.
DDT88	27 03 2023	Le stationnement des vélos est un point systématiquement abordé dans le règlement écrit. Toutefois, on notera l'absence d'évocation de stationnement sécurisé pour les vélos dans l'espace public.	Il n'est pas interdit de réaliser un stationnement sécurisé pour les vélos au sein de l'espace public. Ce type d'aménagement est à apprécier à l'échelle de chaque commune en fonction des projets.
DDT88	27 03 2023	L'obligation d'installation de dispositifs de production d'EnR sur les constructions de plus de 500 m² doit être rajoutée dans le règlement écrit pour les zones 1AUY et 1AUX.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.

DDT88	27 03 2023	Changer le figuré des ERP naturels dans les légendes du règlement graphique.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Demande d'intégration en Npv des projets sur Grand et Chermisey.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt pour la commune de Grand étant donné qu'elle a reçu un avis favorable de la CDPENAF en date du 16/01/2023. En revanche pour Chermisey, le projet n'a pas reçu d'avis favorable de la CDPENAF, il ne sera donc pas sectorisé en "Npv" dans le prochain arrêt du PLUi.
DDT88	27 03 2023	Autigny-la-Tour : ZL 21 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Balléville : ZL 54 à classer en N et non en ERP naturel	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Domrémy-la-Pucelle : OA 187 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Longchamp-sous-Châtenois : parcelles ZD 59,60,61,69,70 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Martigny-lès-Gerbonvaux : ZD40 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Ménil-en-Xaintois : ZH5 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Punerot : YK24,22,25 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Ollainville : ZD50 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	La Neuveville-sous-Châtenois : OB 558 et 574 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Longchamp-sous-Châtenois : parcelles ZE 75 et 76 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Longchamp-sous-Châtenois : parcelles A 327 et 328 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Rebeuville : parcelle ZI 15 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Punerot : La zone Npv déborde sur des surfaces en nature de bois relevant du régime forestier. Seule la partie exploitée par le carrié est réellement dégradée.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Un arrêté préfetoral de 2004 autorise le défrichement total du massif forestier considérant la pauvreté du bois et l'inexploitation de ce dernier par toute activité sylvicole. La CCOV demande donc à obtenir une dérogation pour ce secteur "Npv".
DDT88	27 03 2023	Attignéville : zonage NC non conforme au périmètre d'exploitation.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Jainvillotte : zonage NC non conforme : retirer la parcelle C749 et revoir la délimitation sud-ouest (limitée par la nouvelle voie communale périmétrale).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Autigny-la-Tour : parcelle n°B 83 à classer en N	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT88	27 03 2023	Concernant les 4 études spécifiques présentées dans les annexes, une erreur de réglementation est commise en excluant de l'identification des zones humides les zones dont la végétation est caractéristique de zone humide mais aps de sol, ces 2 critères n'étant pas cumulatifs dans le code de l'environnement. Cela conduit à sous-estimer les surfaces de zones humides.	Les zones humides recensés sur critères floristiques apparaissent dans le zonage réglementaire au sein du secteur Nzh. Ce secteur regroupent toutes les zones humides ordinaires (sur critères floristiques, appuyé par un travail de terrain d'ECOLOR en 2017) et les zones humides remarquables (recensées par le SDAGE).

DDT88	27 03 2023	Incohérence entre les divers documents du PLUi concernant le recul d'inconstructibilité des cours d'eau.	Les divers documents seront harmonisés afin que ces derniers présentent tous la même règle à savoir une insconstructibilité de 10m de part et d'autre de chaque cours d'eau.
DDT88	27 03 2023	Dans les zones 1AU, 1AUy, 1AUx, pour les destinations autorisées, rajouter sous condition de respect des OAP sectorielles.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Concernant la règle suivante : « Toutes les constructions sont interdites dans une bande de 30 mètres des lisières des bois de plus de 4 ha » (présente dans tous les sous-secteurs règlementaires) La CDPENAF souhaite la suppression des « 4 ha » dans cette règle et nous demande d'incorporer la règle suivante au sein d'un nouveau secteur « Nf » : « Toutes les constructions sont interdites dans une bande de 30 mètres des massifs boisés définis par un zonage Nf ». De plus, ce sous-secteur Nf devra interdire toute nouvelle construction ou tout nouvel aménagement sauf pour les constructions et les équipements liés et nécessaires à une activité forestière. Il est donc demandé d'identifier les massifs forestiers d'une superficie supérieure à 50 ares avec un zonage "Nf". Par ailleurs, les deux secteurs « Nf » existants devront être redéfinis en tant que sous-secteur « Ns » Naturel sylvicole (en gardant ces dispositions règlementaires) – de même que pour le reste des autres secteurs « N » restants.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt. Toute nouvelle construction d'habitation (type logement) sera interdite dans une bande de recul de 30m par rapport aux secteurs "Nf".
CDPENAF	27 04 2023	Il est souhaité que les zones Ux ne puissent pas accueillir de parcs photovoltaïques, une zone Npv ayant été délimitée dans le PLUi.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Les zones Nj comprenant des parcelles déclarées à la PAC devront être reclassées en zone N (ZD30 à Aroffe, AC24 Liffol-le-Grand).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Selon le L.151-13 du CU, les STECAL doivent fixer des conditions d'implantation, de hauteur et de densité. Les secteurs « NI » et « Ne » doivent donc être retravaillés. Ces secteurs devront définir une emprise au sol des constructions autorisées, et de manière générale, les abris pour animaux autorisés en zone N doivent être ouverts sur un côté. Concernant la zone "NI" la distance de recul des constructions par rapport à la lisière forestière ne s'appliquera pas.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Concernant les zones Nc, le dimensionnement de l'ouverture des zones Nc devra être revu à la baisse. Concernant Harmonville, une jauge devra être définie.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Concernant le règlement de la zone Ac, il est prévu un logement maximum par exploitation "individuelle". Ce terme "individuelle" devra être supprimé.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Concernant le règlement de la zone Ac, seules les constructions nécessaires à l'activité agricole doivent être autorisées (retirer les bureaux, l'artisanat, les logements touristiques et hôteliers...). Une notion de diversification de l'activité agricole devra être ajoutée (point de vente, atelier de transformation...).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	En zone A, seules les constructions en lien avec les activités agricoles doivent être autorisées.	La zone A n'est pas "constructible" pour toute activité. C'est le cas pour les zones "AC" qui ont été définies spécifiquement pour répondre aux besoins liés à l'activité agricole.

CDPENAF	27 04 2023	Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone (U) . De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. En revanche le recul de 20m sera modifié pour l'habitat isolé en "A" ou "N".
CDPENAF	27 04 2023	Les abris pour animaux devront être ouverts sur 1 côté minimum (zones A et N).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Réduire les zones d'activité aux projets connus, zones 1AUy à Dommartin-sur-Vraine	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Retirer la partie de la parcelle 68 de la zone U à Harmonville	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Avis défavorable sur la parcelle 178 (terrain agricole) à Harmonville	Une zone 1AU viendra remplacer le zonage UA.
CDPENAF	27 04 2023	Réduire la zone U sur la parcelle 12 à Morelmaison	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Supprimer la zone UB à proximité de la zone AC à Removille	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Retirer de la zone UB sur la parcelle 109 (terrain agricole) à Tilleux	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Retirer de la zone UB sur la parcelle 51 (terrain agricole) à Viocourt	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Retirer de la zone UB trop proche d'une zone AC (parcelle 79) à Vouxey	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Concernant la protection des espaces forestiers, les communes de Rollainville, Sionne et Aroffe ont des zones U à proximité des forêts et seront impactées par la règle de recul des 30 m	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt pour la parcelle n°ZE 5 à Aroffe.
CDPENAF	27 04 2023	Mont-lès-Neufchâteau : retrait de la zone 1AU "MT01"	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Neufchâteau : pour la zone "NE04", cette dernière devra observer un recul de 30m par rapport à la lisière de la forêt.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Rebeuville : la zone identifiée "RB06" devra être limitée au fond de la parcelle de la zone existante.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Châtenois : la zone identifiée "CH01" devra être retirée car trop proche d'un STECAL "AC".	La zone AC sera supprimée.
CDPENAF	27 04 2023	Circourt-sur-Mouzon : Il est demandé de réduire la zone "1AUe" à 6000 m².	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Greux : la zone UX devra être réduite en retirant la parcelle ZB 7 et AB 238.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Harchéchamp : il est demandé de réduire la zone UB dans l'alignement des zones 1AU et 2AU à proximité.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	La Neuveville-sous-Châtenois : un bâtiment agricole en activité est situé à côté de la zone 2AU. IL convient de réduire la parcelle 167 (terres agricoles).	La zone constructible de la parcelle 167 sera réduite.
CDPENAF	27 04 2023	Liffol-le-Petit : La zone 1AUX doit être réduite de moitié.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

CDPENAF	27 04 2023	à liffol-le-Petit mettre du 1AUe au lieu du UE	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
CDPENAF	27 04 2023	Rouvres-la-Chétive : la zone 1AU est dans le périmètre de 100m de la ferme RSD en activité. La zone doit être réduite pour respecter le périmètre de 100 m.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Saint-Menge : les deux zones 1AU sont à retirer car il y a suffisamment de dents creuses dans la partie urbanisée.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Soncourt : la zone 1AU située en face de l'exploitation agricole doit être retirée pour respecter les distances de recul. Elle pourrait être transférée sur la parcelle libre située en face des maisons existantes.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF	27 04 2023	Trampot : la zone 1AU et la zone UB desservie par un chemin appartenant à l'Association foncière doivent être retirées.	La zone constructible de la zone UB sera supprimée.
UDAP88	03 05 2023	Etude entrée de ville : il est à regretter l'ouverture à l'urbanisation de ces secteurs (Neufchâteau et Châtenois). Ces projets risquent de contribuer davantage à la désertification des commerces du centre-ville.	L'ORT de ces deux communes propose des actions de requalification des centres bourgs, tant sur le commerce que sur l'habitat. Toutefois, il est important de pouvoir laisser quelques possibilités d'extension pour ces deux communes en entrée de ville notamment pour la zone économique de Châtenois qui est classée comme "site industriel clé en main" par la région Grand Est.
UDAP88	03 05 2023	Etude patrimoniale : le recensement du patrimoine bâti remarquable vernaculaire ou dégradé est peu argumenté, ce travail devrait être complété par une réelle étude patrimoniale.	Au vu de l'avancée du projet, la CCOV ne souhaite pas revoir ce travail de diagnostic qui a été réalisé en 2017. L'étude patrimoniale réalisée correspond aux attentes figurant dans le CCTP du marché initial du PLUi.
UDAP88	03 05 2023	La publicité, les enseignes devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme.	La CCOV distribuera divers documents pédagogiques au moment de l'approbation du PLUi afin que tous les acteurs du territoire puissent s'imprégner des divers aspects réglementaires du document.
UDAP88	03 05 2023	Zone UA - Tournure de phrase à modifier (P.21 du règlement écrit)	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt. Dans chaque secteur concerné, la modification sera la suivante : "Des prescriptions spécifiques pourront alors également s'ajouter après consultation de l'Architecte des Bâtiments de France."
UDAP88	03 05 2023	Zone UA - Tournure de phrase à modifier (P.22 et 23 du règlement écrit)	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
UDAP88	03 05 2023	Le blanc pur ne devrait pas être autorisé (P.34 du règlement écrit)	Les élus membres du COTEC ont décidé d'autoriser le blanc pur en zone "UB".
UDAP88	03 05 2023	Aucune mention n'est faite concernant la pose d'ITE (P.43 du règlement écrit)	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.

UDAP88	03 05 2023	Il conviendrait de privilégier des dispositifs de même teinte que le matériau de couverture sur lequel ils sont implantés et non visibles du domaine public lorsqu'ils se trouvent dans un périmètre MH. (P.54 du règlement écrit). Pour les menuiseries, éviter le blanc pur ou les teintes trop sombres comme le gris anthracite ou le noir.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à ces règles.
UDAP88	03 05 2023	Les projets photovoltaïques en toiture sont à étudier au cas par cas. (P.63 du règlement écrit)	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à ces règles.
UDAP88	03 05 2023	Règlement graphique : Les églises ou éléments qui génèrent un périmètre MH devraient se voir attribuer une étoile "ERP bâti" ainsi qu'un zonage UP.	Il n'est pas nécessaire de rajouter une protection de type "ERP bâtis" sur les églises mentionnées puisque ces dernières sont déjà classées comme Monument Historique générant de fait une protection. Le secteur UA se prête bien aux églises, il n'est pas nécessaire d'attribuer un zonage UP pour ces constructions qui n'ont pas vocation à obtenir un changement de destination.
UDAP88	03 05 2023	Nuancier : revoir la typologie des palettes selon la datation du bâti et non par "sites"	Le choix de la CCOV se porte bien sur une corrélation entre les secteurs mentionnés dans le PLUi et les palettes proposées en conséquence en faisant bien la distinction entre centres anciens (UA et UP) et le reste des secteurs ayant un plus large choix de teintes. Au sein de chaque secteur sera préciser le renvoi vers la/les palettes du nuancier concerné.
UDAP88	03 05 2023	Nuancier : certaines teintes "ne sont pas locales"; Qu'appellez-vous "teintes complémentaires"? ; Palette D : il devrait y avoir une différenciation entre les portes, les volets et les fenêtres?	Toutes les teintes apparaissant dans le nuancier sont issues d'un travail de terrain mené par une coloriste professionnelle. Elles sont donc "locales" par définition. Les teintes complémentaires soulignent la possibilité d'avoir plusieurs teintes sur une même façade offrant ainsi la possibilité de combiner des teintes pastel et des teintes plus soutenues au sein des "sites récents". L'étude de la coloriste démontre qu'il n'est pas nécessaire de faire la distinction entre les diverses menuiseries.
UDAP88	03 05 2023	FC 1 - Les soubassements en pierre de taille ne doivent pas être recouverts de peinture ou d'enduit.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
UDAP88	03 05 2023	FC 2 - Quel est le rôle de cette phrase?	Il s'agit là seulement d'une indication, d'un conseil, d'une interprétation venant de la coloriste qui a réalisé l'étude.
UDAP88	03 05 2023	FC 3 - Conseils coloristiques (tournures de phrases et erreurs d'orthographe)	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son second arrêt.
UDAP88	03 05 2023	FC 4 - Quel est le rôle de cette phrase?	Il s'agit là seulement d'une indication, d'un conseil, d'une interprétation venant de la coloriste qui a réalisé l'étude.
UDAP88	03 05 2023	FC 7 - Le ravalement de façade.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son second arrêt.
UDAP88	03 05 2023	OAP Frebécourt : Une voirie interne est à créer pour desservir les 5 logements prévus sur ce terrain, connectée aux deux voies existantes de chaque côté de la parcelle à découper. Un alignement des constructions vosiines existantes est à prévoir pour les nouvelles maisons afin de conforter les fronts urbains actuels.	Au sein de la zone UB, un retrait compris en 3 et 15 m sera autorisé pour toute nouvelle construction depuis les voies et emprises publiques/privées. Au regard de la densité imposée, il est techniquement impossible d'observer un alignement du front bâti pour les futures constructions.
UDAP88	03 05 2023	OAP Liffol-le-Grand : Il est à regretter l'éloignement de ces emprises avec le centre bourg. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.

UDAP88	03 05 2023	OAP Gironcourt-sur-Vraine : Il est à regretter l'éloignement de ces emprises avec le centre bourg. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Removille : Il est à regretter que la césure paysagère entre le centre bourg et l'extension ne soit pas maintenue. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Frebécourt : Plusieurs zones à urbaniser sont prévues en périphérie du centre bourg, sans réelle connexion urbaine et paysagère. Ce sont de nouvelles zones paysagères qui seront artificialisées. L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans ces communes rurales appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP88	03 05 2023	OAP Neufchâteau : Il est à regretter l'ouverture à l'urbanisation de nombreux secteurs paysagers de qualité à l'extérieur du centre bourg, alors qu'un nombre important d'immeubles est en déshérence au centre-ville. L'étalement urbain n'est pas à privilégier, mais il convient de conserver, d'adapter et de transmettre la bâti existant en centre bourg.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP88	03 05 2023	OAP Rebeuville : Il est à regretter l'éloignement de ces emprises avec le centre bourg, le front bâti et la voie le long de laquelle il est implanté. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Le mitage du paysage est à éviter.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique. Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Rollainville : Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Les voies en impasse sont à éviter par la connexion de la rue créée sur le réseau viaire existant.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Châtenois : Il est à regretter l'extension du lotissement ainsi que la création d'une nouvelle emprise constructible aussi éloignée du centre bourg alors qu'un nombre important d'immeubles est en déshérence au centre-ville.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle secondaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP88	03 05 2023	OAP Coussey : L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle intermédiaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP88	03 05 2023	OAP Grand : L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales alors qu'un nombre important d'immeubles est en déshérence en centre bourg. Les parcelles concernées par l'emprise constructible sont actuellement très végétalisées. La quantité d'arbres à préserver devra être revue à la hausse. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle intermédiaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique. Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.

UDAP88	03 05 2023	OAP Soulosse-sous-saint-Elophé : Les nouvelles constructions s'implanteront le long de la voirie et sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Autreville : Il est à regretter l'éloignement de l'emprise constructible avec le centre-bourg, la voie et le front bâti. Les nouvelles constructions s'implanteront le long de la voirie et sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Landaville, Ménil-en-Xaintois et Rouvres -la-Chétive : La construction de bâtiments en second rang, éloignés de la voie principale, est à éviter. Privilégier les constructions le long de la voie, dans l'alignement urbain.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Saint-Menge, Trampot, Vouxey : Il est à regretter l'éloignement de ces emprises avec le centre bourg, la voie et le front bâti. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
CA88	09 05 2023	Le projet prévoit des secteurs de taille et capacité d'accueil limitées (STECAL) pour les carrières intitulées zone Nc. Ces zones Nc reconnaissent les sites existants ainsi que les extensions sur des espaces agricoles ou forestiers. Ces extensions sont parfois très importantes avec des surfaces de plus de 75 hectares d'un seul tenant sur des parcelles à la PAC ou 35 hectares sur des parcelles forestières. Ces extensions impactent l'espace agricole ou naturel, et une réduction de leur emprise serait la bienvenue.	Les projets de STECAL de type "NC" seront réduits sur les communes d'Attignéville, Harmonville et Jainvillotte au moment du second arrêt.
CA88	09 05 2023	Le projet inscrit en zone NE la voie verte autour de Gironcourt-sur-Vraine. Toutefois, cette zone NE est inscrite sur des parcelles ou des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient bienvenus pour réduire ces zones.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.

CA88	09 05 2023	<p>Tel que rédigé, le règlement de la zone AC autorise d'une part, les constructions nécessaires à l'activité agricole et d'autre part, les constructions à destination de bureaux, d'hébergements hôteliers et de restauration. Effectivement, les exploitations peuvent faire le choix de prolonger leur activité en créant un atelier de transformation, un local de vente... Pour autant, les constructions nouvelles nécessaires à ce besoin gardent leurs destinations agricoles comme le précise l'article L151-11 du code de l'urbanisme (CU) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les zones agricoles, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production. <p>Cet article est complété par l'article R 151-23 du CU qui prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peuvent être autorisées, en zone A, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées. <p>Il convient de préciser que l'activité en prolongement s'arrête en même temps que l'activité principale. Ainsi, le règlement arrêté de la zone AC va au-delà des prescriptions définies dans le CU. Il serait donc opportun de modifier le règlement. .</p>	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.
CA88	09 05 2023	<p>Le règlement de la zone AC vise à autoriser les constructions à destination agricole et nécessaire à l'activité. Tel que proposé, la rédaction ne répond pas au code de l'urbanisme et il apparaît plus simple de reprendre la rédaction en vigueur de l'article L151-11 du code de l'urbanisme (CU) complété par l'article R 151-23 du CU.</p> <p>Dans la zone AC sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées. Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production (activité de diversification à l'activité principale).</p> <p>Le règlement autorise la construction de gardiennage qui est à limiter à une par exploitation (et non pas individuelle).</p> <p>Tel que rédigé, le règlement impose une pente de toiture comprise entre 25° et 30°. Pour des bâtiments agricoles, ces pentes rendent toutes constructions impossibles. En moyenne les pentes pour un bâtiment agricole sont comprises entre 15 % et 25 % soit entre 8° et 15 °. Il convient donc de distinguer les habitations des bâtiments agricoles. Sur l'utilisation d'énergie renouvelable, un tracker solaire est à autoriser.</p> <p>En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S'il est évident d'autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu'à 100 mètres carrés d'annexes supplémentaires. Une annexe est définie comme suit : c'est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale » (Rép. min. n°1342 : JO Sénat Q, 22 févr. 2018, p. 821).</p> <p>Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). Une réduction de la surface à 50 mètres carrés d'emprise au sol serait donc la bienvenue.</p> <p>Le règlement autorise le point suivant : dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe est autorisée sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante. La construction d'annexe est à privilégier dans la zone constructible autour de la construction en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U.</p> <p>Dans toutes les zones, il apparaît important de préciser une marge de recul de 30 mètres des massifs et des espaces boisés. La création d'une zone NF pourrait faciliter la reconnaissance de ces espaces et faciliter l'application du droit des sols. Les extensions ou annexes en continuité de la construction principal ne respectant pas cette distance de 30 mètres, pourront être réalisées à une distance inférieure sans réduire la distance pré-existante.</p>	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son second arrêt.

CA88	09 05 2023	La prise en compte des espaces forestiers dans le projet de territoire est essentielle. Le PLUi n'a pas créé une zone spécifique pour identifier facilement les espaces boisés et forestiers. Ceci est pourtant essentiel pour l'application d'un principe de précaution. En effet, il est recommandé de construire à plus de 30 mètres des espaces boisés. Le règlement pourrait préciser ce point.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son second arrêt avec l'apparition d'un sous-secteur "Nf" qui appliquera cette règle de recul.
CA88	09 05 2023	Les zones 1 AU ou UX prévues à l'activité commerciales ou industrielles visent à accueillir de nouvelles entreprises dont l'objectif est de développer l'attractivité du territoire. Ces zones ne doivent pas être détournées de cet objectif premier. Nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol y soit interdite. Des ombrières sur des parkings ou des panneaux photovoltaïques sur toitures sont seuls autorisés.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA88	09 05 2023	REMOVILLE : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s'interroger sur un reclassement en zone N de l'appendice former par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ;	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA88	09 05 2023	COURCELLES SOUS CHATENOIS: A 552, reclassement de la partie arrière, aligner la zone constructible A 537 et 538 ;	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA88	09 05 2023	VOUXEY: ZH 51, reclassement de l'espace en double rideau,	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA88	09 05 2023	PUNEROT: YA 188 reclassement de l'espace en double rideau,	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA88	09 05 2023	SONCOURT: ZA 75	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA88	09 05 2023	CHATENOIS : la zone 1 AU, parcelle ZL 4	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA88	09 05 2023	ROUVRES-LA-CHETIVE : la zone 1AU pourrait être réduite avec un retrait de la parcelle ZD 381	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA88	09 05 2023	Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers : avec le changement climatique le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas approcher de nouvelles constructions à proximité. <ul style="list-style-type: none"> • ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154 • AROFFE : AA 49 • SIONNE : AB 70 • REBEUVILLE : ZD 62 	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.

CA88	09 05 2023	<p>b) Ne pas inscrire des espaces agricoles déclarés à la PAC en zone naturelle de jardin (NJ) ou des zones urbaines autorisant des constructions en double rideau.</p> <p>Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d'un jardin, il est inutile d'agrandir cet espace. Dans d'autres cas, des parcelles en double rideau (espace généralement déclaré à la PAC) peuvent autoriser des constructions nouvelles qui ont un impact sur l'espace agricole avec un recul des plans d'épandage possible. Des ajustements sont proposés pour les parcelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ATTIGNEVILLE: ZK 96 • TILLEUX: AB 109 • HARMONVILLE : ZK 68 et ZK 178 • HACHECHAMP : ZB 99 • COURCELLES-SOUS-CHATENOIS : ZB 131 • DOLAINCOURT : A 844 • MORELMAISON : AA 12 et 16 • VIOCOURT : ZB 51 • CHATENOIS : ZL 4 • CIR COURT-SUR-MOUZON : ZD 4 et 147 (réduction second rideau) • LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS : ZC 167 (réduction second rideau), AB 187 	<p>Pour les zones "NJ" seules des modifications seront apportées sur les communes d'Aroffe et Liffol-le-Grand (voir avis CDPENAF). Le conseil communautaire ne souhaite pas apporter de modification aux demandes concernant les communes d'Attignéville, Courcelles-sous-Châtenois, Viocourt et Châtenois. Le conseil communautaire apportera des modifications pour les autres communes concernés par cet avis.</p>
CA88	09 05 2023	<p>Pour l'habitat</p> <ul style="list-style-type: none"> • MONT LES NEUFCHATEAU : Les parcelles ZC 3 et 156 devraient être classées en zone agricole ou naturelle (Secteur MT 01). La parcelle ZA 162 (MT 04) pourrait être reclassée en 1 AU. • POMPIERRE : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l'extension proposée en 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Un reclassement en zone A serait la bienvenue. • TRAMPOT : la zone 1 AU (AB 15) en extension sans continuité avec l'urbanisation existante pourrait être reclassée en zone N. La zone Ub desservie par un chemin appartenant à l'Association foncière serait à reclasser en zone naturelle ou agricole. • SAINT MENGE : Il est proposé des extensions sans alors que des dents sont toujours présentes. Il apparait opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle. TRAMPOT : la zone 1 AU (AB 15) en extension sans continuité avec l'urbanisation existante pourrait être reclassée en zone N. La zone Ub desservie par un chemin appartenant à l'Association foncière serait à reclasser en zone naturelle ou agricole. <p>Pour l'activité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> • REBEUVILLE : Il est prévu une zone UX d'environ 1 ha. Cette zone pourrait être réduite en retirant la parcelle ZD 1 (RB 6). • GREUX : La zone UX pourra être réduite avec le retrait des parcelles ZB 7 et 238. • DOMMARTIN-SUR-VRAINE : Deux zones d'activités sont proposées en 1 AUY (ZL 25 et 26) en discontinuité de l'espace urbanisé. Leur retrait serait la bienvenue. • LIFFOL-LE-PETIT : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié. <p>Pour le développement d'infrastructure</p> <ul style="list-style-type: none"> • CIR COURT SUR MOUZON : Le projet prévoit la création d'un établissement scolaire sur une surface de 1,23 hectare. Cette surface est importante et pourrait être réduite de moitié. • AUTREVILLE : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l'espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l'emprise publique sans impacter l'espace agricole. 	<p>La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes sauf pour les communes de Circourt-sur-Mouzon et la zone (UX) de Rebeuville.</p>

CA88	09 05 2023	Sur la valorisation de l'activité agricole des ajustements seraient bienvenus sur la parcelle ZB196 à Rouvres-la-Chétive et sur la parcelle n°ZC57 à Circourt-sur-Mouzon ainsi que sur la parcelle n°ZH 64 à Coussey.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA88	09 05 2023	Rouvres la Chétive: L'EARL DE L'EAU BLANCHE représentée par M. Pierre-Charles BARRY a déposé un permis de construire sur la parcelle ZI 36 en mars 2023 (après arrêt du PLUi). C'est un nouveau site mais afin d'assurer la pérennité de l'activité, il apparaît opportun de créer une zone AC constructible sur tout ou partie des parcelles ZI 36, 40 et 84.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son second arrêt.
CA88	09 05 2023	<p>3. Les STECAL en zone naturelle</p> <p>Zone NC : Plusieurs carrières sont reconnues en zone NC. Si la reconnaissance des zones d'extraction actuelles ne soulève pas de remarques particulières, la zone NC reconnaît des zones d'extraction très importants comme : HARMONVILLE – 75 hectares sur espace agricole, Attigneville – 45 hectares sur espace forestier, Jainvillotte – 30 hectares sur espaces forestiers, Sionne – 12 hectares sur espaces agricoles.</p> <p>Tout en comprenant la nécessité de prévoir le besoin pour les entreprises, il semblerait judicieux de caler ces zones NC sur les autorisations préfectorales en vigueur pour chacune de ces carrières et d'évaluer les surfaces destinées à l'extraction encore disponibles.</p> <p>Sur Neufchâteau, deux zones NC sont également indiquées, mais compte tenu de leur taille, cela semble être des erreurs matérielles.</p> <p>Zone NJ : La zone NJ est à utiliser uniquement sur des espaces de jardins existants. Comme précisé dans la définition du SRADDET, la création de jardin sur espace agricole, naturel ou forestier correspond à de l'artificialisation. D'une manière générale, la zone NJ est à utiliser sur des espaces de jardins existants. A défaut, les zones NJ sont maintenir en zone agricole ou naturel comme à Châtenois parcelle ZL 4.</p> <p>Zone NE : La zone NE reconnaît entre autres les terrains de foot. Sur Autreville, la zone NE ouvre à l'urbanisation une surface de plus de 0,65 hectares sur des espaces cultivés. Une réduction serait la bienvenue pour maintenir uniquement la bande en extension le long des vestiaires existants et conserver en extension 0,25 ha. Le reste pourrait être reclassé en zone agricole.</p> <p>Le projet inscrit en zone NE également la voie verte autour de Gironcourt-sur-Vraine ce qui se justifie.</p> <p>Toutefois, cette zone NE reconnaît des parcelles agricoles (sans chemin pré-existant) ou des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient bienvenus pour réduire ces zones notamment sur les parcelles agricoles, notamment la parcelle ZI 84.</p> <p>Un chemin d'association foncière est privé et utilisé pour la desserte agricole. Si bien entendu les déplacements doux peuvent y être autorisé, le classement en zone NE suggère la création de travaux. La forme de ce zonage est peut être du à une erreur de numérisation.</p>	Pour les zones "NC" des modifications seront apportées..

CA88	03 05 2023	<p>5. Autre ajustement de zonage</p> <p>Dans le cadre de nos analyses, nous avons observé des ajustements possibles sur des espaces artificialisés.</p> <p>Coussey, une modification de la ZH 63 classé en zone UB au profit de zone d'activité contigüe.</p> <p>Landaville, ajuster la zone d'activité sur l'espace artificialisé, parcelles ZI 134 et 132.</p> <p>Gironcourt sur Vraine : parcelle A 581, ajuster la zone UB pour éviter de couper une maison et son jardin en deux parties.</p>	<p>Des modifications seront apportées sur la commune de Landaville et de Gironcourt-sur-Vraine. Pour le cas de Coussey, la CCOV souhaite que la séparation entre les zone UY et AC respecte le parcellaire. En cela le fait qu'un bâtiment agricole dépasse de la limite cadastrale sur la zone UY ne nous paraît pas suffisant pour modifier le zonage.</p>
------	------------	--	--

C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Intégration des PDA arrêtés au 12/04/2023 aux Annexes du PLUi
- Intégration des modifications des communes ayant émis un avis favorable avec réserves/remarques du moment que ces dernières ne remettent pas en cause le PADD.
- Non-intégration des modifications souhaitées par les communes ayant émis un avis défavorable
- Corrections des diverses erreurs matérielles recensées
- Intégration de certaines remarques venant des PPA et des diverses instances
- Modifications du règlement graphique (par communes) :
 - Aroffe : modification du zonage « Nj »
 - Aroffe : passage de la parcelle n° ZE 5 en « N »
 - Attignéville : réduction du périmètre « Nc »
 - Attignéville : suppression de la zone « AC » au Nord
 - Autigny-la-Tour : passage de la parcelle n° ZL 21 en « N »
 - Autigny-la-Tour : passage de la parcelle n° B 83 en « N »
 - Avranville : rajout d'une zone « 1AUx »
 - Avranville : suppression des haies naturelles à préserver
 - Balléville : passage de la parcelle n° ZL 24 en « N » en lieu et place de l'ERP naturel
 - Châtenois : suppression du périmètre « AC » parcelle n° ZL 54
 - Châtenois : passage de « Ne » à « Ac » et « Nl » au lieu-dit « Au Moulin des Moines »
 - Circourt-sur-Mouzon : réduction de la zone « 1AUe » à 6 000 m²
 - Circourt-sur-Mouzon : suppression de la zone « UA » sur la parcelle n° ZD 147
 - Coussey : rajout d'un STECAL « Ne »
 - Coussey : rajout d'une zone « Nzh »
 - Chermissey : passage de deux parcelles « UA » vers « UB »
 - Domrémy-la-Pucelle : passage de la parcelle n° AO187 en « Nf »
 - Gironcourt-sur-Vraine : ajustement de la zone « UB » sur la parcelle n° A 581
 - Grand : rajout d'une zone « Npv »
 - Harchéchamp : suppression de la zone « UB » sur la parcelle n° ZB 99
 - Harchéchamp : intégration de la parcelle n° ZB 145 en « UB »
 - Harmonville : réduction du périmètre « Nc »



C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Harmonville : réduction du périmètre « UA » parcelle n° ZK 68
- Harmonville : une partie de la parcelle n° ZK 178 passe en « 1AU »
- Jainvillotte : réduction du périmètre « Nc »
- Landaville : ajustement de la zone « UX » sur les parcelles n° ZI 134 et 132
- La Neuveville-sous-Châtenois : passage des parcelles n° OB 558 et 574 en « N »
- La Neuveville-sous-Châtenois : réduction de la zone « UA » sur la parcelle n° ZC 167
- Liffol-le-Grand : suppression d'une zone « Ne »
- Liffol-le-Grand : passage de la parcelle n° ZC 89 en « UB »
- Liffol-le-Grand : modification du zonage « Nj »
- Liffol-le-Petit : passage de la zone « UE » en « 1AUe »
- Longchamp-sous-Châtenois : passages des parcelles n° ZD 59,60,61,69,70 en « N »
- Longchamp-sous-Châtenois : passages des parcelles n° A 327 et 328 en « N »
- Longchamp-sous-Châtenois : passages des parcelles n° ZE 73, 74, 75 et 76 en « N »
- Martigny-lès-Gerbonvaux : suppression de l'ERP naturel sur la parcelle n° ZH 135
- Martigny-lès-Gerbonvaux : rajout d'une zone « UP » sur le site « Gerbonvaux »
- Martigny-lès-Gerbonvaux : passage de la parcelle n° ZD 40 en « N »
- Ménil-en-Xaintois : passage de la parcelle n° ZH 5 en « N »
- Moncel-sur-Vair : suppression de quatre ERP bâti
- Mont-lès-Neufchâteau : passage de la parcelle n° A0 946 en « N »
- Morelmaison : réduction de la zone « UB » parcelle n° AA 12
- Neufchâteau : passage d'un périmètre « Ne » vers « UE » pour la déchèterie du Niémont
- Neufchâteau : modification du zonage de l'aérodrome, création d'un sous-secteur « UEa »
- Neufchâteau : suppression du secteur « Nc »
- Neufchâteau : passage de la STEP en « N »
- Neufchâteau : modification de la zone « 1AU » derrière l'hôpital
- Neufchâteau : création d'une nouvelle zone « 1AU » derrière la Gendarmerie
- Ollainville : passage des parcelles n° ZD 50 en « N »
- Punerot : rajout d'un ERP bâti
- Punerot : passage des périmètres « UE » vers « UA »
- Punerot : réduction d'un périmètre « Ne »
- Punerot : passage des parcelles n° YK 22,24 et 25 en « N »



C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Rebeuville : passage de la parcelle n° ZI 15 en « N »
 - Rebeuville : réduction de la zone « UX »
 - Rouvres-la-Chétive : rajout d'un périmètre « AC » parcelles n° ZI 36, 40 et 84
 - Tilleux : réduction de la zone « UB » sur la parcelle n° AB 109
 - Trampot : suppression de la zone « UB » sur la parcelle n° AB 216
 - Tranqueville-Graux : rajout d'un ERP naturel
 - Tranqueville-Graux : modification de la zone « 1AUe »
-
- Autres modifications du règlement graphique :
 - Modification du figuré concernant les ERP naturels
 - Le zonage « Nf » bascule en « Ns »
 - De même un nouveau périmètre « Nf » apparaît pour sectoriser les massifs boisés de plus de 5000 m²
 - Matérialisation de la bande de recul de 30m depuis la limite du sous-secteur « Nf »
 - Rajout d'un zonage « Nzh » sur toutes les zones humides détectées lors des investigations pédologiques

C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Modifications du règlement écrit :
 - Secteur 1AUX : offre la possibilité de créer des logements de fonction pour l'exercice d'un service public
 - Rajout des demandes de modification par R.T.E.
 - Secteurs « UX, UY, 1AUx, 1AUy » : offre la possibilité de créer des ombrières photovoltaïques sur les espaces de stationnement
 - Secteurs « 1AUX » et « 1AUy » : rajout de l'obligation de d'installation de dispositifs de production d'EnR sur les constructions de plus de 500 m² comme pour les secteurs « UX » et « UY »
 - Zones « A » et « N » : modification d'une règle d'ouverture des abris pour animaux
 - Le zonage « Nf » bascule en « Ns »
 - Zones « A » et « N » : réduction de la distance maximum entre les annexes et la construction principale passant à 20m.
 - Secteur « UP » : rajout d'une interdiction concernant les travaux d'I.T.E.
 - Tous secteurs : renvoi systématique vers les palettes associées au nuancier
 - Secteurs « 1AU, 1AUy, 1AUx » : rajout « *sous condition de respect des OAP sectorielles* » à la suite du tableau des destinations
 - Un nouveau périmètre « Nf » apparaît pour sectoriser les massifs boisés de plus de 5000 m² rendant toute construction d'habitation (logement) impossible dans une bande de recul de 30 m par rapport à la limite du secteur « Nf »
 - Rajout d'un paragraphe concernant l'assainissement dans les dispositions générales
 - Rajout d'un sous-secteur « UEa » correspondant à l'aérodrome de Neufchâteau
 - Secteurs « NI », « Ne » et « Nc » : définition d'une emprise au sol maximum autorisée
 - Renforcement des règles concernant le sous-secteur « Nzh »
 - Rajout d'un renvoi à l'OAP commerce dans les dispositions générales



C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Modifications des OAP :
 - Avranville : rajout d'une OAP sur la zone « 1AUx »
 - Châtenois : réduction du corridor écologique entre la zone 1AUx et 1AUy
 - Châtenois : modification de l'accès à la zone 1AUX
 - Harmonville : rajout d'une OAP pour la parcelle n° ZK 178
 - Liffol-le-Petit : rajout d'une OAP « 1AUe »
 - Neufchâteau : modification de l'OAP concernant les deux zones d'extension près de l'hôpital
 - Neufchâteau : création d'une nouvelle OAP pour la nouvelle zone « 1AU » près du Stand
 - Removille : correction d'erreur matérielle
 - Tranqueville-Graux : modification de l'OAP

- Modifications des annexes :
 - Rajout du rapport d'expertise « zone humide » d'ECOLOR de 2021 sur Châtenois
 - Rajout du rapport d'expertise « zone humide » de la CCOV sur Harmonville
 - Rajout du rapport d'expertise « zone humide » de la CCOV sur Coussey
 - Modifications de certains conseils dans les fiches conseils annexées au nuancier
 - Intégration des PDA arrêtés au 12/04/2023
 - Intégration des périmètres de captage des eaux
 - Intégration de la liste des ouvrages RTE

- Modifications du PADD :
 - Rajout d'une phrase (page 17) concernant le site archéologique de Soulosse-sous-Saint-Eloph

- Modifications des Justifications environnementales :
 - Rajout de l'identification des 23 communes présentant une situation de tension hydrique (page 329)

- Autres modifications :
 - Rapport de présentation : corrections (page 156) sur la durée du bilan (6 ans et non 9)
 - Actualiser les cartes des risques gonflements d'argiles (EIE)
 - Résumé non-technique (EIE)